

Recueil des actes administratifs

DÉLÉGATION PILOTAGE ET INGÉNIERIE ADMINISTRATIVE ET
FINANCIÈRE

DIRECTION **ASSEMBLÉES**
AFFAIRES JURIDIQUES & ASSURANCES

JANVIER 2021

N° 64

GRANDLYON
la métropole

Direction Assemblées, affaires juridiques
et assurances

20, rue du Lac
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

☎ : 04-78-63-40-91

📠 : 04-78-63-40-90

Directeur de la publication : Bruno Bernard
Imprimé par l'atelier de reprographie de la Métropole de Lyon

7^e année - janvier 2021

N° 64

Publié le 15 février 2021

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA MÉTROPOLE DE LYON

Sommaire

Délibérations du Conseil

2021-0369 - Compte-rendu des décisions prises par le Président en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n° 2020-4119 du 20 janvier 2020 et n° 2020-0005 du 2 juillet 2020 - Période du 1er au 30 novembre 2020

[Délibération du Conseil](#) (Page 10 - 11)

2021-0370 - Compte-rendu des décisions prises par monsieur le Président en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 19 novembre et le 31 décembre 2020 en vertu de la délégation de principe accordée par délibération du Conseil n° 2020-0005 du 2 juillet 2020

[Délibération du Conseil](#) (Page 12 - 12)

2021-0371 - Caluire et Cuire - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel

[Délibération du Conseil](#) (Page 13 - 15)

2021-0372 - Limonest - Echange avec soulte de 2 parcelles situées rue Charles Machet et chemin de la Sablière - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain d'une emprise située rue Charles Machet

[Délibération du Conseil](#) (Page 16 - 18)

[Annexe](#) (Page 19 - 19)

2021-0373 - Vaulx en Velin - Plan de cession - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession, à titre onéreux, à la société civile immobilière (SCI) GER de 2 parcelles situées boulevard des Droits de l'homme

[Délibération du Conseil](#) (Page 20 - 22)

[Annexe](#) (Page 23 - 23)

2021-0374 - Lyon - Conseil d'administration de l'association Medialys - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 24 - 25)

2021-0375 - Principe d'élaboration du schéma de promotion des achats responsables (SPAR)

[Délibération du Conseil](#) (Page 26 - 28)

2021-0376 - Association Office du tourisme de la Métropole de Lyon - Attribution d'une subvention de fonctionnement pour son programme d'actions 2021

[Délibération du Conseil](#) (Page 29 - 33)

2021-0377 - Association Office du tourisme de la Métropole de Lyon - Attribution d'une subvention pour soutenir la reprise de l'activité touristique dans le contexte de la crise lié à la pandémie de Covid-19

[Délibération du Conseil](#) (Page 34 - 35)

2021-0378 - Conseil de famille départemental-métropolitain - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 36 - 37)

2021-0379 - Etablissements et services de l'aide sociale à l'enfance (ASE) - Enveloppe de tarification enfance - Année 2021

[Délibération du Conseil](#) (Page 38 - 41)

2021-0380 - Accompagnement des établissements et services pour personnes âgées et handicapées - Evolution de l'enveloppe de tarification 2021

[Délibération du Conseil](#) (Page 42 - 44)

2021-0381 - Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) - Réévaluation du tarif de référence de l'aide sociale générale (ASG) - Financement 2021 des SAAD prestataires engagés dans le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) pour la prise en charge de publics spécifiques

[Délibération du Conseil](#) (Page 45 - 49)

2021-0382 - Attribution d'une subvention d'investissement au Groupement de coopération sociale et médicosociale (GCSMS) accompagnement, réadaptation, répit, post-AVC et cérébro-lésés (ARRPAC) pour la mise en oeuvre d'un dispositif d'accueil de jour - Modification de la délibération n° 2020-4324 du Conseil du 8 juin 2020

[Délibération du Conseil](#) (Page 50 - 52)

2021-0383 - Plan pauvreté - Approbation de l'avenant à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi portant sur la modification du calendrier de remise des rapports d'exécution, en raison de l'impact de la crise sanitaire

[Délibération du Conseil](#) (Page 53 - 54)

2021-0384 - Révélation d'un actif successoral - Autorisation de signature d'une convention avec l'Etude GénéeNot

[Délibération du Conseil](#) (Page 55 - 56)

2021-0385 - Conseil d'administration de la régie personnalisée Les Nuits de Fourvière - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 57 - 58)

2021-0386 - Conférence régionale du sport Auvergne-Rhône-Alpes - Désignation de représentants du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 59 - 60)

2021-0387 - Lyon 7°, Mions, Saint Priest, Vénissieux - Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignements (EPLE) et des établissements privés - Désignation de représentants du Conseil

Délibération du Conseil (Page 61 - 63)

2021-0388 - Saint Priest, Lyon 7° - Collèges publics - Dénomination des futurs collèges situés à Saint Priest et Lyon 7° - Attribution de concessions de logement pour nécessité absolue de service

Délibération du Conseil (Page 64 - 65)

2021-0389 - LUGDUNUM - Musée et Théâtres romains - Fixation des tarifs de la boutique

Délibération du Conseil (Page 66 - 68)

2021-0390 - Musée des Confluences - Attribution d'une subvention - Approbation de la convention d'objectifs et de moyens 2021

Délibération du Conseil (Page 69 - 73)

2021-0391 - Lyon, Villeurbanne - Schéma métropolitain des enseignements artistiques - Syndicats mixtes de gestion du conservatoire à rayonnement régional (CRR) de Lyon et de l'École nationale de musique, de danse et d'art dramatique (ENMDAD) de Villeurbanne - Versement de participations pour l'année 2021 et signature de protocoles financiers

Délibération du Conseil (Page 74 - 77)

2021-0392 - Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 78 - 79)

2021-0393 - Conseil d'administration du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) - Désignation de représentants du Conseil

Délibération du Conseil (Page 80 - 82)

2021-0394 - Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la Métropole de Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 83 - 85)

2021-0395 - Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la Métropole de Lyon - Mise à jour des associations et de leurs représentants

Délibération du Conseil (Page 86 - 87)

Annexe (Page 88 - 89)

2021-0396 - Budget primitif 2021 - Tous budgets

Délibération du Conseil (Page 90 - 95)

Annexe (Page 96 - 97)

2021-0397 - Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2021-2026

Délibération du Conseil (Page 98 - 109)

2021-0398 - Modalités de gestion des provisions pour risques et charges

Délibération du Conseil (Page 110 - 112)

2021-0399 - Modification du tableau des emplois des effectifs 2021

Délibération du Conseil (Page 113 - 124)

Annexe (Page 125 - 131)

2021-0400 - Droit aux congés applicable aux salariés de droit privé

Délibération du Conseil (Page 132 - 132)

2021-0401 - Mise à disposition de personnel auprès de l'association la Gourguillonaise

Délibération du Conseil (Page 133 - 134)

2021-0402 - Association la Gourguillonaise - Attribution d'une subvention de fonctionnement pour la période janvier à août 2021 - Approbation de la convention 2021

Délibération du Conseil (Page 135 - 136)

2021-0403 - Convention de partenariat avec l'Union des groupements d'achat public (UGAP) - Renouvellement pour une période de 4 ans

Délibération du Conseil (Page 137 - 138)

2021-0404 - Francheville - Garantie d'emprunt accordée au Foyer Notre-Dame des sans-abri (FNDSA) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Délibération du Conseil (Page 139 - 141)

2021-0405 - Francheville - Garantie d'emprunt accordée au Foyer Notre-Dame des sans-abri (FNDSA) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Délibération du Conseil (Page 142 - 144)

2021-0406 - Francheville - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Batigère Rhône-Alpes auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)

[Délibération du Conseil](#) (Page 145 - 149)

2021-0407 - Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à la Société française d'habitations économiques (SFHE) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)

[Délibération du Conseil](#) (Page 150 - 152)

[Annexe](#) (Page 153 - 153)

2021-0408 - Rillieux la Pape - Garantie d'emprunt accordée à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyers modérés (HLM) Adoma auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) suite à un transfert de garantie de la part de la Société CDC habitat social - Décision modificative à la décision n° 16-0645 du 11 janvier 2016

[Délibération du Conseil](#) (Page 154 - 156)

2021-0409 - Comité syndical du syndicat mixte du Bordelan - Désignation de représentants du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 157 - 158)

2021-0410 - Comité syndical du Syndicat mixte d'aménagement et d'assainissement de la vallée de l'Ozon (SMAAVO) - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 159 - 161)

2021-0411 - Comité syndical et commission consultative paritaire du Syndicat intercommunal de gestion des énergies de la région lyonnaise (SIGERLY) - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 162 - 164)

2021-0412 - Bron - Commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aérodrome de Lyon-Bron - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 165 - 166)

2021-0413 - Corbas - Commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aérodrome de Lyon-Corbas - Collège des collectivités territoriales - Désignation d'un représentant du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 167 - 168)

2021-0414 - Elaboration du règlement local de publicité (RLP) de la Métropole de Lyon - Débat sans vote sur les orientations générales du RLP métropolitain

[Délibération du Conseil](#) (Page 169 - 170)

2021-0415 - Plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti - Individualisation d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 171 - 172)

2021-0416 - Dardilly, Décines Charpieu, Genay, Lyon 3°, Lyon 5°, Lyon 8°, Meyzieu, Rochetaillée sur Saône - Chaleur renouvelable - Attribution de subventions aux porteurs de projets dans le cadre du contrat de développement des énergies renouvelables thermiques (CDT EnRth) de la Métropole de Lyon

[Délibération du Conseil](#) (Page 173 - 176)

[Annexe](#) (Page 177 - 177)

2021-0417 - Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) de la Métropole de Lyon - Programme général, appui à la rénovation énergétique de l'habitat, animation du fonds air bois et éducation à l'eau - Attribution de subventions de fonctionnement pour l'année 2021

[Délibération du Conseil](#) (Page 178 - 181)

2021-0418 - Cycle de l'eau - Attribution d'une subvention à la Fédération nationale des collectivités concédantes et Régies (FNCCR) pour l'analyse comparative des données des services d'eau potable et des services d'assainissement pour l'année 2019

[Délibération du Conseil](#) (Page 182 - 183)

2021-0419 - Rillieux la Pape - Remplacement de la canalisation DN500 entre la station de pompage de la Velette et le réservoir de Vancia - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 184 - 186)

2021-0420 - Déchets - Reprise des petits déchets d'emballage en aluminium issus des centres de tri - Avenant à la convention pour le recyclage des petits aluminiums issus de collecte séparée

[Délibération du Conseil](#) (Page 187 - 188)

2021-0421 - Déchets - Citeo - Contrat de reprise des déchets plastiques (flux développement) issus de l'extension des signes de tri des emballages ménagers

[Délibération du Conseil](#) (Page 189 - 190)

2021-0422 - Extension des halls de départs pour la subdivision de collecte du site Krüger - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 191 - 193)

2021-0423 - Conseil d'administration de la Société d'économie mixte patrimoniale (SEMPAT) du Grand Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 194 - 196)

2021-0424 - Conseil d'administration et assemblée générale du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du Rhône et de la Métropole de Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 197 - 198)

2021-0425 - Assemblée générale de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 199 - 201)

2021-0426 - Conseil du Pôle métropolitain - Désignation d'un représentant du Conseil

Délibération du Conseil (Page 202 - 206)

2021-0427 - Décines Charpieu, Genay, Lyon 1er, Lyon 3°, Lyon 4°, Lyon 5°, Lyon 6°, Lyon 7°, Lyon 9°, Oullins, Sainte Foy lès Lyon, Tassin la Demi Lune, Villeurbanne - Aides à la pierre - Logement social 2020 - Attribution de subventions aux bailleurs sociaux pour le financement de logements sociaux

Délibération du Conseil (Page 207 - 208)

Annexe (Page 209 - 209)

2021-0428 - Décines Charpieu - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'un terrain nu situé 269 avenue Jean Jaurès angle rue Jules Verne et appartenant aux copropriétaires de la Résidence Jules Verne

Délibération du Conseil (Page 210 - 211)

2021-0429 - Fontaines Saint Martin - Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, de 2 parcelles de terrain nu situées 660 rue du Prado et appartenant à la société Adoma

Délibération du Conseil (Page 212 - 213)

2021-0430 - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située route Neuve et appartenant au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Les Cigales

Délibération du Conseil (Page 214 - 215)

2021-0431 - Sathonay Village - Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, de 2 terrains nus, situés montée du Village et appartenant à la Ville de Sathonay Village

Délibération du Conseil (Page 216 - 217)

2021-0432 - Villeurbanne - Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, d'un terrain nu situé 155 rue du 4 août 1789, à l'angle de la rue Jules Kumer et appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Icade Promotion ou à toute personne morale ou physique à elle substituée

Délibération du Conseil (Page 218 - 219)

2021-0433 - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Acquisition, à titre onéreux, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n° 428 et 578 situés 21 rue Guillermin et appartenant aux conjoints Djakma

Délibération du Conseil (Page 220 - 221)

2021-0434 - Dardilly - Réserve foncière - Secteur Les Longes - Charrière - Acquisition, à titre onéreux, d'une maison d'habitation située 6 route nationale 6 et appartenant à M. et Mme Yvan et Madeleine Sylvestre

Délibération du Conseil (Page 222 - 223)

2021-0435 - Feyzin - Réserve foncière - Acquisition, à titre onéreux, du lot n° 26 dépendant de l'immeuble en copropriété situé 7 avenue Jean Jaurès et appartenant aux époux Extrat

Délibération du Conseil (Page 224 - 225)

2021-0436 - Lyon 8° - Equipement public - Acquisition, à titre onéreux, de 7 lots de volumes dans l'ensemble immobilier situé 211 à 219 avenue Berthelot appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Lyon Berthelot commerces ou à toute société à elle substituée

Délibération du Conseil (Page 226 - 227)

2021-0437 - Meyzieu - Equipement public - Bassin de rétention - Secteur Villardier - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu situé lieudit Le Villardier à détacher des parcelles cadastrées CY 7 et CY 9 et appartenant à la société dénommée Bouygues Immobilier

Délibération du Conseil (Page 228 - 229)

2021-0438 - Rillieux la Pape - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, de 2 terrains nus, situés chemin de Fouillus et appartenant à M. Jean-Pierre Février

Délibération du Conseil (Page 230 - 231)

2021-0439 - Saint Fons - Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) des Clochettes - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu appartenant au Syndicat des copropriétaires Les Clochettes située 2 rue de la Rochette

Délibération du Conseil (Page 232 - 233)

2021-0440 - Sainte Foy lès Lyon - Habitat - Logement social - Acquisition, à titre onéreux, d'un immeuble situé 16 rue Sainte Marguerite et appartenant à l'indivision Neid

Délibération du Conseil (Page 234 - 235)

2021-0441 - Saint Priest - Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Saint Priest - Acquisition, à titre onéreux, d'un logement et d'une cave formant les lots n° 521 et 507, situés 17 rue Michel Petrucciani et appartenant à M. Hassen Sliti

Délibération du Conseil (Page 236 - 237)

2021-0442 - Saint Priest - Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Bellevue centre-ville - Acquisition, à titre onéreux, d'un local commercial et d'une cave formant les lots n° 861 et 852 situés 39 place Charles Ottina et appartenant à M. Guillaume Bernardin

Délibération du Conseil (Page 238 - 239)

2021-0443 - Sathonay Village - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu, situé 22 rue de Rivery et appartenant à Mme Léonie Bourdin

Délibération du Conseil (Page 240 - 241)

2021-0444 - Tassin la Demi Lune - Réserve foncière - Opération carrefour d'Alai - Acquisition, à titre onéreux d'un immeuble (terrain+bâti) situé 14 route de Brignais et appartenant aux époux Jusic

Délibération du Conseil (Page 242 - 243)

2021-0445 - Villeurbanne - Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Buers Nord - Acquisition, à titre onéreux, de tout ou partie de parcelles de terrains nus, situées rue de la Boube, Résidence Pranard, cadastrées BA 209, BA 107p (b) et BA 107p (c) et appartenant à Est Métropole Habitat (EMH)

Délibération du Conseil (Page 244 - 245)

2021-0446 - Villeurbanne - Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Buers Nord - Acquisition, à titre onéreux, d'une partie de terrains nus, cadastrés BA 104p et 105p, situées rue de la Boube et appartenant à la Ville

Délibération du Conseil (Page 246 - 247)

2021-0447 - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, aux consorts Djakma, d'un appartement, d'une cave et d'un parking formant respectivement les lots n° 1220, 1130 et 1410 de la copropriété Terraillon, situés au 9 rue Jules Védrières

Délibération du Conseil (Page 248 - 249)

2021-0448 - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, aux consorts Alaya, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n° 1100 et 1087 de la copropriété La Caravelle, situés 20 rue Suzanne Melk

Délibération du Conseil (Page 250 - 251)

2021-0449 - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, à Mme Dib d'un appartement, d'une cave et d'un parking formant les lots n° 1168, 1078 et 1358 de la copropriété Terraillon, situé 19 rue Jules Védrières

Délibération du Conseil (Page 252 - 253)

2021-0450 - Fontaines sur Saône - Développement urbain - Projet urbain Clos Maquis - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville de Fontaines sur Saône, d'un local commercial formant le lot n° 11 et d'un terrain propre, situés 5 quai Jean-Baptiste Simon

Délibération du Conseil (Page 254 - 255)

2021-0451 - Grigny - Développement urbain - Secteur les Sablons Quartier Gare - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville de Grigny, d'une maison d'habitation située 28 rue de la Grande Rotonnière

Délibération du Conseil (Page 256 - 257)

2021-0452 - Lyon 3° - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu Ouest - Cession, par annuités, à la société publique locale (SPL) Lyon Part-Dieu, des volumes 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 32 de l'ensemble immobilier dit B5, situé au 1 à 3 place Charles Béraudier

Délibération du Conseil (Page 258 - 261)

2021-0453 - Sainte Foy lès Lyon - Plan de cession - Cession, à titre onéreux, à la Société spirit Immobilier ou toute autre société qui lui sera substituée, d'un terrain situé 35-37 allée Alban Vistel - allée Claude Farrère et constitution d'une servitude de passage de canalisation

Délibération du Conseil (Page 262 - 264)

2021-0454 - Vénissieux - Développement urbain - Grand projet de ville (GPV) Vénissieux Minguettes-Max Barel - Cession, à l'euro symbolique, à l'Association foncière logement (AFL) ou toute personne morale se substituant à elle, d'un terrain, situé 8 rue de la Démocratie - Institution d'une servitude de passage pour canalisation eau usées

Délibération du Conseil (Page 265 - 267)

2021-0455 - Craponne - Equipements publics - Institution, à titre gratuit, d'une servitude d'usage public, pour le passage des piétons, en terrain privé bâti situé impasse du Grand Champ angle rue Pierre Dumond et appartenant au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Privilège

[Délibération du Conseil](#) (Page 268 - 269)

2021-0456 - Saint Priest - Equipement public - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées, sous une parcelle de terrain située 48 rue du Lyonnais et appartenant à la société civile immobilière (SCI) Rostand - Approbation d'une convention

[Délibération du Conseil](#) (Page 270 - 271)

2021-0457 - Saint Priest - Equipement public - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées, sous 2 parcelles de terrain situées rue de Bourgogne et appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Renault Trucks - Approbation d'une convention

[Délibération du Conseil](#) (Page 272 - 273)

2021-0458 - Tassin la Demi Lune - Equipements publics - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole de Lyon, d'une canalisation publique souterraine d'assainissement, en terrain privé non bâti situé 19 rue Marie Antoinette et appartenant à M. Rémi Pillon - Approbation d'une convention

[Délibération du Conseil](#) (Page 274 - 275)

2021-0459 - Vaulx en Velin - Equipements publics - Acquisition, à titre gratuit, d'ouvrages de canalisation d'assainissement et institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole de Lyon, d'une canalisation publique souterraine située rue Saint-Exupéry et appartenant à l'Association syndicale libre (ASL) Castors du Pont des Planches - Approbation d'une convention

[Délibération du Conseil](#) (Page 276 - 277)

2021-0460 - Vaulx en Velin - Développement urbain - Carré de soie - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Tase - Ensemble immobilier en copropriété situé 4, 8 et 12 allée du Textile - Annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété de cet ensemble immobilier

[Délibération du Conseil](#) (Page 278 - 279)

2021-0461 - Lyon 3° - Politique foncière 2021-2023 - Individualisation partielle d'autorisations de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 280 - 283)

2021-0462 - Lyon 3° - Habitat et Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la société anonyme (SA) d'HLM Batigère Rhône-Alpes, d'un immeuble situé 20 rue Bara

[Délibération du Conseil](#) (Page 284 - 285)

2021-0463 - Lyon 4° - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la société coopérative d'HLM Poste habitat Rhône-Alpes, de l'immeuble situé 63 boulevard de la Croix-Rousse

[Délibération du Conseil](#) (Page 286 - 288)

2021-0464 - Lyon 7° - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat, de l'immeuble situé 315 rue Duguesclin

[Délibération du Conseil](#) (Page 289 - 290)

2021-0465 - Comité syndical du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) - Désignation de représentants du Conseil

[Délibération du Conseil](#) (Page 291 - 293)

2021-0466 - Reconduction du dispositif de soutien psychologique à destination des publics fragilisés par la crise sanitaire, porté par la fondation Action recherche handicap et santé mentale (ARHM) - Attribution d'une subvention

[Délibération du Conseil](#) (Page 294 - 296)

Arrêtés réglementaires

2021-01-07-R-0001 - 5 rue Sainte Catherine - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un local commercial formant le lot de copropriété n° 102 - Propriété de la société civile immobilière (SCI) M.C.S

[Arrêté réglementaire](#) (Page 297 - 299)

2021-01-07-R-0002 - Renouvellement de l'autorisation accordée à l'Association lyonnaise de gestion d'établissements pour personnes déficientes (ALGED) pour le fonctionnement du foyer appartements La Providence

[Arrêté réglementaire](#) (Page 300 - 302)

2021-01-07-R-0003 - Commission départementale de réforme (CDR) - Désignation des représentants de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-26-R-0669 du 26 août 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 303 - 304)

2021-01-07-R-0004 - Comité Technique (CT) - Composition du CT de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-27-R-0686 du 27 août 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 305 - 307)

2021-01-07-R-0005 - Association Centre régional d'information pour l'agir solidaire (CRIAS) Mieux vivre - Désignation du représentant du Président de la Métropole de Lyon

[Arrêté réglementaire](#) (Page 308 - 309)

2021-01-07-R-0006 - Autorisation d'occupation du domaine public de la Métropole de Lyon accordée à l'association Odysseus 3.1 représentée par M. Lionel Rard pour le stationnement d'un bateau L'Arioste

[Arrêté réglementaire](#) (Page 310 - 313)

2021-01-07-R-0007 - Règlement intérieur des déchèteries - Abrogation de l'arrêté n° 2020-05-25-R-0377 du 25 mai 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 314 - 321)

2021-01-07-R-0008 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - 1 2 3 Éveil - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Nouvelle dénomination - Modification des horaires

[Arrêté réglementaire](#) (Page 322 - 323)

2021-01-07-R-0009 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Prunelle de mes yeux - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Régularisation - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-10-R-0988 du 10 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 324 - 325)

2021-01-07-R-0010 - Représentation du Président de la Métropole de Lyon, et des autorités habilitées à signer les marchés publics, à la présidence de la Commission permanente d'appel d'offres (CPAO) et des jurys - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-11-R-0608 du 11 août 2020 - Arrêté retiré

2021-01-07-R-0011 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif foyer Établissement Les Tilleuls lieu accueil situé 41 rue Carnot de l'association Cap social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 326 - 326)

[Annexe](#) (Page 327 - 328)

2021-01-07-R-0012 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif accueil de jour Établissement Les Tilleuls lieu ressources situé 40 avenue Jean-Jaurès de l'association Cap social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 329 - 329)

[Annexe](#) (Page 330 - 331)

2021-01-07-R-0013 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif foyer Établissement Les Glycines DHM situé 11 rue de Champvert de l'association Cap social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 332 - 332)

[Annexe](#) (Page 333 - 334)

2021-01-12-R-0014 - Arrêté conjoint avec l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes - Cession d'autorisation pour la gestion du foyer d'accueil médicalisé La Charmille géré par l'association Education et Joie au profit de l'association ODYNEO dans le cadre d'une opération de fusion-absorption et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

[Arrêté réglementaire](#) (Page 335 - 335)

[Annexe](#) (Page 336 - 340)

2021-01-12-R-0015 - Arrêté conjoint avec l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes - Création dans le cadre d'une transformation de l'offre de 12 places d'établissement d'accueil médicalisé par redéploiement de 4 places de la maison d'accueil spécialisée Les Tourrais de Craponne et portant application de la nouvelle nomenclature Finess

[Arrêté réglementaire](#) (Page 341 - 341)

[Annexe](#) (Page 342 - 350)

2021-01-12-R-0016 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône portant prorogation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALHPD) 2016-2020 de la Métropole de Lyon

[Arrêté réglementaire](#) (Page 351 - 351)

[Annexe](#) (Page 352 - 353)

2021-01-12-R-0017 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône portant composition du comité de pilotage du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées de la Métropole de Lyon

[Arrêté réglementaire](#) (Page 354 - 354)

[Annexe](#) (Page 355 - 357)

2021-01-12-R-0018 - Création d'une régie de recettes pour la perception des redevances d'occupation des terrains familiaux locatifs des gens du voyage - Abrogation de l'arrêté n° 2019-03-29-R-0354 du 29 mars 2019

[Arrêté réglementaire](#) (Page 358 - 360)

2021-01-14-R-0019 - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part Dieu ouest - Copropriété Le Vivarais - 33 boulevard Vivier Merle - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente des lots de copropriété n° 1051 et 1181 - Propriété de M. Stéphane Lejeune

[Arrêté réglementaire](#) (Page 361 - 364)

2021-01-14-R-0020 - Bellevue Saint Priest - 34 rue Georges Sand - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente par adjudication volontaire d'un appartement avec cave formant les lots n° 692 et 674 - Propriété des conjoints Prévost - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-19-R-0619 du 19 août 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 365 - 366)

2021-01-14-R-0021 - Logement social - 198 bis rue de Créqui - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de lots de copropriété - Propriété de l'établissement public administratif (EPA) Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 367 - 369)

2021-01-14-R-0022 - Désignation de représentants de la Métropole de Lyon à la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

[Arrêté réglementaire](#) (Page 370 - 372)

2021-01-14-R-0023 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif centre éducatif et professionnel Le Cepaj internat et semi internat de l'association Acolea sous dénomination sociale Société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence (SLEA) sis chemin de Bernicot

[Arrêté réglementaire](#) (Page 373 - 373)

[Annexe](#) (Page 374 - 375)

2021-01-18-R-0024 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Babilou les Massues - Changement de direction - Nouvelle dénomination

[Arrêté réglementaire](#) (Page 376 - 377)

2021-01-18-R-0025 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Augustins - Transfert des activités - Extension de la capacité - Modification des horaires

[Arrêté réglementaire](#) (Page 378 - 379)

2021-01-18-R-0026 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Lionceaux - Extension de la capacité d'accueil

[Arrêté réglementaire](#) (Page 380 - 381)

2021-01-18-R-0027 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Gard' Eden République - Transfert provisoire des activités - Extension de la capacité d'accueil - Nouvelle dénomination

[Arrêté réglementaire](#) (Page 382 - 383)

2021-01-21-R-0028 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Arlequin - Changement de direction

[Arrêté réglementaire](#) (Page 384 - 385)

2021-01-21-R-0029 - Arrêté portant ouverture d'un concours sur titre externe d'aide-soignant hospitalier - Spécialité d'auxiliaire de puériculture et spécialité aide-soignant ou aide médico-psychologique

[Arrêté réglementaire](#) (Page 386 - 387)

2021-01-21-R-0030 - Institut départemental de l'enfance et de la famille (IDEF) - Liste des candidats admis au concours sur titre en vue du recrutement d'assistants socio-éducatifs hospitaliers - Spécialité éducation spécialisée

[Arrêté réglementaire](#) (Page 388 - 389)

2021-01-21-R-0031 - Logement social - 33 rue des Bienvenus - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété des époux Gomes de Arede

[Arrêté réglementaire](#) (Page 390 - 392)

2021-01-21-R-0032 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif appartement majeur Établissement Les Glycines Service éducatif extérieur (SEE), sis 11 rue de Champvert de l'association CAP social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 393 - 393)

[Annexe](#) (Page 394 - 395)

2021-01-21-R-0033 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif Foyer Établissement Les Glycines Dispositif remobilisation jeunes (DRJ) sis 11 rue de Champvert de l'association CAP social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 396 - 396)

[Annexe](#) (Page 397 - 398)

2021-01-21-R-0034 - Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif appartement éducatif mineur établissement Les Glycines - Dispositif d'accompagnement éducatif individualisé (DAEI) sis 11 rue de Champvert de l'association CAP social et solidaire (CAPSO)

[Arrêté réglementaire](#) (Page 399 - 399)

[Annexe](#) (Page 400 - 401)

2021-01-25-R-0035 - Règlement de la darse Confluence et de sa halte fluviale

[Arrêté réglementaire](#) (Page 402 - 409)

[Annexe](#) (Page 410 - 410)

2021-01-25-R-0036 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Vénissiane - Extension de la capacité d'accueil

[Arrêté réglementaire](#) (Page 411 - 412)

2021-01-25-R-0037 - Délégations de signature accordées aux agents de la Métropole de Lyon - Abrogations et attributions des délégations - Abrogation de l'arrêté n° 2020-12-07-R-0965 du 7 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 413 - 414)

[Annexe](#) (Page 415 - 449)

2021-01-25-R-0038 - Procès-verbal de clôture d'enquête publique - Déclassement du domaine public de voirie métropolitaine de plusieurs parcelles situées autour de la place de Francfort

[Arrêté réglementaire](#) (Page 450 - 452)

2021-01-28-R-0039 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Jean-Jacques Rousseau - Changement de direction

[Arrêté réglementaire](#) (Page 453 - 454)

2021-01-28-R-0040 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Jardin Passerelle - Changement de gestionnaire - Changement de direction

[Arrêté réglementaire](#) (Page 455 - 456)

2021-01-28-R-0041 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Le Petit jardin - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-07-R-0958 du 7 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 457 - 458)

2021-01-28-R-0042 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Joyeuse tribu - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-23-R-1050 du 23 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 459 - 460)

2021-01-28-R-0043 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Petit à petit - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-07-R-0959 du 7 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 461 - 462)

2021-01-28-R-0044 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Lunes et Étoiles - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-07-R-0960 du 7 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 463 - 464)

2021-01-28-R-0045 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Danton Rêve - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-10-R-0986 du 10 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 465 - 466)

2021-01-28-R-0046 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Zébulons - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-10-R-0985 du 10 décembre 2020

[Arrêté réglementaire](#) (Page 467 - 468)

2021-01-28-R-0047 - Désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques au sein de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n° 2021-01-14-R-0022 du 14 janvier 2021

[Arrêté réglementaire](#) (Page 469 - 471)

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0369**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par le Président en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n°2020-4 119 du 20 janvier 2020 et n°2020-0005 du 2 juillet 2020 - Période du 1er au 30 novembre 2020**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Conformément aux articles L 3611-3, L 3611-2, L 3221-10-1, L 3221-11, L 3221-12 et L 3221-12-1 du code général des collectivités territoriales, il est rendu compte au Conseil des décisions prises par le Président, sur la période du 1^{er} au 30 novembre 2020, en application de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n°2020-4119 du 20 janvier 2020 et n°2020-0005 du 2 juillet 2020.

FINANCES - BUDGET

N°2020-11-17-R-0900 - Budget principal 2020 - Section d'investissement et de fonctionnement - Virements de crédits entre chapitres budgétaires

URBANISME - PRÉEMPTION

N°2020-11-03-R-0876 - Vénissieux - 30 rue André Sentuc - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société SOPART - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-08-31-R-0717 du 31 août 2020

N°2020-11-09-R-0886 - Villeurbanne - 88 rue Hippolyte Kahn - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente du lot de copropriété n°6 - Propriété de madame Florence Louis-Chanut

N°2020-11-09-R-0887 - Décines Charpieu - 40-52 route de Vaulx - Exercice du droit de préemption dans le cadre de la Protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP) à l'occasion de la vente d'un bien cadastré AE 283, AE 285 et AE 288 - Propriété des consorts Hampartzoumian-Arfi

N°2020-11-09-R-0888 - Villeurbanne - 88 rue Hippolyte Kahn - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente des lots n° 9 et 27 de copropriété - Propriété de madame Françoise Chanut épouse Louis

N°2020-11-09-R-0889 - Villeurbanne - 88 rue Hippolyte Kahn - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente des lots 8 et 39 de copropriété - Propriété de Mme Françoise Chanut épouse Louis

N°2020-11-09-R-0890 - Villeurbanne - 88 rue Hippolyte Kahn - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente des lots 5 et 37 de copropriété - Propriété de Mme Françoise Chanut épouse Louis

N°2020-11-16-R-0899 - Givors - 17 rue Roger Salengro - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété des consorts Boiteux

N°2020-11-26-R-0917 - Craponne - 77 rue Joseph Moulin - exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété de la Société civile immobilière (SCI) Chambarny

N°2020-11-30-R-0931 - Lyon 3° - Equipement public - 142-144 rue Antoine Charial - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 2 lots de copropriété - Propriété de Mme Stéphanie Cuny

N°2020-11-30-R-0939 - Meyzieu - Rue de Nantes - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un garage formant le lot n°1132 de la copropriété les Plantées - Propriété de Mme Germaine Planchon et Mme Marie-France Planchon

N°2020-11-30-R-0940 - Saint Fons - Projet urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Les Clochettes - 118 boulevard Yves Farge - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de l'offre de vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de M. Daniel Favre

Le texte intégral des décisions prises par le Président est disponible sur www.grandlyon.com - rubrique la Métropole de Lyon - Délibérations et décisions ainsi que sur l'extranet *Grand Lyon territoires* - rubrique *Vie institutionnelle* - Arrêtés. Il fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon ;

Vu ledit dossier ;

DELIBERE

Prend acte du compte-rendu des décisions prises par le Président sur la période du 1^{er} au 30 novembre 2020 citées ci-dessus et prises en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n°2020-4119 du 20 janvier 2020 et n°2020-0005 du 2 juillet 2020.

Erreur ! Insertion automatique non définie.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0370**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par monsieur le Président en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 19 novembre et le 31 décembre 2020 en vertu de la délégation de principe accordée par délibération du Conseil n° 2020-0005 du 2 juillet 2020**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction commande publique**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération du Conseil n°2020-0005 du 2 juillet 2020, la Métropole de Lyon a chargé monsieur le Président de "Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des marchés subséquents, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget".

Aux termes de l'article L 3221-11 du code général des collectivités territoriales (CGCT), monsieur le Président rend compte à l'organe délibérant des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

En conséquence, un compte-rendu des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 19 novembre et le 31 décembre 2020 est établi sous forme d'une liste et communiqué au Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Dans la liste communiquée, sont également pris en compte les marchés passés par la direction de l'eau agissant en qualité d'entité adjudicatrice, le cas échéant ;

Vu ledit dossier ;

DELIBERE

Prend acte du compte-rendu des décisions de monsieur le Président en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 19 novembre et le 31 décembre 2020, dont la liste est jointe au dossier, et prises en vertu de la délégation de principe accordée par délibération du Conseil n°2020-0005 du 2 juillet 2020.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0371**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Caluire et Cuire**

objet : **Approbation d'un protocole d'accord transactionnel**

service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Territoires services urbains**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte et objet du litige

La société civile immobilière (SCI) Bertelo est propriétaire d'un immeuble situé au 51 montée des Forts à Caluire et Cuire sis sur la parcelle cadastré section BL n°139. L'immeuble est exploité par la société Le Capot dans la cadre d'une activité de restauration.

Au mois d'octobre 2019, la Métropole de Lyon a entrepris des travaux de requalification de la montée des Forts. Le 23 octobre 2019, en procédant au décaissement de l'enrobé d'une zone au droit du restaurant, un ouvrage maçonné en pierres dorées non connu de la collectivité a été découvert sous le domaine public.

Il est apparu que cet ouvrage correspondait à la cave voutée du restaurant, utilisée comme zone de stockage par la société Le Capot. Les travaux ont provoqué des infiltrations et quelques éboulements dans la cave.

Cette découverte a entraîné un arrêt des travaux dans cette zone et la mise en place de mesures conservatoires afin de sauvegarder l'ouvrage.

La Métropole a alors organisé une expertise amiable afin d'étudier les désordres subis par les 2 parties et trouver une solution permettant d'y remédier.

Une réunion a été organisée en décembre 2019 à l'issue de laquelle il a été décidé de mandater un géomètre expert afin de déterminer précisément l'emplacement de la cave et connaître sa date de création par rapport à la voirie.

Le géomètre a rendu son étude au mois de mars 2020 et a conclu que l'empiètement de la cave sous voirie n'apparaissait pas de façon formelle dans les actes anciens mais que l'analyse visuelle du gros-œuvre permettait d'attester de son caractère ancien.

II - Objet du protocole transactionnel

C'est dans ce contexte que la Métropole et la SCI Bertelo, souhaitant éviter le coût et les aléas d'une procédure judiciaire, après discussions et concessions réciproques, ont convenu de mettre un terme au litige susceptible de les opposer.

La Métropole et la SCI Bertelo se sont ainsi mutuellement accordées sur les engagements suivants.

D'une part, la Métropole s'engagerait à faire réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux consistant à reboucher une partie de la cave voutée et à réaliser son confortement selon devis annexé au protocole transactionnel.

Le coût définitif des travaux s'élèverait à la somme 35 880 € TTC.

Le financement de ces travaux serait assuré a minima à hauteur de 23 076 € TTC par la Métropole et au maximum à hauteur de 12 804 € TTC par la SCI Bertelo.

Étant précisé que, concernant la ligne du devis correspondant aux travaux de "Purge des matériaux en place à l'aspiratrice" pour un montant prévisionnel de 4 000 € HT (4 800 € TTC), si le coût définitif des travaux facturés à la Métropole faisait apparaître un montant inférieur, la différence profiterait à la SCI Bertelo et à l'inverse, si le coût définitif des travaux facturés à la Métropole faisait apparaître un montant supérieur, la différence serait à la charge de la Métropole.

D'autre part, et afin de régulariser juridiquement la situation créée par la découverte de la cave, la SCI Bertelo s'engagerait à prendre à sa charge une somme de 1 080 € correspondant à 50 % des frais TTC relatifs à la réalisation, par un géomètre expert, d'un état descriptif de division en volumes permettant de distinguer le volume correspondant à la cave voutée, propriété de la SCI Bertelo, et le volume correspondant au domaine public de voirie, propriété de la Métropole. Le géomètre expert serait mandaté par les services de la Métropole après la réception des travaux.

La SCI Bertelo s'engagerait également à verser à la Métropole une somme forfaitaire de 500 € correspondant aux frais de publication de cet état descriptif de division en volumes auprès des services de la publicité foncière, formalité qui serait effectuée par les soins de la Métropole en vue de régulariser la situation foncière liée à la présence de l'ouvrage en tréfonds du domaine public de voirie métropolitain.

En outre, en contrepartie des engagements décrits ci-dessus, et à titre de concessions réciproques, la Métropole :

- renoncerait à exercer une action relative à l'occupation illicite de son domaine public,
- conserverait à sa charge les frais d'expertise amiable qu'elle aura engagés, les frais relatifs à la 1^{ère} intervention du géomètre-expert ainsi que le coût des mesures conservatoires.

La SCI Bertelo :

- renoncerait quant à elle à exercer une action en reconnaissance du caractère légitime de la cave sous le domaine public de voirie,
- conserverait à sa charge les frais d'expertise amiable qu'elle aura supportée.

Enfin, la SCI Bertelo renoncerait également de manière irrévocable, directement ou indirectement, à toute instance et/ou action contre la Métropole qui trouverait son fondement dans le litige exposé ci-avant.

Sous réserve de la bonne exécution des engagements réciproques ainsi souscrits, la Métropole et la SCI Bertelo reconnaîtraient être remplies l'une à l'égard de l'autre de tous leurs droits et n'avoir plus aucune réclamation ou revendication de quelque nature que ce soit, à faire valoir au titre du litige les ayant opposés et aux modalités selon lesquelles il y aura été mis fin ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

DELIBERE

1°- Approuve le protocole d'accord transactionnel entre la SCI Bertelo et la Métropole ayant pour objet de mettre un terme définitif à leur différend.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ledit protocole d'accord transactionnel, conforme aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et à prendre toute mesure d'exécution nécessaire.

3°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - section de fonctionnement - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P09O5317 pour un montant de 37 460 €.

4°- Les recettes à encaisser seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal - section de fonctionnement - exercice 2021 - chapitre 704 - opération n°0P09O5317 pour un montant de 12 804 €, 1 080 € et 500 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0372**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Limonest**

objet : **Echange avec soulte de 2 parcelles situées rue Charles Machet et chemin de la Sablière - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain d'une emprise située rue Charles Machet**

service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Territoires services urbains**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon a été initialement sollicité par monsieur Scapaticci et madame Bonin pour régulariser la délimitation entre leur propriété située 335 rue Charles Machet à Limonest et le domaine public métropolitain, faisant suite à des travaux situés à l'angle de la rue Charles Machet et du chemin de la Sablière.

Monsieur Cyrille Chauffour et Madame Albane Fichet son épouse sont les nouveaux propriétaires.

Il a été convenu de procéder à un échange comprenant :

- une emprise du domaine public de voirie métropolitain à déclasser nouvellement cadastrée C 808, située rue Charles Machet à Limonest, d'une superficie de 10 m² environ, à céder à monsieur Cyrille Chauffour et madame Albane Fichet,

- une parcelle de terrain nu appartenant à monsieur Cyrille Chauffour et madame Albane Fichet, issue de la parcelle cadastrée C 719 nouvellement cadastrée C 807, située chemin de la Sablière à Limonest, d'une superficie de 3 m² environ, à céder à la Métropole. La parcelle ainsi acquise sera versée au domaine public de voirie métropolitain.

Le présent échange est consenti moyennant le versement d'une soulte de 1 500 € au profit de la Métropole.

Les superficies exactes seront déterminées par un document d'arpentage à la charge de monsieur Cyrille Chauffour et madame Albane Fichet.

Plusieurs réseaux existent sous ou à proximité de l'emprise, ils sont occupés par les sociétés Eiffage, Enedis, Eau du Grand Lyon, Grand Lyon réseau exploitants et Orange. Leur dévoiement éventuel est à la charge de l'acquéreur.

La direction de l'eau indique qu'il existe des réseaux d'eaux usées et d'eau potable pour lesquels une servitude de passage devra être établie. Une zone inconstructible de 2 m de part et d'autre de ces réseaux, devra être respectée.

II - Déclassement et cession

Ce projet de déclassement ne portant pas atteinte aux conditions de desserte et de circulation dans le secteur, la procédure ne nécessitera pas d'enquête publique en application de l'article L 141-3 du code de la voirie routière.

Monsieur Cyrille Chauffour et madame Albane Fichet ayant accepté les conditions de cession qui leur ont été proposées, un compromis a, d'ores et déjà, été établi.

Aux termes du compromis précité, l'évaluation des immeubles échangés est la suivante :

- l'emprise appartenant à la Métropole est évaluée à : 1 500 €,
- le terrain appartenant à monsieur Cyrille Chauffour et madame Albane Fichet est évalué à : l'euro symbolique.

L'échange est consenti moyennant une soulte de 1 500 € au profit de la Métropole.

Tous les frais liés à cet échange seront supportés à parité par les parties ;

Vu les termes de l'avis de la direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 1^{er} septembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

DELIBERE

1°- Prononce, après constatation de la désaffectation, le déclassement du domaine public de voirie métropolitain de l'emprise nouvellement cadastrée C 808, située rue Charles Machet à Limonest, d'une superficie de 10 m² environ.

2°- Approuve l'échange foncier, avec soulte, d'un montant de 1 500 € au profit de la Métropole, de parcelles situées rue Charles Machet et chemin de la Sablière à Limonest :

- d'une parcelle appartenant à la Métropole, à déclasser du domaine public, d'une superficie d'environ 10 m², nouvellement cadastrée C 808, rue Charles Machet ;

- d'une parcelle, appartenant à monsieur Cyrille Chauffour et Madame Albane Fichet, d'une superficie d'environ 3 m², nouvellement cadastrée C807, chemin de la Sablière.

3°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cet échange.

4°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

5°- La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

6°- Cet échange fera l'objet des mouvements comptables suivants :

- pour la partie acquise, évaluée à l'euro symbolique en dépenses : chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844 sur l'opération n°0P09O4369 et fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2112 - fonction 01 et en recettes - compte 1328 - fonction 01 sur l'opération n°0P09O2754,

- pour la partie cédée, estimée à l'euro symbolique en recettes : chapitre 75 - compte 75888 - fonction 844 - opération n°0P09O4369, la valeur historique du bien du patrimoine de la Métropole est estimée à 1 € en dépenses : compte 204 422 - fonction 01 et en recettes : compte 2112 - fonction 01 pour des écritures d'ordre au chapitre 041 sur l'opération n°0P09O2754,

- pour la soulte en faveur de la Métropole : 1 500 € - chapitre 77 - compte 775 - fonction 844 - opération n°0P09O4369.

7°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 – compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 350 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

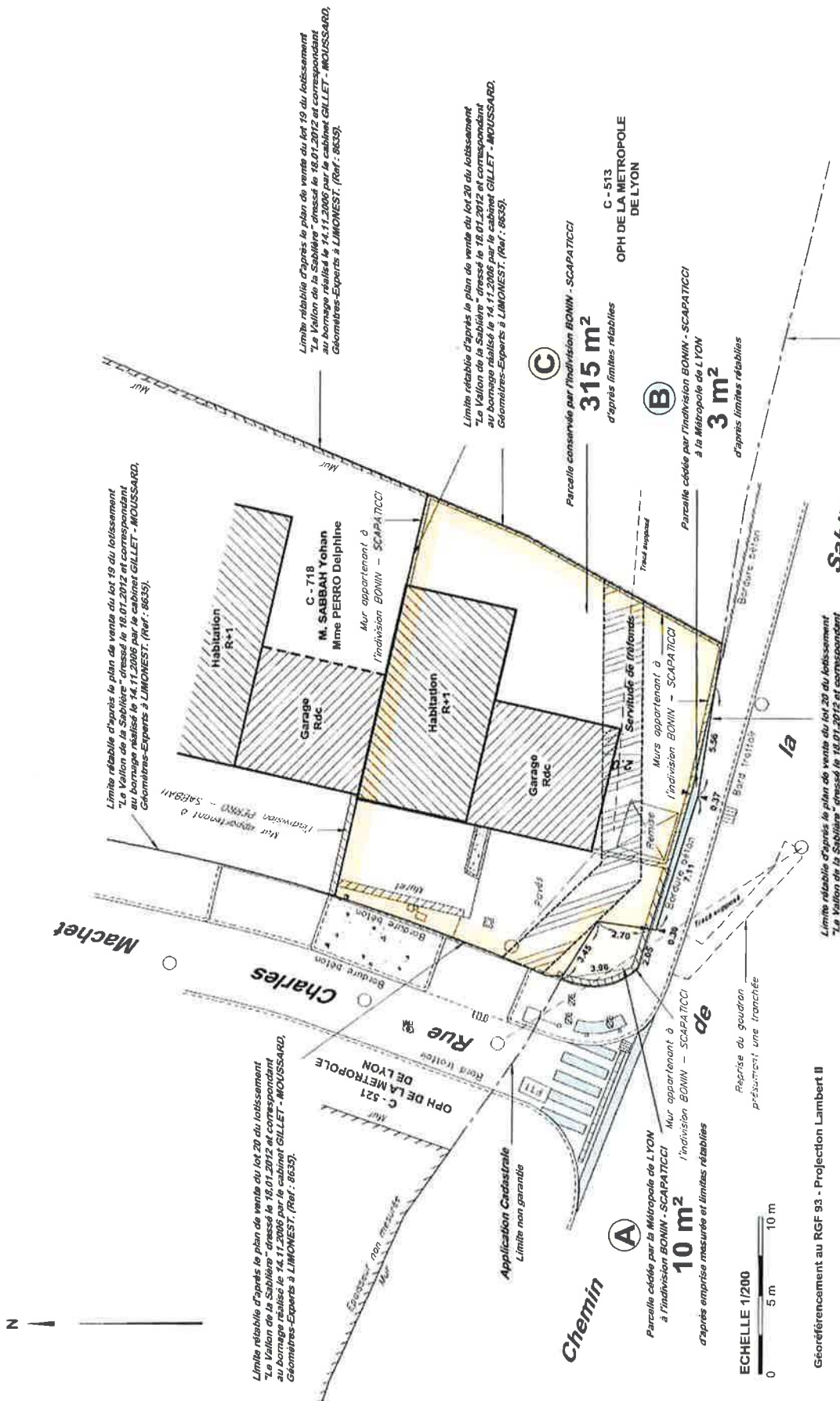
Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

AGCC

COMMUNE DE LIMONEST
Section C - Lieudit " La Sablière "

PROPRIETES BONIN - SCAPATICCI / METROPOLE DE LYON

PROJET D'ECHANGE



Nota : Les limites de la propriétés BONIN - SCAPATICCI sont garanties. Elles ont fait l'objet d'un bornage contradictoire réalisé par l'AS des sols en novembre 2006.

Sablière

Projet d'échange	11.07.2017	TC
Modifications	Date	Resp.
Etat des lieux du 10.07.2017		
Resp. : XM	Tech. : TC	Référence : 8635

TERRA URBA
GEOMETRES & EXPERTS

234, Chemin du Petit Paris
BP 30003 - 69579 LIMONEST Cedex
35, Avenue du Général de Gaulle
69170 SAINT-FORT-LES-LYON

Tél : 04 78 35 15 37 - Fax : 04 78 35 12 79
contact@terra-urba.fr
www.terra-urba.fr

Plan géométrique n° 12.01.2017

Géoréférencement au RGF 93 - Projection Lambert II

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0373**commission principale : **déplacements et voirie**commune (s) : **Vaulx en Velin**objet : **Plan de cession - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession, à titre onéreux, à la société civile immobilière (SCI) GER de 2 parcelles situées boulevard des Droits de l'homme**service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Territoires services urbains****Le Conseil,**Vu le rapport du **6 janvier 2021**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :**I - Contexte**

La Métropole de Lyon a été sollicitée par la SCI GER pour le déclassement du domaine public et l'acquisition de deux parcelles de terrain situées boulevard des Droits de l'Homme à Vaulx en Velin, dans le cadre d'un projet immobilier qui sera construit sur une partie non encore bâtie d'un tènement situé 64 avenue Franklin Roosevelt, propriété de la SCI GER. Ce nouveau projet donnant, lui, côté boulevard des Droits de l'homme.

Le principe de déclassement des parcelles susmentionnées a été approuvé par décision de la Commission permanente n°2020-0134 du 5 octobre 2020 qui autorise la SCI GER à déposer les demandes nécessaires à l'obtention de son permis de construire sur ces parcelles et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de cette décision.

II - Désignation du bien

Il s'agit de 2 parcelles de terrain nu d'une superficie totale d'environ 1 838 m², à détacher des parcelles cadastrées BO 49 et BO 114, situées boulevard des Droits de l'homme à Vaulx en Velin, en bordure du boulevard urbain est :

Référence cadastrale	Surface (en m ²)
BO 49p	1 521
BO 114p	317
Total	1 838

III - Projet

En lien avec la mission Carré de Soie, la SCI GER mène un projet d'aménagement sur un tènement situé en partie ouest du n°64 avenue Franklin Roosevelt à Vaulx en Velin. Cette dernière envisage notamment la construction d'un bâtiment de production industrielle qui sera accessible depuis le boulevard des Droits de l'homme. Ce bâtiment comprendra 2 halls d'activités et une partie bureau complémentaire en façade élevée en R+1.

L'acquisition des parcelles permettra à la SCI GER de créer un accès depuis le boulevard urbain à la société sous conditions d'une clôture uniforme et d'un traitement paysager qualitatif.

La cession permettra un alignement du domaine public.

IV - Déclassement et conditions de cession

Le déclassement concerne une surface totale d'environ 1 838 m² à détacher des parcelles cadastrées BO 49 et BO 114 situées boulevard des Droits de l'Homme à Vaulx en Velin.

L'enquête technique préalable au déclassement a fait ressortir la présence de plusieurs réseaux sous ou à proximité des parcelles. Ces réseaux sont occupés par Grand Lyon réseau exploitant, société lyonnaise d'éclairage et Eau du Grand Lyon. Leur dévoiement éventuel sera à la charge de l'acquéreur.

L'ensemble des services métropolitains consultés est favorable à ce déclassement.

Ce déclassement ne portant pas atteinte aux conditions de desserte et de circulation dans le secteur, cette procédure sera dispensée d'enquête publique, en application de l'article L141-3 du code de la voirie routière.

La SCI GER ayant accepté les conditions de cession qui lui ont été proposées, un compromis a, d'ores et déjà, été établi.

Aux termes du compromis, les parcelles susmentionnées libres de toute location ou occupation seraient cédées pour un montant hors taxe de 110 280 €, soit 60 € le m², prix conforme à l'avis domanial rendu par la direction de l'immobilier de l'État (DIE). Tous les frais liés à cette cession sont à la charge de l'acquéreur ;

Vu les termes de la DIE du 4 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

DELIBERE

1° - Prononce, après constatation de la désaffectation, le déclassement du domaine public de voirie métropolitain de 2 parcelles de terrain nu d'une superficie totale d'environ 1 838 m², à détacher des parcelles cadastrées BO 49 et BO 114 situées boulevard des Droits de l'homme à Vaulx en Velin.

2° - Approuve la cession par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 110 280 € hors taxe, auquel s'ajoute le montant de la TVA à 20% qui s'élève à 22 056 €, soit un montant toutes taxes comprises de 132 336 €, à la SCI GER de 2 parcelles de terrain nu d'une superficie totale d'environ 1 838 m², à détacher des parcelles cadastrées BO 49 et BO 114 situées boulevard des Droits de l'homme à Vaulx en Velin.

3° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

4° - La recette correspondante sera imputée sur les autorisations de programme globales P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 25 janvier 2021 sur l'opération n°0P07O785 6 et P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 11 mai 2015 pour un montant de 20 227 786,04 € en dépenses et 1 138 390,32 € en recettes sur l'opération n°0P09O0344.

5° - La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 132 336 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonctions 515 et 844 sur les opérations n°0P07O7856 et n°0P09O0344;

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 50 109,56 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 et en recettes - comptes 2111 et 2112 - fonction 01 - pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur les opérations et n°0P07O2752 et n°0P09O2754.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

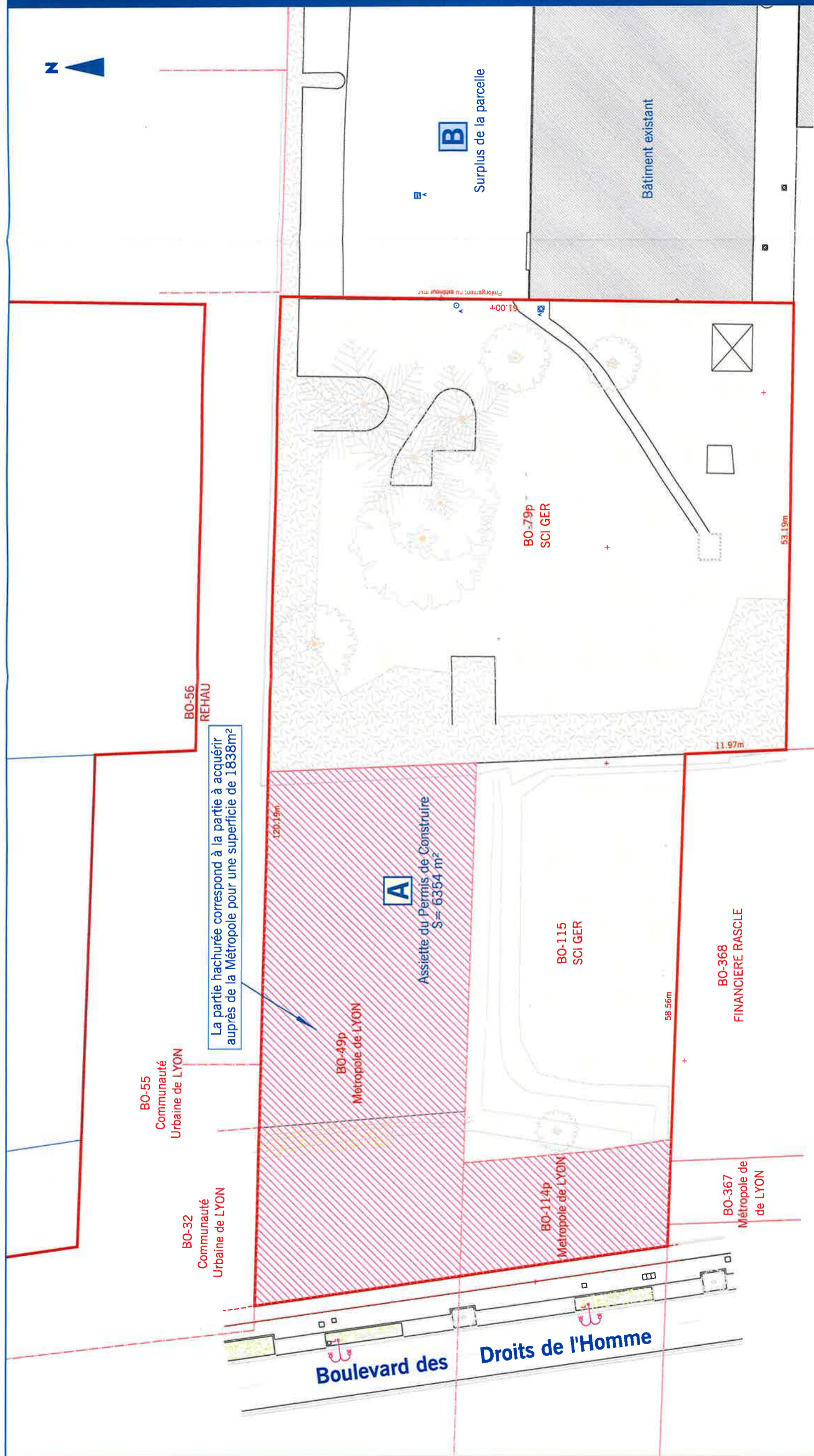
PROJET DE DIVISION

64, AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT - 69120 VAULX EN VELIN

SECTION BO N°49 / C= 24A 90CA
SECTION BO N°79 / C= 1HA 15A 77CA
SECTION BO N°114 / C= 10A 15CA
SECTION BO N°115 / C= 11A 76CA



Le 16/07/2020



La partie hachurée correspond à la partie à acquérir auprès de la Métropole pour une superficie de 1838m²

BO-74 FINANCIERE RASCLE

LOTA

Parcelle	Superficie	Total
BO 79p	3361m²	6354m²
BO 115	1155m²	
BO 49p	1521m²	
BO 114p	317m²	

LEGENDE

	Application graphique du plan cadastral
	Limite non garantie
	Limite nouvelle
	Mur
	Talus
	Clôture légère

DOSSIER DRESSÉ PAR
ALTEA EXPERTS

- Réf n°2017 0615
- Echelle : 1/700ème
- Nota: L'ensemble des limites figurées résulte de l'application graphique du plan cadastral.
- Délimitation contradictoire non réalisée.
- Alignement sur la voirie communale non demandé.
- Les réseaux enterrés n'étant pas visibles, les servitudes de tréfonds ne sont pas mentionnées.
- Coordonnées: R.G.F.93 C.C.46 - Nivellement: I.G.N.69



[Signature]

- C: Contenance cadastrale : valeur indicative non mesurée.
- Sr: Superficie apparente mesurée d'après limites présumées.
- Sr: Superficie réelle mesurée d'après limites garanties.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0374**

commission principale : **développement économique, numérique, insertion et emploi**

commune (s) : **Lyon**

objet : **Conseil d'administration de l'association Medialys - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Développement responsable - Direction ressources**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Medialys est une association qui a été créée en 2006 à Lyon, en application de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 relative à la cohésion sociale. Son siège est fixé à Lyon.

L'association a pour objet la réadaptation professionnelle et la réinsertion des chômeurs, en particulier ceux les plus éloignés de l'emploi, par des actions de médiations conduites, en particulier, sur les réseaux de transports en commun.

L'association agit pour favoriser le retour à l'emploi par un parcours articulant formation, emplois en contrat aidé et suivi socio-professionnel en faisant coopérer les acteurs publics et privés participant à la vie du réseau de transports en commun lyonnais et les acteurs et organismes d'insertion et de retour à l'emploi.

II - Modalités de représentation

Les membres de l'association sont des personnes physiques ou morales qui participent à la vie sociale et économique de l'agglomération ainsi qu'au développement de l'emploi.

Parmi eux, sont membres de droit le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL), la Métropole de Lyon et le délégataire du réseau des transports en commun lyonnais (TCL).

De même, le Préfet du Rhône est invité à titre permanent de l'association.

Conformément aux statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 9 octobre 2017, l'association est administrée par un conseil d'administration composé de 13 membres au minimum répartis en 3 collèges :

- le collège des collectivités, composé de 6 membres dont 2 membres de droit représentant le SYTRAL et 4 membres de droit représentant la Métropole,

- le collège des acteurs de l'économie, de l'insertion et de l'emploi, composé de 6 membres au minimum, représentant des entreprises lyonnaises, des acteurs publics et privés dotés d'une expérience dans l'un de ces domaines, des acteurs et structures du service public de l'emploi. Le délégataire du réseau TCL est membre de droit de ce collège,

- le collège des personnalités qualifiées avec voix consultative, où siège de droit le représentant du Préfet.

Par délibération du Conseil n°2020-0166 du 5 octobre 2020, la Métropole a procédé à la désignation de ses 4 représentants pour siéger au sein du conseil d'administration de l'association.

Madame Camille Augey ayant fait part de son souhait de ne plus siéger en tant que représentante de la Métropole au sein de cet organisme, il convient de désigner un nouveau titulaire pour le siège devenu vacant au sein du conseil d'administration de l'association Medialys ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne M. Mohamed CHIH en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration de l'association Medialys.

**Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.**

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0375**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Principe d'élaboration du schéma de promotion des achats responsables (SPAR)**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction commande publique

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'article L 2111-3 du code de la commande publique, issu des lois relatives à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 et à la transition énergétique du 17 août 2015, impose aux acheteurs publics dont le volume des achats annuels excède 100 M€ d'élaborer un SPAR, afin de les conduire à mieux intégrer le développement durable dans leurs marchés publics.

En application de ces dispositions législatives, "*ce schéma, rendu public, détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire*".

Dans ce cadre, la Métropole de Lyon entend affirmer sa volonté politique de jouer pleinement son rôle d'acteur de la transition sociale et écologique de son territoire.

Par son poids économique -600 M€ de dépenses moyennes d'achat par an pour les seuls marchés publics de la Métropole, auxquels il faut ajouter les 500 M€ de dépenses réalisées sur des contrats de délégation de service public ou de concession- l'achat public métropolitain constitue un levier d'action majeur pour impulser la transition sociale et écologique de l'économie du territoire métropolitain et des territoires voisins. C'est un vecteur transversal de mise en œuvre de politiques publiques. Il contribue à l'exemplarité.

L'élaboration d'un SPAR, conformément aux obligations légales, offre l'opportunité de structurer une approche globale de la commande publique, en incitant les acheteurs à utiliser pleinement les dispositions du code de la commande publique en matière de responsabilité sociétale et environnementale, et à recourir aux opérateurs économiques innovants en la matière.

II - Objectifs

Le SPAR constituera donc un référentiel stratégique de la Métropole :

1°- C'est un puissant levier pour accompagner les acteurs économiques du territoire fournisseurs de biens, de travaux et de services qui intègrent les enjeux de justice sociale et de transition écologique. Il participe ainsi à la mise en œuvre des objectifs de politiques publiques de la Métropole, selon 2 angles d'approche :

- la justice sociale : une politique achat responsable participe activement à la mutation de son territoire vers une économie solidaire qui favorise la création d'emplois locaux pérennes et non délocalisables, la réduction de l'emploi précaire et l'inclusion sociale, l'apprentissage, la diversité et un environnement de travail "équitable",

- la transition écologique : une politique achat responsable contribue à une économie plus sobre et résiliente, à la réduction des impacts de la consommation sur l'environnement, à la diminution de l'empreinte carbone et la préservation des ressources. Elle vise à réduire la pollution de l'air, de l'eau et des sols et à protéger l'espace de vie par des solutions plus respectueuses de la santé et du bien-être de l'habitant.

2°- C'est un outil clé pour améliorer la portée des actions de la collectivité et proposer ainsi des solutions plus à même de répondre aux besoins exprimés. Il s'appuie pour cela sur 3 leviers principaux :

- une stratégie d'achat déclinée par filières,
- des critères d'objectivation systématique des achats pour acquérir des solutions plus responsables, plus vertueuses, et plus durablement performantes,
- une démarche d'accompagnement tant en interne qu'avec les acteurs économiques externes, pour rechercher et promouvoir des solutions nouvelles plus à même de répondre aux enjeux d'achats responsables : nouvelles méthodes de *sourcing*, nouveaux cadres d'achats, nouveaux modèles économiques, meilleure prise en compte du coût global, co-développement, innovations partenariales, entre autres.

Ce schéma s'inscrit dans la lignée des démarches sociales et environnementales conduites dans le cadre des politiques d'achat public antérieures, qui appellent tout à la fois une consolidation et une amplification.

Le SPAR constitue un outil de développement économique territorial, car il permet de donner de la visibilité sur les achats métropolitains, de diffuser les orientations et les bonnes pratiques retenues par la collectivité, enfin d'agir sur les modèles économiques et d'améliorer toute la chaîne de valeur au niveau du territoire.

Si le SPAR s'appliquera d'abord à la couverture des besoins métropolitains, ses orientations pourront être étendues aux achats des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices que finance et/ou contrôle la Métropole, tout comme aux achats réalisés au profit des communes du territoire par le biais de la centrale d'achat métropolitaine ou passés dans le cadre d'achats groupés.

III - Plan d'actions

Le schéma déclinera au travers d'un plan d'actions dont le rôle sera de préciser, de cibler et de quantifier les objectifs en matière de transition sociale et environnementale, selon 3 dimensions :

Nouveaux modèles économiques	responsabilité sociétale des entreprises et valeur éthique de l'entreprise (lutte contre la corruption, pratiques anti-concurrentielles, respect des droits de l'homme, marketing responsable)
	économie circulaire
	économie sociale et solidaire
	économie de la fonctionnalité et servicielle
	très petites entreprises/petites et moyennes entreprises (TPE/PME)
	commerce équitable
Dimension sociale	insertion / apprentissage / formation
	lutte contre les discriminations / promotion de l'égalité
	travail adapté / handicap
Dimension environnementale	transition énergétique (énergie, climat)
	environnement (air, bruit, santé, eau, biodiversité, pollutions, déchets)
	bio, circuits courts, produits locaux, agro-écologie

Le plan d'action achat responsable du territoire (PAART) constituera le cadre et la feuille de route opérationnelle triennale du SPAR, basé sur les achats planifiés sur 3 années glissantes. Une 1^{ère} programmation pluriannuelle sera élaborée sur la base des besoins des années 2021, 2022 et 2023.

Dans cette perspective, il déclinera les objectifs opérationnels à poursuivre dans les 7 filières économiques locales qui correspondent aux principales catégories d'achats de la collectivité :

- alimentation responsable et durable,
- biens et services généraux,
- informatique et télécommunications,
- travaux (construction, rénovation, réhabilitation) : bâtiments et travaux publics,
- déplacements (transport et logistique, carburant),
- espaces végétalisés,

- déchets et nettoyage.

Réussir le défi de la transition écologique, sociale et solidaire implique que chacun des acteurs en soit le porteur, dans l'objectif de construire ensemble une politique d'achats publics durable et responsable au service d'un territoire vivable, viable et équitable.

Pour cela, une démarche de co-élaboration doit être mise en œuvre, associant l'ensemble des parties prenantes internes à l'administration métropolitaine, mais également externes. La Métropole entend construire cette démarche de progrès en synergie avec le tissu économique local et l'ensemble de ses partenaires, dans une logique de partage des bonnes pratiques et de transparence, en s'appuyant sur un état des lieux des pratiques d'achat responsables déjà engagées à la Métropole, pour les renforcer et en développer de nouvelles.

Le schéma sera élaboré et enrichi grâce à la coordination et la mobilisation de chacune des directions métropolitaines, mais également par l'implication des fédérations professionnelles et de nombreux acteurs pionniers de la transition écologique et sociale, susceptibles de lui apporter un regard expert sur chacun des piliers du développement durable.

La co-élaboration du PAART aura en outre le double avantage d'assurer une meilleure identification des offres du marché d'ores et déjà conformes aux objectifs du SPAR, et de favoriser la formulation, par les entreprises du territoire, de nouvelles offres mieux ciblées sur les attentes de la Métropole, par une évolution progressive des modèles économiques sous-jacents.

Le suivi du PAART, dont les objectifs cibles seront fixés et chiffrés, s'appuiera sur des indicateurs afin de maintenir dans la durée une trajectoire de progression.

Il fera l'objet d'une réactualisation périodique sur la base du programme triennal glissant des achats ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - la mobilisation des achats publics au profit d'une meilleure prise en compte des objectifs sociaux, environnementaux et économiques sur le territoire,

b) - la mise en place d'un SPAR,

c) - les modalités d'élaboration et d'organisation de ce schéma.

2°- **Autorise** monsieur le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0376**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Association Office du tourisme de la Métropole de Lyon - Attribution d'une subvention de fonctionnement pour son programme d'actions 2021**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par arrêté préfectoral n°7279 du 10 décembre 2009, la compétence "tourisme" a été transférée à la Communauté urbaine de Lyon, avec effet au 1^{er} janvier 2010.

Dans le cadre de ce transfert de compétence, une taxe de séjour a été instaurée sur le territoire de la Communauté urbaine et un Office du tourisme intercommunal du Grand Lyon a été créé, conformément aux statuts approuvés en assemblée générale extraordinaire le 24 novembre 2009. Ses missions sont :

- l'accueil et l'information des touristes,
- la promotion touristique du territoire à l'échelle internationale, nationale et locale,
- la production et la commercialisation des produits et prestations de services touristiques,
- le développement du tourisme d'affaires au travers du Bureau des Congrès et des salons.

Au 1^{er} janvier 2015, la Métropole de Lyon s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine.

Pour rappel, environ 10 M€ ont été collectés en 2019 au titre de la taxe de séjour, dont le produit est entièrement affecté à des opérations de promotion et de développement touristique, portées ou soutenues par la Métropole.

Le tourisme représente plus de 38 000 emplois sur le territoire de la Métropole et génère des retombées économiques conséquentes : nuitées hôtelières, les dépenses des touristes dans les restaurants, commerces, etc.

La Métropole est une destination confirmée dans le domaine du tourisme d'affaires (2^{ème} destination nationale d'accueil de salons et de congrès) et aussi dans le tourisme d'agrément grâce aux actions menées depuis plusieurs années visant à lisser l'activité touristique tout au long de l'année.

La désignation de la Métropole tant que capitale européenne du "Smart Tourism" en 2019 a été une reconnaissance des actions mises en place en matière d'accessibilité, de durabilité, d'héritage culturel et de digitalisation de la destination. La Métropole souhaite conforter et amplifier un développement touristique qualitatif et acceptable.

Depuis mars 2020, la pandémie de la Covid-19 a engendré une crise sans précédent pour le tourisme. Il s'agit donc pour la Métropole et l'Office du tourisme d'accompagner prioritairement la reprise de l'activité touristique sur le territoire, tout en préparant l'avenir avec une offre touristique plus résiliente et plus responsable pour faire face aux évolutions de plus long terme. À cet effet, une consultation a été menée à l'automne 2020 auprès des professionnels du tourisme dans l'objectif de nourrir la co-construction en 2021 d'un schéma métropolitain de développement du tourisme responsable.

Le programme d'actions 2021 de l'Office du tourisme métropolitain s'inscrit en cohérence avec ces enjeux.

II - Bilan des actions 2020

La crise sanitaire liée à la Covid-19 impacte fortement le secteur touristique, au niveau local, national et international tant sur les cibles affaires que loisirs. Dans ce contexte, l'Office du tourisme a été contraint de réduire ses activités en 2020. Le bilan à fin octobre 2020 est le suivant :

- fermeture à 2 reprises du Pavillon d'accueil de la Place Bellecour avec une baisse de 66 % de la fréquentation du Pavillon par rapport à 2019,
- 74 professionnels (tour-operators et journalistes) reçus en 2020 contre 380 en 2019,
- 40 dossiers de candidatures à des congrès contre 96 en 2019 et organisation de 5 accueils contre 31 en 2019,
- baisses de 77 % pour les ventes de Lyon City Card et de 69 % pour les visites guidées,
- diminution de 17 % de la fréquentation des sites web de l'Office du tourisme.

Afin de soutenir ses adhérents fortement impactés par la crise sanitaire, l'Office du tourisme a renoncé à la perception des cotisations 2020 et a remboursé celles déjà perçues. La Métropole a soutenu financièrement cette initiative en actant l'attribution d'une subvention de fonctionnement exceptionnelle de 651 000 TTC, versée en juillet 2020.

L'Office du tourisme, à l'issue du 1^{er} confinement, a accompagné le rebond du territoire et de ses partenaires, au travers d'un plan de relance 2020 de la destination.

Toutefois, la mise en œuvre du plan de relance s'est avérée complexe à cause d'une absence de visibilité sur les étapes de sortie de la crise et des mesures de couvre-feu et confinement mises en place à partir d'octobre. Certains éléments n'ont donc pas pu être mis en œuvre en 2020.

III - Objectifs et programmes d'actions 2021

Au travers de son programme d'actions 2021, annexé à la présente convention, l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon prévoit les actions suivantes :

1° - Un plan de relance pour la destination

Le plan de relance repose sur le principe d'une communication concentrique, par phase selon les étapes locale, régionale, nationale, européenne mais aussi internationale, en fonction des réouvertures des frontières. Cette communication s'appuiera sur la base de contacts clients OnlyLyon expérience, qui permet de cibler des interlocuteurs pertinents et de les fidéliser, qu'ils soient grand public ou professionnels.

Les cibles seront multiples : Grand Lyonnais, ambassadeurs OnlyLyon, touristes régionaux, touristes nationaux et internationaux, professionnels du tourisme (loisirs et affaires), avec un fort accent mis sur le tourisme de proximité.

Les principales actions concernent :

- la mise en œuvre de campagnes de promotion de la destination et d'opérations de visibilité dans de grandes villes françaises facilement accessibles en train, en utilisant différents leviers (événementiel local, radio, réseaux sociaux, presse),
- la mobilisation des socio-professionnels autour de la candidature à un prix international en 2021 avec un objectif de visibilité internationale (meilleure destination européenne par exemple),
- la création de nouveaux outils de communication tels qu'un film de promotion de la destination, pour soutenir la visibilité de la destination quelle que soit la cible (grand public, professionnels, médias, etc.) ou encore de nouveaux outils dédiés au tourisme de proximité,
- la participation à des workshops virtuels sur les marchés européens proches (Allemagne, Belgique, Royaume-Uni), ainsi que sur le marché nord-américain,
- la poursuite des opérations de promotion sur le segment du tourisme d'affaires,
- le renouvellement en 2021, auprès des centaines de professionnels signataires, du dispositif de la charte sérénité dont l'objectif est de rassurer face au contexte sanitaire les visiteurs de la destination.

2° - Une ambition pour un tourisme responsable

Pour 2021, dans le prolongement des actions déjà mises en œuvre en faveur d'un tourisme plus responsable, l'Office du tourisme a identifié 3 volets à développer :

a) - Les actions et labellisations portées au niveau de la destination

- Global destination sustainability index (GDS) : Lyon a intégré en 2019 ce programme d'amélioration des performances visant à rendre l'industrie du tourisme d'affaires et des événements plus durables. Il mesure et classe les destinations (une soixantaine de villes dans le monde y participent) selon leur empreinte carbone. Avec un score de 55 % en 2019, Lyon est la métropole française la mieux classée,

- le label "Destination internationale responsable" (DIR) : ce label national lancé fin 2019 s'inscrit dans le cadre de la certification ISO 20121 et porte sur 7 mesures et 24 engagements alignés sur les objectifs de développement durable des Nations-Unies,

- la promotion et la mise en œuvre d'actions visant à encourager les visiteurs à utiliser les modes doux pour leur découverte du territoire.

b) - Les actions et labellisations auprès des socio-professionnels

- le pilotage d'un projet cofinancé avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) qui vise à réduire les impacts environnementaux de la filière hébergement en accompagnant les hôteliers à s'inscrire dans des démarches d'étiquette environnementale et d'écolabels,

- le déploiement des engagements du label "DIR" auprès des structures et événements emblématiques du territoire,

- l'accompagnement des acteurs de la filière à organiser des événements plus responsables sur le territoire,

- la poursuite du déploiement du label national "Accueil vélo" qui valorise les professionnels du tourisme engagés dans l'accueil de cyclotouristes comme les hébergements, les restaurants, les sites, les loueurs ou encore les réparateurs. Le cyclotourisme est en pleine expansion et la Métropole, située à la croisée de 2 vélo-routes majeures (ViaRhôna et Voie bleue) dispose d'un grand potentiel pour attirer ces nouvelles clientèles.

c) - Les actions et labellisations internes à l'Office du tourisme

- la mise en place d'une étiquette environnementale pour l'Office du tourisme, avec pour objectif la réduction de ses impacts environnementaux. Il s'agirait d'une première pour un office du tourisme en France,

- l'Office du tourisme travaille également à un engagement dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) au travers de l'obtention de la certification ISO 26000.

3° - Mettre le tourisme de proximité au cœur de la stratégie

Conscient de l'importance d'inclure les 59 communes de la Métropole dans la dynamique touristique de la destination et de rendre les Grand Lyonnais touristes sur leur propre territoire, l'Office du tourisme a fait du tourisme de proximité une de ses priorités.

En 2021, l'association accentuera ses actions à destination des visiteurs locaux et régionaux :

- accueil et information des Grand Lyonnais sur l'ensemble du territoire métropolitain, en accompagnant les relais d'informations touristiques dans les mairies des 59 communes et le réseau des 42 accueils labellisés chez les partenaires touristiques,

- remise à jour des outils de communication dédiés aux visiteurs de proximité, au travers notamment d'un nouveau magazine trimestriel déployé largement dans la Métropole ainsi que des supports web (réseaux sociaux, newsletters, site web, etc.),

- valorisation des offres de loisirs à l'échelle de la Métropole : notamment les micro-aventures, permettant de valoriser les sites naturels et la pratique de la marche et du vélo, ainsi que des expériences inédites pour mettre en lumière l'artisanat et le savoir-faire local sur le territoire de la Métropole,

- développement de la commercialisation des offres touristiques auprès des habitants grâce à la Lyon City Card 365.

Par ailleurs, afin de développer un tourisme responsable préservant le cadre de vie des habitants, l'Office du tourisme intensifiera ses actions de médiation :

- pré-accueil des visiteurs locaux, nationaux ou internationaux, aux endroits stratégiques (ex : Vieux Lyon), via les "Lyon city helpers" (jeunes en service civique),
- partage de moments de vie avec les habitants, via le réseau des "Greeters" qui se développe depuis 10 ans et qui encourage une nouvelle forme de tourisme et d'accueil basée sur le volontariat et l'échange culturel.

4° - Garder un Office de tourisme performant

L'Office du tourisme souhaite optimiser ses process et outils afin de mieux accompagner ses adhérents lors de la reprise d'activité. Pour ce faire, l'Office du tourisme va notamment fusionner le service accueil et le bureau des guides et créer un nouveau service "Visitez Lyon" pour valoriser l'ensemble de l'offre de la destination.

IV - Budget prévisionnel 2021

Charges	Budget 2021 (en K€)	Produits	Budget 2021 (en K€)
dépenses opérationnelles	1 295	Métropole de Lyon	4 614
frais de personnel	3 723	ex-Communauté urbaine de Lyon : quote-part* subventions 2010, 2011 et 2018	76
frais généraux et impôts	582	aides d'État	6
dotation aux amortissements	245	ressources propres dont :	1 151
frais financiers	2	- cotisations	269
		- participations	79
		- commissions centrale de réservation	23
		- ventes Lyoncitycards	418
		- ventes visites guidées	246
		- ventes de publicités	116
Total	5 847	Total	5 847

* amortissement subventions d'équipement.

V - Montant de la subvention 2021

Il est proposé au Conseil d'attribuer à l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon une subvention de fonctionnement de 4 613 640 € pour son programme d'actions 2021, montant stable par rapport à 2020 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 613 640 € à l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon pour son programme d'actions 2021,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 4 613 640 €, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P04O2080.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0377**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Association Office du tourisme de la Métropole de Lyon - Attribution d'une subvention pour soutenir la reprise de l'activité touristique dans le contexte de la crise liée à la pandémie de Covid-19**

service : Délégation Développement responsable - Direction valorisation territoriale et relations internationales

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'Office du tourisme de la Métropole de Lyon assume les missions suivantes :

- l'accueil et l'information des touristes,
- la promotion touristique du territoire à l'échelle locale, nationale et internationale,
- la production et la commercialisation des produits et prestations de services touristiques,
- le développement du tourisme d'affaires au travers du Bureau des congrès et des salons.

En contrepartie de ces missions et sur la base d'un programme d'actions annuel, la Métropole verse chaque année une subvention de fonctionnement à l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon. La subvention au titre du programme 2021, votée par le Conseil de la Métropole le 25 janvier 2021, s'élève à 4 613 640 €.

Depuis mars 2020, la pandémie de la Covid-19 a engendré une crise sans précédent pour le tourisme. Il s'agit donc pour la Métropole et l'Office du tourisme de soutenir prioritairement la reprise de l'activité touristique sur le territoire, tout en préparant l'avenir avec une offre touristique plus résiliente et plus responsable pour faire face aux évolutions de plus long terme.

Compte tenu du contexte exceptionnel que traverse la filière touristique avec un 2^{ème} arrêt presque total de l'activité depuis début novembre 2020, il apparaît nécessaire afin d'accompagner au mieux les professionnels, de renforcer le plan de relance de l'activité touristique sur la Métropole, en complémentarité et cohérence avec les actions déjà prévues à cet effet dans le programme d'actions 2021 de l'Office du tourisme.

L'Office du tourisme propose ainsi à la Métropole de renforcer son programme d'actions 2021 par des actions de promotion supplémentaires sur les marchés locaux, régionaux, nationaux et européens, en sollicitant une subvention exceptionnelle de 200 000 €. Ce budget complémentaire donnera aux actions de l'Office du tourisme un effet amplificateur nécessaire dans cette période de relance de l'activité touristique.

II - Les actions envisagées par l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon

Grâce à la subvention exceptionnelle de la Métropole, et dans un objectif d'effet levier des actions de relance proposées dans le programme d'actions 2021 de l'Office du tourisme, ce dernier souhaite mettre en œuvre les actions suivantes :

- élaboration d'outils complémentaires pour la cible professionnelle nécessaires dans le contexte de reprise pour appuyer la venue d'événements professionnels, notamment par le biais de visites virtuelles (les visites d'inspection et de découverte des sites événementiels étant limitées, les grandes métropoles déploient une importante visibilité en ligne pour faire connaître les atouts de leur destination, leurs sites d'accueil et leur positionnement),
- déploiement d'une campagne ambitieuse de visibilité auprès du grand public et des professionnels via de l'achat d'espaces média (TV régionale ou nationale, supports nationaux et européens de tourisme d'affaires, web, etc.) dans l'objectif de donner envie de (re)découvrir la Métropole,

- activation de supports presse dédiés, via la collaboration avec une agence de presse spécialisée, pour rassurer et donner envie de venir à Lyon, à la fois sur les axes tourisme de loisirs et d'affaires (charte sérénité/tourisme responsable).

L'Office du tourisme ajustera les cibles et les outils de communication et de promotion en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et des mesures décidées par le Gouvernement.

III - Budget prévisionnel et montant de la subvention exceptionnelle

Le budget prévisionnel du plan d'actions exceptionnel de l'Office du tourisme est le suivant :

Dépenses	Budget (montant en €)	Recettes	Budget (montant en €)
élaboration d'outils complémentaires événements d'affaires	40 000	Métropole de Lyon	200 000
campagne de visibilité	100 000		
activation de supports presse dédiés	60 000		
Total	200 000	Total	200 000

Il est proposé au Conseil d'attribuer à l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 200 000 € pour soutenir la reprise de l'activité touristique dans le contexte de crise lié à la pandémie de Covid-19 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 200 000 € à l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon pour soutenir la reprise de l'activité touristique dans le contexte de crise lié à la pandémie de Covid-19,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'Office du tourisme de la Métropole de Lyon définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 200 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P04O2637.

Et ont signé les membres présents, pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0378**

commission principale : **développement solidaire et action sociale**

objet : **Conseil de famille départemental-métropolitain - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction adoption**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En application de l'article L 224-1 du code de l'action sociale et des familles, les organes chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont le représentant de l'État dans le Département, qui exerce la fonction de tuteur et peut se faire représenter, et le Conseil de famille des pupilles de l'État.

Le Conseil de famille des pupilles de l'État a pour mission :

- d'examiner la situation des enfants définitivement admis en qualité de pupille de l'État dans un délai de 2 mois à compter de leur admission,
- d'examiner au moins une fois par an la situation de chaque pupille et de recueillir son avis,
- de prendre toutes les décisions nécessaires conformes à l'intérêt de l'enfant, notamment définir son projet de vie,
- de statuer sur tous les actes de disposition de bien du pupille,
- de choisir avec le tuteur les futurs parents de l'enfant dans le cadre d'un projet d'adoption,
- de donner son consentement à l'adoption.

En 2019, le Conseil de famille a tenu 14 séances pendant lesquelles 113 situations ont été examinées ; en 2018, 15 séances pour 125 situations étudiées dont 90 pour la Métropole de Lyon. Pour la Métropole, en 2019, 18 enfants ont été admis pupilles de l'État, 22 en 2018 ; 14 enfants pupilles ont été adoptés en 2019 et 14 en 2018.

Conformément à l'article L 224-3-1 du code précité, le Conseil de famille du département du Rhône est compétent sur le territoire de la Métropole. Il est dénommé "Conseil de famille départemental-métropolitain". Il comprend des représentants du Conseil départemental du Rhône et du Conseil de la Métropole.

II - Modalités de représentation

Le Conseil de famille départemental-métropolitain des pupilles de l'État est composé de 10 membres :

- 2 membres du Conseil départemental du Rhône désignés par ce dernier sur proposition de son Président,
- 2 membres du Conseil de la Métropole désignés par ce dernier, sur proposition de son Président,
- 2 membres d'associations familiales dont une association de familles adoptives,
- 1 membre de l'association d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'État,
- 1 membre d'une association d'assistants familiaux,
- 2 personnalités qualifiées en raison de l'intérêt qu'elles portent à la protection de l'enfance et de la famille.

Par délibération du Conseil n°2020-0183 du 5 octobre 2020, la Métropole a procédé à la désignation des représentants titulaires (madame Lucie vacher et monsieur Mathieu Azcué) au sein du Conseil de famille départemental-métropolitain.

Le Préfet a tenu informé la Métropole qu'il ne pouvait pas retenir la candidature d'un des 2 représentants désignés. Il est donc proposé au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire de la Métropole au sein du Conseil de famille départemental-métropolitain ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Marie Agnès CABOT en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du Conseil de famille départemental-métropolitain.

**Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.**

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0379**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Etablissements et services de l'aide sociale à l'enfance (ASE) - Enveloppe de tarification enfance - Année 2021**

service : Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce rapport a pour objet de soumettre au Conseil, l'approbation du cadre et de l'enveloppe des dépenses des établissements et services habilités au titre de l'ASE pour l'année 2021, en application des dispositions de l'article L 313-8 du code l'action sociale et des familles (CASF).

Cadre dans lequel le Président de la Métropole a compétence pour fixer les tarifs des structures situées sur son territoire sur la base de la validation annuelle de leurs budgets prévisionnels en application des dispositions des articles L 314-1 et suivants et R 314-1 et suivants du CASF.

I - Contexte

La Métropole de Lyon pilote la politique publique d'ASE et coordonne les actions de prévention et de protection en faveur des mineurs, jeunes majeurs et mères avec enfants. À ce titre, elle doit garantir un accueil de qualité du public en lien avec les établissements et services habilités, qu'elle accompagne au quotidien. Ainsi, elle contribue conjointement avec les autorités compétentes, à la coordination, au pilotage, au développement et à la structuration de l'offre d'accueil, en autorisant des créations, des extensions d'établissement et en lançant des appels à projets. Pour l'ensemble des établissements qu'elle autorise à fonctionner, la Métropole tarifie chaque entité en fonction des budgets prévisionnels retenus. La masse de tarification 2021 représente ainsi la somme des budgets de tous les établissements et services autorisés, pour l'année par la Métropole, sans les reprises de résultats.

En 2019, la Métropole a pris en charge au moins une fois 10 845 mineurs et 1 243 jeunes majeurs, dans le cadre de ses missions de prévention et de protection de l'enfance. Cette prise en charge se détaille en fonction de la mesure d'accompagnement proposée, soit administrative, soit judiciaire et de l'offre d'accueil en lien avec les besoins et le projet personnel du public aux profils très différents.

Pour ce faire, la Métropole est dotée de différents dispositifs permettant l'accompagnement et l'accueil du public cible qui se détaille comme suit :

Dispositifs	Offre 2020	Unité
aide éducative à domicile (AEA)	1 144	mesures
accompagnement éducatif intensif (AEI)	48	mesures
action éducative en milieu ouvert (AEMO) et renforcement d'AEMO	2 150	mesures
accueil de jour (AJ)	66	places
<i>dont Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP)</i>	6	
accueil externalisé	114	places
accueil mère-enfant (AME)	57	places
appartement éducatif mineurs	131	places

Dispositifs	Offre 2020	Unité
appartement éducatif majeur	70	places
Centre d'enseignement professionnel (CEP)	135	places
foyer jeunes travailleurs (FJT) <i>dont mineurs</i> <i>dont majeurs</i> <i>dont mère avec enfant(s)</i>	143 31 93 19	places
foyer	351	places
foyer (ITEP)	12	places
intervention TISF	31 670	heures
internat social	36	places
lieu/unité de vie	19	places
maison d'enfant à caractère social (MECS)	584	places
service d'adaptation progressive en milieu naturel (SAPMN)	12	places
service de suite majeurs	30	places
placement familial	378	places
accueil spécifique - hébergement mineurs non accompagnés (MNA)	622	places
accompagnement de jour - MNA	345	places

Les structures d'accueil portées par les partenaires associatifs ayant une habilitation ou convention ASE assurent un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs, à leurs familles, aux femmes enceintes et mères d'enfants de moins de 3 ans ainsi qu'aux jeunes majeurs. À cela s'ajoute le dispositif de prévention spécialisée.

II - Enveloppe de tarification 2021

1° - Pour les établissements et services tarifés en application des articles R 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (MECS, foyers, services en milieu ouvert, etc.)

Différents facteurs auront un impact sur la tarification 2021 :

- augmentation du coût de la vie sur les charges courantes et sur les charges de structure,
- ajustement des comptes (fluides, loyers, contrats de maintenance et d'assurance, etc.) dont l'évolution excède le taux d'inflation,
- évolution des carrières avec le glissement vieillesse technicité (GVT) impactant les dépenses de personnel, en application des conventions collectives opposables dont les principales conventions : convention collective 66, convention collective 51, branche d'aide à domicile, et quelques-unes propres à des fondations ou des associations,
- plan pluriannuel d'investissement (PPI) 2019-2020 à titre d'expérimentation, l'octroi de subvention réajustera le prix de journée des structures concernés à la baisse et impactera la masse de tarification de ces structures (29 projets concernés) à compter de 2021 à 2023. La prochaine PPI 2021-2026 en cours de discussion aura aussi des répercussions sur les prix de journée sur la même période,
- développement de projets d'accueil adaptés aux problématiques des jeunes confiés : la prise en charge adaptée et diversifiée des mineurs confiés à l'ASE constitue un enjeu principal de la loi de 2007 réformant la protection de l'enfance et rejoint les autorités compétentes à s'inscrire dans une démarche d'innovation et d'expérimentation. L'objectif est ainsi de mieux répondre aux besoins des jeunes confiés à l'ASE et, notamment, des publics dits spécifiques, qui nécessitent une prise en charge adaptée dans des structures à petits effectifs. Cela suppose donc une diversification et une adaptation de l'offre d'accueil, comme alternative à l'accueil traditionnel (prévention et protection),
- réévaluation réglementaire des forfaits journaliers des lieux de vie et d'accueil en fonction de l'évolution du salaire minimum de croissance et en application des articles D 316-5 et D 316-6 du CASF.

Il est proposé de retenir un taux d'évolution à 0,20 %.

2°- Pour les foyers de jeunes travailleurs (FJT)

Le montant des prix de journée ayant servi de base au calcul des masses de tarification sera reconduit sur le territoire métropolitain 2021 ainsi que le principe de réajustement des dotations globales en fonction de l'activité réalisée par chacun d'entre eux l'année précédente (41,96 € pour les majeurs, 79,36 pour les mineurs et 58 € pour les mères avec enfants).

3°- Pour les services de prévention spécialisée

Dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent les risques d'inadaptation sociale, la Métropole participe aux actions de prévention spécialisée auprès des jeunes en difficulté, ou en rupture avec leur milieu, et avec leurs familles. À ce titre, la Métropole finance le fonctionnement de 3 associations (Fondation amis du jeudi dimanche -AJD- Maurice Gounon, la société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence -SLEA- et Sauvegarde 69) qui interviennent sur le territoire métropolitain. Le volume maximal de tarification 2021 pour les services de prévention spécialisée est en augmentation par rapport au montant accordé en 2020 par dotation globale.

Ainsi, le volume maximal de la masse de tarification 2021 des établissements et services habilités à l'ASE est en légère augmentation par rapport à l'année précédente. Après revalorisation, elle s'élève à 141 885 118 € dont 7 109 102 € pour les services de prévention spécialisée soit :

- 121 643 464 € au titre de l'hébergement, soit une diminution de 228 555 €,
- 20 241 654 € au titre de l'accompagnement, soit une augmentation de 555 598 €.

La masse de tarification est calculée comme une somme maximale avec un taux d'occupation à 100 % des places du dispositif d'accueil et d'accompagnement.

Il est donc proposé au Conseil de déterminer la progression globale de la masse de tarification 2021 de structures habilitées à l'ASE, des accueils collectifs de mineurs et des services de prévention spécialisée, telle que définie ci-dessus hors mesures nouvelles et reprises de résultats ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

DELIBERE

1°- Approuve le taux d'évolution des dépenses de fonctionnement de la masse de tarification 2021, hors mesures nouvelles, à 0,20 %, pour les structures habilitées ASE et les services de prévention spécialisée.

2°- Fixe l'enveloppe de tarification maximale à hauteur de 141 885 118 € répartis comme suit : 121 643 464 € pour l'hébergement et 20 241 654 € pour l'accompagnement dont 7 109 102 € au titre de la prévention spécialisée.

3°- Les dépenses de fonctionnement en résultant seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - chapitre 65 - exercice 2021 :

- opérations n°0P35O3004A, n°0P35O3176A, n°0P35O561 3, n°0P35O5614, n°0P35O5615, n°0P35O5618 pour l'accompagnement,
- opérations n°0P35O3080A, n°0P35O3119A, n°0P35O314 1A, n°0P35O3572A, n°0P35O5616, n°0P35O5617 pour l'hébergement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0380**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Accompagnement des établissements et services pour personnes âgées et handicapées - Evolution de l'enveloppe de tarification 2021**

service : Délégation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie en établissement

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre d'une démarche partenariale contractualisée, la Métropole de Lyon apprécie les besoins des structures accueillant des personnes âgées et des adultes en situation de handicap. Ainsi, elle contribue, exclusivement ou en lien avec l'Agence régionale de santé (ARS), à la coordination, et au pilotage du développement de l'offre de places en établissements et services. Garante de la qualité de prise en charge des personnes accueillies, elle veille également à l'accompagnement et au contrôle des établissements.

Dans ce cadre, le Président de la Métropole a compétence pour fixer les tarifs des structures situées sur son territoire sur la base de la validation annuelle de leurs budgets prévisionnels. Cette détermination des prix de journée est réglementairement encadrée par le code de l'action sociale et des familles (CASF) qui régit le déroulement de la campagne de tarification dans ses articles L 314-1 et suivants.

II - Périmètre de la tarification

La tarification est déterminée dans les conditions suivantes :

- personnes âgées dépendantes en établissements :

. tarification de l'hébergement (correspondant aux prestations d'hôtellerie) pour les établissements disposant d'une habilitation totale ou partielle à l'aide sociale, soit 7 800 lits installés au 1er octobre 2020,

. tarification de la dépendance pour tous les établissements hors résidences-autonomie, soit 9 318 lits installés au 1er octobre 2020.

Dans ce cadre, 170 établissements médico-sociaux métropolitains sont tarifés sur les 182 que compte le territoire métropolitain. Douze structures ne font l'objet d'aucun arrêté de prix de journée considérant qu'elles ne sont ni médicalisées, ni habilitées à l'aide sociale.

- personnes en situation de handicap en établissements et services :

. tarification de l'hébergement et de l'accompagnement pour les 137 établissements et services habilités à l'aide sociale soit 4 225 places installées au 1^{er} octobre 2020.

La gestion de l'ensemble de ces places est assurée par 31 organismes gestionnaires dont 21 sont signataires de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour la période 2019-2022 (délibération du Conseil n°2019-3277 du 28 janvier 2019) et un est en cours de négociation.

III - Les enveloppes de tarification 2021

Les enveloppes de tarification définies dans le présent rapport correspondent aux dépenses autorisées des établissements et services au titre de :

- l'hébergement et l'accompagnement dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap totalement habilités à l'aide sociale,
- la dépendance pour l'ensemble des établissements pour personnes âgées qu'ils soient habilités ou non à l'aide sociale.

En complément, tout au long de l'année, la Métropole est réglementairement conduite à s'engager sur des dépenses nouvelles en sus du taux voté. Il s'agit des validations de plans pluriannuels d'investissement (PPI) des établissements, des évolutions de capacités ou d'ouvertures de structures, de la conclusion de CPOM liant les établissements ou d'évolutions réglementaires.

Depuis quelques années, les taux d'évolution de l'enveloppe de tarification sont inférieurs aux indicateurs nationaux notamment l'inflation qui reflètent l'évolution des dépenses contraintes pour les établissements et services. Au regard des difficultés révélées par la crise sanitaire, il est proposé ci-après d'accompagner de manière plus marquée les gestionnaires

a) - pour les établissements pour personnes âgées

Il est proposé au Conseil d'adopter un taux d'évolution des dépenses en reconduction autorisées pour les établissements au titre de l'hébergement dans la limite de 1,5 %. Pour la dépendance, une progression plus importante à hauteur de 2 % est proposée, afin d'accompagner les établissements en matière de prise en charge de la perte d'autonomie. De même, une revalorisation plus significative du point groupe iso ressources (GIR) à hauteur de 7 € au-delà de la simple augmentation mécanique à 6,94 € est proposée pour les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) afin d'amorcer une trajectoire de revalorisation progressive sur plusieurs années au niveau de la moyenne nationale

Ainsi, pour la campagne budgétaire 2021, après revalorisation et intégration des PPI déjà validés, il est proposé que l'enveloppe de tarification correspondant aux dépenses autorisées des établissements s'élève à :

- 127 411 559 € pour l'hébergement (soit une augmentation de 3 163 718 €),
- 61 128 477,43 € pour la dépendance (soit une augmentation de 1 463 260 €).

Considérant que les enveloppes de tarification ne font pas l'objet d'un financement intégral par la Métropole (résidents non métropolitains, résidents non bénéficiaires de l'aide sociale s'acquittant du coût de leur hébergement, obligation alimentaire, ticket modérateur dépendance), l'impact budgétaire pour la Métropole des taux proposés d'évolution des dépenses des établissements pour personnes âgées est estimé à :

- 879 067 € au titre de l'hébergement,
- 1 233 783 € au titre de la dépendance

b) - pour les établissements et services pour personnes en situation de handicap

Il est proposé au Conseil d'adopter un taux d'évolution des dépenses en reconduction autorisées des établissements et services à hauteur de 1 % pour les organismes gestionnaires signataires des CPOM.

Il est proposé au Conseil d'adopter un taux d'évolution des dépenses en reconduction autorisées des établissements et services dans la limite de 0,5 % pour les organismes gestionnaires non signataires des CPOM.

Ainsi, pour la campagne budgétaire 2021, après revalorisation et intégration des PPI déjà validés, il est proposé que l'enveloppe de tarification correspondant aux dépenses autorisées des établissements et services s'élève à :

- 118 392 462 € pour les établissements et services sous CPOM (soit une augmentation de 1 143 802 €),
- 9 316 873 € pour les établissements et services hors CPOM (soit une augmentation de 46 115 €).

Considérant que les enveloppes de tarification ne font pas l'objet d'un financement intégral par la Métropole (résidents non métropolitains), l'impact budgétaire pour la Métropole de ces taux d'évolution des dépenses des établissements et services pour les personnes handicapées est estimé à :

- 782 143 € pour les établissements et services sous CPOM,
- 31 819 € pour les établissements et services hors CPOM ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - le taux d'évolution, hors mesures nouvelles, de la masse de tarification hébergement pour les établissements accueillant des personnes âgées à 1,5 %, soit une augmentation de 3 163 718 € pour l'hébergement, au titre de l'année 2021,

b) - le taux d'évolution, hors mesures nouvelles, de la masse de tarification dépendance à 2 % pour les établissements accueillants des personnes âgées et une fixation de la valeur du point GIR à 7 € pour les EHPAD, soit une augmentation de 1 463 260 € pour la dépendance, au titre de l'année 2021,

c) - le taux d'évolution, hors mesures nouvelles, de la masse de tarification pour les établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap signataires des CPOM à 1 % soit une augmentation de 1 143 802 €, au titre de l'année 2021,

d) - le taux d'évolution, hors mesures nouvelles, de la masse de tarification pour les établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap non signataires des CPOM à 0,5 % soit une augmentation de 46 115 €, au titre de l'année 2021.

2°- Fixe les enveloppes de tarification maximales, hors mesures nouvelles, à hauteur de :

- 127 411 559 € pour l'hébergement pour les établissements pour personnes âgées,
- 61 128 477,43 € pour la dépendance pour les établissements pour personnes âgées,
- 118 392 462 € pour les établissements et services pour personnes handicapées sous CPOM,
- 9 316 873 € pour les établissements et services pour personnes handicapées non signataires des CPOM.

3°- Les dépenses de fonctionnement en résultant seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 :

- chapitre 65 - opérations n°0P37O3026A, n°0P37O568 7, n°0P38O3162A et n°0P38O5690,
- chapitre 016 - opération n°0P37O3311A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0381**

commission principale : **développement solidaire et action sociale**

objet : **Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) - Réévaluation du tarif de référence de l'aide sociale générale (ASG) - Financement 2021 des SAAD prestataires engagés dans le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) pour la prise en charge de publics spécifiques**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie à domicile**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le projet porte sur 2 volets de la politique tarifaire métropolitaine en direction des SAAD prestataires réalisant des interventions auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'ASG :

- la réévaluation du tarif de référence de l'ASG,
- la détermination des financements 2021 dédiés à la mise en œuvre des CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques signés en 2020 par 13 SAAD prestataires, à travers :

- . la fixation de taux directeurs d'évolution des tarifs pour l'activité en CPOM permettant de fixer l'enveloppe globale de financement 2021 de ces contrats,

- . l'attribution de la 2^{ème} année de financement complémentaire par subvention pour 3 de ces 13 SAAD en CPOM faisant l'objet d'un plan de retour à l'équilibre financier annexé à leur contrat cadre.

I - Contexte

Afin de soutenir le secteur de l'aide à domicile et ainsi permettre aux personnes âgées et en situation de handicap qui le souhaitent de demeurer à domicile en bénéficiant d'une prise en charge et d'un accompagnement de qualité quelle que soit leur situation, la Métropole de Lyon a, par délibération du Conseil n°2018-3041 du 17 septembre 2018, initié une réforme de sa politique de tarification des SAAD. Elle a ainsi décidé l'augmentation des tarifs de référence pour les prestations de l'APA et de la PCH et adopté le principe d'une contractualisation par CPOM avec les 13 SAAD jusqu'alors dits tarifés pour prendre en charge, notamment, les bénéficiaires aux très faibles revenus. Les CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques ont été validés par délibération du Conseil n°2020-4195 du 29 janvier 2020 et signés avec les SAAD concernés en mars 2020, pour une mise en œuvre des dispositions au 1^{er} avril 2020.

Il convient de poursuivre la démarche engagée auprès des usagers, en augmentant le tarif de référence de l'ASG, et en déterminant les financements dédiés aux SAAD pour la mise en œuvre de leur activité en CPOM et la prise en charge de publics spécifiques pour 2021. Ces financements consistent en la détermination, d'une part, d'une enveloppe de financement nécessitant la fixation annuelle de taux directeurs d'évolution conformément à l'article 4.2 dudit CPOM, et d'autre part, en l'attribution de financements complémentaires prévus pour les SAAD faisant l'objet d'un plan de retour à l'équilibre financier annexé à leur CPOM.

II - La convergence des tarifs de référence pour l'APA, la PCH et l'ASG

L'ASG est une prestation prévue au code de l'action sociale et des familles (CASF) (articles L 231-1 et L 231-2) qui relève de la compétence des Conseils départementaux et de la Métropole. Elle correspond à des services ménagers effectués au domicile de la personne âgée ou de la personne en situation de handicap.

Pour en bénéficier, les personnes âgées doivent avoir au moins 65 ans et justifier :

- de vivre seul ou avec une personne qui ne peut apporter cette aide,
- de la nécessité de l'aide pour leur maintien à domicile,

- de ressources inférieures ou égales au plafond permettant l'octroi de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

Pour leur part, les personnes en situation de handicap peuvent bénéficier de l'ASG :

- si elles ont entre 20 et 65 ans et se sont vues reconnaître un taux d'incapacité d'au moins 80 % par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ou une incapacité à se procurer un emploi en milieu ordinaire du fait de leur handicap,

- ou si elles sont hébergées avant leurs 60 ans dans un établissement pour personnes en situation de handicap,

et si elles justifient :

- de vivre seul ou avec une personne qui ne peut apporter cette aide,

- de la nécessité de l'aide pour leur maintien à domicile,

- de ressources inférieures ou égales au plafond permettant l'octroi de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ou, si ce plafond est supérieur, à celui permettant l'octroi de l'ASPA.

Pour les personnes âgées comme pour les personnes en situation de handicap, ces conditions sont appréciées par la Métropole sur la base d'une enquête sociale, d'une évaluation des besoins du demandeur, d'un certificat médical, et de la prise en compte des ressources du demandeur à l'exception de celles prévues au règlement métropolitain d'aide sociale.

L'ASG n'est pas cumulable avec l'APA mais est cumulable avec l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et la PCH.

La réforme de la politique de tarification des SAAD initiée en 2018 a porté sur la revalorisation des tarifs de référence de l'APA et de la PCH, qui n'avaient pas été réévalués depuis de nombreuses années. Depuis le 1^{er} janvier 2019, les heures d'APA et de PCH réalisées par les SAAD prestataires autorisés par la Métropole sont facturées sur la base d'un tarif de référence de 20 €.

Le tarif de l'ASG est actuellement de 17,50 € pour les SAAD prestataires, en application de la délibération du Conseil général du Rhône n°069 du 5 octobre 2007. Sur ce montant, la collectivité finance 16,29 € et l'usager 1,21 €. Les SAAD qui sont autorisés spécifiquement à effectuer cette prestation ne peuvent facturer ces heures aux bénéficiaires au-delà du tarif de 17,50 €. Au regard du coût réel d'intervention, cette situation est défavorable aux services, et les plans d'aide ne sont pas consommés dans leur intégralité, mais généralement à hauteur de 60 à 70 %.

Il est proposé, dans un objectif de meilleure reconnaissance du coût réel des prestations et de convergence tarifaire bénéfique à la lisibilité de la politique publique, de relever le tarif de référence ASG de 17,50 € à 20 € au 1^{er} janvier 2021, sans augmenter la part due par le bénéficiaire. Ainsi, le financement de la collectivité s'élèvera à 18,79 € par heure.

Cette revalorisation du tarif de référence de l'ASG représente un coût supplémentaire pour la collectivité de 2,50 € par heure. Il est prévu que cette hausse du tarif s'accompagne d'une meilleure consommation des plans d'aide, pour atteindre environ 80 % au lieu des 65 à 70 % actuels. L'enveloppe serait alors de :

- 215 920 € pour l'ASG prestée auprès de personnes âgées, soit 15 920 € de surcoût par rapport à 2020,

- 368 810 € pour l'ASG prestée auprès de personnes en situation de handicap, soit 98 810 € de surcoût par rapport à 2020.

III - Le financement 2021 des 13 services engagés dans le CPOM pour la prise en charge des publics spécifiques

1° - Rappel des objectifs des CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques

En s'engageant dans les CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques avec ces 13 SAAD jusqu'à alors tarifés, la collectivité poursuit son renforcement du soutien financier du secteur économique de l'aide à domicile et anticipe les évolutions toujours en cours de réflexion au niveau national. En effet, en mars 2019, le rapport Libault, présenté à madame Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé, a mis l'accent sur les difficultés des SAAD et la nécessité d'une tarification permettant de répondre à des objectifs de politique publique ciblés. La future loi grand âge et autonomie pourrait reprendre certaines propositions de ce rapport ainsi que du rapport El Khomri dédié à la valorisation des métiers du domicile, qui propose, notamment, une augmentation du soutien financier.

La Métropole traduit ainsi la volonté forte, inscrite dans le projet métropolitain des solidarités, de favoriser le développement d'une offre de service ayant pour objectif la réponse, sur les plans quantitatifs comme qualitatifs, aux besoins des populations métropolitaines les plus vulnérables. En effet, l'activité des 13 SAAD encadrée par le CPOM pour la prise en charge des publics spécifiques, et dont les tarifs sont fixés par la collectivité, est celle dirigée vers :

- les bénéficiaires de l'APA dont les revenus sont inférieurs ou égaux au montant maximum de l'ASPA en vigueur,
- les bénéficiaires de la PCH, dans la limite de la capacité actuelle de prise en charge des SAAD,
- les bénéficiaires de l'ASG,
- les bénéficiaires des SAAD en CPOM dont la prise en charge précède la mise en œuvre du CPOM, au titre du droit acquis.

Pour les autres bénéficiaires, l'activité des 13 SAAD n'est pas encadrée et relève d'un tarif librement fixé par les services, au même titre que l'ensemble des SAAD autorisés par la Métropole à intervenir auprès des bénéficiaires de l'APA et de la PCH.

2° - Une mise en œuvre retardée par la crise de la Covid-19 et un soutien renforcé de la collectivité en 2020

Les CPOM prévoyaient la mise en œuvre au 1^{er} avril 2020 des objectifs négociés avec les SAAD, sur les volets de leur activité, leurs ressources humaines, et leurs finances ; ainsi que de la distinction tarifaire entre les tarifs encadrés par la collectivité pour la prise en charge des publics spécifiques, et l'ouverture à un tarif libre pour les heures prestées ne faisant pas partie du périmètre du CPOM. Le dialogue de gestion permettant le suivi des CPOM devait également donner lieu à des premiers entretiens entre la collectivité et les SAAD signataires, au mois de mai 2020.

En raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19, qui a fortement mobilisé et impacté le secteur de l'aide à domicile, il a été décidé :

- de reporter la mise en œuvre des objectifs au 1^{er} janvier 2021, afin de permettre aux SAAD de l'initier dans des conditions plus favorables,
- d'appliquer à tout nouveau bénéficiaire les tarifs prévus aux CPOM, indépendamment de sa situation, à savoir 23 € pour 12 SAAD et 23,70 € pour un SAAD, et de reporter la distinction tarifaire au 1^{er} janvier 2021,
- de reporter le dialogue de gestion à l'automne. Les entretiens réalisés sont l'occasion pour la collectivité d'aller plus loin dans l'appréciation des besoins des SAAD, et d'anticiper les conséquences à moyen et long terme de la crise sanitaire sur leur activité.

Ces mesures ont été opportunes pour les SAAD, qui ont pu faire remonter à la collectivité la chute importante de l'activité qu'ils ont subie au 1^{er} semestre 2020, et qui ne devrait pas être récupérée, malgré la reprise progressive, avant 2021. Cette situation s'explique, notamment, par d'importantes difficultés de recrutement de personnels, et par la crainte de certains bénéficiaires d'être exposés au virus par le biais de leurs intervenants à domicile, pourtant protégés et suivants des protocoles stricts.

3°- Le financement 2021 de l'activité couverte par les "CPOM prise en charge de publics spécifiques"

L'enveloppe prévue pour le financement de l'activité relevant des "CPOM prise en charge des publics spécifiques" des 13 SAAD signataires est déterminée en fonction du volume d'activité prévisionnel, des tarifs fixés pour chaque SAAD et de leurs taux directeurs d'évolution. Cette enveloppe intègre, en outre, en application de la délibération du Conseil n°2017-2172 du 18 septembre 2017, la compensation de la revalorisation du point de la convention collective de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile.

Les CPOM permettent la sortie de la procédure contradictoire de fixation des tarifs prévue par le CASF. Ils prévoient, à l'article 4.2, une réévaluation annuelle des tarifs applicables aux publics concernés afin de couvrir les charges des services pour honorer leurs engagements pour la réalisation des interventions dans de bonnes conditions pour les usagers et pour les salariés. La fixation d'un taux directeur pour l'évolution des tarifs permet d'encadrer la progression des tarifs d'année en année et de contrôler ainsi les dépenses liées pour la collectivité.

Afin de poursuivre le soutien des SAAD par la collectivité face aux impacts de la crise sanitaire, il est proposé d'adopter un taux d'évolution des tarifs des SAAD en CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques à hauteur de 1 % pour les 12 SAAD dont le tarif 2020 s'élève à 23 €, et de 0,6 % pour le SAAD MainTenir dont le tarif 2020 s'élève à 23,70 €. Cette différence de taux directeur entre les SAAD signataires est justifiée par l'objectif de convergence tarifaire progressive entre tous les SAAD sous CPOM publics spécifiques.

Le volume d'activité prévisionnel des 13 SAAD signataires dans le cadre de la mise en œuvre de ces CPOM est évalué pour 2021 à :

- 679 778 heures pour l'APA,
- 301 743 heures pour la PCH,
- 9 275 heures pour l'ASG.

L'enveloppe résultant de ces différents éléments s'élève à 3 849 190 € pour les 13 SAAD sous CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques, soit :

- 2 579 967 € pour les heures d'aide humaine destinées aux personnes âgées,
- 1 269 223 € pour les heures d'aide humaine destinées aux personnes en situation de handicap

4°- La 2^{ème} année de financement complémentaire pour 3 SAAD ayant signé un plan de retour à l'équilibre financier

La délibération du Conseil n°2020-4195 du 29 janvier 2020 a acté la mise en œuvre, pour 3 des 13 SAAD engagés dans les CPOM pour la prise en charge des publics spécifiques, d'un plan de retour à l'équilibre financier. L'article 3 de l'annexe 3 des CPOM signés avec les structures concernées prévoit l'attribution de ce financement sur les 3 ans de durée du CPOM, de 2020 à 2022. Cette démarche est apparue indispensable à la lumière des diagnostics, afin de pérenniser les structures et leur permettre de développer leur activité sur les territoires, conformément aux objectifs du CPOM.

En 2021, ces subventions seront donc de 33 334 € pour l'Adiaf Savarahn, 38 334 € pour l'Action sociale mulatine, et 99 667 € pour Maxi aide Grand Lyon ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - la réévaluation du tarif de l'ASG à 20 €,

b) - le taux d'évolution des tarifs encadrés par la Métropole pour l'activité est portée par les 13 SAAD signataires des CPOM à :

- 1 % pour 12 SAAD,
- 0,6 % pour un SAAD (MainTenir),

soit une augmentation de 208 390 €, au titre de l'année 2021,

c) - le versement par subvention de la 2^{ème} année de financement complémentaire pour les 3 SAAD faisant l'objet d'un plan de retour à l'équilibre financier :

- 33 334 € pour l'Adiaf Savarahm,
- 38 334 € pour l'Action sociale mulatine,
- 99 667 € pour Maxi aide Grand Lyon.

2°- Fixe :

a) - l'enveloppe liée à la réévaluation du tarif de l'ASG, à hauteur de 215 920 € pour l'ASG prestée auprès des personnes âgées et de 368 810 € pour l'ASG prestée auprès des personnes en situation de handicap,

b) - l'enveloppe de financement 2021 maximale pour les SAAD sous "CPOM pour la prise en charge de publics spécifiques" à hauteur de 3 849 190 € au titre des heures prestées pour l'APA, la PCH et l'ASG soit :

- 2 579 967 € pour les heures d'aide humaine destinées aux personnes âgées,
- 1 269 223 € pour les heures d'aide humaine destinées aux personnes en situation de handicap.

3°- Les dépenses de fonctionnement en résultant seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 :

- chapitre 65 - opérations n°0P37O3511A, n°0P38O351 2A, n°0P37O3014A et n°0P38O3399A,
- chapitre 016 - opérations n°0P37O3511A et n°0P38O3 512A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0382**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Attribution d'une subvention d'investissement au Groupement de coopération sociale et médicosociale (GCSMS) accompagnement, réadaptation, répit, post-AVC et cérébro-lésés (ARRPAC) pour la mise en oeuvre d'un dispositif d'accueil de jour - Modification de la délibération n°2020-4324 du Conseil du 8 juin 2020**

service : Délégation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie en établissement

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'accident vasculaire cérébral (AVC) représente 150 000 nouveaux cas par an. Il est la première cause de handicap acquis chez l'adulte, la deuxième cause de déclin intellectuel, la troisième cause de mortalité sur l'ensemble de la population mais la première chez les femmes. On constate 15 % d'augmentation par an chez les jeunes de moins de 50 ans et 3 % par an dans le reste de la population. Plus de 60 % des victimes vont conserver un handicap, le plus souvent moteur mais également sensoriel, cognitif et langagier. Des enfants sont victimes d'un accident vasculaire cérébral.

Le traumatisme crânien (lésion cérébrale acquise) représente 140 000 nouveaux cas par an. Il concerne des adultes jeunes victimes d'accidents sur la voie publique ou au cours d'activités sportives et de loisirs.

Reconnu comme projet innovant en santé publique par l'Agence régionale de santé (ARS) et le Ministère de la Santé, le projet ARRPAC répond aux enjeux actuels de santé publique.

Cet accueil de jour pour personnes cérébro-lésées permettra d'améliorer la qualité de vie des patients et de leurs aidants, éviter des ré-hospitalisations de patients et des hospitalisations d'aidants grâce à une évaluation faite par une équipe universitaire de santé publique.

Ce projet est porté par le GCSMS ARRPAC constitué de l'association ARRPAC, le Centre hospitalier (CH) Le Vinatier, l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public du Rhône et de la Métropole de Lyon (ADPEP 69/ML) et l'association Notre-Dame du Grand Port la familiale, dénommée NDGP.

Le GCSMS ARRPAC a été créé le 12 mars 2020 et a un statut de personne morale de droit privé.

Le GCSMS ARRPAC a sollicité l'aide de la Métropole de Lyon pour participer au financement de la construction d'un bâtiment destiné à abriter les activités d'ARRPAC sur un terrain de 2 100 m² et loué au GCSMS ARRPAC par le CH Le Vinatier.

Par délibération du Conseil n°2020-4324 du 8 juin 2020, une aide à l'investissement d'un montant total de 1 500 000 € a été accordée.

II - Modification du projet ARRPA

Les activités d'accueil de jour devaient avoir lieu au sein d'un bâtiment à construire situé au sein du CH Le Vinatier.

Après le vote de la délégation n°2020-4324 du 8 juin précitée, le CH Le Vinatier a émis le souhait de réserver la parcelle dédiée à la construction du bâtiment mentionnée à une autre destination. En contrepartie, un bâtiment préexistant, le "450", pourrait être réhabilité, ce qui modifie le coût du projet qui est désormais estimé à 1 695 000 €. Au regard de l'intérêt du projet et de son nouveau montant à la baisse, la Métropole financerait 80 % du coût de l'opération soit 1 356 000 €.

D'autres demandes de financement sont sollicitées auprès de la Caisse d'Épargne, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département du Rhône et de laboratoires, afin de finaliser le plan de financement du projet. Ces demandes sont en cours d'instruction, les montants définitifs n'étant pas encore connus.

L'offre d'accueil serait similaire à celle envisagée dans le cadre d'une construction neuve. L'élément clé restera un gymnase pour l'activité physique et sportive adaptée, coeur du dispositif. La prise en charge sera ainsi toujours orientée sur l'activité, la participation, la réadaptation sociale, le maintien de l'autonomie et l'aide aux aidants.

Ce nouveau mode de réalisation présente en outre l'avantage de permettre une mise en service anticipée par rapport au premier phasage, soit début 2022, contre fin 2023 initialement prévu.

Il est donc proposé au Conseil de modifier la destination et le montant de la subvention initialement votée, afin de permettre la prise en compte du projet de réhabilitation et d'accorder une subvention d'un montant de 1 356 000 € au profit du GCSMS ARRPA, dans le cadre de son projet de réhabilitation de locaux permettant de déployer les activités d'accueil de jour ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - la modification de la délégation n°2020-4324 du 8 juin 2020 visant à changer la destination et le montant de la subvention accordée au profit du GCSMS ARRPA dans le cadre de son projet de réalisation de locaux d'accueil de jour,

b) - l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 356 000 € au profit du GCSMS ARRPA,

c) - la convention à passer entre la Métropole et le GCSMS ARRPA, définissant notamment les conditions d'utilisation de cette subvention.

2°- **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3°- **La dépense** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P38 - Personnes handicapées individualisée le 8 juin 2020 pour un montant de 1 500 000 € à la charge du budget principal répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant : 1 050 000 € en dépenses 2021 et 306 000 € en dépenses en 2022, sur l'opération n°0P38O9556.

4°- **Le montant** à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et 2022 - chapitre 204, pour un montant de 1 356 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0383**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Plan pauvreté - Approbation de l'avenant à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi portant sur la modification du calendrier de remise des rapports d'exécution, en raison de l'impact de la crise sanitaire**

service : Délégation Solidarités, habitat et éducation

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce dossier a pour objet de soumettre, au Conseil de Métropole, la modification du calendrier d'exécution de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi en raison de l'impact de la crise sanitaire.

I - Contexte**1° - Impact de la crise sanitaire sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté**

Par délibération du Conseil n°2019-3575 du 24 juin 2019, la Métropole de Lyon a approuvé la convention pluriannuelle d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État et la Métropole pour la période 2019-2021.

Le bilan positif de la première année de mise en œuvre de la stratégie a permis de poursuivre les actions engagées mais aussi de renforcer le plan d'actions en 2020.

Par décision de la Commission permanente n°CP-2020-0020 du 14 septembre 2020, la Métropole a voté le plan d'actions pour la deuxième année de mise en œuvre de la stratégie pauvreté pour un budget total de 7 315 782 €.

Le reconfinement a été décidé par le Président de la République dans les semaines qui ont suivi l'adoption du plan d'actions, ce qui a directement affecté la mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

De fait, la réalisation de certaines actions a été ralentie ou suspendue en raison des mesures prises pour lutter contre l'épidémie.

Dans ces conditions, le dialogue de performance qui aura lieu en 2021 sur l'exécution des actions mises en œuvre au titre de l'avenant 2020 porterait, en application du cadre juridique actuel, sur une période d'exécution très courte, de 2 à 3 mois.

2° - Calendrier initial de mise en œuvre de la stratégie

Par instruction de la direction générale de la cohésion sociale du 12 février 2020, l'exécution des avenants annuels est appréciée sur la base du montant des crédits consommés et de l'atteinte des indicateurs de performance de contractualisation, au 31 décembre de l'année N.

II - Modification du calendrier de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Par l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/2020/181 du 20 octobre 2020 modificative relative aux avenants 2020 aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi, l'État précise le cadre de poursuite de la contractualisation et notamment son nouveau calendrier de mise en œuvre en conséquence de la crise sanitaire.

Cette instruction indique les modalités retenues de l'évaluation des actions réalisées au titre de l'avenant 2020 au moyen des rapports d'exécution.

Afin de donner plus de temps à la réalisation des principales actions structurantes portées par la stratégie, de permettre à la Métropole d'assurer le reporting et de favoriser la fluidité du processus conventionnel par un enchaînement sans couture des avenants annuels, l'instruction propose de modifier le calendrier de contractualisation.

Ainsi, il est proposé que le délai de mise en œuvre et de justification physique et budgétaire des actions incluses dans la convention de la stratégie d'appui à la lutte contre la pauvreté au titre des avenants 2020, soit reporté au 30 juin 2021. Ce report permettra d'assurer un temps d'exécution réel des actions de l'ordre de 9 mois.

En conséquence, l'utilisation des crédits versés pour 2020 s'étendra jusqu'au 30 juin 2021, date à laquelle la Métropole devra remettre son rapport d'exécution. De même, l'avenant 2021 sera applicable pour la période été 2021-juin 2022. La date de remise des rapports d'exécution 2021 sera dans le même temps repoussée au 30 juin 2022 ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

DELIBERE**1° - Approuve :**

a) - la prolongation pour un semestre des délais de réalisation des actions contractualisés au titre de la stratégie d'appui à la lutte contre la pauvreté,

b) - l'avenant n°3 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 à passer entre la Métropole et l'État portant modification calendrier d'exécution.

2° - Autorise monsieur le Président à signer ledit avenant.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0384**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Révélation d'un actif successoral - Autorisation de signature d'une convention avec l'Etude GénéeaNot**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Contexte et cadre juridique

L'Étude GénéeaNot a porté à la connaissance du Président de la Métropole de Lyon le fait qu'un ancien pupille de l'État était décédé sans laisser aucun héritier.

L'article L 224-9, 5^{ème} alinéa du code de l'action sociale et des familles (CASF) dispose que "*lorsque aucun héritier ne se présente, les biens des pupilles de l'État décédés sont recueillis par le département et utilisés pour l'attribution de dons ou de prêts aux pupilles et anciens pupilles de l'État*".

L'Étude GénéeaNot se propose de révéler à la Métropole l'existence d'un actif successoral.

Elle déclare en effet que selon les documents et informations qu'elle détient, cet actif pourrait être revendiqué par la Métropole conformément à l'article L 224-9 du CASF.

La convention, jointe au dossier, fixe les conditions administratives et financières auxquelles la Métropole accepte la révélation de cet actif successoral par l'Étude GénéeaNot ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis de sa commission développement solidaire et action sociale ;

DELIBERE

1°- Approuve la convention à passer entre la Métropole et l'Étude GénéeaNot pour la révélation de l'existence d'un actif successoral auquel la Métropole pourrait prétendre.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention et à prendre tout acte ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente convention.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°OP35O3509A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0385**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Conseil d'administration de la régie personnalisée Les Nuits de Fourvière - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Développement responsable - Direction culture, sport et vie associative**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La régie des Nuits de Fourvière est une régie autonome personnalisée, établissement public industriel et commercial, en charge des activités du festival du même nom. Créée en 2005 par le Département du Rhône, elle est, depuis le 1^{er} janvier 2015, rattachée à la Métropole de Lyon.

Le Festival des Nuits de Fourvière concourt à des objectifs culturels et artistiques majeurs, inscrits dans la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la régie des Nuits de Fourvière et la Métropole pour la période 2018-2022, adoptée par délibération du Conseil n°2017-2436 du 15 décembre 2017 :

- mettre en valeur le site historique des théâtres romains de Fourvière et en assurer la promotion auprès de son public,
- contribuer au rayonnement et à l'attractivité du territoire métropolitain, au travers, notamment, d'une programmation internationale, de la portée médiatique due au festival et de ses collaborations avec des institutions et artistes du monde entier,
- promouvoir et accompagner la création par la présentation d'œuvres nouvelles et par un soutien au montage des productions,
- être un festival interculturel et inclusif en déclinant une offre accessible à tous les publics, ainsi qu'en soutenant l'emploi de personnes en insertion et des jeunes par des partenariats avec les missions locales de la Métropole,
- être acteur du développement économique de la Métropole par la construction de liens forts avec les entreprises du territoire, qui peuvent être mécènes, partenaires ou fournisseurs, ainsi que par un modèle économique qui repose sur la mutualisation des coûts et des produits entre les spectacles bénéficiaires et déficitaires,
- développer des collaborations avec les structures culturelles du territoire métropolitain sous différentes formes (coréalisation, accueil de spectacles, accompagnement en communication, etc.).

II - Modalités de représentation

Cette régie est administrée par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par la Métropole.

Par délégation du Conseil n°2020-0115 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné les 9 titulaires et les 9 suppléants suivants, tous issus du Conseil de la Métropole :

Titulaires	Suppléants
1 - Jérôme BUB (Président de la régie)	1 - Maryline SAINT-CYR
2 - Benjamin BADOUARD	2 - Marie-Christine BURRICAND
3 - Yves BEN ITAH	3 - Gilles ROUSTAN
4 - Nadine GEORGEL	4 - Fatïha BENAHMED
5 - Caroline LAGARDE	5 - Sophia POPOFF
6 - Véronique DUBOIS BERTRAND (Vice-Présidente de la régie)	6 - Marie Agnès CABOT
7 - Cédric VAN STYVENDAEL	7 - Richard MARION
8 - Clotilde POUZERGUE	8 - Joëlle PERCET
9 - Thomas RUDIGOZ	9 - Jean-Claude RAY

Monsieur Gilles Roustan ayant démissionné de ses fonctions de conseiller métropolitain, il est proposé au Conseil de désigner un représentant suppléant de la Métropole pour pourvoir le poste ainsi vacant au sein du conseil d'administration de la régie personnalisée Les Nuits de Fourvière ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Muriel LECERF en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration de la régie personnalisée Les Nuits de Fourvière.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0386**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Conférence régionale du sport Auvergne-Rhône-Alpes - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Délégation Développement responsable - Direction culture, sport et vie associative**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Les conférences régionales du sport ont été instituées par l'article 3 de la loi n°2019-812 du 1^{er} août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du sport.

L'Agence nationale du sport est chargée de développer l'accès à la pratique sportive pour toutes et tous et de favoriser le sport de haut niveau et la haute performance sportive, en particulier dans les disciplines olympiques et paralympiques.

Elle agit dans le cadre de la stratégie définie dans une convention d'objectifs conclue entre l'agence et l'État.

L'Agence nationale du sport veille à la cohérence entre les projets sportifs territoriaux et les projets sportifs des fédérations. Elle apporte son concours aux projets et aux acteurs, notamment les fédérations sportives, les collectivités territoriales et leurs groupements, contribuant au développement de l'accès à la pratique sportive, au sport de haut niveau et à la haute performance sportive.

Dans chaque région, une conférence régionale du sport élabore et adopte le projet sportif territorial. Ce projet sportif territorial est établi pour une durée que la conférence régionale décide, dans la limite de 5 ans, et comprend :

- un bilan de l'offre sportive existante sur le territoire régional, l'identification de ses éventuels déficits territoriaux et des publics à l'égard desquels des défauts d'accessibilité existent,
- un programme d'actions à mettre en œuvre au regard de ce diagnostic, tenant compte des orientations nationales en matière de politique sportive définies dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens conclue entre l'État et l'Agence nationale du sport et des spécificités de chaque territoire où elles ont vocation à être mises en œuvre,
- les modalités de suivi de ce programme d'actions et les contributions et organisations existantes.

II - Modalités de représentation

Conformément au décret n°2020-1280 du 20 octobre 2020, la Conférence régionale du sport est constituée de 4 collègues :

- le collègue des représentants de l'État : le Préfet de région, le recteur de région académique, le chef du service régional de l'État compétent en matière de politique publique du sport, le directeur général de l'Agence régionale de santé, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les directeurs des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives ayant leur siège dans la région, un président ou directeur général d'établissement d'enseignement supérieur désigné par le recteur de région académique, ou leurs représentants ;

- le collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : 5 représentants désignés par la Région ; 1 représentant désigné par chaque département de la région ; autant de représentants des communes que de départements dans la région, désignés par l'Association des maires de France (AMF), dont un en accord avec l'Association nationale des élus en charge du sport ; autant de représentants des EPCI compétents en matière de sport que de départements dans la région, désignés par l'AMF ; un représentant désigné par chaque métropole et chaque communauté urbaine compétente en matière de sport de la région ;

- le collège des représentants du mouvement sportif : 2 représentants désignés par le Comité régional olympique et sportif français, dont un issu d'un Comité départemental olympique et sportif français de la région ; 1 représentant désigné par le Comité paralympique et sportif français ; 2 représentants de fédérations sportives agréées, 1 représentant d'une fédération sportive agréée affinitaire ou multisports, par ailleurs affiliée au Comité paralympique et sportif français, et 1 représentant d'une fédération constituée pour organiser la pratique d'une seule discipline sportive ou de disciplines connexes non olympiques ; un sportif de haut niveau désigné par la commission des athlètes de haut niveau du Comité national olympique et sportif français ; 1 représentant désigné par l'Association nationale des ligues de sport professionnel (ANLSP) ;

- le collège des représentants des autres personnes physiques et morales intéressées par le développement du sport et des organisations professionnelles représentatives des acteurs du monde économique : 1 représentant désigné par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ; 1 représentant désigné par la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) ; 1 représentant désigné par l'Union des entreprises de proximité (U2P) ; 1 représentant désigné par l'Union sport et cycle ; 1 représentant désigné par le Conseil social du mouvement sportif (COSMOS) ; 1 représentant désigné par la Chambre de commerce et d'industrie de la région (CCIR) ; 2 usagers du sport désignés par le Préfet de région sur proposition des associations d'usagers du sport dont un sur proposition des associations d'usagers des établissements commerciaux dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives ; 3 représentants désignés par le Préfet de région sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives de la branche sectorielle du sport.

L'Agence nationale du sport participe aux travaux de la Conférence régionale.

La Métropole de Lyon étant règlementairement appelée à siéger au sein de la Conférence régionale du sport Auvergne-Rhône-Alpes, il est donc proposé au Conseil de désigner son représentant titulaire, ainsi qu'un suppléant ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne M. Yves BEN ITAH en tant que titulaire et M. Nicolas BARLA en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du collège des collectivités territoriales et EPCI de la Conférence régionale du sport Auvergne-Rhône-Alpes.

**Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.**

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0387**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

commune (s) : **Lyon 7°- Mions - Saint Priest - Vénissieux**

objet : **Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignements (EPL) et des établissements privés - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction éducation**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 relative à l'orientation et la programmation pour la refondation de l'école de la République modifie les modalités de représentation des collectivités territoriales au sein des EPLE.

Les décrets d'application n°2014-1236 et 2014-1237, parus le 24 octobre 2014, sont entrés en vigueur le 3 novembre 2014.

Le 1^{er} décret a pour objet la composition du conseil d'administration des EPLE codifié, notamment à l'article L 421-2 du code de l'éducation et dispose que le nombre de représentants de la collectivité de rattachement (Métropole de Lyon) au sein des conseils d'administration des collèges s'établit à 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants.

Le 2^{ème} décret relatif à la composition de la commission d'hygiène et de sécurité des EPLE, codifié à l'article D 421-152 du code de l'éducation, prévoit la participation d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement choisi parmi les représentants titulaires ou suppléants du conseil d'administration et en son sein.

Elle peut également comprendre des personnes qualifiées.

Cette commission s'avère obligatoire pour les collèges dotés d'une section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) et facultative pour les autres établissements.

Par ailleurs, l'article L 442-8 du code de l'éducation organise la participation de la collectivité compétente aux réunions de l'organe des établissements privés sous contrat d'association, compétent pour délibérer sur leur budget.

A cet effet, la Métropole dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de leurs conseils d'administration.

Pour l'année scolaire 2020-2021, le territoire métropolitain compte 79 structures publiques et 37 structures privées.

II - Modalités de représentation

Par délibération du Conseil n°2020-0138 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants pour siéger au sein des conseils d'administration des collèges publics Georges Clémenceau à Lyon 7°; Martin Luther King à Mions, Boris Vian à Saint Priest, Elsa Triolet, Honoré de Balzac, Jules Michelet et Paul Eluard à Vénissieux, et des collèges privés Chevreul-Jeanne de Lestonnac à Lyon 7°, Saint Louis de la Guillotière à Lyon 7° et La Xavière à Vénissieux comme suit :

Collèges	Communes	Titulaires	Suppléants
Georges Clémenceau	Lyon 7°	1 - Vincent Monot 2 - Lucie Vacher	1 - Fanny Dubot 2 - Thomas Dossus
Chevreul-Jeanne de Lestonnac	Lyon 7°	Thomas Dossus	Lucie Vacher
Saint Louis de la Guillotière	Lyon 7°	Fanny Dubot	Vincent Monot
Martin Luther King	Mions	1 - Véronique Moreira 2 - Claude Cohen	1 - Véronique Giromagny 2 - Gilles Roustan
Boris Vian	Saint Priest	1 - Véronique Moreira 2 - Messaouda El Faloussi	1 - Gilles Roustan 2 - Joëlle Percet
Elsa Triolet	Vénissieux	1 - Idir Boumertit 2 - Marie-Christine Burricand	1 - Gilles Roustan 2 - Pierre-Alain Millet
Honoré de Balzac	Vénissieux	1 - Gilles Roustan 2 - Pierre Alain-Millet	1 - Michèle Edery 2 - Pierre Athanaz
Jules Michelet	Vénissieux	1 - Gilles Roustan 2 - Pierre-Alain Millet	1 - Michèle Edery 2 - Idir Boumertit
Paul Eluard	Vénissieux	1 - Gilles Roustan 2 - Idir Boumertit	1 - Véronique Giromagny 2 - Marie-Christine Burricand
La Xavière	Vénissieux	Gilles Roustan	Véronique Giromagny

Messieurs Gilles Roustan et Thomas Dossus ayant démissionné de leurs fonctions de conseillers métropolitains et madame Fanny Dubot ayant fait part de son souhait de ne plus siéger au sein du collège Saint Louis de la Guillotière, il est proposé au Conseil de désigner de nouveaux représentants titulaires et suppléants au sein des conseils d'administration des collèges Georges Clémenceau, Chevreul-Jeanne de Lestonnac, Martin Luther King, Boris Vian, Elsa Triolet, Honoré de Balzac, Jules Michelet, Paul Eluard, Saint Louis de la Guillotière et La Xavière ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne en tant que titulaires et en tant que suppléants pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein des conseils d'administration des EPLE et des établissements privés :

Collèges	Communes	Titulaires / Suppléants
Georges Clémenceau	Lyon 7°	- M. Mohamed CHIH (suppléant)
Chevreul-Jeanne de Lestonnac	Lyon 7°	- M. Mohamed CHIH (titulaire)
Saint Louis de la Guillotière	Lyon 7°	- M. Mohamed CHIH (titulaire)
Martin Luther King	Mions	- Mme Christine ETIENNE (suppléant)
Boris Vian	Saint Priest	- Mme Christine ETIENNE (suppléant)
Elsa Triolet	Vénissieux	- Mme Christine ETIENNE (suppléant)
Honoré de Balzac	Vénissieux	- Mme Christine ETIENNE (titulaire)
Jules Michelet	Vénissieux	- Mme Christine ETIENNE (titulaire)
Paul Eluard	Vénissieux	- Mme Christine ETIENNE (titulaire)
La Xavière	Vénissieux	- Mme Christine ETIENNE (titulaire)

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0388**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

commune (s) : **Saint Priest - Lyon 7°**

objet : **Collèges publics - Dénomination des futurs collèges situés à Saint Priest et Lyon 7° - Attribution de concessions de logement pour nécessité absolue de service**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction éducation**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En application de l'article L 421-24 du code de l'éducation, la dénomination des collèges publics incombe à la Métropole de Lyon, qui doit en délibérer après avoir recueilli l'avis du Maire de la Commune d'implantation.

A la prochaine rentrée scolaire 2021/2022, 2 nouveaux collèges vont ouvrir leurs portes :

- l'un à Saint Priest, situé chemin de Revaison,
- l'autre à Lyon 7°, situé rue du Pré-Gaudry.

Il est proposé d'attribuer à ces nouveaux établissements les noms suivants :

- pour le collège à Saint Priest : Simone Veil, en hommage à cette femme politique illustre tant par sa quête de justice et d'égalité, que par ses actes courageux et progressistes comme la légalisation de l'avortement, et son destin exceptionnel,
- pour le collège à Lyon 7°: Gisèle Halimi, en hommage à cette grande avocate militante féministe et femme politique franco tunisienne, qui fut également députée et conseillère régionale de Rhône-Alpes.

Par ailleurs, selon les dispositions des articles R 216-4 et suivants du code de l'éducation, la Métropole accorde, sous certaines conditions, des concessions de logement pour nécessité absolue de service aux personnels de l'État dans les établissements publics locaux d'enseignement appartenant aux catégories suivantes : personnel de direction, d'administration, de gestion, d'éducation et de santé. Le président accorde, par arrêté, les concessions de logement telles qu'elles ont été fixées par délibération de la collectivité.

Cela concerne :

- pour le collège Simone Veil à Saint Priest : 3 logements au collège Colette à Saint Priest pour le chef d'établissement, l'adjoint au chef d'établissement et le gestionnaire,
- pour le collège Gisèle Halimi à Lyon 7°: 3 logements au collège Clémenceau à Lyon 7° pour le chef d'établissement, l'adjoint au chef d'établissement et le gestionnaire.

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

DELIBERE

1° - Dénomme le collège situé chemin de Revaion à Saint Priest, collège Simone Veil et le collège à Lyon 7°, situé rue du Pré-Gaudry, collège Gisèle Halimi.

2° - Approuve :

a) - l'attribution des concessions de logements par nécessité absolue de service selon la répartition figurant ci-dessus,

b) - le modèle d'arrêté de concession ci-joint.

3° - Autorise monsieur le Président à signer les arrêtés de concession de logements et tous les actes administratifs qui en découlent.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0389**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **LUGDUNUM - Musée et Théâtres romains - Fixation des tarifs de la boutique**

service : **Délégation Développement responsable - Direction culture, sport et vie associative**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

LUGDUNUM - Musée et Théâtres romains dispose d'une librairie-boutique qui propose des ouvrages et objets thématiques liés aux collections permanentes et à la programmation culturelle du Musée, dont il convient de fixer les tarifs.

I - Fixation des tarifs des articles vendus dans la boutique

Dans un souci de simplicité et d'efficacité concernant l'acquisition puis la tarification des nouveaux ouvrages et objets thématiques liés aux collections permanentes et à la programmation culturelle du Musée, il est proposé de mettre en place un processus de fixation des tarifs plus adapté au fonctionnement courant de la boutique.

Il est ainsi proposé de :

- regrouper les produits à vendre par familles ou "gammes de produits",
- associer des fourchettes de prix à chacune de ces familles d'articles ainsi créées,
- autoriser le Musée à fixer ensuite le prix de chaque article, à l'intérieur de sa famille et de la fourchette de prix qui lui est associée, dans le respect de la législation en vigueur.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la grille des gammes de produits ainsi que la fourchette de prix qui est associée à chacune de ces gammes, selon le tableau suivant.

Il est proposé, par ailleurs, que ce processus de fixation des prix concerne également tous les produits dérivés et ouvrages en relation avec la programmation événementielle, les manifestations et les expositions temporaires qui ont lieu au sein du Musée, à la seule condition que ces produits appartiennent bien aux gammes de produits ainsi préétablies.

Gammes de produits	Fourchettes de prix (en € TTC)
Carterie cartes postales, marque-pages, stickers, affiches	0,50 à 5
Textile adultes et enfants t-shirts, sweatshirts, foulards, écharpes, tote bags	5 à 20
Accessoires petite maroquinerie, parapluie, porte-cartes	5 à 20
Artisanat d'art et reproductions d'œuvres verrerie, poterie, lampes à huiles, bijoux, ferronnerie, objets en cuir, tissages, moulages	4 à 90
Produits alimentaires condiments, épices, vins et autres denrées non-périssables	5 à 20

Gammes de produits	Fourchettes de prix (en € TTC)
Librairie ouvrages jeunesse, bandes dessinées, ouvrages spécialisés, romans, essais, monographies, corpus	respect de la tarification fixée par l'éditeur
Jeux et jouets jeux de société, jeux de rôles, jeux de cartes, puzzles, carnets de coloriages, figurines, magnets à colorier, kits à monter	5 à 50
Produits dérivés, accessoires et souvenirs porte-clés, magnets, diffuseurs senteur, essuie-verres, miroirs, mugs	1 à 15
Productions du Musée badges, moulages, reproductions d'objets d'art	1 à 30
Publications du Musée catalogues des collections, catalogues et affiches d'expositions, bandes dessinées	2 à 25

II - Vente à prix remisés et fixation des prix des articles remisés

Il s'agit, par la mise en vente de produits à prix remisés, d'assurer la ventilation et le renouvellement des stocks.

Conformément à la législation en vigueur, il est proposé de mettre en vente, par l'intermédiaire de la librairie-boutique, les objets promotionnels dont LUGDUNUM - Musée et Théâtres romains souhaite se défaire, à prix remisé, dans un espace de la boutique réservé à cet effet.

La remise consentie sur le prix de vente public original sera de l'ordre de 20 à 70 %, sous réserve de ne jamais vendre en-deçà du coût d'achat ou de production.

Concernant le cas particulier des ouvrages et hors les publications propres du Musée, la librairie-boutique du Musée s'engage à respecter les procédures légales de réductions tarifaires prévues, à savoir : justifier de 6 mois de présence en stock de l'ouvrage concerné et de son retrait du catalogue éditeur.

Ces opérations promotionnelles perdureront jusqu'à l'épuisement desdits ouvrages et objets.

III - Don d'objets invendus

Toujours dans l'objectif de permettre la ventilation et le renouvellement des stocks, il est proposé que les objets issus des productions du Musée, notamment les produits dérivés réalisés à l'occasion d'expositions ou de manifestations temporaires, présentant de fait une incohérence thématique, dans le temps, avec les nouvelles expositions en cours, puissent être utilisés comme cadeaux promotionnels, et être remis gracieusement aux partenaires et aux invités accueillis.

Cette possibilité pourrait être utilisée au plus tôt 2 ans après le terme de l'événement ou de l'exposition auquel l'objet concerné se rattache.

IV - Destruction d'objets invendus

Enfin, il est proposé que les produits alimentaires vendus à la boutique soient déstockés et détruits lorsque la date de péremption est atteinte ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

DELIBERE**1° - Approuve :**

a) - le processus de tarification des nouveaux articles en vente à la librairie-boutique LUGDUNUM - Musée et Théâtres romains selon le principe des gammes et fourchettes de prix définies dans le tableau ci-dessus,

b) - la vente à prix remisés et le processus de tarification des articles remisés,

c) - le don d'objets invendus correspondant à des expositions ou manifestations temporaires, 2 ans après l'expiration dudit évènement,

d) - la destruction d'objets alimentaires périmés.

2° - Autorise monsieur le Président à fixer les tarifs et tarifs remisés selon les modalités définies ci-avant.

3° - Les recettes générées par la librairie-boutique seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - chapitre 70 - opération n°0P33O3056A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0390**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Musée des Confluences - Attribution d'une subvention - Approbation de la convention d'objectifs et de moyens 2021**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'établissement public de coopération culturelle (EPCC) Musée des Confluences a été créé entre la Métropole de Lyon, la Ville de Lyon et l'École normale supérieure (ENS) de Lyon par arrêté préfectoral n° 18-401 du 27 novembre 2018, en remplacement de l'EPCC initialement créé par arrêté préfectoral du 2 avril 2014.

Le musée a pour objet de "conter et raconter la terre des hommes depuis les origines, ainsi que l'évolution, les rêves et les interrogations des sociétés dans le temps et l'espace". Il constitue un "lieu de convergence des savoirs, un musée thématique et transdisciplinaire qui convie et associe les recherches les plus récentes dans les domaines des sciences et des techniques, de l'archéologie et de l'ethnologie, de la muséographie et de la médiation des savoirs."

Le Musée des Confluences a accueilli près de 4 millions de visiteurs en 5 ans, ce qui le place au 1^{er} rang des musées français hors Paris, devant le Louvre-Lens, le MuCEM de Marseille et le centre Pompidou-Metz. Il s'est vu récompensé, en février 2020, par l'attribution de 3 étoiles au guide vert Michelin.

Le Musée propose 4 expositions permanentes et 4 à 5 expositions temporaires par an à raison d'une nouvelle exposition temporaire ouverte par trimestre. Ses collections comptent plus de 2 millions d'objets et s'enrichissent régulièrement du fruit de donations prestigieuses. Il développe une activité intense et régulière d'actions culturelles dans l'objectif de le rendre accessible à tous les publics et contribue, par ailleurs, à divers programmes de recherche en France et dans le Monde.

En 2019, les visiteurs du musée sont à 40 % originaires de la Métropole tandis que les visiteurs internationaux représentent 20 % du total des visiteurs.

Le Musée des Confluences remplit les missions permanentes qui sont imparties aux "musées de France" par les articles L 441-1 et suivants du code du patrimoine. Il satisfait aux conditions auxquelles l'attribution de l'appellation musée de France est subordonnée.

Dans le cadre de la diversification de ses recettes, le Musée a développé une politique de mécénat qui a, notamment, abouti à la création d'un fonds de dotation en décembre 2019. Ce fonds de dotation est aujourd'hui composé de 4 membres fondateurs (In Extenso, Institut BioMérieux, société Boehringer Ingelheim, Compagnie nationale du Rhône -CNR-). Présidé par Antoine de Riedmatten, Président du directoire d'In Extenso, le fonds a comme objectif de consolider un réseau de grands mécènes qui soutient dans la durée le financement des missions d'intérêts général, notamment en matière de conservation, de développement des collections, de recherche et de diffusion culturelle ainsi que les grands projets du Musée.

En 2020, le Musée des Confluences voit sa fréquentation diminuer de 50 % (estimation) en raison de la crise sanitaire et des différentes mesures de fermeture administrative et de limitation des jauges. Cette baisse, bien que moins élevée au regard d'une moyenne européenne estimée à - 70 %, impacte la situation financière du Musée avec une diminution de ses recettes propres. En 2021, l'incertitude demeure et l'exercice de prévision budgétaire est particulièrement complexe ne sachant pas quel sera le comportement du visitorat et les potentielles nouvelles restrictions impactant la fréquentation.

C'est dans ce contexte incertain que la convention annuelle d'objectifs et de moyens pour 2021, objet de la présente délibération, a été établie. Cette convention précise les objectifs culturels partagés entre la Métropole et le Musée et le montant des participations apportées par la Métropole. L'année 2021 permettra d'engager une réflexion dans la perspective d'un retour à une convention triennale 2022-2023-2024 avec un travail renouvelé sur les offres du Musée en cohérence avec les nouvelles orientations et ambitions qui seront portées par cet établissement culturel.

II - Objectifs culturels partagés entre la Métropole et le Musée des Confluences

Le Musée des Confluences constitue un élément majeur de la politique culturelle de la Métropole. Les objectifs partagés entre l'EPC et la collectivité pour 2021 sont précisés dans la convention :

1° - Un Musée au cœur du territoire

Le Musée compte 75 % de ses visiteurs provenant de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Il participe au dynamisme de l'économie locale : 76 % de ses dépenses (soit 13,8 M€) sont réalisées sur le territoire de la Métropole et 200 emplois permanents directs et indirects (via ses prestataires) sont générés par son activité.

Par ailleurs, le Musée s'inscrit en contributeur majeur de la coopération et du réseau culturel territorial. À travers sa programmation, le Musée affirme un fort ancrage territorial en renforçant ses liens avec les acteurs culturels, scientifiques, académiques et associatifs locaux, notamment métropolitains. Partenaire occasionnel ou régulier, coproducteur ou simple diffuseur, *in situ* ou *extra muros*, le Musée s'associe ainsi chaque année à de nombreuses structures (Université de Lyon, Centre national de la recherche scientifique -CNRS-, associations locales d'astronomie ou de protection de la biodiversité par exemple) et de multiples événements (festivals, journées professionnelles, etc.).

2° - Un Musée éducatif et solidaire

Le Musée s'engage à aller à la rencontre des publics. Il souhaite poursuivre ses actions hors les murs dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), dans les prisons et lieux de soin. Il prévoit d'élargir ces dispositifs de médiation dans des foyers d'accueil, des centres sociaux, développer de nouvelles actions, notamment sur le front de l'emploi et de la réinsertion avec le foyer Notre-Dame des sans-abri et avec Pôle emploi. Aussi, par l'externalisation de certaines de ses missions (nettoyage du bâtiment, accueil et billetterie), le Musée gère des marchés qui, dans leur cahier des charges, intègrent une clause d'insertion imposant au prestataire l'intégration de salariés rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles et permettant leur accès ou retour à l'emploi.

À travers ses choix programmatiques en écho aux enjeux contemporains, le Musée attire le jeune public (les 15-18 ans représentent 4 % des visiteurs, les 18-30 ans 42 %, soit au total 308 695 visiteurs en 2019). Concernant le volet éducatif et outre son programme d'accueil régulier, le Musée porte une attention particulière aux actions en direction des collégiens de la Métropole. Il souhaite ainsi poursuivre les dispositifs hors les murs mis en place au cours de l'été 2020 avec les activités de médiation dans les collèges (déplacement de médiateurs avec des objets de collections pour animer des activités ludiques et pédagogiques). Le Musée intervient également dans les quartiers du territoire où le décrochage scolaire est le plus aigu, contribuant ainsi à offrir à chacun les moyens de sa réussite.

Le Musée tisse également des liens étroits avec les médiathèques de la Métropole, formalisés autour de projets de médiation : mise en dialogue d'un objet de la collection du Musée et d'un livre lors d'interventions de médiation en bibliothèque par exemple.

3° - Un musée durable et responsable

À travers sa programmation, le Musée constitue un lieu de savoir, de partage et de transmission. Il met à disposition des points de repères intellectuels, sensibles, historiques et scientifiques au plus grand nombre. Le Musée ambitionne de rendre compréhensible et de transmettre l'histoire et l'évolution de la nature, des hommes, et celle du rapport des hommes à la nature. Il a pour mission de contribuer à la prise de conscience de l'ancrage des humains dans la nature, à la connaissance rationnelle et collective du monde réel, et de sensibiliser aux enjeux contemporains.

À travers le volet "responsabilité environnementale" de son projet scientifique et culturel, le Musée s'engage à mener un certain nombre d'actions afin de réduire son impact environnemental, notamment valoriser ses déchets dans le cadre d'une économie circulaire, du recyclage, désigner un référent "responsabilité environnementale", privilégier des matériaux durables, investir dans des équipements à basse consommation, se fournir en énergie électrique 100 % verte, réutiliser les éléments scénographiques et les matériels.

À ce titre, le Musée a conduit un marché public expérimental pour le démontage, l'enlèvement et le réemploi des éléments scénographiques de l'exposition "Un monde en tête, la donation Antoine de Galbert" au cours de l'été 2020. Le bilan d'étape est très encourageant avec un fort pourcentage de réemploi toutes filières confondues. Le Musée souhaite systématiser cette démarche. Enfin, les initiatives poursuivies par le Musée s'inscrivent en cohérence avec celles menées par la Métropole. Le Musée participe notamment aux réflexions relatives au projet de recyclerie culturelle ou à celle à venir concernant le schéma de promotion des achats responsables (SPAR).

III - Programmation des expositions temporaires 2021

Aux côtés de ses expositions permanentes, le Musée propose chaque année des expositions temporaires. En 2021, le Musée prévoit l'ouverture de 3 expositions temporaires :

- "La terre en héritage" (d'avril 2021 à février 2022) : cette exposition conçue et réalisée en coproduction avec l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) dresse un bilan des impacts humains sur la Terre en ce début de XXI^e siècle et propose un "saut dans le temps" afin d'identifier les moments-clefs de l'histoire contemporaine où s'amorcent des modifications environnementales d'ampleur,

- "Jusqu'au bout du monde - Regards de missionnaires" (de juin 2021 à mai 2022) : cette exposition conçue et réalisée par le Musée des Confluences autour de la collection des œuvres pontificales missionnaires est une invitation au voyage dans des terres inconnues d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, ou d'Amérique à travers les objets collectés par des jeunes ecclésiastiques missionnaires à partir de 1822,

- "Sur la piste des Sioux" (d'octobre 2021 à août 2022) : cette exposition, conçue et réalisée par le Musée des Confluences, se propose de remonter aux sources de notre imaginaire et de ses stéréotypes pour redonner la parole à ces "Indiens d'Amérique", communautés qui restent encore marginalisées aujourd'hui.

Le Musée prévoit d'ouvrir également un nouvel espace permanent, la "galerie E. Guimet" (fin septembre 2021) qui sera consacré à l'histoire des collectionneurs et leurs donations. Cet espace sera également proposé à la privatisation.

IV - Contribution financière de la Métropole

Conformément à la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'EPCC et à l'article L 1431-8 du code général des collectivités territoriales, les ressources de l'EPCC peuvent comprendre les subventions et autres concours financiers de l'État, des établissements publics nationaux, des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Le Musée des Confluences perçoit ainsi une contribution financière de la Métropole dont le montant tient compte du socle de dépenses minimum destiné au fonctionnement du Musée, à la mise en œuvre de sa programmation culturelle et du niveau de recettes propres attendues.

Pour 2021, la prévision budgétaire est particulièrement difficile à établir compte tenu du contexte sanitaire. Le Musée prend pour hypothèses des charges de fonctionnement à hauteur de 17,5 M€ et un potentiel des recettes commerciales de 4 M€ (soit des recettes propres 2021 à hauteur de 70 % des objectifs initiaux de recettes propres 2020). Le Musée prévoit un réajustement de ces hypothèses en fonction de l'évolution de la situation dans le cadre de son budget supplémentaire en mars 2021.

C'est dans ce contexte que le Musée sollicite une participation de la Métropole, unique financeur public, à hauteur de 14,4 M€ en 2021. Ce montant est identique à la convention initiale 2018-2020 et s'inscrit en hausse de + 150 000 € par rapport au montant revu par avenant n°2 en 2020 (14,25 M€).

Cette contribution est versée sur la base d'un échéancier à raison de 25 % par trimestre. Un comité de suivi technique est mis en place entre la Métropole et le Musée. Il est chargé de suivre l'avancement du projet culturel partagé entre le Musée et la Métropole, l'évolution budgétaire, les programmes d'investissement et les indicateurs de suivi.

La convention définit 11 indicateurs (annexés à la convention) qui sont suivis trimestriellement ou annuellement et qui sont relatifs au public accueilli, à la fréquentation du Musée et à sa situation financière.

La convention est signée pour une durée d'un an renouvelable, sauf avis contraire de l'une des parties, dans les 3 mois avant son échéance, par tacite reconduction par période d'un an ;

Vu ledit dossier,

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

Où l'intervention de madame le rapporteur précisant que :

Dans le **IV - Contribution financière de la Métropole** de l'exposé des motifs, il convient de lire :

"Le Musée prend pour hypothèses des dépenses d'exploitation à hauteur de 17,5 M€ et un potentiel de recettes propres de 3,1 M€ (soit des recettes propres 2021 à hauteur de 70 % des objectifs initiaux de recettes propres 2020)"

au lieu de :

"Le Musée prend pour hypothèses des charges de fonctionnement à hauteur de 17,5 M€ et un potentiel des recettes commerciales de 4 M€ (soit des recettes propres 2021 à hauteur de 70 % des objectifs initiaux de recettes propres 2020)" ;

DELIBERE

1°- Approuve :

- a) - les modifications proposées par madame le rapporteur,
- b) - la convention d'objectifs et de moyens avec le Musée des Confluences pour 2021,
- c) - le versement au Musée des Confluences d'une subvention pour l'exercice 2021 d'un montant de 14 400 000 €.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal pour la somme de 14 400 000 € - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P22O4112A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0391**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

commune (s) : **Lyon - Villeurbanne**

objet : **Schéma métropolitain des enseignements artistiques - Syndicats mixtes de gestion du conservatoire à rayonnement régional (CRR) de Lyon et de l'École nationale de musique, de danse et d'art dramatique (ENMDAD) de Villeurbanne - Versement de participations pour l'année 2021 et signature de protocoles financiers**

service : **Délégation Développement responsable - Direction culture, sport et vie associative**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En matière culturelle, la Métropole de Lyon assume une compétence relative aux enseignements artistiques, à travers un schéma métropolitain des enseignements artistiques, approuvé par délibération du Conseil n°2017-2435 du 15 décembre 2017. Elle est membre des Syndicats mixtes de gestion du CRR de Lyon et de l'ENMDAD de Villeurbanne, et contribue à leur financement.

I - Le Syndicat mixte de gestion du CRR de Lyon

Le CRR de Lyon accueille 2 533 élèves (74 % sont lyonnais, 15 % proviennent d'autres communes de la Métropole et 11 % sont domiciliés hors Métropole). L'équipe pédagogique est composée de 194 enseignants, aux côtés desquels travaillent 60 agents administratifs et techniciens. Il est implanté dans des locaux mis à disposition par la Ville de Lyon sur un site principal dans le 5^{ème} arrondissement de Lyon, et dispose de 8 antennes dans différents arrondissements de Lyon.

Au sein du CRR sont enseignés la musique (environ 2 166 élèves), la danse (environ 287 élèves) et l'art dramatique (environ 80 élèves), de la découverte à la préprofessionnalisation. Le conservatoire propose à la fois des parcours en dehors du temps scolaire, et des apprentissages intégrés au temps scolaire dans des classes à horaires aménagés, du CE2 à la terminale.

L'établissement, classé par le Ministère de la culture CRR, ambitionne de donner à chacun les moyens artistiques et techniques de construire son projet, qu'il s'agisse d'aller vers une pratique amateur autonome ou de préparer une orientation vers l'enseignement supérieur artistique.

Le CRR développe une politique de décentralisation et de proximité avec les quartiers (Maisons des jeunes et de la culture, centres sociaux, mairies d'arrondissements, établissements scolaires) et est fortement engagé auprès des structures culturelles et éducatives. Il conduit des actions de développement culturel et d'éducation artistique et a mis en place un cycle d'apprentissage expérimental (apprentissage instrumental et invention collective) au sein de son antenne du quartier des États-Unis (Lyon 8^e) ciblant les élèves les plus éloignés de la pratique musicale.

Le CRR combine un ancrage fort sur son territoire, au travers de collaborations diversifiées, et une ouverture sur le monde, par de multiples partenariats régionaux, nationaux et internationaux. Il met en œuvre une saison culturelle dans le prolongement de ses activités pédagogiques.

L'établissement est géré par un Syndicat mixte de gestion dont sont membres la Ville de Lyon et la Métropole. Il perçoit également des subventions de l'État.

La participation versée par la Métropole au titre de l'année 2020 s'est élevée à 1 719 907 €, celle de la Ville de Lyon à 7 380 996 € (hors mise à disposition des locaux et financement des musiciens-intervenants en milieu scolaire), pour un budget de fonctionnement global de 11 452 022 €.

II - Le syndicat mixte de gestion de l'ENMDAD de Villeurbanne

L'ENMDAD accueille 1 617 élèves (66 % sont villeurbannais, 32 % proviennent d'autres communes de la Métropole, et 2 % sont domiciliés hors Métropole). L'équipe pédagogique est composée de 91 enseignants, aux côtés desquels travaillent 10 administratifs et techniciens. Il est implanté dans des locaux mis à disposition par la Ville de Villeurbanne et accueille également des élèves hors les murs, dans le cadre de partenariats avec des acteurs culturels, éducatifs et sociaux de la ville.

Au sein de l'ENMDAD sont enseignés la musique, la danse et l'art dramatique de l'éveil au niveau professionnel, soit au total l'enseignement de plus de 100 disciplines artistiques, dont l'apprentissage de plus de 50 instruments.

L'établissement, classé par le Ministère de la culture conservatoire à rayonnement départemental (CRD), ambitionne de donner à chacun les moyens artistiques et techniques de construire son projet, en formant les élèves à la pratique amateur autonome et en accompagnant celles et ceux qui envisagent de préparer une orientation vers l'enseignement supérieur artistique.

L'ENMDAD entretient de nombreux liens avec les centres sociaux et les écoles de la Ville de Villeurbanne. Des interventions sont réalisées dans plus de 50 classes villeurbannaises dont 6 orchestres à l'école et au collège. Une saison culturelle est articulée avec le projet pédagogique, et propose chaque année des spectacles et concerts, des conférences et des auditions.

L'établissement est géré par un syndicat mixte de gestion dont sont membres la Ville de Villeurbanne et la Métropole. Il perçoit également des subventions de l'État.

La participation versée par la Métropole, au titre de l'année 2020, s'est élevée à 934 804 €, celle de la Ville de Villeurbanne à 3 373 000 € (hors mise à disposition des locaux), pour un budget de fonctionnement global de 5 273 403 €.

III - Le versement d'une participation pour l'année 2021 et la signature d'un protocole financier avec les 2 syndicats mixtes

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement de participations pour l'année 2021. Les engagements des collectivités membres des syndicats sont précisés dans des protocoles financiers :

- pour le Syndicat mixte de gestion de l'ENMDAD de Villeurbanne, il est proposé au Conseil d'approuver la signature d'un protocole financier pour l'année 2021, conclu entre le Syndicat mixte, la Ville de Villeurbanne et la Métropole,

- pour le Syndicat mixte de gestion du CRR de Lyon, il est proposé au Conseil d'approuver la signature d'un protocole financier pour l'année 2021, conclu entre le Syndicat mixte, la Ville de Lyon et la Métropole.

Les 2 établissements font l'objet d'une attention particulière, compte tenu de certaines spécificités :

- la masse salariale de ces structures représente 91 % de leur budget avec plus de 80 % de personnels titulaires de la fonction publique territoriale,

- ils assument à la fois des missions de démocratisation de l'accès à la pratique artistique pour les habitants de leur commune d'implantation, permettent à des élèves de l'ensemble du territoire métropolitain de poursuivre un cursus pouvant mener jusqu'à la préparation à l'entrée aux établissements d'enseignement supérieur, et sont engagés dans la mise en œuvre des orientations du schéma métropolitain des enseignements artistiques 2018-2021.

Au regard de ces éléments, il est proposé de procéder pour l'année 2021 à une reconduction des participations attribuées en 2020 par la Métropole à chaque syndicat mixte. Cette année 2021 sera marquée :

- par l'engagement d'une redéfinition des projets d'établissement des 2 structures, démarche qui associera notamment la Métropole et qui vise à affirmer l'identité de l'établissement, sa place et son rôle dans son environnement territorial, social, économique et culturel, et à déterminer des objectifs prioritaires d'évolution,

- par le démarrage d'un travail de définition d'un nouveau schéma métropolitain des enseignements artistiques qui sera mis en œuvre à partir de l'année 2022.

IV - Budgets prévisionnels 2021

CRR de Lyon

Charges	Montant en €	Produits	Montant en €
charges de personnel	10 554 397	participation Ville de Lyon	7 426 996
charges à caractère général	628 425	participation Métropole	1 719 907
		subventions IMS Ville de Lyon	892 829
		subvention Ministère de la culture- Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes (DRAC)	260 000
		autres dépenses	130 000
amortissements	232 000	autres recettes	150 000
Total	11 544 822	Total	11 544 822

ENMDAD de Villeurbanne

Charges	Montant en €	Produits	Montant en €
charges de personnel	4 696 037	participation Ville de Villeurbanne	3 373 000
charges à caractère général	557 428	participation Métropole	934 804
		subvention Ministère de la culture- DRAC	74 000
		commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)	15 000
autres dépenses	52 705	produit des services	865 000
amortissements	70 000	autres recettes	114 366
Total	5 376 170	Total	5 376 170

Il est donc proposé au Conseil d'attribuer, au titre de l'année 2021 :

- une participation de 1 719 907 €, pour un budget prévisionnel de 11 544 822 € (la participation de la Métropole représente 14,9 % du budget prévisionnel du syndicat) au profit du Syndicat mixte de gestion du CRR de Lyon,

- une participation de 934 804 €, pour un budget prévisionnel de 5 376 170 € (la participation de la Métropole représente 17,4 % du budget prévisionnel du syndicat) au profit du Syndicat mixte de gestion de l'ENMDAD de Villeurbanne ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - le protocole financier 2021 entre la Métropole, la Ville de Lyon et le Syndicat mixte de gestion du CRR de Lyon,

b) - le versement pour l'année 2021 d'une participation de la Métropole de 1 719 907 € au Syndicat mixte de gestion du CRR de Lyon,

c) - le protocole financier 2021 entre la Métropole, la Ville de Villeurbanne et le Syndicat mixte de gestion de l'ENMDAD de Villeurbanne,

d) - le versement pour l'année 2021 d'une participation de la Métropole de 934 804 € au Syndicat mixte de gestion de l'ENMDAD de Villeurbanne.

2°- Autorise monsieur le Président à signer lesdits protocoles financiers et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 2 654 711 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P33O3063A.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0392**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction patrimoine et moyens généraux

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans chaque département, une Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est instituée par arrêté préfectoral.

En application de l'article 2 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, cette commission est compétente, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Ces avis ne lient pas l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, conformément aux dispositions des articles R 122-19 à R 122-29 et R 123-1 à R 123-55 du code de la construction et de l'habitation,
2. L'accessibilité aux personnes handicapées,
3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article R 235-4-17 du code du travail,
4. La protection des forêts contre les risques d'incendie visée à l'article R 321-6 du code forestier,
5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives prévue à l'article 42-1 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives,
6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes, conformément aux dispositions de l'article R 125-15 du code de l'environnement,
7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport conformément aux dispositions des articles L 118-1 et L 118-2 du code de la voirie routière, 13-1 et 13-2 de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982, L 445-1 et L 445-4 du code de l'urbanisme, L 155-1 du code des ports maritimes et 30 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

8. Les études de sécurité publique, conformément aux articles R 111-48, R 111-49, R 311-5-1, R 311-6 et R 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

II - Modalités de représentation

Le Préfet préside la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. La Métropole de Lyon dispose de 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants au sein de cette commission.

Par délibération du Conseil n°2020-0095 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants pour la durée du mandat au sein de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité :

Titulaires	Suppléants
1 - Zemorda KHELIFI	1 - Yves BEN ITAH
2 - Bertrand ARTIGNY	2 - Fabien BAGNON

Monsieur Yves Ben Itah ayant démissionné fait part de son souhait de ne plus siéger, il est proposé au Conseil de désigner un représentant suppléant pour pourvoir le poste ainsi vacant au sein de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

Dans le **II - Modalités de représentation** de l'exposé des motifs, il convient de lire :

"Monsieur Yves Ben Itah ayant fait part de son souhait de ne plus siéger [...]"

au lieu de :

"Monsieur Yves Ben Itah ayant démissionné fait part de son souhait de ne plus siéger [...]" ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

1°- Approuve les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2°- Désigne M. Mohamed CHIHI en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0393**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Conseil d'administration du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) - Désignation de représentants du Conseil**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) sont des établissements publics administratifs, dotés de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Les SDIS sont chargés, par la loi, de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence. Dans le cadre de leurs compétences, ils exercent les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
- les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation, article L 1424-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a transformé le SDIS du Rhône en Service d'incendie et de secours du Département du Rhône et de la Métropole de Lyon dit SDMIS à compter du 1^{er} janvier 2015.

Le SDMIS compte environ 6 400 agents dont 1 250 sapeurs-pompiers professionnels, 340 personnels administratifs, techniques et spécialisés et 4 800 sapeurs-pompiers volontaires. L'organisation territoriale du SDMIS sur l'ensemble du Département est maillée en 23 centres d'incendie et de secours (CIS) répartis entre 7 groupements territoriaux. Le SDMIS compte 105 casernes (dont 31 sur la Métropole), dont 1 caserne de soutien logistique.

En 2019, le SDMIS a effectué 113 000 opérations dont 88 000 pour le secours d'urgence aux personnes, 7 300 accidents de circulation et 8 500 incendies.

II - Modalités de représentation

Le conseil d'administration du 18 octobre 2019 du SDMIS a fixé le nombre des représentants des collectivités à 22 répartis de la manière suivante :

- 14 titulaires (et 14 suppléants) pour la Métropole,
- 3 titulaires (et 3 suppléants) pour le Département du Rhône,
- 5 titulaires (et 5 suppléants) pour les communes et groupements de communes du Rhône.

Selon l'article L 1424-71 du CGCT, le nombre de sièges attribués au Département du Rhône et à la Métropole ne peut être inférieur aux 3/5^{ème} de la totalité des sièges et le nombre de sièges attribués aux communes du département ne peut être inférieur au 1/5^{ème} du nombre total des sièges.

Ainsi, le conseil d'administration du SDMIS est composé de 3 collèges : le collège du Département, le collège des communes du Département du Rhône et le collège de la Métropole. Ce dernier est composé de 14 sièges pour les membres titulaires et 14 sièges pour les membres suppléants.

Par délégation du Conseil n°2020-0057 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants, pour la durée du mandat, au sein du conseil d'administration du SDMIS :

Titulaires	Suppléants
1 - Zemorda KHELIFI	1 - Hugo DALBY
2 - Jean-Charles KOHLHAAS	2 - Emeline BAUME
3 - Sonia ZDOROVITZOFF	3 - Richard MARION
4 - Benjamin BADOUARD	4 - Séverine HEMAIN
5 - Bertrand ARTIGNY	5 - Vinciane BRUNEL VIEIRA
6 - Christophe GEOURJON	6 - Matthieu VIEIRA
7 - Blandine COLLIN	7 - Pierre ATHANAZE
8 - Gilbert-Luc DEVINAZ	8 - Véronique Denise GIROMAGNY
9 - Christiane CHARNAY	9 - Pierre CHAMBON
10 - Pascal CHARMOT	10 - Jérémie BREAUD
11 - Gilles GASCON	11 - Christophe GIRARD
12 - Véronique SARSELLI	12 - Julien SMATI
13 - Guy CORAZZOL	13 - Yves BLEIN
14 - Corinne CARDONA	14 - Pascal DAVID

Monsieur Benjamin Badouard et madame Vinciane Brunel Vieira ayant fait part de leur souhait de ne plus siéger, il est proposé au Conseil de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour pourvoir aux postes ainsi vacants au sein du conseil d'administration du SDMIS ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne M. Mohamed CHIHI en tant que titulaire et Mme Muriel LECERF en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration du SDMIS.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0394**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la Métropole de Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Direction générale - Direction prospective et dialogue public

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) rend obligatoire pour les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, la mise en place d'une CCSPL pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers, par convention de délégation de service public (DSP) ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. L'article L 1413-1 du CGCT s'applique à la Métropole du fait du renvoi opéré par l'article L 3611-3 du CGCT créé par l'article 26 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM).

Cette commission examine chaque année :

- les rapports annuels établis par les délégataires de services publics,
- les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, d'assainissement, de collecte et de traitement des ordures ménagères,
- le bilan d'activités des services exploités en régie et dotés de l'autonomie financière.

Elle doit également être consultée, pour avis, sur tout projet de DSP, de partenariat, de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ou de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce.

Le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Par délibération du Conseil n°2020-0010 du 27 juill et 2020, la Métropole a procédé à la création de la CCSPL de la Métropole.

II - Modalités de représentation

En application de l'article L 1413-1 du CGCT, cette commission, présidée par le Président du Conseil de la Métropole ou son représentant, comprend des membres du Conseil de la Métropole désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales nommés par le Conseil.

Par délégation du Conseil n°2020-0010 du 27 juillet 2020, la Métropole a désigné, pour siéger au sein de la CCSP, les élus suivants :

Titulaires	Suppléants
1. Jean-Charles KOHLHAAS	1. Benjamin BADOUARD
2. Anne GROSPERRIN	2. Vinciane BRUNEL VIEIRA
3. Gilles ROUSTAN	3. Sylvain GODINOT
4. Richard MARION	4. Jérémy CAMUS
5. Yves BEN ITAH	5. Monique GUERIN
6. Nicolas BARLA	6. Valérie ROCH
7. Bertrand ARTIGNY	7. Elie PORTIER
8. Laurence FRETU-PERRIER	8. Pascal BLANCHARD
9. Philippe GUELPA-BONARO	9. Vincent MONOT
10. Nathalie FRIER	10. Nathalie DEHAN
11. Léna ARTHAUD	11. Christiane CHARNAY
12. Gisèle COIN	12. Valentin LUNGENSTRASS
13. Muriel LECERF	13. Florence DELAUNAY
14. Matthieu VIEIRA	14. Fabien BAGNON
15. Laurence BOFFET	15. Hugo DALBY
16. Moussa DIOP	16. Floyd NOVAK
17. Myriam FONTAINE	17. Jérémie BREAUD
18. Luc SEGUIN	18. Clotilde POUZERGUE
19. Séverine FONTANGES	19. Philippe COCHET
20. Laurence CROIZIER	20. Véronique SARSELLI

Monsieur Gilles Roustan ayant démissionné de ses fonctions de Conseiller métropolitain, il est proposé au Conseil de désigner un représentant titulaire pour pourvoir le poste ainsi vacant au sein de la CCSP ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

1° - Prend acte de la vacance d'un mandat de titulaire pour le groupe Les écologistes à la CCSPL.

2° - Désigne Mme Anne REVEYRAND en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de la CCSPL.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0395**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la Métropole de Lyon - Mise à jour des associations et de leurs représentants**

service : Direction générale - Direction prospective et dialogue public

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La CCSPL a été installée par délibération du Conseil n° 2020-0010 du 27 juillet 2020.

Il est proposé au Conseil, conformément à l'article 4 du règlement intérieur de la CCSPL :

- d'intégrer de nouvelles associations et leurs représentants,
- de mettre à jour la liste des représentants des associations désignées par la délibération précitée.

En ce qui concerne l'intégration de nouvelles associations en lien avec les compétences métropolitaines, l'association suivante présente les critères requis pour être membre de la CCSPL :

- Coordination Eau Bien Commun Auvergne Rhône Alpes, Collectif Lyon-Métropole : au titre de ses activités liées à l'eau, incluant la question du droit universel d'accès à l'eau, de la préservation de la ressource, du partage juste de son usage, ainsi que le volet de la participation citoyenne pour une gestion collective et non-marchande de l'eau.

Il est proposé que l'association Coordination Eau Bien Commun Auvergne Rhône Alpes, Collectif Lyon-Métropole devienne membre de la CCSPL.

Certaines associations membres de la commission ont souhaité désigner de nouveaux représentants pour siéger à la CCSPL. A cette liste, il convient d'ajouter les représentants de la Coordination Eau Bien Commun Auvergne Rhône Alpes, Collectif Lyon-Métropole, association entrante ;

Vu ledit dossier ;

Vu la liste des représentants des associations membres annexée à la présente délibération ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1°- Approuve la désignation de l'association Coordination Eau Bien Commun Auvergne Rhône Alpes, Collectif Lyon-Métropole, pour siéger au sein de la CCSPL de la Métropole.

2° - Nomme les représentants des associations désignées pour siéger au sein de la CCSPL conformément à la liste annexée à la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

**Liste des représentants des associations membres de la CCSPL
annexée à la délibération du Conseil métropolitain
en date du 25 janvier 2021**

- **ACER (Association des Consommateurs d'Eau du Rhône)**
 - Mme Micheline Desseigne
 - M. Jean-Louis Linossier
- **Association sportive du golf du Grand Lyon Chassieu**
 - M. Didier Poncet
- **ASSUCLY (Association des Usagers du Chauffage Urbain du Grand Lyon)**
 - M. Roland Baldo
 - M. Bernard Valli
- **ATTAC (Action pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens)**
 - Mme Monique Bouchard
 - M. Michel Meunier
- **CAEL (Collectif d'associations de l'Est Lyonnais)**
 - M. Paul Coste
- **CANOL (Contribuables Actifs du Nord-Ouest Lyonnais)**
 - M. Gilbert André
 - M. Robert Cambet
- **CARPA (Collectif des Associations du Rhône Pour l'Accessibilité)**
 - M. Régis Casati
- **CLAUDA (Comité de Liaison et d'Action des Usagers Des Administrations)**
 - Mme Jacqueline Mondino
 - Mme Denise Gallo
- **CLCV Rhône (Association nationale de défense des consommateurs et usagers)**
 - Mme Anne Bourdin
- **CNL (Confédération Nationale du Logement)**
 - M. Roger Champ
 - M. Henri Dominique
- **CPME du Rhône (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises)**
 - M. Gérard Paryzar
 - M. Jacques Delmas
- **Déplacements Citoyens**
 - M. Jean Murard
- **Eau Bien Commun Auvergne Rhône Alpes, Collectif Lyon - Métropole**
 - Lucien ANGELETTI
 - Isabelle PLICHON
- **Familles en mouvement**
 - M. Raphaël Petozzi
 - M. Samir Bouaoun
- **FCPE Rhône (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves des écoles publiques du Rhône et de la Métropole)**
 - Mme Rezela REGANI
 - M. Fabrice SAGOT

- **FNE Rhône (France Nature Environnement Rhône)**

- M. Emmanuel Adler

- **INDECOSA CGT**

- Mme Anne Le Restif

- **NOUVEAUX CONSOMMATEURS DU RHÔNE**

- Mme Maggy Henry
- M. Jean-Paul Herres

- **ORGEKO Familles rurales (Organisation Générale des Consommateurs du Rhône)**

- M. Jean-Philippe Turcotti
- Mme Sonia Leclerc

- **PEEP (Association Départementale des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public du Rhône)**

- M. Djamil Chouiter

- **UCIL (Union des Comités d'Intérêt Locaux)**

- M. Denis Eyraud
- Mme Marie-Pierre André

- **UDAF (Union Départementale des Associations Familiales)**

- M. Jean-François Gonnet
- Mme Jacqueline Payre

- **UFC Que Choisir (Union fédérale des consommateurs)**

- M. Michel Boutard
- M. Jean-Pierre Rochette

- **UNPI 69 : Chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires de Lyon**

- M. Sylvain Grataloup
- M. Cédric Costet

- **Zéro Déchet Lyon**

- Marie Papin
- Claire Dulière

Conseil du 25 janvier 2021**Délégation n° 2021-0396**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Budget primitif 2021 - Tous budgets**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le projet de budget primitif de la Métropole de Lyon pour l'exercice 2021 a été élaboré dans le cadre prescrit par l'ordonnance n°2014-1335 du 6 novembre 2014, qui précise les dispositions relatives aux règles budgétaires et comptables applicables à la Métropole. Il s'inscrit dans le cadre des orientations budgétaires présentées lors du Conseil métropolitain du 14 décembre 2020.

Ces propositions budgétaires sont exposées et commentées dans le document intitulé "Rapport du Président - Budget primitif 2021" joint à cette délibération.

I - Les équilibres généraux

Budgets M57 (en €)	Budget principal	BA*prévention gestion déchets	BA*opérations urbanisme en régie directe	BA* restaurant administratif
dépenses d'ordre d'investissement	172 325 111,48	17 020 000,00	10 064 649,00	140 000,00
dépenses réelles d'investissement	925 936 701,00	39 939 295,53	0,00	208 702,00
Total dépenses d'investissement	1 098 261 812,48	56 959 295,53	10 064 649,00	348 702,00
recettes d'ordre d'investissement	453 261 686,48	31 020 000,00	10 064 649,00	200 000,00
recettes réelles d'investissement	645 000 126,00	25 939 295,53	0,00	148 702,00
Total recettes d'investissement	1 098 261 812,48	56 959 295,53	10 064 649,00	348 702,00
dépenses d'ordre de fonctionnement	308 961 575,00	14 000 000,00	10 064 649,00	200 000,00
dépenses réelles de fonctionnement	2 354 682 147,16	150 783 020,00	10 064 649,00	3 087 202,00
Total dépenses de fonctionnement	2 663 643 722,16	164 783 020,00	20 129 298,00	3 287 202,00
recettes d'ordre de fonctionnement	28 025 000,00	0,00	10 064 649,00	140 000,00
recettes réelles de fonctionnement	2 635 618 722,16	164 783 020,00	10 064 649,00	3 147 202,00
Total recettes de fonctionnement	2 663 643 722,16	164 783 020,00	20 129 298,00	3 287 202,00
Total budget	3 761 905 534,64	221 742 315,53	30 193 947,00	3 635 904,00
épargne brute	280 936 575,00	14 000 000,00	0,00	60 000,00
amortissement de la dette	174 940 295,00	4 335 578,00	0,00	0,00
épargne nette	105 996 280,00	9 664 422,00	0,00	60 000,00
encours de la dette	1 879 000 000,00	52 700 000,00	0,00	0,00
capacité de désendettement	6 ans et 8 mois	3 ans et 9 mois		

* Budget annexe

Budgets M4 (en €)	BA* des eaux	BA* de l'assainissement	BA* réseau de chaleur
dépenses d'ordre d'investissement	10 650 000,00	26 110 000,00	3 750 000,00
dépenses réelles d'investissement	27 286 843,19	83 544 040,00	8 261 675,00
Total dépenses d'investissement	37 936 843,19	109 654 040,00	12 011 675,00
recettes d'ordre d'investissement	23 537 586,00	60 579 213,00	5 612 486,00
recettes réelles d'investissement	14 399 257,19	49 074 827,00	6 399 189,00
Total recettes d'investissement	37 936 843,19	109 654 040,00	12 011 675,00
dépenses d'ordre d'exploitation	14 887 586,00	41 779 213,00	2 262 486,00
dépenses réelles d'exploitation	12 936 614,00	82 871 687,00	2 354 746,00
Total dépenses d'exploitation	27 824 200,00	124 650 900,00	4 617 232,00
recettes d'ordre d'exploitation	2 000 000,00	7 310 000,00	400 000,00
recettes réelles d'exploitation	25 824 200,00	117 340 900,00	4 217 232,00
Total recettes d'exploitation	27 824 200,00	124 650 900,00	4 617 232,00
Total budget	65 761 043,19	234 304 940,00	16 628 907,00
épargne brute	12 887 586,00	34 469 213,00	1 862 486,00
amortissement de la dette	3 490 253,00	14 079 167,00	1 857 035,00
épargne nette	9 397 333,00	20 390 046,00	5 451,00
encours de la dette	32 700 000,00	111 400 000,00	11 700 000,00
capacité de désendettement	2 ans et 6 mois	3 ans et 2 mois	6 ans et 3 mois

* Budget annexe

II - Les autorisations de programme nouvelles ouvertes en 2021

La révision des autorisations de programme vise à permettre le lancement des projets qui remplissent les conditions réglementaires et opérationnelles pour entrer en phase de réalisation.

Pour garantir sa capacité financière, la collectivité maintient un équilibre entre les crédits de paiement à consommer dans l'année compte tenu des opérations en cours (650 M€) et le montant des autorisations de programme nouvelles ouvertes dans le même exercice (720 M€) tous budgets confondus.

Elle veille également au respect d'une juste répartition entre les financements alloués aux opérations récurrentes, qui permettent de valoriser ou entretenir le patrimoine métropolitain, et ceux concourant à la réalisation des projets nécessaires au développement de la Métropole.

Les autorisations de programme nouvelles à ouvrir en 2021 se répartiraient de la façon suivante :

- 568,1 M€ pour les projets, dont 532 M€ au budget principal,
- 151,9 M€ pour les opérations récurrentes, dont 112,4 M€ au budget principal.

Autorisations de programme nouvelles	Budget primitif 2021 (en €)	
	Dépenses	Recettes
budget principal	644 439 235,45	64 110 345,00
budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	25 350 000,00	4 061 623,30
budget annexe du restaurant administratif	60 000,00	
budget annexe des eaux	10 070 290,40	4 854 289,00
budget annexe de l'assainissement	39 880 474,15	23 627 266,30
budget annexe réseau de chaleur	200 000,00	
Total	720 000 000,00	96 653 523,60

III - Les autorisations d'engagement ouvertes en 2021

Les autorisations d'engagement nouvelles à ouvrir en 2021 s'établiraient à 119,2 M€ en dépenses et 66,8 M€ en recettes.

Autorisations d'engagement nouvelles	Budget primitif 2021(en €)	
	Dépenses	Recettes
budget principal	42 553 878	7 294 467
budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe	76 691 049	59 555 792
Total	119 244 927	66 850 259

IV - Régularisations sur exercices antérieurs relatives aux immobilisations

Dans le cadre de travaux de fiabilisation de l'actif immobilisé de la Métropole engagés avec la Trésorerie, il convient de régulariser les écritures passées relatives au financement de la liaison ferrée entre Lyon et l'aéroport Lyon-Saint Exupéry (RhôneExpress). Les subventions forfaitaires annuelles versées par le Département du Rhône de 2011 à 2014 en investissement ont été transférées à l'actif de la Métropole au 1^{er} janvier 2015 en immobilisations incorporelles amortissables.

Considérant qu'il s'agit de l'enregistrement erroné d'opérations de fonctionnement en investissement, il y a lieu de procéder aux régularisations comptables dans les comptes de la Métropole. L'état de l'actif sera donc révisé pour les biens amortissables en collaboration avec le comptable public et les plans d'amortissement revus selon le tableau annexé à la présente délibération. Ces corrections relèvent d'opérations d'ordre non budgétaires et sont donc sans impact sur les résultats des sections d'investissement et de fonctionnement ;

Vu ledit dossier ;

Le conseil d'exploitation de la régie du budget annexe de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés entendu ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

DELIBERE

1°- **Décide** de voter :

a) - le budget principal, les budgets annexes de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, des opérations d'urbanisme en régie directe et du restaurant administratif, conformément à la nomenclature M57 applicable aux Métropoles, par nature, et selon une présentation croisée par fonction,

b) - les budgets annexes des eaux et de l'assainissement par nature, selon l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable,

c) - le budget annexe du réseau de chaleur par nature, selon l'instruction budgétaire et comptable M41 applicable aux services publics de distribution d'énergie électrique et gazière,

d) - chaque budget est voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et investissement.

2°- Adopte le budget primitif de l'exercice 2021 arrêté, tant en dépenses qu'en recettes, à la somme de :

- . 3 761 905 534,64 € pour le budget principal,
- . 221 742 315,53 € pour le budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés,
- . 30 193 947,00 € pour le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe,
- . 3 635 904,00 € pour le budget annexe du restaurant administratif,
- . 65 761 043,19 € pour le budget annexe des eaux,
- . 234 304 940,00 € pour le budget annexe de l'assainissement,
- . 16 628 907,00 € pour le budget annexe du réseau de chaleur.

3°- Arrête les montants :

a) - des autorisations de programme nouvelles 2021 en dépenses et en recettes comme suit :

- budget principal :

- . dépenses : 644 439 235,45 €,
- . recettes : 64 110 345 € ;

- budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés :

- . dépenses : 25 350 000 €,
- . recettes : 4 061 623,30 € ;

- budget annexe du restaurant administratif :

- . dépenses : 60 000 € ;

- budget annexe des eaux :

- . dépenses : 10 070 290,40 €,
- . recettes : 4 854 289 € ;

- budget annexe de l'assainissement :

- . dépenses : 39 880 474,15 €,
- . recettes : 23 627 266,30 € ;

- budget annexe du réseau de chaleur :

- . dépenses : 200 000 € ;

b) - des autorisations d'engagement nouvelles 2021 en dépenses et en recettes comme suit :

- budget principal :

- . dépenses : 42 553 878,00 €,
- . recettes : 7 294 467,00 € ;

- budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe :

- . dépenses : 76 691 049,00 €,
- . recettes : 59 555 792,00 €.

4°- Approuve l'individualisation des autorisations de programme récurrentes 2021 et l'individualisation de l'autorisation de programme études 2021 pour la réalisation des études préalables des projets de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2021-2026, ci-après annexées, comme suit :

- budget principal :

. opérations récurrentes 2021 dépenses : 112 453 890 €, dont 61 158 150 € en 2021, 50 695 740 € en 2022, 600 000 € en 2023,

. opérations récurrentes 2021 recettes : 5 352 340 €, dont 1 885 400 € en 2021, 3 040 000 € en 2022, 426 940 € en 2023,

. autorisation de programme études 2021 dépenses : dans la limite de 17 149 038,25 €, dont 8 591 788,25 € en 2021, 8 007 250 € en 2022, 260 000 € en 2023, 90 000 € en 2024, 100 000 € en 2025 100 000 € en 2026 ;

- budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés :

. opérations récurrentes 2021 dépenses : 14 030 000 €, dont 7 804 000 € en 2021, 6 226 000 € en 2022,

. opérations récurrentes 2021 recettes : 9 000 €, dont 9 000 € en 2021 ;

- budget annexe du restaurant administratif :

. opérations récurrentes 2021 dépenses 60 000 €, dont 58 000 € en 2021, 2 000 € en 2022 ;

- budget annexe des eaux :

. opérations récurrentes 2021 dépenses : 7 742 000 €, dont 3 930 000 € en 2021, 3 812 000 € en 2022,

. opérations récurrentes 2021 recettes : 1 930 500 €, dont 930 500 € en 2021, 1 000 000 € en 2022,

. autorisation de programme études 2021 dépenses : dans la limite de 414 750 €, dont 312 000 € en 2021, 79 250 € en 2022, 23 500 € en 2023 ;

- budget annexe de l'assainissement :

. opérations récurrentes 2021 dépenses : 17 606 000 €, dont 10 259 300 € en 2021, 7 346 700 € en 2022,

. opérations récurrentes 2021 recettes : 2 090 400 €, dont 1 015 000 € en 2021, 1 075 400 € en 2022,

. autorisation de programme études 2021 dépenses : dans la limite de 2 436 211,75 €, dont 1 096 211,75 € en 2021, 610 000 € en 2022, 270 000 € en 2023, 220 000 € en 2024, 120 000 € en 2025 120 000 € en 2026.

5°- Autorise monsieur le Président à procéder à :

a) - la réalisation des emprunts, sous toutes formes, destinés au financement des investissements prévus au budget principal et aux budgets annexes de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, des eaux, de l'assainissement et du réseau de chaleur pour l'exercice 2021 et à signer, à cet effet, les actes nécessaires,

b) - des mouvements de crédits, conformément à la nomenclature M57, entre chapitres (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite du taux maximum autorisé soit 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections au budget principal et aux budgets annexes de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, des opérations d'urbanisme en régie directe et du restaurant administratif.

6°- Fixe :

a) - les modalités de calcul de la contribution prévisionnelle du budget principal au titre des eaux pluviales. La prévision budgétaire sera actualisée en cours d'exercice en fonction des travaux et amortissements pratiqués en application des taux suivants sur le budget annexe de l'assainissement :

- 19 % de la charge nette d'exploitation,
- 28,5 % de la charge nette financière,
- 28,5 % de la charge nette des amortissements ;

b) - les taux de répartition de la part départementale de la taxe d'aménagement, pour 2021, à 68,967856 % pour le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement Rhône-Métropole et 31,032144 % pour la politique de protection des espaces naturels sensibles.

7°- Approuve les opérations d'ordre non budgétaires à effectuer au budget principal pour correction sur les biens transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2015, comme suit :

- le compte 1068 "excédents de fonctionnement capitalisé" sera crédité de 6 258 455,00 € en contrepartie du débit du compte d'amortissement des immobilisations incorporelles 280422 présenté en annexe, pour procéder à la régularisation des dotations calculées à tort,

- le compte 1068 "excédents de fonctionnement capitalisé" sera débité de 13 412 289,00 € en contrepartie du débit du compte d'immobilisations incorporelles 280422 "subventions d'équipements aux personnes de droit privé" présenté en annexe, pour procéder à la régularisation d'un enregistrement erroné d'opérations de fonctionnement en investissement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

ANNEXE 1 OPERATIONS RECURRENTES 2021 TOUS BUDGETS EN €

LIBELLE OPERATION	DEPENSES	RECETTES
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	7 571 000	533 000
MATERIEL TECHNIQUE NETTOIEMENT ET VIABILITE HIVERNALE 2021	760 000	
POIDS LOURDS NETTOIEMENT ET EQUIPEMENT VIABILITE HIVERNALE 2021	1 200 000	
INGENIERIE ET EXPERTISES 2021	95 000	
ARBRES D'ALIGNEMENT 2021	1 350 000	
CIMETIERES DSP 2021	1 000 000	
DECONSTRUCTION 2021	3 166 000	533 000
ECONOMIE, EDUCATION, CULTURE, SPORT	20 105 000	78 000
EQUIPEMENTS CULTURELS A USAGE PARTAGE 2021	400 000	
ARCHIVES DEPARTEMENTALES ET METROPOLITAINES EQUIPEMENT 2021	180 000	
ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES SOUTIEN AUX ACQUISITIONS 2021	300 000	
LUGDUNUM, MOBILIER, BATIMENT, SITES ET COLLECTIONS 2021	640 000	
CITES SCOLAIRES 2021	1 000 000	
EQUIPEMENT ET MOBILIER DES COLLEGES 2021	790 000	
SUBVENTION MOBILIER ET MATERIEL SPECIFIQUE 2021	85 000	
SUBVENTIONS LOI FALLOUX 2021	1 800 000	
CITE INTERNATIONALE 2021	60 000	
GOLF DE CHASSIEU DSP 2021	10 000	
AMELIORATION DES SITES CULTURELS 2021	260 000	78 000
ETUDES ET MOYENS TRAVAUX DANS LES COLLEGES 2021	11 300 000	
USAGES NUMERIQUES ET DONNEES GEOMATIQUES 2021	2 050 000	
MUSEE CONFLUENCE GROS ENTRETIEN 2021	200 000	
APPEL A PROJETS DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIFS 2021	250 000	
EQUIPEMENT ET MOBILIERS DE CUISINE 2021	780 000	
ENVIRONNEMENT	42 634 000	4 094 300
POIDS LOURDS COLLECTE 2021	3 520 000	
DECHETERIES ET SITES DE RECEPTION DES DECHETS 2021	500 000	
USINE INCINERATION LYON SUD 2021	3 500 000	
USINE INCINERATION LYON NORD 2021	3 664 000	
EQUIPEMENTS POUR COLLECTE SELECTIVE 2021	1 000 000	
HALTES FLUVIALES 2021	230 000	
EQUIPEMENTS ET TRAVAUX PARCS ET JARDINS 2021	500 000	
MAINTIEN DES PERFORMANCE DES INSTALLATIONS CVC (HORS COLLEGES) 2021	517 000	103 400
DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE 2021	1 900 000	
PATRIMOINE RESEAUX ET OUVRAGES RESEAUX EAUX PLUVIALES 2021	900 000	
PATRIMOINE OUVRAGE EAU POTABLE 2021	907 000	
PATRIMOINE RESSOURCE EAU POTABLE 2021	1 335 000	
PATRIMOINE RESEAU EAU POTABLE 2021	5 435 000	1 930 500
PATRIMOINE RESEAUX ASSAINISSEMENT 2021	6 000 000	2 060 400
PATRIMOINE BRANCHEMENTS ET COMPTE DE TIERS 2021	3 970 000	
PATRIMOINE USINES 2021	3 700 000	
MATERIEL TECHNIQUE 2021	2 000 000	
PATRIMOINE OUVRAGES PREVENTION INONDATION ET PLAN DE GESTION 2021	260 000	
PATRIMOINE GALERIES DRAINANTES 2021	1 800 000	
ACQUISITION CORBEILLES DE PROPLETE 2021	300 000	
BORNES ALIMENTATION FLOTTE VL ELECTRIQUES METROPOLE 2021	90 000	
EQUIPEMENTS PREVENTION DES DECHETS 2021	606 000	
MOBILITES	60 070 000	4 026 940
MATERIEL TECHNIQUE ET POIDS LOURDS 2021	500 000	
VOIES RAPIDES GER ECLAIRAGES 2021	320 000	
VOIES RAPIDES GER EQUIPEMENTS 2021	1 100 000	
VOIES RAPIDES GER OUVRAGES EP/ASSAINISSEMENT 2021	350 000	
VOIES RAPIDES GER VOIRIES 2021	1 600 000	
GER DES TUNNELS EN REGIE 2021	1 830 000	
MOBILITES ACTIVES 2021	6 000 000	
SECURITE DES MODES DE DEPLACEMENT 2021	330 000	
SYSTEME DE REGULATION 2021	1 200 000	
MATERIEL DE GESTION DE LA CIRCULATION 2021	2 160 000	
PLAN DE JALONNEMENT 2021	120 000	
CREATION ET MAINTENANCE DES SITES DE GESTION D ACCES 2021	270 000	
MODES ALTERNATIFS MOBILITE 2021	100 000	
TAXI 2021	50 000	
COULOIR DE BUS CORRIDORS PDU 2021	350 000	
SIGNALIETIQUE PIETONNE 2021	50 000	
ACTIONS DE PROXIMITE TERRITORIALES 2021	9 950 000	
AMENAGEMENT DE VOIRIE POUR LE SYTRAL 2021	2 880 000	3 226 940
FONDS D'INITIATIVE COMMUNALES 2021	6 550 000	800 000
GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEES 2021	9 000 000	
CREATION ET RENOUVELLEMENT PATRIMOINES DE VOIRIE 2021	2 000 000	
GROSSES REPARATIONS D'ESPACES PUBLICS HORS CHAUSSEES 2021	5 000 000	
REPARATION DU DOMAINE PUBLIC 2021	2 000 000	
OUVRAGES D'ART 2021	6 000 000	
PARCS DE STATIONNEMENT DSP 2021	10 000	
CENTRE D'ECHANGE DE LYON PERRACHE 2021	350 000	
RESSOURCES	20 686 890	550 000
TRAVAUX PATRIMOINE IMMOBILIER 2021	2 072 000	
HOTEL DE METROPOLE 2021	380 000	
MATERIELS TECHNIQUES CTM 2021	115 000	
MOBILIERS MATER. TECHN. MOYENS GENERAUX DES SCES 2021	830 000	
INSTALLATION DES SERVICES 2021	600 000	
ACQUIS. DE VEHICULES LEGERS ET AMENGT DE FOURGONS 2021	3 080 000	
AMELIORATION DU PATRIMOINE AFFECTE 2021	3 520 000	550 000
ARCHITECTURE ET GOUVERNANCE 2021	720 000	
INFRA SYSTEME INFORMATION PARTAGE RENOUVELLEMENT 2021	445 000	
EQUIPEMENTS SYSTEME INFORMATIQUE INDIVIDUELS EVOLUTIONS 2021	1 400 000	
NUMERIQUE EDUCATIF 2021	2 000 000	
SYSTEME D'INFORMATION PROJET 2021	1 100 000	
BORNES ALIMENTATION FLOTTE VL ELECTRIQUES METROPOLE 2021	160 000	
SYSTEME D'INFORMATION PATRIMOINE 2021	1 256 000	
INFRA SYSTEME INFORMATION PARTAGE EVOLUTIONS 2021	1 862 000	
EQUIPEMENTS S. INFORMATIQUES INDIVIDUELS RENOUVELLEMENT 2021	1 146 890	
SOLIDARITES ET HABITAT	825 000	100 000
EQUIPEMENTS MEDICAUX MOBILIER ET MATERIEL 2021	35 000	
IDEF AMELIORATION DU PATRIMOINE 2021	500 000	100 000
MAINTENANCE AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET JARDINS FAMILIAUX 2021	190 000	
ACHAT MATERIEL ET MOBILIER IDEF 2021	100 000	
TOTAL	151 891 890	9 382 240

ANNEXE 2 AP ETUDES 2021 TOUS BUDGETS EN €

LIBELLE OPERATION	DEPENSES	RECETTES
PROJET A INDIVIDUALISER EN 2021	20 000 000	

BUDGET PRIMITIF 2021 : ANNEXE RELATIVE AUX REGULARISATIONS DE L'ACTIF IMMOBILISE DE LA METROPOLE DE LYON

BUDGET PRINCIPAL

Opérations d'ordre non budgétaires visant à régulariser des amortissements antérieurs constatés à tort

Nature comptable	N° bien	Libellé nature comptable	Montant débité en euros	Montant crédité en euros
1068		Excédents de fonctionnement capitalisés		6 258 455,00
280422	A11879	Amortissements – Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations	433 884,00	
280422	2015S00066	Amortissements – Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations	3 319 223,00	
280422	2015S00425	Amortissements – Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations	1 354 242,00	
280422	2015S00426	Amortissements – Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations	1 151 106,00	
Total :			6 258 455,00	6 258 455,00

Opérations d'ordre non budgétaires visant à régulariser des subventions de fonctionnement enregistrées à tort en subventions d'équipement

Nature comptable	N° bien	Libellé nature comptable	Montant débité en euros	Montant crédité en euros
1068		Excédents de fonctionnement capitalisés	13 412 289,00	
280422	A11879	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations		3 254 140,00
280422	2015S00066	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations		3 319 223,00
280422	2015S00425	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations		3 385 607,00
280422	2015S00426	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations		3 453 319,00
Total :			13 412 289,00	13 412 289,00

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0397**

commission principale : **finances, institutions, ressources et organisation territoriale**

objet : **Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2021-2026**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le débat d'orientations budgétaires au titre de l'exercice 2021, présenté lors de la séance du Conseil métropolitain du 14 décembre dernier, a exposé le contexte financier contraint dans lequel se situe la Métropole de Lyon en raison de la crise sanitaire et de ses conséquences budgétaires sur la dégradation des grands équilibres de la collectivité.

Ainsi, l'autofinancement brut de la collectivité diminuera au titre de l'année 2021 pour atteindre au BP 2021 un niveau proche de 340 M€ pour l'ensemble des budgets contre plus de 460 M€ au BP 2020.

Les impacts de la crise sanitaire ayant été intégrés lors de la décision modificative n°1 de 2020 qui a ramené l'autofinancement à 322 M€ (montant ramené à 222 M€ en tenant compte des 100 M€ d'aides économiques versées en investissement au cours de l'année 2020), l'approche la plus pertinente financièrement est celle comparant le BP 2021 au budget voté (après la décision modificative n°1) en 2020, approche permettant de constater que les grands équilibres sont stabilisés entre ces deux périodes.

Cette situation, inédite depuis la création de la collectivité, impose une recherche active de financements et d'optimisation des dépenses. Cette démarche sera menée, entre autres, à travers un examen exhaustif des politiques publiques menées par la Métropole (budget dit base 0) permettant de les hiérarchiser et de réinterroger les ressources pertinentes à y affecter dans un objectif de totale efficacité.

Dans ce contexte, la collectivité vise pour les prochaines années l'objectif de maintien de sa capacité de désendettement entre 8 et 10 ans à la fin de la mandature. Cela permettra la mobilisation des financements nécessaires à une programmation pluriannuelle des investissements soutenue, nécessaire à la relance économique comme à la mise en œuvre du plan de mandat 2021-2026.

Sur la base d'une prospective budgétaire permettant de maintenir cette capacité de désendettement entre 8 et 10 ans en fin de mandature, l'estimation globale de la capacité d'investissement de la Métropole est de l'ordre de 3 600 M€ pour le mandat qui débute. Ce montant de dépenses sur l'ensemble des budgets de la Métropole est en augmentation de près de 3 % par rapport à la PPI votée au précédent mandat et traduit la volonté de l'exécutif de porter un niveau d'investissement très élevé pour le territoire dans un contexte, rappelons-le, cependant très contraint.

À titre de comparaison, la PPI 2015-2020 avait été votée à 3 520 M€ pour une réalisation effective à 3 318 M€, si on tient compte des résultats provisoires de l'année 2020.

Parallèlement, l'estimation des recettes d'investissement est de l'ordre de 20 % tous projets confondus et s'établit donc à 720 M€ qui proviendront des différents partenaires de la collectivité : Europe, Etat, Région à travers des dispositifs tels que plan de relance, contrat de plan Etat-Région (CPER), dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Le plan de mandat pour la période 2021-2026 étant réalisé dans ce contexte inédit de crise sanitaire mondiale impactant de manière significative les ressources, la Métropole prévoit une clause de revoyure d'ici 2023 qui permettra d'ajuster la PPI en fonction de l'évolution des capacités financières de la collectivité.

Si la prospective financière permet d'anticiper le volume des crédits budgétaires que la collectivité sera en mesure de mobiliser ces prochaines années, pour assumer ses dépenses de fonctionnement et

d'investissement, ceux-ci doivent être clairement consacrés à la réalisation des objectifs de transition écologique qui se retrouveront dans les politiques publiques que le budget doit accompagner.

Le développement de la Métropole sera ainsi soucieux de la préservation des biens communs du territoire, tout en répondant aux besoins des habitantes et habitants, notamment les plus vulnérables, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Au-delà des moyens de communication traditionnels, c'est une véritable culture commune de l'engagement de la collectivité auprès de ses habitantes et habitants et de ses territoires ainsi que des acteurs économiques et sociaux qui les font vivre qui doit se construire. L'ensemble des citoyennes et citoyens et des communes doit pouvoir comprendre et s'inscrire dans les différents dispositifs proposés et les projets envisagés.

La Métropole dispose des compétences pour réduire les inégalités et diffuser une culture d'inclusion et de non-discrimination sur son territoire. Que ce soit en matière d'égalité femmes-hommes comme en matière de lutte contre toute forme de discrimination, la Métropole se doit d'être porteuse de valeurs communes et de rassemblement, pour des territoires ouverts et inclusifs, dont les actions profitent à toutes et tous.

La présentation et l'adoption de la PPI donnent ainsi l'occasion au nouvel exécutif de rappeler ses trois grands principes de conduite déjà présentés lors du débat d'orientations budgétaires:

- une Métropole garante des biens communs, qui va construire et donner aux habitantes et habitants les moyens d'une transition écologique exemplaire,
- une Métropole du "prendre soin" envers les publics dont elle a la charge et, plus globalement, envers les Grandes Lyonnaises et Grands Lyonnais,
- une Métropole partenaire des collectivités locales qui la composent, des habitantes et habitants et de leurs actions collectives, des acteurs du privé et de leurs innovations, de l'international et du monde de la recherche.

Ces grands principes déclineront par grands champs de politiques publiques, les objectifs qui seront poursuivis sont les suivants :

- la mise en œuvre de réponses structurelles et concrètes aux défis posés par le dérèglement climatique,
- la réorientation des politiques de déplacements, en faveur des transports en commun et des mobilités actives,
- une vigilance et un soutien accrus aux publics les plus vulnérables et le développement de politiques sociales plus attentives à la préservation de la dignité de chacune et chacun,
- la poursuite d'un développement économique soutenable et sobre, privilégiant les acteurs de proximité,
- la mise en œuvre d'une politique de santé globale qui permette la réduction des inégalités sociales et territoriales,
- un urbanisme et une politique du logement durable promouvant l'accès à un logement décent et l'amélioration de la qualité de vie, notamment par le retour de la nature en ville et l'aménagement d'espaces publics apaisés et partagés.

Ce sont ces grands principes qui permettront à la Métropole de se libérer de la course à l'attractivité et de la compétition entre territoires.

À cet égard, la réussite du projet métropolitain dépend de la capacité à engager dans les meilleurs délais ses actions dans une logique partenariale en associant, en tant que de besoin, les collectivités voisines, les structures associatives et les acteurs économiques du territoire dans le cadre d'une PPI structurée tel que présenté ci-après.

25 thématiques ont été retenues dans le cadre de la PPI 2021-2026 et regroupées en **9 axes représentatifs des compétences et actions de la Métropole** (en crédits de paiements 2021-2026) :

- déplacements et mobilités actives, intermodalités, voirie : **579,9 M€** (516,4 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- développement économique, emploi, insertion, universités et recherche, tourisme, systèmes d'information : **392,2 M€** (385,5 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- environnement, énergie, agriculture, eau et déchets : **517 M€** (382,1 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- habitat : **518,1 M€** (463,5 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- santé, social, éducation et cadre de vie : **335 M€** (298,9 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- urbanisme : **944,6 M€** (1028,9 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),

- patrimoine et moyens généraux : **98,5 M€** (85,8 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- enveloppes territorialisées : **200 M€** (137,2 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020),
- participations extérieures : **15 M€** (20,1 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020).

Étant précisé que certaines politiques publiques mobilisent aussi des crédits de fonctionnement.

D'un point de vue comptable, ces axes sont regroupés par autorisations de programme globales. Chaque année, le Conseil de la Métropole se prononcera sur le montant qu'il affecte à ces autorisations de programme globales. Il délibérera, ensuite, sur des autorisations de programme individualisées qui financeront, tout au long de l'année, les investissements.

Chacun des neuf axes se décline comme suit :

I - DEPLACEMENTS ET MOBILITES ACTIVES, INTERMODALITES, VOIRIE : 579,9 M€

L'intensité des déplacements de personnes et de marchandises est au cœur du fait urbain, une partie de la qualité de vie des citoyens reposant sur leur capacité à accéder facilement aux multiples facilités et opportunités du territoire : services publics (éducation, santé, culture...), emplois, commerces, espaces naturels et agricoles, espaces récréatifs et de loisir... Dans le même temps, le système de mobilité d'une métropole comme Lyon est une source colossale de nuisances : pollution de l'air, bruit, encombrement de l'espace, congestion, insécurité... En l'état, le système est également un puissant générateur d'émissions de gaz à effet de serre, de par un recours massif au pétrole pour les trajets au sein des 59 communes comme vers et depuis les territoires voisins constitutifs de l'aire métropolitaine de Lyon / Saint-Étienne.

Certes appuyé par le réseau de métro et le réseau ferré, l'espace public de voirie est le support commun principal de tous ces flux. Il doit pouvoir les accueillir en bonne intelligence, c'est-à-dire en privilégiant les modes de déplacement les plus vertueux tout en minimisant les nuisances associées. Se déplacer mieux et reconquérir la qualité de l'air, telles sont les orientations générales qui sous-tendent l'ensemble de la politique de gestion des mobilités qui se met en place depuis juillet 2020, et que de nombreux investissements vont venir conforter d'ici à 2026.

Dont Métropole cyclable et apaisée : 200 M€, dont 50 M€ dans le cadre des opérations d'urbanisme (53 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020) et 25 M€ en accompagnement des projets Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)

La Métropole changera d'échelle dans le développement des infrastructures dédiées aux modes actifs, vélo et marche à pied (modes actifs), avec une enveloppe totale inédite de 200 M€ à cet effet.

Un plan piéton sera mené à bien qui donnera la priorité à l'accessibilité et à la qualité de l'espace public des centralités et rues commerçantes. De nombreuses opérations de création, d'amélioration et d'élargissement des trottoirs doivent profiter à tous, et particulièrement aux personnes en situation de handicap ou de mobilité réduite (personnes âgées, bébés en poussettes, jeunes enfants...).

Le partage et l'apaisement de la voirie seront accélérés avec la multiplication des zones piétonnes, des zones de rencontre (limitées à 20 km/h et donnant la priorité aux piétons et aux cyclistes), des zones 30.

Un réseau express vélo (REV) sera également conçu et réalisé, soit 200 à 250 km d'itinéraires rapides et sécurisés en 2026. Articulé à cette nouvelle ossature, le maillage des itinéraires cyclables structurants et secondaires sera poursuivi et accéléré. Plusieurs passerelles dédiées aux cyclistes et piétons permettront de remédier aux coupures que constituent le Rhône, la Saône et le canal de Jonage. 15 000 places de stationnement sécurisé seront créées, notamment aux abords des pôles d'échanges. Le nombre des places de stationnement en voirie sera multiplié par 4 pour atteindre 120 000 emplacements. Cet investissement massif se conjuguera avec une politique des services à l'appui de la pratique du vélo : location longue durée (don pour les personnes en situation de précarité), réparation, initiation...

Dont accompagnement des projets SYTRAL : 95 M€ (hors aménagements cyclables) (58,4 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

Par sa participation au SYTRAL, la Métropole contribuera au développement du réseau des transports en commun lyonnais (TCL) à travers la requalification des espaces publics au droit des nouvelles lignes. Sont notamment programmés :

- la réalisation des lignes de tramway T6 nord (Hôpitaux Est - La Doua), T8 (Bellecour - La Doua), T9 (La Doua - Vaulx-la-Soie) et T10 (Gerland - Saint-Fons - Gare de Vénissieux),

- la construction des lignes fortes centre-est (Part-Dieu - Genas, bus à haut niveau de service) et centre-ouest (Part-Dieu - Écully, travaux engagés d'ici à la fin du mandat).

Dans le même temps, la Métropole accompagnera également le SYTRAL dans l'aménagement des voiries et carrefours empruntés par le réseau de bus, avec l'objectif d'améliorer les temps de parcours. Dix "corridors" prioritaires ont été identifiés, vers l'ensemble des territoires de la Métropole.

L'ensemble des aménagements devront permettre de végétaliser, de partager et d'apaiser les espaces publics le long des nouvelles lignes fortes, en particulier aux abords des points d'arrêts et pôles de correspondance multimodaux.

Dont intermodalités, ferroviaire et logistique urbaine : 46 M€ (36 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La Métropole continuera de faciliter les déplacements intermodaux à l'échelle de l'agglomération. Elle soutiendra la création de parcs-relais vélos et voitures, en lien avec le réseau TCL et le réseau ferré, ce dernier étant rendu plus attractif par une intégration tarifaire TER-TCL entre les 35 gares de la Métropole. Le covoiturage intégrera pleinement la politique d'aménagements de l'espace public en faveur de l'intermodalité des déplacements, avec des voies dédiées (à l'instar des voies réservées mises en service fin 2020 sur M6-M7) et des places de stationnement dédiées dans les parcs-relais.

L'extension de la zone à faibles émissions (ZFE) sera réalisée avec des conditions d'accès en cohérence avec la volonté d'amélioration de la qualité de l'air dans le centre de la Métropole. Elle s'accompagnera d'aménagements et d'incitations réglementaires en faveur de la logistique urbaine mutualisée, de la recharge des véhicules décarbonés (bornes de recharge électrique, stations-services bio-GNV et hydrogène) et de l'autopartage.

Enfin, la modernisation du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Perrache fera l'objet d'une deuxième phase à définir avec les partenaires du projet.

Dont gestion du domaine public et des ouvrages d'art : 239 M€ (369 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La gestion patrimoniale du domaine public visera le maintien d'un niveau de service optimal sur les réseaux structurants et les ouvrages d'art, tout en l'adaptant aux nouveaux modes de transport qui les empruntent : rénovations, réparations et nettoyage des chaussées, ouvrages d'art, tunnels et grands axes (M6-M7, boulevard périphérique Laurent Bonneval). L'aménagement multimodal de l'axe M6-M7 sera parachevé, et complété par des investissements qualitatifs dans les équipements vieillissants de cette voirie dont la Métropole a hérité en 2017 (assainissement, plantations, dépose des mâts d'éclairage...).

Des crédits de renouvellement, de modernisation et de développement seront également dédiés aux outils de gestion de la mobilité (PC Criter, contrôleurs de feux tricolores et de priorité des transports en commun...).

La voirie ordinaire fera l'objet d'un ajustement assumé du niveau d'investissement, dans le but de maintenir un niveau de service satisfaisant tout en expérimentant des techniques d'entretien et de renouvellement plus frugales. L'extension continue du réseau de voiries depuis la création de la Communauté urbaine de Lyon en 1969 gèle une part croissante du budget d'investissement de la collectivité dans la gestion d'un patrimoine à la fois multiplié et vieillissant. Sur la période 2021-2026, priorité sera donnée aux voiries supportant la circulation du réseau bus TCL et un trafic vélo important. Les crédits de la politique cyclable et de l'accompagnement des projets du SYTRAL viendront en partie abonder l'enveloppe consacrée à la voirie ordinaire.

II - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI, INSERTION, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, TOURISME, SYSTEMES D'INFORMATION : 392,2 M€

Cet axe porte l'ambition d'une Métropole capable d'anticiper et de s'adapter aux grandes évolutions économiques et sociétales, et de proposer un modèle de développement adapté au contexte mondial transformé, en réponse à des modes de vie et à des usages très évolutifs.

Dont développement économique, emploi et insertion : 220 M€ (189,6 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

En matière de développement économique, la priorité en matière d'investissement sera donnée à l'évolution des processus de production. Cela permettra ainsi de participer à la diminution de l'impact carbone en augmentant la circularité des matières et des produits tout en créant des emplois non délocalisables.

Ainsi les démarches d'innovations à impact (organisationnelle, sociale et technologique) dans les entreprises et plus spécifiquement auprès des TPME/PME/PMI ainsi que le développement des boucles

d'économie circulaire seront soutenues. Pour assurer un rééquilibrage territorial trois politiques publiques seront menées :

- une politique publique spécifique d'économie de proximité,
- un accompagnement à la création et la croissance des entreprises sur l'ensemble du territoire métropolitain, à travers le déploiement des pôles entrepreneuriaux répartis sur le territoire,
- un nouveau programme de requalification des zones industrielles et d'activités sera lancé participant au zéro artificialisation.

En matière d'insertion vers l'emploi, les investissements permettront de soutenir des projets innovants sur les territoires comme l'expérimentation territoire zéro chômeur de longue durée.

Dont développement numérique : 85 M€ (99,1 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

Au-delà du déploiement du numérique éducatif dans les collèges qui se poursuivra, les efforts seront axés sur les systèmes d'information métropolitains, en partie par leur dématérialisation, permettant d'améliorer à la fois la qualité du service public rendu aux usagers, ainsi que l'exemplarité dans la modernisation et la transformation écologique des institutions.

Dont enseignement supérieur et recherche : 74 M€ (77,5 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

Les investissements sur les campus de la Métropole seront poursuivis au travers du schéma de développement universitaire (SDU), qui doit être renouvelé en 2021, ainsi dans le cadre du volet enseignement supérieur recherche et innovation (ESRI) du prochain CPER en cours de préparation. On peut citer des projets tels la requalification des espaces extérieurs du Campus de Lyon 2 à Bron et Saint Priest pour accompagner la construction de nouvelles résidences étudiantes, notamment du CROUS ou encore la construction de l'Institut des nanotechnologies de Lyon et de l'Ecole d'Ingénieurs de CPE - Chimie-Physique-Electronique (INL-CPE).

Les actions du prochain SDU permettront d'accompagner les Campus de la Métropole au regard de priorités telles celle de la transition écologique, de la lutte contre la précarité étudiante et également du soutien à l'entrepreneuriat étudiant.

La Métropole soutiendra le développement de logements sociaux étudiants sur son territoire.

Dont coopération européenne et internationale, et tourisme : 13,2 M€ (19,3 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

Une Maison de l'Europe et de l'International sera créée afin de fédérer les initiatives du territoire et d'associer les habitants. La Métropole veut développer aux côtés des Grands Lyonnais une culture commune européenne et internationale institutionnelle et citoyenne. En matière de tourisme, il sera étudié et engagé la mise en tourisme de nouveaux sites ou sites existants.

III - ENVIRONNEMENT, ENERGIE, AGRICULTURE, EAU ET DECHETS : 517 M€

Le présent exécutif ambitionne de réduire l'empreinte écologique du territoire métropolitain en engageant des politiques volontaristes en matière de sobriété énergétique, de préservation des espaces agricoles et de réduction des quantités de déchets produites. Les efforts seront également dirigés vers la préservation du patrimoine naturel avec une protection accrue de la ressource en eau, le développement de la végétalisation des espaces urbains et la restauration des corridors écologiques.

Dont cycle de l'eau : 270 M€ (266,1 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La politique du cycle de l'eau porte, à la fois, sur l'adduction en eau potable, le traitement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales, ainsi que sur la protection des milieux aquatiques.

Au cours de ce mandat, la Métropole agira tout au long du cycle de l'eau, de la recharge des nappes d'eau souterraine au rejet des eaux traitées dans le milieu naturel, afin :

- de protéger et diversifier la ressource, d'assurer l'accès à une eau potable de qualité pour tous, à un prix abordable, dans le cadre d'une gouvernance publique associant les usagers. À cet effet, le premier chantier du mandat consiste à assurer en régie publique à horizon 2023, la production et la distribution de l'eau potable,

- de désimperméabiliser les sols en favorisant la récupération des eaux pluviales et en accélérant les programmes d'aménagements pour l'infiltration de façon à réalimenter les nappes d'eau souterraines, à dé-

saturer les réseaux d'assainissement, à réduire les quantités d'eau traitées en station d'épuration et à réduire le risque inondation,

- de sensibiliser et engager à la réduction de la pollution des eaux afin de réduire le coût de traitements des eaux usées et la pollution des milieux aquatiques,

- de promouvoir et d'encourager un usage sobre de la ressource en eau grâce, notamment, à la réutilisation des eaux pluviales et des eaux grises,

- d'encourager la valorisation des boues de stations d'épuration et d'engager une rénovation importante du réseau d'assainissement de la Métropole, rendue indispensable par son vieillissement,

- d'engager la rénovation des stations d'épuration vieillissantes en privilégiant les techniques alternatives par phytoépuration,

- d'améliorer la gouvernance et l'exercice de la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations) en définissant une stratégie métropolitaine.

Dont cycle des déchets : 145 M€ (65,8 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La politique du cycle des déchets portera prioritairement sur la réduction à la source.

Pour ce faire, la collecte et le traitement des biodéchets, qui représentent près de 30 % des ordures ménagères, seront mises en place. Des points d'apport volontaires seront déployés sur tout le territoire, et des plateformes de compostage permettront de valoriser ces biodéchets en compost, pour un retour au sol.

Le tri sera facilité en déployant de nouveaux silos dans les espaces urbains, destinés au recyclage du verre et des emballages.

Compte tenu de l'objectif de réduction de 50 % des déchets ménagers incinérés, une réflexion sera engagée sur le devenir des deux incinérateurs de la Métropole.

Dont agriculture et alimentation : 10 M€ (2,4 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

L'autonomie alimentaire de la Métropole n'atteint à ce jour que 4,6 %. Il est donc aujourd'hui urgent d'agir afin d'accroître la résilience du territoire et de lutter contre la précarité alimentaire.

Il s'agira, d'une part, de sanctuariser et développer les surfaces agricoles du territoire métropolitain, et d'autre part, de promouvoir une alimentation soutenable.

Pour ce faire, une stratégie foncière permettant de protéger les surfaces agricoles de l'urbanisation galopante sera mise en place, ainsi qu'une politique agricole facilitant le développement des nouvelles surfaces de production et encourageant les pratiques culturales vertueuses, économes en eau et en intrants chimiques.

De plus, la mutualisation des moyens par la création d'une centrale d'achat en partenariat avec les communes sera favorisée afin d'alimenter les cantines scolaires mais également d'approvisionner les déserts alimentaires en partenariat avec les acteurs de l'action sociale.

Dont environnement et prévention des risques : 30 M€ (16 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La protection du patrimoine métropolitain en zone de risques naturels et technologiques constitue une priorité de ce mandat. La politique d'acquisitions foncières de biens privés et de protection contre les risques dans les zones les plus exposées aux risques technologiques sera poursuivie.

Afin de lutter contre la pollution en particules fines, la prime air bois, destinée à accompagner les particuliers dans le changement de leurs appareils de chauffage au bois peu performants sera amplifiée et les actions sur la réduction des pollutions automobiles seront poursuivies.

Dont transition énergétique : 25 M€ (10,6 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La politique de la transition énergétique visera, d'une part, à réduire nos consommations, et d'autre part, à diversifier notre mix énergétique. Ceci permettra non seulement de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, mais également de rendre le territoire métropolitain plus résilient.

La politique de la transition énergétique s'appuiera sur le plan climat air énergie de la collectivité (PCAET), sur son schéma directeur des énergies (SDE) ainsi que sur une compétence élargie de la Métropole en matière de réseaux de chaleur et de distribution d'électricité et de gaz.

Dans le cadre de son budget Habitat, la Métropole renforcera également son dispositif Ecoreno'v, avec un nouvel objectif de 10 000 logements rénovés par an. Par ailleurs, la rénovation énergétique du patrimoine de la Métropole, notamment des collèges, sera engagée.

En accord avec le SDE, les énergies renouvelables et de récupération seront développées. En ce sens, une politique volontariste de déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures du patrimoine de la Métropole sera engagée. De plus, les réseaux de chaleur urbains de la Métropole seront étendus et la Métropole soutiendra les projets de récupération de chaleur fatale des industriels de la vallée de la chimie.

Dont espaces naturels, nature en ville et parcs métropolitains : 37 M€ (21,2 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La Métropole luttera contre les îlots de chaleur urbains et favorisera le développement de la biodiversité grâce à la végétalisation des espaces.

Un plan pollinisateur, visant à offrir des zones d'alimentation et de reproduction pour les insectes, sera mis en place. Un ambitieux plan canopée sera conduit. Dans ce cadre, des forêts urbaines seront plantées, visant à offrir des refuges aux animaux, à renaturer les sols et à créer des îlots de fraîcheur. De plus, les copropriétés et les bailleurs souhaitant végétaliser leurs espaces communs seront soutenus. La Métropole accélérera la plantation d'arbres d'alignements dans les espaces urbains. Enfin, une attention particulière sera portée, au cours de ce mandat, au rétablissement des continuités écologiques, fortement affectées par l'urbanisation.

Ce mandat se traduira par une protection accrue des espaces naturels, tout en permettant un accès partiel au grand public, notamment via la création de sentiers.

Enfin, de nouveaux schémas directeurs seront engagés pour le parc métropolitain de Parilly et le domaine de Lacroix-Laval, avec pour objectifs de renforcer les actions de préservation de ces espaces naturels.

IV - HABITAT : 518,1 M€

Dont offre nouvelle d'habitat abordable, logement social et spécifique : 399 M€ (364 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

L'attractivité du territoire métropolitain a produit au cours des dernières décennies une forte dynamique de construction liée un accroissement de population important et générant des besoins d'équipements publics toujours plus nombreux. Ainsi, le rythme de croissance de l'agglomération s'est avéré deux fois supérieur aux prévisions du schéma de cohérence territoriale approuvé en 2010 : les 150 000 habitants supplémentaires prévus pour 2030 sont déjà présents en 2020. Il y a eu également un rééquilibrage de la production de logements sociaux entre l'est, l'ouest et le centre de l'agglomération, mais d'une part le pourcentage des logements très sociaux reste trop faible pour répondre à la demande, d'autre part les prix du foncier ont connu une forte augmentation qui pèsent de manière importante sur le prix des logements. La production de logements sociaux doit se poursuivre sur de nombreux territoires de l'agglomération, tout en continuant le renouvellement urbain sur les quartiers en politique de la ville.

Ainsi, concernant la production de logements sociaux, la Métropole de Lyon se fixe comme objectifs :

1°- Une production de logement locatif social ambitieuse pour tendre vers les 5 000 logements produits par an en fin de mandat grâce à plusieurs outils :

- une politique de réserves foncières et d'acquisition de logements existants (préemption en vue de cession ou montage en baux emphytéotiques),
- une augmentation de la mixité sociale dans les opérations publiques d'aménagement, mais aussi dans les opérations privées,
- une augmentation des aides à la pierre et de soutien aux OPH.

2°- Une offre abordable dissociant le foncier du bâti, par la montée en puissance du bail réel solidaire (BRS) par le développement de l'organisme de foncier solidaire (nommé désormais La Foncière Solidaire du Grand Lyon) avec un objectif en fin de mandat de 1 000 logements en BRS par an.

Pour concrétiser le droit au logement pour chacun, la Métropole va redonner de l'ambition au document cadre qu'est le plan local d'urbanisme et d'habitat (PLU-H). Dans cette perspective, de nouvelles

priorités seront fixées dont l'accroissement de la construction de logements sociaux et abordables, en lien avec les bailleurs sociaux, en particulier sur les communes en déficit.

D'autres objectifs se traduiront au cours de ce mandat pour réguler le marché du logement et permettre le développement de la mixité sociale sur l'agglomération :

- l'encadrement des loyers,
- la limitation de la vacance et la régulation des meublés de tourisme pour réduire les tensions du marché en matière de logement,
- la lutte contre l'habitat indigne et l'habitat insalubre, notamment grâce à la politique foncière ambitieuse,
- une forte mobilisation en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- le soutien au développement de nouvelles formes d'habitat, notamment l'habitat coopératif.

Ces différents objectifs permettront de poursuivre le rééquilibrage territorial de l'offre sociale et de soutenir l'emploi : un logement financé génère 1,8 emploi dans le secteur du bâtiment - travaux publics (BTP).

Dont rénovation du parc existant, lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique : 119,1 M€ (99,9 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

La Métropole veillera à privilégier la réhabilitation/transformation des bâtiments existants sur la démolition/reconstruction, dans les quartiers anciens comme dans les quartiers en politique de la ville. En effet, les coûts économiques, environnementaux et sociaux des démolitions sont souvent très importants, mais la transformation des villes doit aussi s'inscrire dans une attention à leur histoire urbaine et architecturale. Ces transformations devront évidemment intégrer les exigences de la transition écologique et du logement abordable.

Le dispositif Ecoréno'v sera renforcé, par une montée en puissance du dispositif qui concernera davantage le parc social. Un déploiement du dispositif vers le confort d'été des copropriétés et le parc social sera recherché, ainsi qu'une aide accrue vers les matériaux bio-sourcés.

V - SANTE, SOCIAL, EDUCATION ET CADRE DE VIE : 335 M€

Dont éducation : 247 M€ (245,8 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

En matière d'investissements pour l'éducation, la Métropole a la responsabilité de la construction, de l'extension, des travaux et de l'équipement des collèges. À travers la programmation de plusieurs constructions nouvelles et d'un programme de rénovations (restructurations totales ou partielles, extensions), il s'agira de répondre aux défis posés à la fois par l'urgence climatique et la qualité environnementale des bâtiments, ainsi que par le développement démographique de l'agglomération et l'accueil des collégiennes et des collégiens de la Métropole dans un cadre de qualité, adapté aux évolutions pédagogiques et aux attentes de la société en matière d'ouverture des établissements d'enseignement sur leur quartier (en lien avec les acteurs locaux) .

Ces investissements seront complétés d'opérations récurrentes relatives aux travaux et aux équipements nécessaires à l'entretien et au développement du patrimoine existant (79 établissements publics qui maillent l'ensemble du territoire).

Enfin, la Métropole portera une attention toute particulière à la végétalisation et la désimperméabilisation des cours de collèges qui constituera un levier fort de sa politique environnementale dans le périmètre éducatif.

Parmi les projets phares de la mandature, la construction de nouveaux collèges sera lancée dont un à Albigny sur Saône et un à Vénissieux. Par ailleurs, les cours d'au moins 5 collèges seront rénovées et végétalisées en intégrant une approche genre, pour une occupation des espaces égalitaires entre filles et garçons.

Dont santé et autonomie, protection de l'enfance et de la famille : 60 M€ (30 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

Accompagner dignement les personnes dans leur vieillissement est plus que jamais un enjeu crucial pour la Métropole. L'INSEE prévoit le doublement de la population de plus de 65 ans d'ici 2070 sur le territoire. Alors qu'en 2018 il y avait déjà environ 25 000 bénéficiaires des aides sociales personnes âgées, et environ 12 000 bénéficiaires des aides sociales pour les personnes en situation de handicap, le contexte actuel de la crise sanitaire souligne encore davantage la nécessité de prendre soin et d'assurer des conditions de vie décentes pour nos aînés. Au titre de la politique publique à destination des personnes âgées, la Métropole a pour mission de garantir un accueil de qualité en établissements.

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) entreprennent des travaux de réhabilitation, de reconstruction, de mise en sécurité, rendus nécessaires par la vétusté du bâti. Cette prise en charge du grand âge ou du handicap, qu'elle s'opère en établissement spécialisé ou par le maintien à domicile, doit faire l'objet d'une réforme structurelle en matière de formation des soignants. Il faut que la prise en charge soit redéfinie avec l'exigence absolue et constante de respect de la dignité des personnes en perte d'autonomie.

Dans ce domaine, les actions prioritaires de la Métropole en matière d'investissement concerneront le développement d'une variété d'offre d'hébergement et l'évolution de sa politique vis-à-vis des établissements par l'augmentation du nombre des places, la promotion de l'hébergement temporaire et de l'accueil familial et le soutien à des formes d'habitat alternatives.

En matière de protection de l'enfance et de la famille, la Métropole a la responsabilité de l'accompagnement des enfants sous mesure de prévention ou de protection et de leur famille. Cela passe parfois par la séparation de l'enfant avec sa famille et son placement en établissement ou famille d'accueil. Plus de 10 000 mineurs ont été accompagnés en 2019, soit 3,6 % des 0-17 ans du territoire, et environ 1 200 jeunes majeurs (18-21 ans) ont été suivis. Ces chiffres sont en constante augmentation, et nécessitent des investissements pour améliorer la qualité de prise en charge.

Les établissements accueillant des enfants placés (pouponnières, IDEF, Mecs, lieux de vie, villages d'enfants, FJT, etc.) voire des familles (lieu d'accueil parent(s) enfant(s), maison des familles, etc.) nécessitent pour certains des travaux de rénovation, de réhabilitation, de mise en accessibilité... Par ailleurs, les évolutions des mises en danger des enfants et de la politique en matière de protection de l'enfance impliquent la création de structures au format plus familial, à l'accompagnement plus en proximité et permettant l'émancipation des personnes accueillies.

En outre, la Métropole soutient des centres d'éducation et de planification familiale (CPEF) qui réalisent des consultations médicales, des entretiens de conseil conjugal et familial, diffusent des informations sur la sexualité et la fécondité. Des travaux de réhabilitation et de rénovations sont nécessaires pour certains CPEF.

Durant le mandat, la priorité d'investissement sera mise sur trois priorités :

- diversifier les modes de prises en charge des enfants afin que celles-ci correspondent le mieux à leurs besoins,
- assurer l'émancipation des jeunes de l'Ase et les accompagner dans leur passage à la majorité,
- prévenir les ruptures et soutenir la parentalité (création d'un centre parental et d'une maison des familles).

Dont culture : 23 M€ (20,5 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

En matière de culture, les investissements seront principalement portés sur le projet de création de la Cité internationale des arts du cirque, ainsi que sur la mise en valeur des sites du patrimoine gallo-romain et sur le développement du parcours permanent de Musée Lugdunum. Le projet culturel métropolitain sera complété par, l'appui aux enseignements artistiques, ainsi qu'à la lecture publique notamment par la bibliothèque numérique.

Les investissements couvrent également la gestion courante de l'ensemble des sites culturels métropolitains, dont le Musée Confluence, ainsi que les archives métropolitaines.

Les principaux projets financés seront :

- le lancement de la Cité des arts du cirque - 2 millions sur la PPI et 7 millions sur l'ensemble du projet,
- la bibliothèque numérique - 1 million.

Dont vie associative et politiques sportives: 5 M€ (2,6 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

En matière de sport, 4 M€ d'investissements permettront de répondre, d'une part, aux obligations d'entretien du patrimoine métropolitain et, d'autre part, à la promotion du sport pour tous et toutes. Par le biais d'appels à projet, la Métropole soutiendra la réalisation d'équipements sportifs inclusifs et éducatifs en contribuant aux aménagements en faveur du sport féminin, du handisport, du sport santé bien-être dans le cadre de la rénovation ou de la construction de certains équipements sportifs d'envergures intercommunales.

En matière de vie associative (1 M€), les investissements proposés permettront la création d'un espace ressource, une Maison Métropolitaine du Monde Associative, qui pourra être couplé à une plateforme télévisuelle numérique collaborative. Cela afin de fédérer, soutenir et accompagner les acteurs du monde associatif et de valoriser leurs contributions, notamment en matière de cohésion sociale, d'engagement citoyen et de transition écologique.

Les principaux projets financés seront :

- les équipements sportifs pour activités physiques adaptées (sport santé) - 1,757 M€,
- les appels à projets sur les activités sportives - 0,75 M€.

VI - URBANISME : 944,6 M€

Dont opérations d'urbanisme : 939,6 M€ (1023,4 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

L'ambition portée par cette thématique sera de construire la Métropole du bien vivre pour tous, dans tous les quartiers et toutes les Communes, en intégrant les dimensions écologiques et sociales à toutes les échelles des projets d'urbanisme et des aménagements d'espaces publics. L'urbanisme bénéficie à l'ensemble des politiques publiques de la Métropole et des Communes. Les opérations seront pensées pour aboutir à des espaces publics végétalisés, partagés, apaisés, en favorisant les usages diversifiés de l'espace public (intergénération, genre), les modes actifs et la présence de l'eau. La mixité des fonctions sera également favorisée pour permettre le maintien des activités économiques (productives, services, commerces...), la présence d'équipements publics et d'associations sur l'ensemble de la Métropole.

Le développement urbain sera renforcé en lien avec les axes forts de transport en commun et autour des gares (habitat, activités...).

Les programmes de renouvellement urbain sont un des leviers majeurs pour la transformation des quartiers issus de la géographie prioritaire. Il s'agit de renouveler en profondeur l'organisation de ces quartiers, d'améliorer leur desserte, d'y créer des espaces publics de qualité, de renforcer les commerces et les services de proximité en complément des actions menées dans le cadre de la politique de l'habitat. Des interventions sur les espaces publics et sur la transformation du cadre bâti seront poursuivies et engagées dans certains quartiers inscrits au contrat de ville d'agglomération. Ainsi, plusieurs nouvelles lignes de tramway et de bus à haut niveau de service desserviront à la fin de ce mandat plusieurs quartiers en politique de la Ville (Saint Fons Carnot-Parmentier, Vaulx-Grande île, Villeurbanne-Saint Jean, Duchère, etc.).

Les projets urbains seront conduits dans une démarche participative de co-construction et une implication citoyenne, de la conception à la réalisation, jusqu'au suivi après livraison et à la gestion des nouveaux espaces. La conception des espaces publics intégrera la prise en compte du genre dans les aménagements, afin que les femmes se sentent en sécurité et qu'elles puissent s'approprier l'espace public, où qu'elles aillent.

La politique foncière associée constitue le "bras armé" de l'aménagement et de la préservation de l'espace lorsqu'il s'agit de mettre à disposition les "lieux" d'aujourd'hui et de demain, qui seront nécessaires pour répondre aux défis du territoire, en réponse aux enjeux : du logement dans un contexte d'inflation des prix du marché que la Métropole souhaite enrayer, de l'activité économique, des équipements au regard d'une augmentation forte de la population, et aux enjeux environnementaux qui, dans toute leur diversité, solliciteront de plus en plus l'action foncière (préservation des ressources, de la biodiversité, de la santé environnement, de l'agriculture,...). La Métropole accompagnera donc les communes ainsi que les bailleurs sociaux pour lesquels elle réalise des préemptions dans le cadre de leurs compétences ou missions.

Elle se doit également d'anticiper l'avenir, par une politique de réserves foncières de sites stratégiques au service du développement de futurs projets sur le territoire mais aussi en faveur de la protection des personnes, des ressources et de l'environnement.

Des projets d'urbanisme transitoire seront développés sur ces espaces acquis, avant le démarrage des travaux définitifs d'aménagement urbain, pour permettre une véritable appropriation par les habitants et riverains, parfois par une préfiguration des occupations futures et en tout état de cause en permettant l'émergence d'occupations provisoires (associatives, agricoles, paysagères, d'habitat, d'activités économiques diverses, artistiques...).

Pour répondre aux défis environnementaux et sociaux, la modification du PLU-H sera engagée pour permettre d'accentuer la biodiversité, de préserver les espaces agricoles et naturels, de renforcer la diversité et la mixité de l'habitat, de réduire les tensions sur les prix du foncier et du logement, d'augmenter la mixité des fonctions sur tous les territoires, d'accélérer la transition énergétique et de favoriser le développement des modes alternatifs à la voiture notamment en modifiant les règles de stationnement voiture et vélo.

Dont cimetières : 5 M€ (5,1 M€ réalisés provisoire sur 2015-2020)

L'investissement sera principalement porté à la création d'un troisième cimetière métropolitain et à l'agrandissement du cimetière de Bron.

VII - PATRIMOINE ET MOYENS GENERAUX : 98,5 M€

En matière de gestion de patrimoine, la Métropole se doit d'assurer les opérations de construction et de grosse maintenance de son patrimoine.

L'ambition de ce mandat sera de porter une stratégie patrimoniale écologique globale, qui devra confirmer les axes de développement et d'amélioration à poursuivre, en lien avec la volonté forte d'une territorialisation des politiques publiques et d'une proximité avec les territoires. Cela vaut pour le patrimoine affecté aux services de la Métropole, au patrimoine des collèges, des MDM et MDMS, et au patrimoine privé.

Un plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti sera engagé afin de traiter les sites identifiés comme passoires thermiques, et viendra compléter la stratégie évoquée précédemment.

Au titre des moyens généraux, l'investissement concernera notamment l'installation et les moyens mis à disposition des services de la Métropole, qui permettra d'accompagner les nécessaires adaptations de l'environnement de travail suite à la crise sanitaire et la mise en œuvre généralisée du télétravail. Dans le même temps, une réflexion globale sera portée sur l'équipement en véhicules de la Métropole, afin d'accompagner des mobilités plus actives.

VIII - ENVELOPPES TERRITORIALISEES : 200 M€

Dans le cadre du pacte de cohérence métropolitain, une enveloppe territoriale est allouée aux Conférences territoriales des Maires, composée de 2 volets.

Le premier volet de l'enveloppe territoriale a pour vocation la réalisation d'opérations d'aménagement du domaine public dans les communes de la Métropole (mise en accessibilité, sécurisation des usagers, mise en œuvre du plan modes actifs, amélioration du cadre de vie, aménagement de zones apaisées, végétalisation, désimperméabilisation...), appelées communément les actions de proximité territoriale (PROX) et le fonds d'initiative communale (FIC).

Leur montant total est de 118 M€ pour les années 2021 à 2026.

Le second volet de l'enveloppe territoriale, d'un montant de 82 M€, sera dédié au financement des projets de territoire, permettant la mise en œuvre des priorités métropolitaines. Il viendra financer des projets s'inscrivant dans les 7 axes stratégiques du pacte, à rayonnement intercommunal et relevant des compétences de la Métropole :

- revitalisation des centres-bourgs,
- éducation,
- modes actifs,
- trame verte et bleue,
- alimentation, de la production à la lutte contre le gaspillage,
- logement, accueil, hébergement,
- développement économique responsable, emploi et insertion.

IX - PARTICIPATIONS EXTERIEURES : 15 M€

La principale participation concernera le Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion de l'île de Miribel Jonage (SYMALIM), par une remise à niveau financière de la structure, essentielle pour la qualité de conservation de ce site naturel ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

Vu la **proposition d'amendement n°1** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant l'ajout d'un paragraphe relatif à la réalisation de contrats de territoires entre la Métropole et chacune des 59 communes ;

Vu la **proposition d'amendement n°2** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant la requalification de la rue Garibaldi et l'apaisement de l'entrée du parc Blandan au niveau de la rue du Repos ;

Vu la **proposition d'amendement n°3** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant l'investissement de la Métropole en partenariat avec la Région dans le réseau express métropolitain, ou RER à la Lyonnaise ;

Vu la **proposition d'amendement n°4** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant la construction d'au moins 5 nouveaux collèges ;

Vu la **proposition d'amendement n°5** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant la remise aux normes des trémies de Perrache ;

Vu la **proposition d'amendement n°6** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant la remise aux normes du pont de Vernaison ou la construction d'un nouvel ouvrage ;

Vu la **proposition d'amendement n°7** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant la rénovation de la passerelle de l'île Barbe ;

Vu la **proposition d'amendement n°8** déposée par le groupe Inventer la Métropole de demain concernant les aménagements liés au pont de Couzon au Mont d'Or ;

DELIBERE

1° - Rejette les propositions d'amendements déposées par le groupe Inventer la Métropole de demain.

2° - Approuve le cadrage financier de la PPI 2021-2026.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0398**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Modalités de gestion des provisions pour risques et charges**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En vertu des principes comptables de prudence et de sincérité, la collectivité comptabilise toute perte financière probable dès lors que celle-ci est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge.

Les dispositions afférentes sont reprises dans le code général des collectivités territoriales (CGCT) et les règles sont détaillées dans les différentes instructions budgétaires et comptables.

Conformément à l'article D 3664-3 du CGCT (création par décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014 - article 1), la constitution de provisions pour risques et charges est obligatoire dès lors qu'il y a apparition du risque.

La Métropole de Lyon constitue la provision à hauteur de la perte de valeur constatée ou à hauteur du risque. La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise lorsqu'elle est devenue sans objet, c'est-à-dire en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser. Une délibération est nécessaire pour constater, ajuster et reprendre la provision.

La provision ainsi que son suivi et son emploi est retracée sur l'état des provisions constituées joint au budget et au compte administratif.

La Métropole se conforme au régime de droit commun des provisions semi-budgétaires pour l'ensemble de ses budgets qui se caractérise par l'émission, en section de fonctionnement, d'un mandat réel pour la constitution de la provision et d'un titre de recettes réel pour la reprise de celle-ci.

Les instructions M 57 et M 4 distinguent diverses natures de provisions dont (liste non exhaustive) :

- provisions pour risques : notamment provisions pour litiges et contentieux, provisions pour pertes de change, provisions pour garanties d'emprunt,
- provisions pour risques et charges sur emprunts,
- provisions pour compte épargne temps,
- provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices,
- autres provisions pour risques et charges.

Une provision pour risques et charges doit être comptabilisée dès lors que les 3 conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- il existe une obligation de l'entité vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé (rattachable à l'exercice clos ou à un exercice antérieur),

- il est probable ou certain qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation vis-à-vis du tiers,
- le montant peut être estimé de manière fiable.

I - Présentation générale de la méthode de gestion des provisions pour risques et charges

Alors que la Métropole s'engage dans une démarche de maîtrise des risques, en renforçant notamment les dispositifs de contrôle interne comptable et financier, une révision de la méthode de gestion des provisions a été conduite.

Le travail de structuration mené a suivi les préconisations du référentiel de contrôle interne ainsi que du guide comptable et budgétaire des provisions pour risques et charges édités par le Comité de fiabilité des comptes locaux.

Ainsi, cette démarche a conduit à redéfinir les nouvelles modalités de calculs des provisions pour risques et charges, notamment celles relatives aux garanties d'emprunt, et à prévoir la reprise des provisions historiques devenues sans objet.

Le détail des reprises de provisions est indiqué dans l'annexe budgétaire dédiée du budget primitif 2021.

Le processus de gestion des provisions défini repose sur l'intervention des acteurs suivants : les services opérationnels à l'origine de l'identification et de l'actualisation des provisions pour risques ou charges et la direction des finances et du contrôle de gestion en tant que référente.

La méthodologie de gestion des provisions présente différentes phases telles que :

- le recensement des provisions,
- la constatation des provisions,
- le traitement comptable des provisions,
- l'ajustement des provisions.

Ainsi, lors de chaque étape budgétaire, la direction des finances et du contrôle de gestion interroge les services opérationnels sur la nécessité de constituer ou de reprendre des provisions au regard des événements dont ils ont connaissance.

La décision de comptabiliser la provision est ensuite prise eu égard à la probabilité de survenance du risque, de son degré de maîtrise ou de son enjeu financier (soutenabilité).

Les provisions font l'objet d'un suivi et toutes les opérations réalisées sont retracées dans les annexes des documents budgétaires du budget primitif, du compte administratif et des décisions modificatives.

II - Dispositions spécifiques relatives au calcul des provisions pour garanties d'emprunt

La provision pour garanties d'emprunt est constituée dès que le tiers, public ou privé, risque d'être défaillant, notamment en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce (cessation de paiement, dépôt de bilan, redressement, liquidation).

Cette approche risque consiste à évaluer le risque emprunteur de manière globale et non uniquement sur le projet, objet de la demande de financement à garantir. Pour ce faire, une analyse financière de chacun des organismes bénéficiaires est réalisée.

Cette analyse porte à la fois sur les éléments du bilan et du compte de résultat de la structure mais également sur la connaissance de son positionnement conjoncturel et stratégique (entretiens réalisés avec les dirigeants et responsables financiers).

Il est proposé d'appliquer la méthode suivante pour la constitution de la provision pour garanties d'emprunt :

annuité N des emprunts garantis pour les organismes de type :

- établissements scolaires privés du second degré,
- sociétés d'aménagements,

- établissements sociaux et médico-sociaux,

ayant obtenu une note d'évaluation du risque supérieure ou égale à 15 selon les modalités d'évaluation mises en place par le service gestionnaire.

L'actualisation des provisions pour garanties d'emprunts a lieu lors du vote du budget primitif ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - les modalités de gestion des provisions pour risques et charges à compter du budget primitif 2021,

b) - les reprises de provisions du budget principal et du budget de l'assainissement telles que détaillées dans les annexes budgétaires réglementaires du budget primitif 2021 (IV-B3.1 et IV-A3.1 : état des provisions).

2°- Les recettes correspondantes seront imputées sur les opérations n°0P29O2378 et n°2P29O2378 - chapitre 78 - exercice 2021.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0399**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Modification du tableau des emplois des effectifs 2021**

service : Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction administration et développement RH

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La gestion des effectifs et de la masse salariale intervient dans le respect des crédits budgétaires annuellement ouverts à cette fin par le Conseil de la Métropole de Lyon. Les évolutions liées à la vie des services, tout comme les nouvelles orientations de la collectivité, impliquent d'adapter le tableau des effectifs par la création, la suppression et la transformation des emplois. À ce titre, l'année 2021, première année du mandat, constituera une année de profonds changements de l'organisation afin de mettre en adéquation les effectifs, les emplois et les compétences avec les objectifs du mandat.

Ces objectifs se déclinent en 5 axes majeurs :

- la concrétisation prioritaire de la transition écologique, afin de contribuer à la mise en œuvre de réponses structurelles et concrètes aux défis posés par le réchauffement climatique,
- une traduction spécifique de cet enjeu en matière de mobilités, par une réorientation majeure des politiques menées dans ce domaine, en faveur des transports en commun et des mobilités actives,
- une politique du vivre ensemble ambitieuse, par une vigilance et un soutien accrus aux publics les plus fragiles, et le développement de politiques sociales plus attentives à la préservation de la dignité de chacun,
- la poursuite d'un développement économique soutenable et plus sobre, privilégiant les acteurs de proximité,
- un urbanisme maîtrisé et durable et une politique du logement dont les premières préoccupations doivent être de promouvoir l'accès à un logement décent et l'amélioration de la qualité de vie de l'habitant, notamment par le retour de la nature en ville.

Pour ce faire, la réorganisation des services présentée au comité technique le 18 novembre 2020, propose une nouvelle gouvernance pour réorienter l'action des différentes délégations. Elle traduit l'adaptation de l'administration aux nouvelles priorités politiques ainsi fixées. Cette allocation des ressources humaines doit se construire avec une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, pour déterminer les nouveaux besoins, les redéploiements à effectuer et en conséquence, les formations à mettre en place.

La construction de cette gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, projet phare de la nouvelle feuille de route RH, se construira sur l'année 2021 avec une déclinaison pluriannuelle. Les créations et transformations de postes présentées, ci-après, traduisent la mise en œuvre de nouveaux projets dès 2021.

Néanmoins, par le jeu des mouvements de personnels (arrivées et départs) des redéploiements et réorientation d'emplois ont, d'ores et déjà, permis de couvrir pour partie les postes nécessaires à la réalisation des objectifs du mandat dans la logique de gestion prévisionnelle explicitée plus haut.

I - Créations d'emplois permanents dédiés à des besoins nouveaux

Au-delà des redéploiements proposés par les différents périmètres et afin d'assurer l'ensemble des missions affichées pour ce mandat, des créations d'emplois permanents sont nécessaires dès 2021.

1° - Habitat

a) - Délégation aide à la pierre

La compétence "aides à la pierre" recouvre différents dispositifs d'aides favorisant la production de logements locatifs sociaux et l'amélioration de logements privés destinés à des occupants aux revenus modestes. L'État déléguait jusqu'à présent cette compétence et mettait à disposition gracieuse ses services pour assurer l'instruction technique des dossiers. À compter de 2021 et du renouvellement de la convention de la délégation, l'État mettra fin à la mise à disposition gracieuses de ses services et la Métropole devra donc assurer en régie l'instruction des dossiers de demandes d'aides à la pierre sans transfert de postes de l'État.

Pour assurer cette déclinaison opérationnelle validée en comité technique du 10 décembre 2020, il est proposé au Conseil, les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés,
- 4 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

b) - Brigade logement

La création d'une brigade logement, enjeu fort du mandat, a pour vocation d'intervenir sur 3 sujets prioritaires : la lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil, le respect de l'encadrement des loyers, le respect du règlement concernant les meublés de tourisme.

La Métropole devant assurer la sécurité des immeubles et logements et de leurs occupants dans l'ensemble du territoire métropolitain, l'unité assurant le traitement et le suivi des procédures péril/sécurité nécessite aujourd'hui d'être renforcée.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés,
- 2 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs,
- un emploi de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

c) - Logement d'Abord

La Métropole souhaite poursuivre et amplifier la démarche Logement d'Abord initiée en 2018 et pour laquelle elle perçoit une contribution financière à hauteur de 900 000 €, par an, depuis 2018 dans le cadre du plan quinquennal Logement d'Abord.

Il est proposé au Conseil la création suivante au budget principal :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

2° - Environnement, énergie, agriculture, eau et déchets

a) - Régie publique de l'eau

Fragile, l'eau est un bien commun qui doit être protégé. C'est pourquoi le retour de l'eau potable dans le giron public, avec la mise en place d'une régie, à l'issue de l'actuelle délégation de service public (DSP), est un enjeu fort de ce mandat.

Le Conseil de la Métropole a ainsi adopté le 14 décembre 2020 le principe d'une régie publique de l'eau au 1^{er} janvier 2023.

Pour accompagner cette transition, il est proposé au Conseil la création suivante au budget annexe des eaux :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Cet emploi est financé au budget annexe des eaux.

b) - Transition et filières énergétiques durables

Depuis 2015, la Métropole est compétente pour la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains. Le territoire compte 8 réseaux dont 6 gérés par la Métropole en DSP. Depuis le 1^{er} septembre 2020, l'ensemble de ces réseaux sont gérés par la Métropole.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante au budget principal :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Cet emploi est financé au budget principal.

c) - Agriculture et alimentation

La Métropole a adopté, par délibération du Conseil n°2019-3625 du 24 juin 2019, la stratégie alimentaire métropolitaine élaborée en 2018 par les acteurs de l'alimentation du territoire. Elle s'inscrit dans les objectifs d'une stratégie territoriale plus résiliente. La méthode de co-construction de sa déclinaison opérationnelle, adoptée par le Conseil de la Métropole devrait permettre d'aboutir à un projet alimentaire finalisé d'ici 2021.

De plus, la Métropole doit poursuivre les actions initiées dans le domaine de l'agriculture tout en préparant le lancement d'actions inscrites dans la feuille de route des élus (création d'outils de transformation, création d'une régie agricole, développement de l'agriculture biologique, etc.).

Afin de mener ces projets, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 2 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Ces emplois sont financés au budget principal. Sur ces 2 emplois, un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs correspond à une régularisation d'une situation individuelle et n'impacte pas financièrement le budget principal.

d) - Végétalisation

Ces 10 dernières années, le patrimoine géré a augmenté d'un tiers. Il est passé de 75 000 à 100 000 arbres. Le rythme des plantations s'est accéléré. En 2020, le service a planté plus de 2 fois plus d'arbres qu'en 2018. Le plan Canopée engendre également une augmentation du nombre d'arbres plantés et donc une augmentation du patrimoine à entretenir.

Afin de permettre une parfaite gestion de ce "patrimoine végétal", il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 2 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens,
- 4 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des agents de maîtrise.

Ces emplois sont financés au budget principal.

3° - Santé, social, éducation, culture, sports, vie associative

a) - Educateurs de rue

La Métropole est engagée dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. En 3 ans, 11 actions permettront d'agir concrètement sur 4 thèmes majeurs : la jeunesse, les services sociaux, la santé et l'insertion. L'objectif est d'accompagner les jeunes, multiplier les services sociaux pour les plus démunis, faciliter l'accès aux soins, développer l'insertion professionnelle et sociale.

Pour poursuivre toutes ces actions, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 6 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Ces emplois sont financés au budget principal.

b) - Accompagnement des mineurs non accompagnés (MNA)

Actuellement, le suivi des ex-MNA devenus majeurs est transféré à la majorité du jeune de la Mission d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés étrangers (MEOMIE) vers les Maisons de la Métropole (MDM) de résidences des bénéficiaires. Ces transferts de jeunes à suivre nécessitent de la part des MDM des demandes de renforts en effectifs importants. Il ressort de cette situation une inégalité de traitement selon les territoires et une pression sur les équipes des MDM.

De plus, le volume des équipes dédiées à l'accompagnement des MNA doit être revu afin de correspondre à l'augmentation des dossiers de mineurs isolés pris en charge par la collectivité.

Pour répondre à ce besoin, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 4 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des assistants sociaux-éducatifs,
- 2 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

c) - Prestations personnes handicapées (PCH)

Depuis la création de la Métropole, la cellule PCH s'avère sous-dimensionnée au regard des demandes de prestations handicap à instruire toujours plus nombreuses et complexes.

Pour garantir un bon niveau de service aux usagers, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Cet emploi est financé au budget principal.

d) - Observatoire de la direction de la prévention et de protection de l'enfance (DPPE)

L'objectif de cet observatoire est d'assurer une coordination des données métropolitaine de protection de l'enfance, d'assurer le lien avec l'Observatoire national de protection de l'enfance (ONPE) en alimentant des données nécessaires à l'évaluation de cette politique publique. Tous les grands départements ont déjà mis en place cet observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE), seule la Métropole pour le moment n'a pas rempli cette obligation contenue dans la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant.

Pour remplir cette obligation réglementaire, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs.

Cet emploi est financé au budget principal.

e) - Mission éducation et alimentation dans les collèges

La Métropole souhaite s'engager sur la mise en place d'une nouvelle politique de restauration dans les collèges, favorisant les productions locales, mais également le bio. Par ailleurs, un travail autour des politiques éducatives est également à structurer.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Cet emploi est financé au budget principal.

f) - Développement du numérique à vocation éducative

Première priorité du mandat en matière de développement numérique, le numérique éducatif a pour objet à la fois l'équipement des collèges et le développement de nouvelles offres pour les collégiens comme pour les enseignants. Notamment, de nouvelles évolutions du site *laclasse.com*, outil numérique particulièrement utilisé lors du 1^{er} confinement, sont envisagées pour répondre aux nouveaux besoins en matière éducative.

Pour mettre en œuvre ce projet et intervenir dans l'ensemble des collèges de la Métropole, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs,
- 2 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens.

Ces emplois sont financés au budget principal.

g) - Remise à niveau des effectifs MDM

Afin de maintenir un niveau de service normal aux usagers et pour tenir compte de l'augmentation des demandes de prestations, les effectifs des MDM doivent être renforcés durablement. Une évaluation des besoins a ainsi été conduite en tenant compte des indicateurs d'activités, croisés avec la projection de l'augmentation de l'activité.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 7 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs,
- 13 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

4° - Déplacements et mobilités actives, intermodali tés, voirie**a) - Accompagnement des lignes fortes du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et pilotage des opérations visant à améliorer la performance des lignes de transports en commun existantes (corridors bus)**

La programmation des chantiers et projets communiquée par le SYTRAL à la Métropole fin octobre est d'une ampleur exceptionnelle (rapport de 1 à 5 entre les travaux conduits sur les mandats 2015-2020 et le mandat 2021-2026).

Par ailleurs, le plan de mandat du SYTRAL 2020-2026 intègre des ambitions renouvelées pour le déploiement de 4 nouvelles lignes de tram (T6 nord, T8 Gerland-Saint Priest et A8, Bellecour-Part Dieu-La Doua-Vaulx en Velin, A4). Sur ses compétences, la Métropole accompagne le SYTRAL pour la réalisation de ces nouvelles lignes.

Il s'agit donc, d'une part, de conduire les travaux de déviation sur les réseaux et ouvrages d'eau potable et d'assainissement impactés par les travaux du SYTRAL pour étendre le réseau et, d'autre part, d'accompagner et de porter les projets de corridors bus du SYTRAL.

Pour cela, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs au budget principal,
- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs au budget annexe des eaux,
- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs au budget annexe de l'assainissement.

Un emploi est financé en partie par les recettes de fonctionnement du SYTRAL et au budget principal. Les 2 autres emplois sont financés au budget annexe des eaux et au budget annexe de l'assainissement.

b) - Zones à faibles émissions mobilités (ZFEm)

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la qualité de l'air, la Métropole a mis en place une ZFEm, opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2020. Il est aujourd'hui nécessaire de consolider et de renforcer sa mise en place en coordonnant l'ensemble des acteurs et actions nécessaires, mais aussi de piloter son évolution au regard des nouvelles ambitions.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Cet emploi est financé au budget principal.

c) - Réseau Express Vélo

La Métropole souhaite démultiplier durablement les déplacements à vélo par la mise en place d'un réseau sécurisé de pistes cyclables connectées entre elles.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Cet emploi est financé au budget principal.

5°- Développement économique, emploi, universités et recherche, tourisme, SI

a) - Revenu de solidarité jeunes

Le contexte économique accroît la précarité des jeunes de 18 à 30 ans sur notre territoire. Pour contribuer à lutter contre ce phénomène de précarisation grandissante, la Métropole souhaite mettre en place un dispositif spécifique, le Revenu de solidarité jeunes, constitué d'une aide financière pérenne et d'un accompagnement social et professionnel.

Elle s'engage aussi sur la sécurisation des parcours entre 18 et 30 ans et la prise en compte des 16-18 ans en rupture familiale.

Pour permettre la mise en œuvre de cette mesure nouvelle, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés,
- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

b) - Économie sociale et solidaire

La Métropole souhaite favoriser un modèle de développement plus vertueux et accompagner les grandes transformations économiques et sociales rendues nécessaires par le défi environnemental. Pour cela, elle souhaite notamment promouvoir l'économie sociale et solidaire et les nouvelles formes d'entreprendre sur son territoire afin d'accélérer la transformation du tissu économique vers des modèles plus solidaires et durables.

Il s'agit donc de renforcer la mission actuelle, composée d'un seul agent, par la création d'un poste de chef de projet transverse à toutes les thématiques d'action de la Métropole, dans l'objectif de dynamiser la transition de notre territoire vers ce nouveau modèle économique.

Il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Cet emploi est financé au budget principal.

c) - Inclusion et lutte contre la fracture numérique

Le numérique et ses usages constituent un levier puissant pour aider les usagers dans leurs interactions avec les administrations publiques et faciliter leur accès aux services d'intérêt général (Métropole et autres services publics). Mal maîtrisés ou inaccessibles, ils deviennent un facteur tout aussi puissant d'exclusion, et un véritable frein aux nécessaires changements de comportements dont s'accompagne la transition environnementale.

Face à ce constat, la Métropole souhaite développer son action dans le domaine de l'inclusion numérique à destination des habitants de son territoire et usagers de ses services.

Pour ce faire, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 3 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

d) - Remise à niveau de l'équipement informatique et accompagnement à la transition vers les logiciels libres

De manière complémentaire à l'action à engager à destination des usagers, la Métropole doit faire face à de nombreux chantiers de modernisation de son administration.

La crise sanitaire et ses conséquences (confinements total ou partiel) ont mis en exergue la nécessité de rénover le parc informatique, de déployer des équipements complémentaires, notamment pour soutenir le développement du télétravail, mais également de moderniser les systèmes d'information existants (infrastructures et applicatifs métiers) pour mieux répondre aux besoins des différentes politiques publiques et particulièrement aux enjeux de dématérialisation et de gestion de l'information.

Dans ce cadre, les priorités suivantes ont été définies et retenues par l'administration :

- la gestion de l'obsolescence des systèmes et équipements et particulièrement celle du parc applicatif,
- la poursuite et l'amplification de la dématérialisation des flux documentaires,
- l'évolution de l'environnement numérique de travail des agents et l'aménagement des salles de réunion pour s'adapter aux différents usages du télétravail (dont visio-conférence),
- la révision de la politique d'équipement pour intégrer les nouveaux besoins liés à la mobilité des agents de terrain et accompagner le déploiement du télétravail,
- le raccordement de nos sites au très haut débit et le déploiement du wifi,
- la sécurité et la sécurisation du système d'information,
- la prise en compte de l'impact environnemental du numérique.

Pour répondre aux besoins informatiques et de modernisation de l'administration, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 6 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

6° - Territorialisation, relation à l'usager, participation citoyenne

Dans le cadre de l'évolution de la gouvernance de la Métropole, avec un nouveau Pacte territorial, la Métropole doit pouvoir mieux structurer ses services sur le territoire, en posant une responsabilité unique sur les différents services territorialisés. Ainsi, un projet organisationnel autour de l'organisation de services sur les 11 territoires doit être mené et piloté.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 2 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs en chef,
- 2 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des administrateurs,
- 3 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs,
- 5 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

La Métropole entend renouveler et développer la participation citoyenne dans tous ses projets.

Pour porter les nouveaux objectifs et nouvelles politiques publiques que l'exécutif souhaite ouvrir plus largement à la participation citoyenne, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

L'accompagnement des habitants dans leurs démarches administratives dématérialisées doit être posé dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique sur certains territoires. Le centre de contacts étant extrêmement sollicité, l'équipe n'est plus aujourd'hui en mesure de traiter l'ensemble des demandes dans un délai raisonnable et fait très souvent appel à des renforts pour assurer cette charge constante.

Il est donc proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

7° - Administration, patrimoine, moyens généraux, et ressources

a) - Égalité femmes/hommes

La direction des ressources humaines (DRH) de la Métropole porte la politique égalité femmes/hommes y compris sur le volet des politiques publiques. Jusqu'alors, la DRH n'œuvrait que sur le volet interne. Un poste supplémentaire est nécessaire à la coordination du volet externe.

Il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Cet emploi est financé au budget principal.

b) - Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences (GPEEC)

La mise en place d'une démarche de GPEEC vise l'optimisation des ressources humaines. En effet, cette démarche accompagne les mutations de la collectivité et les parcours professionnels, dans un souci d'adéquation entre les besoins et les ressources humaines.

Il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Cet emploi est financé au budget principal.

c) - Accompagnement des reconversions professionnelles

Dans le cadre du maintien à l'emploi, la fonction RH doit accompagner des agents dans des parcours de reconversion professionnels parfois lourds, avec des immersions dans des services. Ces agents doivent néanmoins souvent être remplacés sur leur poste. Afin de pouvoir les repositionner dans d'autres services, le temps de leur accompagnement professionnel, il est opportun de renforcer les dispositifs RH existants d'équipes pépinières et d'emplois temporaires de reconversion.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 2 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des attachés,
- 5 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

d) - Gestion et maintenance du patrimoine métropolitain

L'Exécutif a confirmé sa volonté d'accroître substantiellement (+ 65 %) le rythme des acquisitions foncières et immobilières pour satisfaire les enjeux des nouvelles politiques publiques concernant le logement social, l'économie sociale et solidaire, le développement culturel, la protection de la biodiversité et l'agriculture biologique. Il s'ensuit la nécessité de gérer des biens supplémentaires sur le plan locatif en organisant leur mise à disposition par voie de convention ou bail, notamment dans le cadre de l'urbanisme transitoire.

Pour répondre à cette mission, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs,
- 2 emplois de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens,
- un emploi de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints techniques,
- 2 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

e) - Epicentre et gestion de crise

Au vu des nouvelles injonctions liées à la crise sanitaire - pandémie mondiale, il est nécessaire de renforcer les moyens humains à Epicentre pour permettre la gestion de points de livraison supplémentaires, la

livraison de nouveaux matériels (masques, solutions hydro alcooliques, aménagements, etc.). Par ailleurs, la gestion de la crise actuelle a posé la nécessité de renforcer la mission sûreté et gestion de crise pour permettre à la collectivité de structurer des plans de continuité d'activité mais également de travailler sur l'anticipation des crises et la capacité des services à y répondre.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs,
- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens,
- 2 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Ces emplois sont financés au budget principal.

f) - Sécurisation des procédures internes

Depuis la création de la Métropole, la collectivité ne s'est pas dotée d'un service de contrôle interne, susceptible de permettre à la direction générale de piloter, en toute connaissance de cause, les différents risques qui accompagnent la mise en œuvre des compétences métropolitaines.

Un tel service ou plutôt mission au regard du caractère très transversal de ses préoccupations, est à constituer progressivement sur la base d'un profil type auditeur (senior + juniors), susceptible d'accompagner l'élaboration d'une cartographie des risques puis d'apprécier la capacité des principaux processus en cause à les couvrir, les maîtriser ou les transférer.

Il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- 2 emplois de catégorie A du cadre d'emplois des administrateurs.

Les modalités de gouvernance de la collectivité ont évolué, redonnant une place plus conséquente à la Commission permanente qui est réunie en parallèle de chaque Conseil de la Métropole.

Afin de permettre la gestion et le suivi des décisions de cette instance, il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs.

Ces emplois sont financés au budget principal.

g) - Suivi du Comité d'investissement

Le suivi de la programmation pluriannuelle des investissements et du plan de mandat, d'un point de vue financier, mais également à l'échelle des territoires doit être renforcé.

Il est proposé au Conseil la création suivante :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés.

Cet emploi est financé au budget principal.

8° - Urbanisme

Règlement local de publicité (RLP)

Première élaboration du RLP : nouvelle compétence pour élaborer un document sur l'ensemble du territoire métropolitain. L'entrée dans la phase de procédure (arrêt de projet/enquête publique/approbation) demande un travail important avec les 59 communes qui ne peut pas être pris en charge par les 2 cadres A affectés à la mission élaboration du RLP.

À partir de 2022, ce poste sera affecté à la mission du Conseil de la Métropole au service des communes pour la mise en œuvre du RLP, les communes gardant le pouvoir de police : instruction, contrôle, sanction. Comme pour l'application du plan local de l'urbanisme et de l'habitat (PLU-H), la Métropole devra assurer une mission d'assistance et pourra décider de se doter d'une mission de conseil qualité pour l'insertion architecturale et paysagère des dispositifs d'enseignes et de publicité.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante au budget principal :

- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens.

Cet emploi est financé au budget principal.

II - Créations d'emplois permanents dédiés à des régularisations de situations individuelles

Pour permettre la pérennisation de 4 agents actuellement en poste à la Métropole au sein de la délégation solidarités, habitat et éducation, il est proposé au Conseil les créations suivantes :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs hospitaliers,
- 3 emplois de catégorie C du cadre d'emplois des agents d'entretiens qualifiés hospitaliers.

Ces emplois sont financés au budget principal.

Synthèse des créations d'emplois permanents (voir détail en annexe n°1) :

Nombre d'emplois permanents à créer	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
budget principal	61	20	33
budget annexe de l'assainissement	1		
budget annexe des eaux	2		

III - Créations d'emplois non permanents liés à un projet

1°- Environnement, énergie, agriculture, eau et déchets - projet *Lyon living lab energy*

En septembre 2019, la Métropole, en partenariat avec Saint Etienne Métropole, a été sélectionnée parmi les lauréats de l'appel à projets "Territoires d'innovation de grande ambition" (TIGA), lancé par le gouvernement. Aux côtés de 30 partenaires publics et privés, les 2 Métropoles ont présenté un projet axé sur l'industrie intégrée et (re)connectée à son territoire et à ses habitants.

Parmi les 17 projets présentés dans le plan d'actions des 2 Métropoles, le projet *Lyon living lab énergie* vise à mettre en place une plateforme de données et services pour la transition énergétique. En tant qu'autorité organisatrice de l'énergie et garante de l'intérêt général, la Métropole s'emploie à lever les freins à l'accès aux données énergétiques issues des compteurs communicants (Linky, Gazpar Téléo, etc.) et à faciliter leur appropriation par tous les acteurs du territoire, pour des usages qui visent à faciliter et à accélérer la transition énergétique territoriale.

Pour assurer cette mission, il est proposé au Conseil la création suivante au budget principal :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des ingénieurs.

Le financement de cet emploi est assuré à 50% par l'État dans le cadre du projet TIGA (action 8).

2°- Expérimentation du Service public de l'insertion

La Métropole a été retenue, avec 13 autres territoires au niveau national, dans le cadre d'un appel à projets de l'État pour expérimenter le nouveau Service Public de l'Insertion. Cet appel à projets s'inscrit dans la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté portée par l'État, pour laquelle la Métropole a déjà été désignée comme territoire test.

Sur une période-test de 24 à 36 mois, l'objectif est de réunir tous les acteurs de l'insertion au sein d'une plateforme unique pour les demandeurs d'emploi et les entreprises afin de rendre plus efficace l'accompagnement et l'insertion des chômeurs de longue durée, des bénéficiaires du RSA et des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle.

La Métropole est l'organisme pivot de cette plateforme unique, réunissant l'ensemble des acteurs de l'insertion, qui a vocation à être déployée par étape sur le territoire métropolitain. Ce dispositif universel offrira un diagnostic des besoins de la personne, l'orientera vers les services adaptés et construira avec elle un parcours personnalisé vers l'emploi et l'autonomie en lien étroit avec le monde économique et ses besoins.

Cette expérimentation doit permettre la rénovation de notre modèle d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi, sans distinction de statut ni d'âge.

Pour conduire les actions liées à cette expérimentation, il est proposé au Conseil les créations suivantes au budget principal :

- un emploi de catégorie A du cadre d'emplois des attachés,
- un emploi de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs.

Le financement de ces emplois est assuré par des financements de l'État au titre du plan pauvreté.

IV - Créations d'emplois non permanents liés à un accroissement temporaire d'activité

Pour permettre des recrutements liés à un accroissement temporaire d'activité, il est proposé au Conseil de procéder aux créations suivantes sur les budgets annexes :

Nombre d'emplois non permanents à créer	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	0	0	5
budget annexe de l'assainissement	3	3	2
budget annexe des eaux	2	0	0

V - Transformations d'emplois permanents

1° - Transformation d'emploi par suppression d'emploi au budget principal et création d'emploi au budget annexe des eaux - Coordonnateur de projet "création régie publique de l'eau"

Il est proposé au Conseil de procéder à la transformation de l'emploi suivant, selon le détail mentionné en annexe n°3a.

catégorie de l'emploi supprimé au budget principal	1 A	catégorie de l'emploi créé au budget annexe des eaux	1 A
--	-----	--	-----

2° - Transformations d'emplois pour mise en adéquation des missions et des grades

Afin de mettre en adéquation les missions et les grades de référence de certains emplois, il est proposé au Conseil de procéder à la transformation d'emplois existants, selon le détail mentionné en annexe n°3b.

Il en résulte, comparativement, l'état suivant :

catégorie de l'emploi supprimé au budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	1 C	catégorie de l'emploi créé au budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	1 C
catégories des emplois supprimés au budget annexe assainissement	1B 2C	catégories des emplois créés au budget annexe assainissement	1A 2C
catégories des emplois supprimés au budget principal	35 A 6 B 15 C	catégories des emplois créés au budget principal	40 A 2 B 14 C

3° - Transformations d'emplois non permanents pour permettre de faire face à des accroissements temporaires d'activités

Afin d'être en adéquation avec les demandes de recrutements liés à des besoins temporaires, il est proposé au Conseil de procéder à la transformation d'emplois non permanents, selon le détail mentionné en annexe n°4.

Il en résulte, comparativement, l'état suivant :

catégories des emplois supprimés au budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	1 A	catégories des emplois créés au budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	1 C
	1 B		1 C
catégories des emplois supprimés au budget principal	1 A	catégories des emplois créés au budget principal	1 A

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - la création des emplois dans les grades de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière dont le détail figure en annexes n°1 et 2,

b) - la transformation d'emplois de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière dont le détail figure en annexes n°3 et 4.

2° - La dépense de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire :

- au budget principal - exercices 2020 et suivants - chapitre 012 - opération n°0P28O2401,
- au budget annexe des eaux - exercices 2020 et suivants - chapitre 012 - opération n°1P28O2401,
- au budget annexe de l'assainissement - exercices 2020 et suivants - chapitre 012 - opération n°2P28 O2401,
- au budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés - exercices 2020 et suivants - chapitre 012 - opération n°6P28O240.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

**Direction des ressources humaines
Pilotage et Partenariat RH**

Annexe n°1 : Créations d'emplois permanents

Budget	Catégorie	Cadres d'emplois	Nombre d'emplois créés
Budget principal	61 Emplois de catégorie A	Administrateur	4
		Ingénieur	20
		Ingénieur en chef	2
		Attaché	23
		Assistant socio-éducatif	11
		Assistant socio-éducatif hospitalier	1
	20 Emplois de catégorie B	Technicien	8
		Rédacteur	10
		Moniteur-éducateur	2
	33 Emplois de catégorie C	Agent de maîtrise	4
		Adjoint administratif	23
		Agent d'entretien qualifié hospitalier	3
		Adjoint technique	3
Budget annexe assainissement	1 Emploi de catégorie A	Ingénieur	1
Budget annexe des eaux	2 Emplois de catégorie A	Ingénieur	2

Annexe n°2 : Créations d'emplois non permanents

Budget	Catégorie	Cadres d'emplois	Nombre d'emplois créés
Budget principal	2 Emplois de catégorie A	Ingénieur	1
		Attaché	1
	1 Emploi de catégorie B	Rédacteur	1
Budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	5 Emplois de catégorie C	Adjoint technique	5
Budget annexe assainissement	3 Emplois de catégorie A	Ingénieur	1
		Attaché	2
	3 Emplois de catégorie B	Technicien	3
	2 Emplois de catégorie C	Adjoint technique	1
		Agent de maîtrise	1
Budget annexe des eaux	2 Emplois de catégorie A	Ingénieur	2

Annexe n°3 : Transformations d'emplois permanents**Annexe n°3a : Transformation d'emploi par suppression d'emploi au budget principal et création d'emploi au budget annexe des eaux**

Catégories d'emplois	Cadres d'emplois	N° d'emplois
1 Emploi de catégorie A	Emploi du cadre d'emplois des ingénieurs en chef	94530008

Annexe n°3b : Transformations d'emplois pour mise en adéquation des missions et des grades**Budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés**

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Adjoint technique	Adjoint administratif	94531209

Budget annexe assainissement

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Adjoint technique	Agent de maîtrise	94510288
Adjoint technique	Agent de maîtrise	94510140
Technicien territorial	Ingénieur territorial	94510037A3

**Direction des ressources humaines
Pilotage et Partenariat RH**

Annexe n°3 : Transformations d'emplois permanents

Annexe n°3b : Transformations d'emplois pour mise en adéquation des missions et des grades (suite)

Budget principal

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Adjoint administratif	Adjoint technique	94531003
Adjoint technique des établissements d'enseignement	Adjoint technique	15812593
Adjoint technique	Adjoint administratif	94531739
Agent de maîtrise	Adjoint administratif	15812005
Adjoint technique	Agent d'entretien qualifié hospitalier	15850365
Conducteur ambulancier hospitalier	Agent entretien qualifié hospitalier	15820971
Aide-soignant hospitalier	Agent entretien qualifié hospitalier	15820755
Adjoint technique	Agent de maîtrise	15811458
Adjoint technique	Agent de maîtrise	15850140
Adjoint administratif	Agent de maîtrise	15850388
Adjoint administratif	Agent de maîtrise	15850197
Adjoint technique	Aide-soignant hospitalier	94520260
Adjoint administratif	Rédacteur	15840315
Adjoint administratif	Rédacteur	15850169
Adjoint du patrimoine	Assistant de conservation du patrimoine	15840121
Attaché	Administrateur	15850354
Administrateur	Attaché	02110028
Ingénieur	Attaché	01200168
Ingénieur	Attaché	94200016
Ingénieur	Attaché	94600049
Ingénieur	Attaché	01200168
Ingénieur	Attaché	94600039
Ingénieur	Attaché	99180005

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Conseiller socio-éducatif	Attaché	15850545
Rédacteur	Attaché	15820189
Rédacteur	Attaché	15820191
Rédacteur	Attaché	15820193
Technicien	Ingénieur	15850289
Adjoint des cadres hospitalier	Attaché d'administration hospitalière	15811572
Adjoint administratif	Ingénieur	05170053
Attaché	Ingénieur	15820032
Cadre de santé paramédical	Puéricultrice	15810381
Médecin	Puéricultrice	15812515
Médecin	Puéricultrice	15820433
Médecin	Cadre de santé paramédical	15810264
Médecin	Cadre de santé paramédical	15811374
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130011
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130012
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130013
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130014
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130015
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130016
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130017
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	20130018
Éducateur de jeunes enfants	Assistant socio-éducatif	15850625
Attaché	Assistant socio-éducatif	15811464
Attaché	Assistant socio-éducatif	15850633
Puéricultrice	Assistant socio-éducatif	15810933
Cadre de santé paramédical	Assistant socio-éducatif	15820286
Conseiller socio-éducatif	Assistant socio-éducatif	15811204
Infirmier en soins généraux	Assistant socio-éducatif	15850601

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Médecin	Assistant socio-éducatif	15812302
Médecin	Psychologue	15811816
Conseiller socio-éducatif	Psychologue	15820301
Conseiller socio-éducatif	Infirmier en soins généraux	15811593
Conseiller socio-éducatif	Infirmier en soins généraux	15811351
Rédacteur	Adjoint administratif	15850554
Rédacteur	Adjoint administratif	15811597

Annexe n°4 : Transformations d'emplois non permanents**Budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés**

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Attaché	Agent de maîtrise	15850511
Rédacteur	Adjoint administratif	07200196

Budget principal

Cadre d'emplois actuel	Nouveau cadre d'emplois	N° d'emplois
Conseiller socio-éducatif	Psychologue	15812584

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0400**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Droit aux congés applicable aux salariés de droit privé**

service : Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction administration et développement RH

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans un souci d'harmonisation et d'équité de traitement entre les agents de droit public et les agents de droit privé, il est proposé d'accorder les mêmes droits en terme de congés que les agents publics aux agents de droit privé dans la mesure où ces dispositions sont plus favorables.

Les salariés de droit privé sont les apprentis, les doctorants recrutés dans le cadre d'une convention industrielle et de formation par la recherche et les salariés en contrat aidé.

Compte tenu de leurs spécificités, leur temps de travail et les modalités qui s'y rapportent ne sont pas modifiés.

En revanche, ils pourront bénéficier du même droit aux congés ainsi que des autorisations d'absence prévues dans le guide du temps de travail et des absences.

À compter du 1^{er} janvier 2021, ils bénéficieront ainsi de l'accès au progiciel de gestion des congés TEMPRO.

Un guide plus précis est joint au dossier. Il contient également les règles applicables aux stagiaires école accueillis dans les services de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

Approuve que les salariés en contrat de droit privé bénéficient du même droit aux congés ainsi que des mêmes autorisations d'absence que les agents de droit public.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0401**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Mise à disposition de personnel auprès de l'association la Gourguillonnaise**

service : Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction administration et développement RH

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'association la Gourguillonnaise a pour but de promouvoir et de développer toutes les formes d'activités culturelles et de loisirs à destination des personnels de la Métropole de Lyon et de la Ville de Lyon, mais elle accueille aussi des adhérents extérieurs aux collectivités.

L'association est organisée en 7 sections actives : danse, informatique, arts de la rue, musique, photo, théâtre, arts et décoration.

Sur les 261 adhérents inscrits aux activités des sections, seulement 65 sont des ayants-droits de la Métropole (agents actifs ou retraités, ou membres de leur famille), soit 25 %. Les ayants-droits de la Ville de Lyon représentent 11 % (30 adhérents) et les extérieurs 64 % (166 adhérents). Petit à petit, cette association du personnel est devenue une association de quartier du 7^{ème} arrondissement de Lyon.

Pour la saison 2020/2021, la Gourguillonnaise prévoit de poursuivre les différentes activités de ses sections, auprès du personnel des collectivités comme auprès des habitants de la Ville de Lyon. Elle souhaite devenir un lieu culturel au sens large et se rapproche d'autres associations pour des mutualisations.

Après une étude approfondie, la Métropole et la Ville de Lyon ont estimé que la Gourguillonnaise ne répondait plus aux attentes de la majorité du personnel des 2 collectivités. Il a donc été décidé de reconduire la subvention d'autonomie pour la seule période du 1^{er} janvier 2021 au 31 août 2021 (fin de la saison 2020/2021)

Par ailleurs, la Métropole apporte à la Gourguillonnaise des moyens en personnel métropolitain dans les conditions prévues par le décret n°2008-580 du 18 juin 2008. Les fonctionnaires sont placés sous l'autorité du Président de l'association qui est seul responsable du management et de l'organisation interne du service.

La Métropole versera aux agents la rémunération correspondante à leur grade.

La Gourguillonnaise remboursera à la Métropole, le montant total de la rémunération et des charges sociales avancées. Pour information, le montant prévisionnel 2021 est estimé à 59 000 €.

A l'issue de cette période, les 2 agents mis à disposition de la Gourguillonnaise ont vocation à réintégrer les services de la Métropole.

Il est proposé au Conseil d'approuver la convention de mise à disposition de ces agents auprès de la Gourguillonnaise pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 août 2021 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1°- Approuve le principe de la poursuite de la mise à disposition de personnel auprès de l'association la Gourguillonnaise, pour une période de 8 mois à compter du 1^{er} janvier 2021.

2°- Autorise monsieur le Président à signer la convention conclue entre la Métropole et la Gourguillonnaise qui en définit les modalités.

3°- La dépense de fonctionnement sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 012 - opération n°0P28O2401.

4°- Les recettes de fonctionnement correspondant au remboursement des salaires des agents seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 70 - opération n°0P28O2401.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0402**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Association la Gourguillonnaise - Attribution d'une subvention de fonctionnement pour la période janvier à août 2021 - Approbation de la convention 2021**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'association la Gourguillonnaise a été créée en 1975, avec pour but de promouvoir et de développer toutes les formes d'activités culturelles et de loisirs à destination des personnels de la Métropole de Lyon et de la Ville de Lyon. Cependant, elle accueille aussi des adhérents extérieurs aux collectivités, comme toute association culturelle de quartier.

Elle reçoit des aides financières et en nature de la Métropole et de la Ville. La Métropole lui met à disposition des locaux, à titre gratuit, ainsi que des agents à titre onéreux, et elle lui attribue une subvention dite d'autonomie destinée à compenser le coût de ce personnel. Ces subventions sont versées en année calendaire, même si le cycle de fonctionnement de l'association est en année scolaire.

Les locaux sont situés 343 rue Paul Bert à Lyon 3^e et 4 rue du Commandant Ayasse à Lyon 7^e. Ils font l'objet de conventions d'occupation temporaire. Concernant le personnel, il s'agit de 2 agents de catégorie C (un gestionnaire et un gardien).

Au fil des ans, le constat est que cette association du personnel est devenue une association de quartier du 7^{ème} arrondissement de Lyon car les adhésions des ayants-droit (agents actifs ou retraités ainsi que leur famille proche) des collectivités sont devenues minoritaires. Sur 451 adhérents en 2019/2020, la répartition est la suivante :

- 261 adhésions proviennent des inscriptions aux activités : 65 ayants-droit de la Métropole, 30 ayants-droits de la Ville et 166 invités (extérieurs aux 2 collectivités)

- 190 adhésions proviennent de divers partenariats avec d'autres associations (Compagnies de danse, de théâtre, association des retraités de la Ville et de la Métropole, etc.).

La Gourguillonnaise ne répondant plus aux attentes du personnel des 2 collectivités, la Métropole et la Ville ont rencontré ses représentants à plusieurs reprises pour qu'ils réfléchissent à un nouveau projet associatif. Ce nouveau projet a été présenté en octobre 2020 : il s'agit de mettre en place un lieu mutualisé dédié à la création artistique lyonnaise et métropolitaine.

La nouvelle orientation prise par la Gourguillonnaise ne permet pas de bénéficier des dispositifs culturels de soutien en fonctionnement existants à la Métropole. C'est pourquoi, il est proposé de poursuivre les mises à dispositions de moyens seulement jusqu'au 31 août 2021 puis de mettre fin à toutes les aides dès le 1^{er} septembre 2021. Les 2 agents seront réintégrés à la Métropole et une réflexion sur le devenir des locaux est menée en parallèle. Cependant, pour permettre à la Gourguillonnaise de rembourser le coût des agents de janvier à août 2021, une subvention d'autonomie est nécessaire à hauteur de 60 000 € (coût estimé des 2 agents sur 8 mois) car les moyens de l'association ne lui permettent pas d'assumer cette dépense. Concernant les locaux, la mise à disposition pour 8 mois est valorisée à 56 500 € mais elle est consentie à titre gratuit.

La mise à disposition des moyens en personnel métropolitain se poursuivra en 2021 pour 8 mois aux conditions prévues par le décret n°2008-580 du 18 juin 2018 et selon la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Les fonctionnaires sont placés sous l'autorité du Président de l'association, qui est seul responsable du management et de l'organisation interne du service. La Métropole verse aux agents la rémunération correspondant à leur grade. La Gourguillonnaise rembourse, à la Métropole, le montant total de la rémunération et des charges sociales avancées. L'approbation de la poursuite de la mise à disposition pour 8 mois est proposée par une délibération spécifique, à la même séance du Conseil de Métropole que pour le présent rapport.

La subvention d'autonomie 2021 sera versée en une seule fois, dès signature et notification de la convention 2021 présentée en pièce jointe. Elle fera l'objet d'un ajustement à la baisse au cours du dernier trimestre 2021 s'il s'avère que le coût réel constaté du personnel entre janvier et août 2021 est inférieur à 60 000 €, et un titre de recette sera alors émis à l'encontre de la Gourguillonnaise. Si la dépense réelle de l'association pour les 2 agents est supérieure à 60 000 €, la subvention d'autonomie ne sera pas ajustée à la hausse et l'organisme devra assumer la différence sur son budget propre ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - l'attribution à l'association la Gourguillonnaise d'une subvention d'autonomie 2021 de 60 000 €, pour participer au financement des mises à disposition de personnel, à titre onéreux, du 1^{er} janvier au 31 août 2021,

b) - la convention de financement 2021 à passer entre la Métropole et l'association la Gourguillonnaise définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2°- **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3°- **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 60 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 65 - opération n°0P28O4353.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0403**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Convention de partenariat avec l'Union des groupements d'achat public (UGAP) - Renouvellement pour une période de 4 ans**

service : Direction générale

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Les articles L 2113-2 et L 2113-4 du code de la commande publique définit, pour le 1^{er}, les modalités d'intervention des centrales d'achat et prévoit, pour le 2nd, que l'acheteur, lorsqu'il recourt à la centrale d'achat, est considéré comme ayant respecté ses obligations en matière de publicité et de mise en concurrence.

Le décret n°85-801 du 30 juillet 1985 modifié, notamment ses articles 1^{er}, 17 et 25 dispose, pour le 1^{er}, que l'UGAP "constitue une centrale d'achat au sens [du code de la commande publique]", pour le 2^{ème}, que "l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions [du code de la commande publique] applicables à l'Etat" et, pour le 3^{ème}, que "les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1^{er} peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement".

La Métropole de Lyon a recours, pour certains de ses achats, à l'UGAP.

II - Renouvellement de la convention

La convention, approuvée par délibération du Conseil n°2016-1638 du 12 décembre 2016 et conclue entre la Métropole et l'UGAP en date du 6 janvier 2017, arrive à échéance au terme d'une durée de 4 ans.

Il est donc proposé de la renouveler.

Les dispositions de la convention prévoient que la Métropole, ainsi que l'ensemble des communes et des pouvoirs adjudicateurs et/ou entités adjudicatrices que la Métropole et ses communes financent et/ou contrôlent, bénéficient des conditions tarifaires préférentielles s'ils le souhaitent. Les conditions tarifaires sont définies selon 5 univers cohérents de produits et de services : véhicules, mobilier/équipement général, services, médical, informatique et consommables.

Ces conditions tarifaires sont déterminées sur la base du volume total d'achat cumulé et estimé à partir des dépenses annuelles antérieures.

Au travers de cette convention, l'UGAP s'engage à effectuer annuellement auprès de l'ensemble des bénéficiaires un bilan des achats réalisés auprès de l'UGAP. Ce bilan portera sur l'exécution des commandes et des marchés au travers de cette convention, ainsi que sur les critères de performance économique et durable, en s'appuyant notamment sur une série d'indicateurs portant sur l'impact social et écologique des achats de la Métropole et du territoire.

La convention prévoit, en outre, un partenariat renforcé sur :

- la définition de nouveaux besoins à satisfaire,
- le développement des achats responsables par l'organisation d'ateliers de partage d'expérience et bonnes pratiques sur différentes thématiques,

- l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1°- **Approuve** la convention à passer entre la Métropole et l'UGAP.

2°- **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention et les documents y afférents.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0404**

commission principale : **finances, institutions, ressources et organisation territoriale**

commune (s) : **Francheville**

objet : **Garantie d'emprunt accordée au Foyer Notre-Dame des sans-abri (FNDSA) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le FNDSA envisage la restructuration du centre d'hébergement et de réinsertion sociale et la création de 9 logements supplémentaires situés 65 Grande rue à Francheville pour laquelle la garantie financière de la Métropole de Lyon est sollicitée.

Cette opération figure dans le tableau ci-dessous :

Opération	Adresse	Capital emprunté (en €)	Pourcentage garanti par la Métropole	Montant garanti par la Métropole (en €)
restructuration du centre d'hébergement et de réinsertion sociale	65 Grande rue à Francheville	107 000	85 %	90 950

La Métropole peut accorder sa garantie, pour les opérations de construction, de réhabilitation, d'acquisition ou de construction jusqu'à 85 % du capital emprunté pour les établissements relevant du secteur sanitaire et social.

La nature, le montant et la durée d'amortissement des emprunts garantis pour cette opération sont indiqués à l'article 2 de la présente délibération et dans le contrat de prêt en pièce jointe.

Le contrat de prêt devra être réalisé dans un délai de 2 ans, à compter de la date de délibération du Conseil de la Métropole de Lyon. Dans le cas contraire, la présente délibération de garantie serait nulle et non avenue ;

Vu la délibération n°2016-1466 du 19 septembre 2016 fixant les conditions d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

DELIBERE

1° - Accorde sa garantie à hauteur de 85 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 107 000 € souscrit par le FNDSA auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°115182.

La garantie est maintenue à tout autre contrat se substituant au contrat de prêt n°115182 sans modification des caractéristiques financières et de la durée du prêt, en cas de substitution du co-garant ou de transfert à un autre emprunteur.

Le prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer l'opération précitée.

Le contrat de prêt, objet de garantie, est mis en pièce jointe de la présente délibération.

2° - Approuve :

a) - les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt comme suit :

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)
enveloppe	-
identifiant de la ligne du prêt	5353651
montant de la ligne du prêt	107 000 €
commission d'instruction	0 €
durée de la période	annuelle
taux de période	0,3 %
taux effectif global (TEG) de la ligne du prêt	0,3 %
phase d'amortissement	
durée	40 ans
index	livret A
marge fixe sur index	- 0,2%
taux d'intérêt	0,3%
périodicité	annuelle
profil d'amortissement	échéance prioritaire (intérêts différés)
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle
modalités de révision	DL
taux de progressivité des échéances	0%
taux plancher de progressivité des échéances	0%
mode de calcul des intérêts	équivalent
base de calcul des intérêts	30 / 360

La présente garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Au cas où l'emprunteur pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande du prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions des articles L 2252-1 et L 3231-1 du code général des collectivités territoriales et notamment des derniers alinéas ainsi rédigés : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune ou un département porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

3°- Autorise monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer la convention de garantie entre la Métropole et l'emprunteur ainsi que toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente décision.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0405**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

commune (s) : Francheville

objet : **Garantie d'emprunt accordée au Foyer Notre-Dame des sans-abri (FNDSA) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le FNDSA envisage la création d'une pension de famille-résidence d'accueil de 9 logements au sein de son centre d'hébergement et de réinsertion sociale situés 65 Grande rue à Francheville pour laquelle la garantie financière de la Métropole de Lyon est sollicitée.

Cette opération figure dans le tableau ci-dessous :

Opération	Adresse	Capital emprunté (en €)	Pourcentage garanti par la Métropole	Montant garanti par la Métropole (en €)
création d'une pension de famille-résidence d'accueil de 9 logements	65 Grande rue à Francheville	292 000	85 %	248 200

La Métropole peut accorder sa garantie, pour les opérations de construction, de réhabilitation, d'acquisition ou de construction jusqu'à 85 % du capital emprunté pour les établissements relevant du secteur sanitaire et social.

La nature, le montant et la durée d'amortissement des emprunts garantis pour cette opération sont indiqués à l'article 2 de la présente décision et dans le contrat de prêt en pièce jointe.

Le contrat de prêt devra être réalisé dans un délai de 2 ans à compter de la date de délibération du Conseil de la Métropole de Lyon. Dans le cas contraire, la présente délibération de garantie serait nulle et non avenue ;

Vu la délibération n°2016-1466 du 19 septembre 2016 fixant les conditions d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1° - Accorde sa garantie à hauteur de 85 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 292 000 € souscrit par le FNDSA auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°115188.

La garantie est maintenue à tout autre contrat se substituant au contrat de prêt n°115188 sans modification des caractéristiques financières et de la durée du prêt, en cas de substitution du co-garant ou de transfert à un autre emprunteur.

Le prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer l'opération précitée.

Le contrat de prêt, objet de garantie, est mis en pièce jointe de la présente délibération.

2° - Approuve :

a) - les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt comme suit :

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)
enveloppe	-
identifiant de la ligne du prêt	5353624
montant de la ligne du prêt	292 000 €
commission d'instruction	0 €
durée de la période	annuelle
taux de période	0,3 %
taux effectif global (TEG) de la ligne du prêt	0,3 %
phase d'amortissement	
durée	40 ans
index	livret A
marge fixe sur index	- 0,2 %
taux d'intérêt	0,3 %
périodicité	annuelle
profil d'amortissement	échéance prioritaire (intérêts différés)
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle
modalités de révision	DL
taux de progressivité des échéances	0%
taux plancher de progressivité des échéances	0%
mode de calcul des intérêts	équivalent
base de calcul des intérêts	30 / 360

b) - la garantie aux conditions suivantes :

La présente garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Au cas où l'emprunteur pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande du prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions des articles L 2252-1 et L 3231-1 du code général des collectivités territoriales et notamment des derniers alinéas ainsi rédigés : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune ou un département porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

3° - Autorise monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer la convention de garantie entre la Métropole et l'emprunteur ainsi que toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021

Délibération n° 2021-0406

commission principale :	finances, institutions, ressources et organisation territoriale
commune (s) :	Francheville
objet :	Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Batigère Rhône-Alpes auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)
service :	Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Conseil, par délibération n°2020-0125 du 27 juillet 2020, a délégué une partie de ses attributions à la Commission permanente, à l'exception de celles visées aux articles L 3631-6, L 3312-1 à L 3312-3 et L 1612-12 à L 1612-15 et L 3633-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La SA HLM Batigère Rhône-Alpes envisage l'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 5 logements sis 10 rue de l'église à Francheville pour laquelle la garantie financière de la Métropole de Lyon est sollicitée.

Cette opération figure dans le tableau ci-dessous :

Opération	Adresse	Capital emprunté (en €)	Pourcentage garanti par la Métropole	Montant garanti par la Métropole (en €)
acquisition VEFA de 5 logements	10 rue de l'église à Francheville	713 293	85 %	606 300

La Métropole peut accorder sa garantie pour les opérations d'acquisition en VEFA, d'acquisition-amélioration ou de construction jusqu'à 85 % du capital emprunté pour les organismes de logement social non office public de l'habitat (OPH) métropolitain.

La nature, le montant et la durée d'amortissement des emprunts garantis pour cette opération sont indiqués à l'article 2 de la présente décision et dans le contrat de prêt en pièce jointe.

En contrepartie des garanties accordées, la Métropole de Lyon bénéficie d'un droit de réservation de 17 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie sont définis dans la convention de garantie établie entre la Métropole et Batigère Rhône-Alpes.

Dans le cas de réhabilitation, si la Métropole est déjà réservataire au titre du prêt principal, la réservation sera prorogée pour la durée comprise entre l'expiration du prêt principal et celle du prêt concernant les travaux de réhabilitation ;

Vu la délibération du Conseil n°2016-1466 du 19 septembre 2016 fixant les conditions d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale

DELIBERE

1° - Accorde sa garantie à hauteur de 85 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 713 293 € souscrit par Batigère Rhône-Alpes auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°115237.

La garantie est maintenue à tout autre contrat se substituant au contrat de prêt n°115237 sans modification des caractéristiques financières et de la durée du prêt, en cas de substitution du co-garant ou de transfert à un autre emprunteur.

Le prêt, constitué de 5 lignes, est destiné à financer une opération précitée.

Le contrat de prêt, objet de garantie, est mis en pièce jointe de la présente délibération.

2° - Approuve :

a) - les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt comme suit :

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)	PLAI foncier	Prêt locatif à usage social (PLUS)	PLUS foncier
enveloppe	-	-	-	-
identifiant de la ligne du prêt	5387110	5387111	5387108	5387109
montant de la ligne du prêt	144 163 €	79 199 €	256 884 €	170 047 €
commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
durée de la période	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
taux de période	0,3 %	0,85 %	1,1 %	0,85 %
taux effectif global (TEG) de la ligne du prêt	0,3 %	0,85 %	1,1 %	0,85 %
phase d'amortissement				
durée	40 ans	60 ans	40 ans	80 ans
index	livret A	livret A	livret A	livret A
marge fixe sur index	-0,2 %	0,35 %	0,6 %	0,35 %
taux d'intérêt	0,3 %	0,85 %	1,1 %	0,85 %
périodicité	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
profil d'amortissement	échéance prioritaire (intérêts différés)	échéance prioritaire (intérêts différés)	échéance prioritaire (intérêts différés)	échéance prioritaire (intérêts différés)

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)	PLAI foncier	Prêt locatif à usage social (PLUS)	PLUS foncier
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle	indemnité actuarielle	indemnité actuarielle	indemnité actuarielle
modalités de révision	DL	DL	DL	DL
taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
mode de calcul des intérêts	équivalent	équivalent	équivalent	équivalent
base de calcul des intérêts	30/360	30/360	30/360	30/360

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt Booster
enveloppe	taux fixe-soutien à la production
identifiant de la ligne du prêt	5387112
durée d'amortissement de la ligne du prêt	60 ans
montant de la ligne du prêt	63 000 €
commission d'instruction	0 €
pénalité de débit	indemnité actuarielle sur courbe OAT
durée de la période	annuelle
taux de période	0,9 %
TEG de la ligne du prêt	0,9 %
Phase d'amortissement 1	
durée du différé d'amortissement	240 mois
durée	20 ans
index	taux fixe
marge fixe sur index	-
taux d'intérêt	0,73 %
périodicité	annuelle
profil d'amortissement	amortissement prioritaire
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle sur courbe OAT
modalité de révision	sans objet
taux de progressivité de l'amortissement	0 %
mode de calcul des intérêts	équivalent
base de calcul des intérêts	30 / 360

Phase d'amortissement 2	
durée	40 ans
index	livret A
marge fixe sur index	0,6 %
taux d'intérêt	1,1 %
périodicité	annuelle
profil d'amortissement	amortissement prioritaire
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle sur courbe OAT
modalité de révision	SR
taux de progressivité de l'amortissement	0 %

Caractéristiques de la ligne du prêt	Prêt Booster
mode de calcul des intérêts	équivalent
base de calcul des intérêts	30/360

b) - la garantie aux conditions suivantes :

La présente garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Au cas où l'emprunteur pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande du prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions des articles L 2252-1 et L 3231-1 du CGCT et notamment des derniers alinéas ainsi rédigés : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune ou un département porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

3°- Autorise monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer la convention de garantie entre la Métropole et l'emprunteur ainsi que toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0407**

commission principale :	finances, institutions, ressources et organisation territoriale
commune (s) :	Villeurbanne
objet :	Garanties d'emprunts accordées à la Société française d'habitations économiques (SFHE) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)
service :	Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La SFHE envisage l'acquisition-amélioration de 4 logements sis 87-89 rue des Fontanières à Villeurbanne pour laquelle la garantie financière de la Métropole de Lyon est sollicitée.

Cette opération figure dans le tableau ci-dessous :

Opération	Adresse	Capital emprunté (en €)	Pourcentage garanti par la Métropole	Montant garanti par la Métropole (en €)
acquisition-amélioration de 4 logements	87-89 rue des Fontanières à Villeurbanne	380 000	85 %	323 000

La Métropole peut accorder sa garantie pour les opérations d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), d'acquisition-amélioration ou de construction jusqu'à 85 % du capital emprunté pour les organismes de logement social non office public de l'habitat (OPH) métropolitain. Les 15 % restants pourront être garantis par les communes du lieu d'implantation de l'opération, ouvrant alors droit à réservation de logements. La Ville de Villeurbanne est sollicitée sur ce dossier.

Le montant total du capital emprunté est de 380 000 €. Il est proposé de garantir par la présente délibération un montant total de 323 000 €.

La nature, le montant et la durée d'amortissement des emprunts sont indiqués pour ces opérations dans le tableau ci-dessous :

Prêteur	Type de prêt	Montant du prêt (en €)	Montant garanti (en €)	Durée (en années)
CDC	complément au prêt locatif social (CPLS)	160 000	136 000	40
CDC	prêt locatif social (PLS)	195 000	165 750	40
CDC	PLS foncier	25 000	21 250	60

Les prêts de la CDC sont indexés au livret A. Le taux appliqué sera le taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt assorti des points de base du produit.

La révisabilité des taux d'intérêt se fera à chaque échéance, en fonction du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ne puisse être inférieur à 0 %.

Le taux de progressivité sera actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A.

La révisibilité des taux de progressivité se fera à chaque échéance :

- en fonction de la variation du taux d'intérêt du livret A pour les prêts à double révisibilité normale,
- en fonction de la variation du taux du livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à zéro pour les prêts à double révisibilité limité.

En contrepartie des garanties accordées, la Métropole bénéficie d'un droit de réservation de 17 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme. Dans le cas où cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts de préfinancement feront l'objet d'une capitalisation, sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Le droit de réservation ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie sont définis dans la convention de garantie établie entre la Métropole et la SFHE.

Dans le cas de réhabilitation, si la Métropole est déjà réservataire au titre du prêt principal, la réservation sera prorogée pour la durée comprise entre l'expiration du prêt principal et celle du prêt concernant les travaux de réhabilitation.

Le contrat de prêt devra être réalisé dans un délai de 2 ans à compter de la date de la délibération du Conseil de la Métropole. Dans le cas contraire, la présente décision de garantie serait nulle et non avenue ;

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération n°2016-1466 du 19 septembre 2016 fixant les conditions d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

DELIBERE

1°- Accorde sa garantie à la SFHE et à tout autre organisme qui pourrait lui être substitué pour les emprunts qu'elle se propose de contracter auprès de la CDC aux taux et conditions applicables suivant la réglementation en vigueur.

Le montant total garanti est de 323 000 €, soit 85 % du montant emprunté. Au cas où la SFHE pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande du prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. La présente garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE dont elle ne serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Le paiement sera effectué selon les dispositions des articles L 2252-1 et L 3231-1 du code général des collectivités territoriales et notamment des derniers alinéas ainsi rédigés : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune ou un département porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

La Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

2° - Autorise monsieur le Président à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la SFHE et la CDC pour les opérations sus-indiquées et à signer les conventions à intervenir avec la SFHE pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts susvisés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SFHE.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Organisme prêteur à organismes emprunteurs	Emprunts demandés			Montant garanti (en €)	Nature de l'opération	Réservation Métropole de Lyon
	Montant (en €)	Taux de l'indice en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt	Durée			
Caisse des Dépôts et Consignations à SFHE	160 000	Livret A + 105 pdb Taux de progressivité de - 3 % à 0,5 % double révisabilité normale	40 ans échéances annuelles avec une période de préfinancement de 24 mois	136 000	acquisition-amélioration de 4 logements sis 87-89 rue des Fontanières à Villeurbanne – CPLS -	17 %
	195 000	Livret A + 105 pdb Taux de progressivité de - 3 % à 0,5 % double révisabilité normale	40 ans échéances annuelles avec une période de préfinancement de 24 mois	165 750	acquisition-amélioration de 4 logements sis 87-89 rue des Fontanières à Villeurbanne – PLS -	17 %
	25 000	Livret A + 105 pdb Taux de progressivité de - 3 % à 0,5 % double révisabilité normale	60 ans échéances annuelles avec une période de préfinancement de 24 mois	21 250	acquisition-amélioration de 4 logements sis 87-89 rue des Fontanières à Villeurbanne – PLS foncier -	Sans Objet

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0408**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

commune (s) : Rillieux la Pape

objet : **Garantie d'emprunt accordée à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyers modérés (HLM) Adoma auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) suite à un transfert de garantie de la part de la Société CDC habitat social - Décision modificative à la décision n°16-0645 du 11 janvier 2016**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par courrier en date du 5 novembre 2020, la SA d'habitations à loyers modérés (HLM) CDC habitat social a informé la Métropole de Lyon de son souhait de céder à la SA d'HLM Adoma la résidence Leclerc composée de 76 logements sis 13, avenue Général Leclerc à Rillieux la Pape et de transférer par la même occasion les garanties d'emprunts déjà accordées pour lesquelles le maintien de la garantie financière de la Métropole est sollicité.

Les délibérations des conseils d'administration ont approuvé respectivement en date des 4 novembre 2020 pour CDC habitat social et 28 septembre 2020 le projet de cession.

Cette opération figure dans le tableau ci-dessous:

Opération	Adresse	Capital emprunté initialement (en €)	Pourcentage garanti par la Métropole	Capital restant dû garanti par la Métropole (en €)
acquisition-amélioration de 76 logements	13 avenue Général Leclerc à Rillieux la Pape	1 747 810	85 %	1 308 277

La Métropole peut accorder sa garantie, pour les opérations de construction, d'acquisition-amélioration et de réhabilitation à hauteur de 85 % du capital emprunté pour les organismes de logement social non office public de l'habitat (OPH) métropolitains. Les 15 % restants pourront être garantis par les communes du lieu d'implantation de l'opération, ouvrant alors droit à réservation de logements. La commune de Rillieux la Pape est sollicitée sur ce dossier.

Il est rappelé que cette opération avait fait l'objet d'une décision de garantie en date du 11 janvier 2016, n°2016-0645. La Société CDC habitat social souhaite transférer ses emprunts souscrits auprès de la CDC portant les numéros 5149616 et 5149632 dans la cadre de la cession de la résidence Leclerc d'où la décision modificative.

La nature, le montant et la durée d'amortissement des emprunts garantis pour cette opération sont indiqués dans le tableau ci-dessous, à l'article 2 de la présente délibération pour les conditions détaillées et dans l'avenant de transfert des contrats de prêts à venir.

Prêteur	Type de prêt	Capital restant dû (en €)	Capital restant dû garanti (en €)	Durée restante
CDC	PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)	1 169 543	994 112	36 ans
CDC	PAR (prêt amélioration et réhabilitation)	369 605	314 165	12 ans

En contrepartie des garanties accordées, la Métropole bénéficie d'un droit de réservation de 17 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie sont définis dans la convention de garantie établie entre la Métropole et la SA d'HLM Adoma.

Dans le cas de réhabilitation, si la Métropole est déjà réservataire au titre du prêt principal, la réservation sera prorogée pour la durée comprise entre l'expiration du prêt principal et celle du prêt concernant les travaux de réhabilitation ;

Vu la délibération du Conseil n°2016-1466 du 19 septembre 2016 fixant les conditions d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale**

DELIBERE

1°- Réitère et maintient sa garantie à hauteur de 85 % pour le remboursement de prêts d'un montant total de capitaux restants dus de 1 539 148 € souscrit initialement par la SA d'HLM CDC habitat social, auprès de la CDC, au profit de la SA d'HLM Adoma suite à un transfert d'emprunts dans le cadre de la cession de la résidence Leclerc située à Rillieux la Pape selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°5149616 et 5149632.

Le montant total garanti de capitaux restants dus transférés est de 1 308 277 €.

La garantie est maintenue à tout autre contrat se substituant aux contrats de prêt n°5149616 et 5149632 sans modification des caractéristiques financières et de la durée du prêt, en cas de substitution du co-garant ou de transfert à un autre emprunteur.

Les 2 prêts sont destinés à financer une opération d'acquisition d'une résidence de 76 logements sis 13 avenue Général Leclerc à Rillieux la Pape.

2°- Approuve :

a) - les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt comme suit :

Caractéristiques de la ligne du prêt	PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)	PAR (prêt amélioration et réhabilitation)
identifiant de la ligne du prêt initial	5149616	5149632
montant des capitaux restants dus	1 169 542,64	369 604,8
commission d'instruction	0 €	0 €
durée de la période	annuelle	annuelle
taux de période	0,3 %	- 0,25 %
taux effectif global (TEG) de la ligne du prêt	0,3 %	- 0,25 %
durée restante	36 ans	12 ans

Caractéristiques de la ligne du prêt	PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)	PAR (prêt amélioration et réhabilitation)
index	livret A	livret A
marge fixe sur index	- 0,20 %	- 0,75 %
taux d'intérêt	0,3 %	- 0,25 %
périodicité	annuelle	annuelle
profil d'amortissement	échéance prioritaires (intérêts différés)	échéance prioritaires (intérêts différés)
condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
modalité de révision	double révisabilité limitée	double révisabilité limitée
taux de progressivité des échéances	0 %	0 %
mode de calcul des intérêts	équivalent	équivalent
base de calcul des intérêts	période fixe/365	période fixe/365

b) - la garantie aux conditions suivantes :

La présente garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont elle ne serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Au cas où l'emprunteur pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande du prêteur adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions des articles L 2252-1 et L 3231-1 du code général des collectivités territoriales et notamment des derniers alinéas ainsi rédigés : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune ou un département porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel*".

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

3°- Autorise monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer la convention de garantie entre la Métropole et l'emprunteur ainsi que toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0409**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Comité syndical du syndicat mixte du Bordelan - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction planification et stratégies territoriales**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le syndicat mixte du Bordelan est un syndicat mixte ouvert créé par arrêté préfectoral du 29 janvier 1997.

Il a pour objet de concevoir, programmer, réaliser ou faire réaliser tous travaux et aménagements concourant à la mise en valeur du site du Bordelan, situé sur la Commune d'Anse, dont la création, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation du port fluvial de tourisme.

Le dossier de création de zone d'aménagement concerté (ZAC) a été approuvé en 2013 et confié à la Société d'équipement et d'aménagement du Rhône et de Lyon (SERL) en 2016 sous forme d'une concession d'aménagement. Il prévoit sur 64 ha :

- un port de plaisance, un pôle de vie et un port à sec,
- un pôle d'activités,
- un pôle d'hébergement de loisirs et d'habitat permanent nécessaire sur le pôle portuaire,
- des espaces naturels.

Le projet est estimé à plus de 30 M€.

Situé à proximité immédiate du nord de l'agglomération, le projet rassemble plusieurs enjeux pour la Métropole de Lyon :

- loisirs de proximité avec un port de plaisance et un grand espace naturel et de loisirs qui s'adresseront largement aux habitants de la Métropole,
- économique avec l'aménagement d'une zone d'activités répondant aux secteurs logistiques et industriels qui pourra contribuer demain au développement économique métropolitain.

Par délibération du Conseil n°2015-0487 du 6 juillet 2015, la Métropole a adhéré au syndicat mixte du Bordelan.

II - Modalités de représentation

Le comité syndical est, actuellement, composé de 18 membres :

- le Département du Rhône est représenté par 6 délégués titulaires et 3 suppléants,
- la Métropole est représentée par 1 délégué titulaire et 1 suppléant,
- la Communauté d'agglomération Villefranche Beaujolais Saône est représentée par 4 délégués titulaires et 2 suppléants,
- la Communauté de Communes Beaujolais Pierres Dorées est représentée par 7 délégués titulaires et 4 suppléants.

Par délibération du Conseil n°2020-0070 du 27 juillet 2020, la Métropole a désigné monsieur Gilbert-Luc Devinaz en tant que titulaire et monsieur Pascal David en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du comité syndical du syndicat mixte du Bordelan.

Le représentant titulaire de la Métropole est membre du bureau exécutif et participe au vote des décisions relevant dudit bureau. Aussi, suite à l'élection de monsieur Gilbert-Luc Devinaz en tant que Sénateur et de sa position sein du bureau du syndicat, il convient de procéder à une nouvelle désignation des représentants de la Métropole au sein du comité syndical du syndicat mixte du Bordelan ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne M. Pascal DAVID en tant que titulaire et M. Gilbert-Luc DEVINAZ en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du comité syndical du syndicat mixte du Bordelan.

**Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.**

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

·
·

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0410**

commission principale : proximité, environnement et agriculture

objet : **Comité syndical du Syndicat mixte d'aménagement et d'assainissement de la vallée de l'Ozon (SMAAVO) - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon exerce la compétence GEMAPI en lieu et place des communes depuis le 1^{er} janvier 2018 (loi portant nouvelle organisation territoriale de la république dite loi NOTRE n°2015-991 du 7 août 2015).

Le SMAAVO est composé des membres suivants :

- les Communes de Chaponnay, Communay, Marennes, Saint Pierre de Chandieu, Saint Symphorien d'Ozon, Sérézin du Rhône, Simandres, Ternay, Toussieu, Heyrieux,
- la Communauté de communes du Pays de l'Ozon (CCPO), la Communauté de communes de l'Est Lyonnais (CCEL) et la Communauté de communes des Collines du Nord Dauphiné (CCND),
- la Métropole.

Il exerce pour le compte de ses membres les 3 blocs de compétences suivants :

1° - Compétence assainissement

- assainissement collectif : transport des effluents :

Adhèrent la Métropole pour les quartiers de Corbas, Mions et Solaize raccordés au collecteur du SMAAVO et les Communes de Chaponnay, Communay, Heyrieux, Marennes, Saint Pierre de Chandieu, Saint Symphorien d'Ozon, Sérézin du Rhône, Simandres et Toussieu pour l'intégralité de leur territoire, ainsi que la Commune de Ternay pour le quartier de Crottat Buyat, Chemin des Landes, Chemin de Ravareil et chemin du Terrier,

- assainissement non collectif :

Adhèrent les Communes de Chaponnay, Communay, Heyrieux, Saint Pierre de Chandieu, Saint Symphorien d'Ozon, Sérézin du Rhône, Simandres et Toussieu pour l'intégralité de leur territoire.

Pour cette compétence assainissement, la représentation est la suivante : 1 délégué titulaire et 1 suppléant par commune, 3 délégués titulaires et 3 suppléants pour la Métropole.

2° - Compétence GEMAPI étendue aux missions d'animation

- aménagement du bassin versant de l'Ozon,
- entretien et aménagement de l'Ozon et de ses affluents, des canaux et des plans d'eau,
- défense contre les inondations,

- protection et restauration des sites, écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,
- étude, programmation, pilotage et bilan de démarches contractuelles d'aménagement et de gestion globale et concertée de l'eau et des milieux aquatiques,
- actions de communication liées à la gouvernance de l'eau, mise en œuvre d'actions d'animation pédagogique, d'information, de sensibilisation et de communication.

Adhèrent à ce bloc de compétences, la CCPO, la CCEL, la CCND et la Métropole.

Pour ce bloc de compétences, la représentation est la suivante : 7 délégués pour la CCPO, 2 délégués pour la Métropole, 2 délégués pour la CCND, 1 délégué pour la CCEL.

3°- Missions dites complémentaires à la GEMAPI

- études et actions visant à améliorer la qualité de l'eau et prévenir les pollutions, lutte contre l'érosion des sols et du ruissellement (étude et gestion des ouvrages), dispositifs de surveillance des milieux aquatiques et de réseau de suivi.

Adhère à ce bloc de compétences, la CCPO qui désigne 7 représentants.

II - Modalités de représentation

Le comité syndical est composé comme suit :

- pour la compétence assainissement :
 - . 1 délégué titulaire et 1 suppléant par commune,
 - . 3 délégués titulaires et 3 suppléants pour la Métropole,
- pour la compétence GEMAPI étendue :
 - . 7 délégués pour la CCPO,
 - . 2 délégués pour la Métropole,
 - . 2 délégués pour la CCND,
 - . 1 délégué pour la CCEL.

Un délégué suppléant peut être désigné pour chaque titulaire.

Par délibération du Conseil n°2020-0029 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné :

- pour le bloc de compétence assainissement :

Titulaires	Suppléants
1 - Anne GROSPERRIN	1 - Gilles ROUSTAN
2 - Véronique GIROMAGNY	2 - Philippe GUELPA-BONARO
3 - Michèle EDERY	3 - Jérôme BUB

- pour le bloc de compétence GEMAPI :

Titulaires	Suppléants
1 - Pierre ATHANAZE	1 - Anne GROSPERRIN
2 - Nathalie DEHAN	2 - Florestan GROULT

Suite à la démission de monsieur Gilles Roustan de son mandat de Conseiller métropolitain, il est proposé au Conseil de désigner un représentant pour pourvoir le poste de suppléant vacant au sein du comité syndical pour le bloc de compétence assainissement ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Christine ETIENNE en tant que représentant suppléant de la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du comité syndical pour le bloc de compétence assainissement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0411**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Comité syndical et commission consultative paritaire du Syndicat intercommunal de gestion des énergies de la région lyonnaise (SIGERLY) - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction environnement, écologie, énergie**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le SIGERLY a été fondé en 1935 par les communes désireuses de se regrouper pour mieux soutenir leurs droits et intérêts vis-à-vis des concessionnaires. Après diverses modifications statutaires, le SIGERLY est compétent en matière de concession de distribution publique de gaz et d'électricité, de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, mais aussi d'éclairage public et de dissimulation coordonnée des réseaux.

Le syndicat assure également des activités en matière de maîtrise de la demande en énergie auprès des communes, de coordination d'achat d'énergie ou d'autres démarches en lien avec les enjeux de la transition énergétique.

Conformément aux articles L 5721-1 et L 3641-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le SIGERLY est un syndicat mixte ouvert. Le SIGERLY regroupe aujourd'hui la Métropole de Lyon et 66 communes dont 8 communes urbaines du Département du Rhône.

Pour accomplir sa mission, le SIGERLY propose à ses membres :

- des compétences dites « à la carte » :

- . concession de la distribution d'électricité et de gaz,
- . dissimulation coordonnée des réseaux,
- . éclairage public,
- . création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

- des activités dites « partagées » :

- . coordination de groupements de commande,
- . financement, réalisation et exploitation d'installations photovoltaïques,
- . accompagnement de projets basés sur l'efficacité énergétique et suivi de consommation d'énergies (CEP),
- . valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE),
- . expertise des devis de raccordement émis dans le cadre des demandes de raccordement au réseau de gaz et d'électricité,
- . coordination de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de travaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole est compétente, en lieu et place des communes, en matière de :

- concession de la distribution publique d'électricité et de gaz,
- création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains.

Pour ces compétences, la Métropole s'est substituée au sein du SIGERLY aux 48 communes membres situées avant 2015 sur son territoire, à savoir tout son territoire sauf celui de la Ville de Lyon.

II - Modalités de représentation

1° - Le comité syndical

Le comité syndical est composé aujourd'hui de délégués dont des délégués titulaires et des délégués suppléants issus des communes et de la Métropole. Chaque commune compte un délégué titulaire et un délégué suppléant. La Métropole dispose de 20 délégués métropolitains et 20 délégués suppléants.

2° - Commission consultative paritaire

Le comité syndical du SIGERLY, lors de sa réunion du 9 décembre 2015, a décidé l'instauration d'une commission consultative paritaire prévue à l'article L 2224-37-1 du CGCT.

Cette commission a pour but de coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, de mettre en cohérence leurs politiques d'investissement et de faciliter l'échange de données. Elle comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et de la Métropole, à savoir :

- 8 délégués (4 du SIGERLY, 3 issus des EPCI et 1 issu de la Métropole),
- le Président de la commission consultative (le Président du SIGERLY ou son représentant).

Par délibération du Conseil n°2020-0043 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants :

- M. Eric PEREZ en tant que titulaire au sein de la commission consultative paritaire du SIGERLY,

- 20 titulaires et 20 suppléants au sein du comité syndical du SIGERLY :

Titulaires	Suppléants
1 - Eric PEREZ	1 - Emeline BAUME
2 - Sylvain GODINOT	2 - Bertrand ARTIGNY
3 - Philippe GUELPA-BONARO	3 - Fabien BAGNON
4 - Vinciane BRUNEL VIEIRA	4 - Séverine HEMAIN
5 - Corinne SUBAÏ	5 - Béatrice VESSILLER
6 - Véronique Denise GIROMAGNY	6 - Jérémy CAMUS
7 - Nicolas BARLA	7 - Stéphane GOMEZ
8 - Jean-Claude RAY	8 - Florence ASTI-LAPPERIERE
9 - Nicole SIBEUD	9 - Gaël PETIT
10 - Anne REVEYRAND	10 - Nathalie BRAMET-REYNAUD
11 - Gilbert-Luc DEVINAZ	11 - Joëlle PERCET
12 - Issam BENZEGHIBA	12 - Matthieu VIEIRA
13 - Pierre-Alain MILLET	13 - Valentin LUNGENSTRASS
14 - Christiane CHARNAY	14 - Nathalie DEHAN
15 - Pascal DAVID	15 - Sonia ZDOROVITZOFF
16 - Jean-Luc DA PASSANO	16 - Michaël MAIRE

Titulaires	Suppléants
17 - Laurence FAUTRA	17 - Benjamin BADOUARD
18 - Julien SMATI	18 - Blandine COLLIN
19 - Sandrine CHADIER	19 - Caroline LAGARDE
20 - Myriam FONTAINE	20 - Floyd NOVAK

A la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de monsieur Issam BENZEGHIBA, il appartient au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire au sein du comité syndical du SIGERLY ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Joëlle SECHAUD en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du comité syndical du SIGERLY.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0412**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Bron**

objet : **Commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aérodrome de Lyon-Bron - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction environnement, écologie, énergie**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En application des articles L 571-13 et R 571-70 et suivants du code de l'environnement, l'aérodrome de Bron dispose d'une CCE, créée par arrêté préfectoral.

La CCE est consultée sur toute question d'importance relative à l'aménagement ou à l'exploitation de l'aérodrome qui pourrait avoir une incidence sur l'environnement. Elle est consultée sur la modification ou la révision du plan d'exposition au bruit (PEB). Elle peut également, de sa propre initiative, émettre des recommandations sur ces questions. La CCE coordonne, le cas échéant, la rédaction des documents écrits qui formalisent les engagements pris par les différentes parties intéressées à l'exploitation de l'aérodrome, en vue d'assurer la maîtrise des nuisances liées à cette exploitation.

Elle assure, notamment, le suivi de la mise en œuvre des chartes de qualité de l'environnement et en matière de bruit dû au transport aérien. Elle peut saisir l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) de toute question environnementale et de toute demande d'étude ou d'expertise.

La CCE de l'aérodrome de Lyon-Bron a été instituée en 1977. La Métropole de Lyon est compétente en matière du cadre de vie par la lutte contre les nuisances sonores au titre de l'article L 3641-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Les communes suivantes sont concernées par les zones A, B et C du PEB de l'aéroport de Lyon-Bron : Chassieu, Bron, Décines Charpieu, Saint Priest et Vaulx en Velin. La zone D concerne, en plus, les Communes de Mions et Villeurbanne.

II - Modalités de représentation

Présidée par le Préfet, la CCE de l'aérodrome de Bron est constituée de représentants des collectivités locales, des professions aéronautiques et des associations concernées par le PEB.

Sa composition est arrêtée par décision préfectorale, répartissant sa composition en 3 collèges de 6 sièges chacun, dotés de membres titulaires et suppléants :

1° - Au titre des professions aéronautiques :

- 1 représentant des personnels navigation-aérienne,
- 3 représentants des usagers de l'aérodrome,
- 2 représentants de l'exploitant de l'aérodrome-aéroports de Lyon sur proposition de l'exploitant.

2° - Au titre des représentants des collectivités locales :

- 5 représentants de la Métropole,
- 1 représentant de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

3° - Au titre des associations :

- 6 représentants des associations de riverains de l'aérodrome désignés, sur proposition des associations de riverains déclarées, par le Préfet présidant la Commission.

Le nombre des représentants siégeant à la commission au titre des 3 catégories ci-dessus est fixé par arrêté préfectoral. Des suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les titulaires.

Par délibération du Conseil n°2020-0061 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné :

Titulaires	Suppléants
1 - Véronique MOREIRA	1 - Nathalie DEHAN
2 - Matthieu VIEIRA	2 - Izzet DOGANEL
3 - Hélène GEOFFROY	3 - Jean-Michel LONGUEVAL
4 - Catherine CREUZE	4 - Nicole SIBEUD
5 - Jérémie BREAUD	5 - Nathalie BRAMET-REYNAUD

A la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de madame Hélène Geoffroy, il appartient au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire au sein de la CCE de l'aérodrome de Lyon-Bron ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Dominique CREDOZ en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de la CCE de l'aérodrome de Lyon-Bron.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0413**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Corbas**

objet : **Commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aérodrome de Lyon-Corbas - Collège des collectivités territoriales - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction environnement, écologie, énergie**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En application des articles L 571-13 et R 571-70 et suivants du code de l'environnement, l'aérodrome de Corbas dispose d'une CCE, créée par arrêté préfectoral.

La CCE est consultée sur toute question d'importance relative à l'aménagement ou à l'exploitation de l'aérodrome qui pourrait avoir une incidence sur l'environnement. Elle est consultée sur la modification ou la révision du plan d'exposition au bruit (PEB). Elle peut également, de sa propre initiative, émettre des recommandations sur ces questions. La CCE coordonne, le cas échéant, la rédaction des documents écrits qui formalisent les engagements pris par les différentes parties intéressées à l'exploitation de l'aérodrome, en vue d'assurer la maîtrise des nuisances liées à cette exploitation.

Elle assure, notamment, le suivi de la mise en œuvre des chartes de qualité de l'environnement et en matière de bruit dû au transport aérien. Elle peut saisir l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaire (ACNUSA) de toute question environnementale et de toute demande d'étude ou d'expertise.

La CCE de l'aérodrome de Lyon-Corbas a été instituée en 1988. La Métropole de Lyon est compétente en matière de cadre de vie par la lutte contre les nuisances sonores au titre de l'article L 3641-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT). La Métropole siège aussi en qualité d'exploitant de l'aérodrome.

II - Modalités de représentation

Présidée par le Préfet, la CCE de l'aérodrome de Corbas est constituée de représentants des collectivités locales, des professions aéronautiques et des associations concernées par le PEB.

La composition de la commission est entérinée par décision préfectorale, répartissant sa composition en 3 collèges, dotés de membres titulaires et suppléants :

1° - au titre des professions aéronautiques :

- 1 représentant des personnels exerçant leur activité sur l'aérodrome,
- 4 représentants des usagers de l'aérodrome,
- 1 représentant de l'exploitant de l'aérodrome, soit la Métropole.

2° - au titre des représentants des collectivités territoriales :

- 2 représentants de la Métropole,
- 2 représentants des communes concernées par le bruit de l'aérodrome hors Métropole (Chaponnay, Marennes),
- 2 représentants de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

3°- au titre des associations :

- 2 représentants des associations de riverains de l'aérodrome, désignés par le Préfet,
- 2 représentants de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), désignés par le Préfet,
- 2 représentants du collectif d'associations de protection de l'est lyonnais, désignés par le Préfet.

Des suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les titulaires.

La Métropole dispose donc :

- au titre du collège des collectivités territoriales, de 2 représentants titulaires et de 2 représentants suppléants,
- au titre du collège des professions aéronautiques, d'un titulaire et d'un suppléant.

Par délibération du Conseil n°2020-0060 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné en tant que titulaires et en tant que suppléants au sein de la CCE de l'aérodrome de Lyon-Corbas :

	Titulaires	Suppléants
collège des collectivités territoriales	1 - Pierre Athanaze	1 - Pierre-Alain Millet
	2 - Nathalie Dehan	2 - Jérémy Camus
collège des professions aéronautiques	1 - Véronique Denise Giromagny	1 - Gilles Roustan

Suite à la démission de monsieur Gilles Roustan de ses fonctions de Conseiller métropolitain, il est proposé au Conseil de désigner un représentant suppléant pour pourvoir le poste ainsi vacant au sein du collège des professions aéronautiques de la CCE de l'aérodrome de Lyon-Corbas ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Christine ETIENNE en tant que suppléant pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du collège des professions aéronautiques de la CCE de l'aérodrome de Lyon-Corbas.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0414**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Elaboration du règlement local de publicité (RLP) de la Métropole de Lyon - Débat sans vote sur les orientations générales du RLP métropolitain**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction planification et stratégies territoriales**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le code de l'environnement définit une réglementation nationale applicable à l'affichage extérieur, c'est-à-dire aux dispositifs de publicité, aux enseignes et aux préenseignes, et permet à un règlement local d'adapter certaines de ces dispositions à la situation et aux enjeux locaux.

I - Contexte

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle II) du 12 juillet 2010 a modifié substantiellement le régime de l'affichage extérieur et particulièrement celui des RLP : la procédure d'élaboration est décentralisée et cette compétence est transférée à la Métropole (article L 581-14 du code de l'environnement).

Actuellement, il n'existe pas de RLP métropolitain mais 42 communes du territoire de la Métropole disposent d'un RLP communal. Les 17 autres communes ne disposent pas de RLP local et leur territoire est, par conséquent, soumis au règlement national de publicité défini par le code de l'environnement.

Pour harmoniser les règles en matière d'affichage extérieur au sein de l'aire métropolitaine, il est nécessaire de mettre en œuvre la procédure d'élaboration d'un RLP métropolitain.

II - Procédure

Par délibération du Conseil n°2017-2521 du 15 décembre 2017, la Métropole a prescrit l'élaboration du RLP sur le territoire de la Métropole, a approuvé les objectifs poursuivis par cette élaboration ainsi que les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de la concertation publique.

L'article L 581-14-1 du code de l'environnement dispose que "*le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au titre V du livre 1er du code de l'urbanisme (etc.)*".

La procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) prévoit qu'un débat "sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD)" doit être organisé au sein de l'organe délibérant de la Métropole et au sein des conseils municipaux et d'arrondissement des communes situées sur le territoire de la Métropole. Le RLP ne comporte pas de PADD, mais le rapport de présentation du RLP doit définir les orientations et les objectifs en matière d'affichage extérieur, ce qui correspond aux mêmes éléments figurant dans un PADD de PLU. Il est donc cohérent d'organiser, même en l'absence formelle de PADD, un débat sur les orientations générales de RLP au sein des organes délibérants de la Métropole, des communes et des arrondissements.

III - Débat sans vote sur les orientations du projet de RLP

Il a été procédé à un débat sur les orientations du projet de RLP lors de la séance du Conseil de la Métropole du 25 juin 2018.

Il est souhaité aujourd'hui renforcer ces orientations pour permettre au RLP d'agir plus fortement dans les domaines de la protection du cadre de vie métropolitain.

Le document préparatoire a pour but de permettre aux membres du Conseil de la Métropole de débattre des orientations politiques à l'échelle de l'agglomération sans entrer dans les déclinaisons territoriales ni les détails techniques du futur arrêt de projet du RLP.

Ces orientations sont organisées autour des 3 grands objectifs adoptés par le Conseil de la Métropole lors de sa séance du 15 décembre 2017 :

- garantir un cadre de vie de qualité,
- développer l'attractivité métropolitaine,
- développer l'efficacité des outils à la disposition des collectivités.

Ces orientations seront ensuite soumises, conformément à l'article L 153-12 du code de l'urbanisme et à l'article L 2511-15 du code général des collectivités territoriales, à un débat au sein des conseils municipaux et d'arrondissements des communes situées sur le territoire de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

Prend acte, après en avoir débattu, des orientations générales du RLP de la Métropole.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0415**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti - Individualisation d'autorisation de programme**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction projets et énergie des bâtiments**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le patrimoine bâti affecté de la Métropole de Lyon développe environ 950 000 m² de surface utile dont 650 000 m² pour les collèges. La performance énergétique de ce patrimoine est plutôt médiocre et représente une charge annuelle de fonctionnement d'environ 11 millions d'euros TTC. Les installations sont souvent vieillissantes voire obsolètes et souffrent de sous-investissements ; la qualité du service rendu s'en ressent avec une insatisfaction des usagers.

L'évaluation Cit'ergie (label récompensant les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat-air-énergie ambitieuse) a mis en avant que la démarche d'efficacité énergétique sur le patrimoine de la collectivité est celle qui présente la marge de progrès la plus importante.

Au-delà des investissements récurrents dans la modernisation des installations de chauffage notamment, il apparaît indispensable d'améliorer significativement les performances énergétiques globales des bâtiments par des investissements structurels.

Ainsi, un plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti de la Métropole a été élaboré pour répondre aux objectifs suivants :

- rendre le patrimoine de la Métropole exemplaire, en cohérence avec les objectifs du schéma directeur des énergies (SDE),
- répondre au cadre réglementaire qui impose la baisse de 40 %, 50 % et 60 % des consommations énergétiques des bâtiments à usage tertiaire de plus de 1 000 m² respectivement à horizon 2030, 2040 et 2050,
- améliorer les performances environnementales, énergétiques et de confort par la baisse des consommations et l'intégration de matériaux durables et respectueux de l'environnement,
- maîtriser le budget de fonctionnement par la baisse importante des coûts liés aux consommations d'énergies et la systématisation du raisonnement en coût global.

II - Première phase du plan de rénovation énergétique

La première phase de ce plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti porte sur la rénovation énergétique globale de collèges et sur la modernisation des systèmes de production, de distribution et régulation d'énergie, notamment de l'Hôtel de Métropole. Pour les collèges, des audits énergétiques ont été engagés sur les 19 collèges publics métropolitains les plus consommateurs afin de préciser les actions à conduire pour en améliorer l'efficacité énergétique. Les travaux sur les collèges seraient confiés en mandat de maîtrise d'ouvrage à la SPL OSER dont la Métropole de Lyon sera actionnaire en 2021 (délibération du Conseil de la Métropole n°2020-0193 du 5 octobre 2020).

Le coût de cette première phase du plan de rénovation énergétique est évalué à 10 000 000 € TTC qui inclut le mandat de maîtrise d'ouvrage, les études et les travaux.

Des recettes sont identifiées et portent sur 2 512 000 € TTC pour les seules opérations de rénovations énergétiques globales des collèges :

- 12 000 € pour les études au titre du programme action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique (ACTEE 2) ;
- 2 500 000 € TTC pour les travaux au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Les travaux pourront certainement émerger au dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE). La recette de fonctionnement est estimée à 200 000 € et sera inscrite à l'issue des travaux ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve le plan de rénovation énergétique du patrimoine bâti.

2°- Décide l'individualisation de l'autorisation de programme globale P31 - Transition énergétique pour un montant de 10 000 000 € en dépenses, et 2 512 000 € en recettes à la charge du budget principal répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- en dépenses : 300 000 € en 2021, 260 000 € en 2022, 4 200 000 € en 2023, 5 025 000 € en 2024, 200 000 € en 2025, 15 000 € en 2026,

- et en recettes : 4 000 € en 2022, 8 000 € en 2023, 1 100 000 € en 2024, 1 400 000 € en 2025 sur l'opération n°0P31O8429.

3°- Autorise monsieur le Président à :

a) - solliciter auprès de tout organisme une subvention d'équipement correspondant au plan de rénovation énergétique,

b) - accomplir toutes démarches et signer tout document nécessaire à l'instruction de (s) demande(s) et à sa (leur) régularisation.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - chapitre 23, pour un montant de 10 000 000 €.

5°- La somme à encaisser sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - chapitre 13, pour un montant de 2 512 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0416**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Dardilly - Décines Charpieu - Genay - Lyon 3° - Lyon 5° - Lyon 8° - Meyzieu - Rochetaillée sur Saône**

objet : **Chaleur renouvelable - Attribution de subventions aux porteurs de projets dans le cadre du contrat de développement des énergies renouvelables thermiques (CDT EnRth) de la Métropole de Lyon**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction environnement, écologie, énergie**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Le contexte

Par délibération du Conseil n°2020-4136 du 20 janvier 2020, la Métropole de Lyon a approuvé la mise en place d'un CDT EnRth avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) d'une durée de 3 ans. Ce dispositif permet à la Métropole d'accompagner les porteurs de projets locaux (professionnels uniquement) dans la réalisation de leurs installations de production d'énergie renouvelable thermique (chaufferies biomasse, solaire thermique, géothermie et réseaux de chaleur associés) et de leur distribuer les aides financières de l'ADEME (aides aux études et aux travaux). Ce dispositif s'inscrit en cohérence avec la trajectoire fixée par le schéma directeur des énergies (SDE), qui vise à doubler la production d'énergie renouvelable et de récupération d'ici à 2030.

A l'issue de cette délibération, la Métropole a signé avec l'ADEME une convention de mandat de 3 ans, par laquelle l'ADEME confie à la Métropole les responsabilités suivantes :

- l'instruction des demandes d'aides, conformément aux critères d'aides définis par l'ADEME,
- l'établissement des contrats d'attribution des aides octroyées par l'ADEME et le paiement des dépenses de l'ADEME,
- la Métropole fournira annuellement à l'ADEME un état récapitulatif des dépenses réellement exécutées, certifié par le comptable public. Sur la base de ces documents, l'ADEME versera à la Métropole un montant équivalent à ces dépenses.

Afin d'examiner les dossiers de demandes d'aides et vérifier les critères d'éligibilité de ces demandes, une commission technique d'attribution des aides a été mise en place, regroupant les représentants techniques de l'ADEME, de la Métropole et de l'Agence locale de l'énergie et du climat de Lyon (ALEC-Lyon), qui assure l'instruction technique des aides pour le compte de la Métropole.

II - Les demandes examinées par la commission d'attribution des aides du 10 novembre 2020

Lors de la commission technique d'attribution des aides du 10 novembre 2020, les dossiers ci-après ont été examinés :

Axe 1 : aides à l'investissement

Nom du porteur	Projet	Montant total subventionnable (en € HT)	Participation Métropole (en investissement) en € net de taxe
Ville de Meyzieu	rénovation salle Jean Poperen - géothermie sur nappe	217 677	32 400
Fondation La Mâche	construction d'un bâtiment d'enseignement et d'hébergement étudiant - géothermie sur sondes	288 988,25	86 360
Société civile de construction vente (SCCV) Dardilly Esplanade	construction de logements neufs - chaufferie biomasse	163 041,80	47 287
Immobilière Rhône-Alpes (IRA) - Groupe 3F	construction de 35 logements - solaire thermique	24 521	14 760

Axe 2 : aides à la décision

Nom du porteur	Projet	Montant total subventionnable	Participation Métropole (en investissement) net de taxe
OL Groupe	construction de l'ARENA - étude de faisabilité géothermie sur nappe	13 230	3 969
OL Groupe	construction de l'ARENA - forage de reconnaissance géothermique	55 380	16 614
Commune de Rochetaillée sur Saône	construction de la salle polyvalente - étude de faisabilité géothermie sur sondes	2 700	1 350
Commune de Rochetaillée sur Saône	construction de la salle polyvalente - test de réponse thermique	18 500	9 250
Société civile immobilière (SCI) quai Rolland	rénovation de logements et de locaux commerciaux - étude de faisabilité géothermie sur nappe	5 400	2 700
Syndicat de gestion des énergies de la région Lyonnaise (SIGERLY)	installation d'une chaudière biomasse et d'un réseau de chaleur sur la Ville de Genay - étude faisabilité	7 800	3 900

Suite à cette commission, l'ADEME a validé l'attribution des aides demandées pour l'ensemble des projets suscités. Le procès-verbal ci-annexé retrace ces décisions ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Où l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

Dans le **1°- Approuve** du Dispositif, il convient de lire :

"a) - l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total de 180 807 € répartis comme suit :

- 32 400 € nets de taxes au profit de la Commune de Meyzieu pour la réalisation d'une installation de géothermie sur nappe, dans le cadre de la rénovation de la salle Jean Poperen à Meyzieu,"

au lieu de :

"a) - l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total de 180 807 € répartis comme suit :

- 32 400 € nets de taxes au profit de la société publique locale (SPL) OSER pour la réalisation d'une installation de géothermie sur nappe, dans le cadre de la rénovation de la salle Jean Poperen à Meyzieu,".

Dans la 4^o ligne du tableau en annexe, à la colonne "Bénéficiaire de l'aide", il convient de lire "Commune de Meyzieu" au lieu de "SPL OSER". ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,

b) - l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total de 180 807 € répartis comme suit :

- 32 400 € nets de taxes au profit de la Commune de Meyzieu pour la réalisation d'une installation de géothermie sur nappe, dans le cadre de la rénovation de la salle Jean Poperen à Meyzieu,"

- 86 360 € nets de taxes au profit de la Fondation La Mâche pour la réalisation d'une installation de géothermie sur sondes, dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'enseignement et d'hébergement étudiant à Lyon 8^o,

- 47 287 € nets de taxes au profit de la SCCV Dardilly Esplanade pour la réalisation d'une chaufferie biomasse dans le cadre de la construction de 39 logements neufs et 2 commerces à Dardilly,

- 14 760 € nets de taxes au profit de la société IRA 3F pour la réalisation d'une installation solaire thermique, dans le cadre de la construction de 35 logements neufs à Lyon 3^o,

c) - l'attribution de subventions aux études d'un montant total de 37 783 € répartis comme suit :

- 3 969 € nets de taxes au profit de l'OL Groupe pour la réalisation d'une étude de faisabilité géothermie sur nappe, dans le cadre du projet de construction de l'ARENA à Décines Charpieu,

- 16 614 € nets de taxes au profit de l'OL Groupe pour la réalisation d'un forage de reconnaissance géothermique, dans le cadre du projet de construction de l'ARENA à Décines Charpieu,

- 1 350 € nets de taxes au profit de la Commune de Rochetaillée sur Saône pour la réalisation d'une étude de faisabilité géothermie sur sondes, dans le cadre du projet de construction de la salle polyvalente,

- 9 250 € nets de taxes au profit de la Commune de Rochetaillée sur Saône pour la réalisation d'un test de réponse thermique dans le sous-sol, dans le cadre du projet de construction de la salle polyvalente,

- 2 700 € nets de taxes au profit de la de la SCI quai Rolland pour la réalisation d'une étude de faisabilité géothermie sur nappe, dans le cadre d'un projet de rénovation de logements et de locaux commerciaux à Lyon 5^o,

- 3 900 € nets de taxes au profit du SIGERLy pour la réalisation d'une étude de faisabilité de création d'une chaudière biomasse et d'un réseau de chaleur pour le compte de la Ville de Genay,

dans le cadre du CDT EnRth de la Métropole,

d) - les conventions à passer entre la Métropole et les bénéficiaires définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

2°- Autorise monsieur le Président à signer lesdites conventions.

3°- Les dépenses correspondantes seront imputées sur l'autorisation de programme globale P31 - Energie, individualisée le 20 janvier 2020, sur l'opération n°0P31O8310 pour un montant de 3 195 712 €.

4°- Le montant à payer de 218 590 € en section investissement, sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 204 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 132 791 € en 2021,

- 73 389,60 € en 2022,

- 12 409,40 € en 2023,

sur l'opération n°0P31O8310.

5°- Les recettes correspondantes seront imputées sur l'autorisation de programme globale P31 - Energie, individualisée le 20 janvier 2020, sur l'opération n°0P31O8310 pour un montant de 3 195 712 €.

6°- Le montant à encaisser de 218 590 € en section investissement, sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 13 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 132 791 € en 2021,
- 73 389,60 € en 2022,
- 12 409,40 € en 2023,

sur l'opération n°0P31O8310.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.


GRAND LYON
la métropole

Procès-verbal d'attribution des aides par l'ADEME

Situation des dossiers d'aides établies au : 10/11/2020 (date de la commission)

Date du comité d'engagement	Bénéficiaire de l'aide	Nom du projet	Commune	Type installation énergie	Etude ou investissement	Production EnR (utile)	Cible bénéficiaire	Coût d'investissement		Aide ADEME
								€ HT	€	
10/11/2020	OL Groupe	Construction de l'ARENA - OL Groupe	Décines-Charpieu	géothermie	étude	—	tertiaire	13 230,00 €	3 969,00 €	
10/11/2020	OL Groupe	Construction de l'ARENA - OL Groupe	Décines-Charpieu	géothermie	étude	—	tertiaire	55 380,00 €	16 614,00 €	
10/11/2020	Fondation la Mâche	Construction d'un bâtiment d'enseignement et d'hébergement étudiant - La Mâche	Lyon 8	géothermie	investissement	108	tertiaire	288 988,25 €	86 360,00 €	
10/11/2020	Commune de Meyzieu	Rénovation salle Jean Poperey - Meyzieu (Maitrise d'ouvrage déléguée : SPL OSER)	Meyzieu	géothermie	investissement	81	collectivité	217 677,00 €	32 400,00 €	
10/11/2020	Rochetaillée-sur-Saône	Construction salle polyvalente - Rochetaillée	Rochetaillée sur Saône	géothermie	étude	—	collectivité	2 700,00 €	1 350,00 €	
10/11/2020	Rochetaillée-sur-Saône	Construction salle polyvalente - Rochetaillée	Rochetaillée sur Saône	géothermie	étude	—	collectivité	18 500,00 €	9 250,00 €	
10/11/2020	SCI, Quai Rolland	Rénovation logements + locaux commerciaux - SCI Quai Rolland	Lyon 5	géothermie	étude	—	logement (hors Bailleur social)	5 400,00 €	2 700,00 €	
10/11/2020	SCCV Dardilly	Construction de logements neufs + chaufferie biomasse - SCCV Dardilly Esplanade	Dardilly	biomasse	investissement	182	bailleur social	163 041,80 €	47 287,00 €	
10/11/2020	IRA 3F	Construction de 35 logements - IRA 3F	Lyon 3	solaire thermique	investissement	16	bailleur social	24 521,00 €	14 760,00 €	
10/11/2020	SIGERLY	Installation d'une chaudière biomasse + réseau de chaleur - Genay	Genay	biomasse	étude	—	collectivité	7 800,00 €	3 900,00 €	

Thème	Montants ADEME engagés	MWh prévisionnels
Bois énergie	47287	181,87
Solaire	14760	16,4
Géothermie sur nappe	32 400	81
Géothermie sur sonde	86360	108
Réseau de chaleur	0	0
Etudes	37783	—
TOTAL	218590	387,22

A

Le, 20 janvier 2021 Pour l'ADEME

 Jérôme d'ASSIGNY
Directeur Régional

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0417**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) de la Métropole de Lyon - Programme général, appui à la rénovation énergétique de l'habitat, animation du fonds air bois et éducation à l'eau - Attribution de subventions de fonctionnement pour l'année 2021**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction environnement, écologie, énergie**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte et objectifs

L'Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) de la Métropole de Lyon est une association loi 1901 qui a pour but, conformément à son projet associatif, de favoriser et d'entreprendre, sous l'impulsion des membres adhérents et en complémentarité de ceux-ci, des opérations visant à :

- mieux intégrer les enjeux énergie-climat dans les politiques publiques locales, notamment par l'appui au plan climat air énergie territorial (PCAET) et au schéma directeur des énergies (SDE),
- aider à construire et rénover des bâtiments performants d'un point de vue énergétique,
- développer les comportements sobres en carbone et énergie,
- contribuer au développement des énergies renouvelables,
- contribuer à la lutte contre la précarité énergétique.

L'association Agence locale de l'énergie (ALE) a été créée en 2000. La Métropole est l'un des membres fondateurs et la soutient financièrement. L'ALE a modifié ses statuts en mai 2017 pour devenir l'ALEC de la Métropole.

L'ALEC anime l'Espace info énergie (EIE) de la Métropole. À ce titre, elle joue un rôle de conseil auprès des particuliers (gestes économes, maîtrise de la demande en énergie et en eau, travaux d'isolation, choix de système de chauffage, énergies renouvelables, aides financières). Elle a vu son activité se développer considérablement ces dernières années, du fait de la montée en puissance des initiatives des pouvoirs publics en faveur de l'éco-rénovation des logements privés. Le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) créé par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TEPCV) du 17 août 2015 s'appuie sur les missions de l'EIE.

L'ALEC intervient principalement dans les secteurs de l'habitat (logement privé individuel et collectif, logement social), du patrimoine public, des entreprises (bâtiments de bureaux) et en appui des politiques locales de développement durable (accompagnements des plans climat-énergie des communes).

L'ALEC affiche, depuis 2018, une forte volonté de développer l'appropriation citoyenne de la transition énergétique, condition indispensable à sa réussite. Elle accompagne désormais le territoire métropolitain et ses collectivités sur l'engagement citoyen.

Enfin depuis la fin de l'année 2018, l'ALEC est missionnée sur la sensibilisation aux bons usages de l'eau et à son économie auprès du grand public, cette approche étant la plupart du temps associée à celle de la sobriété énergétique.

Au regard des politiques mises en œuvre par la Métropole, notamment dans le domaine du développement durable, de l'énergie et du climat, ces actions :

- sont cohérentes avec les démarches de préservation du climat (PCAET, SDE) liées aux compétences exercées par la Métropole tel que le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

- apportent une réponse aux objectifs ambitieux fixés par le SDE ; ainsi, au moins 35 fiches action du SDE (sur 125) sont en partie couvertes par le programme proposé par l'ALEC en 2020,
- contribuent au développement des énergies renouvelables.

II - Bilan des actions réalisées au titre de l'année 2020

L'ALEC a présenté un bilan conforme aux objectifs prévisionnels annoncés, dans le cadre des 4 conventions : programme général, appui à la plateforme écoréno'v, appui au fonds air-bois, éducation aux économies d'eau potable. En raison de la crise sanitaire, elle n'a toutefois pu réaliser l'intégralité de son programme à raison de 52 497 € qui ne lui ont donc pas été versés. Pour chacune des 4 conventions, le bilan synthétique est présenté en annexe à la présente délibération.

III - Programme d'actions et éléments financiers pour l'année 2021

L'année 2021 s'inscrit non seulement dans la continuité d'une intensification de l'activité de l'EIE, fortement impactée par le déploiement du dispositif Ecoréno'v et, d'autre part, dans une nouvelle montée en charge, après celle de 2020, pour atteindre les objectifs d'accompagnement de la transition énergétique, cohérents avec le plan d'actions proposé par le SDE, approuvé à l'unanimité par délibération du Conseil n°2019-3489 du 13 mai 2019. Le programme d'actions proposé est synthétisé en annexe et est détaillé dans chacune des conventions en pièces jointes.

1° - Programme général d'activités

En 2020, la subvention a été accordée avec une hausse de 211 394 € portant ainsi une aide dédiée au programme général de 568 000 €, traduction directe d'une 1^{ère} année de mise en œuvre du SDE. 554 563 € ont été versés en raison de l'annulation d'une partie de l'activité due à la crise sanitaire.

En 2021, le volume d'activité poursuit son augmentation, mais la subvention reste stable par rapport à 2020 en raison du transfert d'une partie de l'activité (communication, sensibilisation et EIE) sur la convention Ecoréno'v, portant ainsi la demande d'aide de l'ALEC à **558 409 € pour le programme général**

2° - Appui à la rénovation énergétique de l'habitat - Ecoréno'v

La convention 2021 de l'ALEC regroupe toutes les thématiques en lien avec la rénovation de l'habitat, dont certaines figuraient les années précédentes dans le programme général : Espace info énergie (transféré à 95 %), instruction et évolution Ecoréno'v du parc social (transféré à 100 %), actions de communication et de sensibilisation (transférées à 60 %). De plus, l'ALEC propose de renforcer ses moyens sur les actions relatives à la rénovation de l'habitat privé, objet de la convention Ecoréno'v des années précédentes. Cette montée en charge se traduit ainsi par **une subvention "rénovation de l'habitat" proposée à hauteur de 1 060 000 €** :

- 556 977 € sur la partie accompagnement maison et copropriété, animation filières,
- 503 023 € sur les volets Espace info énergie, instruction bailleurs sociaux et une majorité des actions de communication et d'évènementiel, figurant jusqu'alors dans la convention générale.

3° - Animation du fonds air-bois

L'ALEC poursuivra en 2021 ses actions d'animation et de sensibilisation autour du dispositif prime air-bois via son propre réseau, les instances de pilotage et sur le terrain. **La subvention "air-bois" proposée en 2021 est de 33 844 €**

4° - Éducation aux économies d'eau potable

Les actions sont financées par le budget annexe des eaux à hauteur de **50 000 € pour 2021**. Cette subvention est proposée à iso budget par rapport à 2020.

5 - Éléments financiers

Il est rappelé que la Métropole a attribué, par délibération du Conseil n°2020-4137 du 20 janvier 2020, des subventions de fonctionnement pour 2020 d'un montant total de 1 023 400 €, au profit de l'ALEC, répartis comme suit :

- 68 000 € dans le cadre de son programme général d'activités,
- 365 400 € dans le cadre de l'appui à la rénovation énergétique de l'habitat,
- 40 000 € dans le cadre de l'appui au fonds air-bois,

- 50 000 € dans le cadre du développement d'actions visant les économies en eau potable des publics métropolitains.

Les principaux éléments financiers prévisionnels de l'association, pour l'exercice 2021, sont les suivants :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
charges de personnel et sociales	1 668 155	subvention Métropole - programme général d'activités	558 409
autres charges	666 000	subvention Métropole - rénovation énergétique de l'habitat	1 060 000
résultats	21 709	subvention Métropole - fonds air-bois	33 844
		subvention Métropole - eau	50 000
		autres subventions dont :	305 559
		publiques	188 784
		privées	116 775
		autres produits	348 052
Total	2 355 864	Total	2 355 864

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de procéder à l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 1 702 253 €, au profit de l'ALEC pour l'année 2021, répartis comme suit :

- 558 409 € dans le cadre de son programme général d'activités,
- 1 060 000 € dans le cadre de l'appui à la rénovation énergétique de l'habitat
- 33 844 € dans le cadre de l'appui au fonds air-bois,
- 50 000 € dans le cadre de l'éducation aux économies d'eau potable.

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - l'attribution de subventions de fonctionnement pour 2021 d'un montant total de 1 702 253 € au profit de l'association ALEC de la Métropole, répartis comme suit :

- 558 409 € dans le cadre de son programme général d'activités,
- 1 060 000 € dans le cadre de l'appui à la rénovation énergétique de l'habitat,
- 33 844 € dans le cadre de l'appui au fonds air-bois,
- 50 000 € dans le cadre de l'éducation aux économies d'eaux potable,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et l'association ALEC définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

2°- **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

3° - Les dépenses de fonctionnement en résultant, soit 1 702 253 €, seront imputées sur les crédits inscrits ou inscrire - exercice 2021 :

- au budget principal - chapitre 65 - opérations n° 0P27O4359 pour un montant de 558 409 €, n° 0P15O502 7 pour un montant de 1 060 000 € et n° 0P26O2629 pour un montant de 33 844 €,
- au budget annexe des eaux - chapitre 67 - opération n° 1P20O2196 pour un montant de 50 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0418**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Cycle de l'eau - Attribution d'une subvention à la Fédération nationale des collectivités concédantes et Régies (FNCCR) pour l'analyse comparative des données des services d'eau potable et des services d'assainissement pour l'année 2019**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Créée en 1934, la FNCCR est une association de collectivités locales entièrement dévolue à l'organisation de services publics. La FNCCR regroupe notamment les collectivités organisatrices des services publics de l'eau et de l'assainissement : communes, communautés, métropoles, syndicats, départements, régions ainsi que les entreprises et établissements publics locaux ou sous leur contrôle (régies, sociétés publiques locales, sociétés d'économie mixte, etc.). La FNCCR représente à la fois des collectivités qui délèguent la gestion de leurs services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, société d'économie mixte (SEM), entreprises publiques locales (EPL), etc.). La FNCCR compte plus de 500 collectivités adhérentes représentant environ 50 millions d'habitants.

II - Objectifs

La FNCCR accompagne ses adhérents dans l'organisation technique, administrative et financière des services publics locaux en réseau et des activités qui leur sont liées. Elle exprime le point de vue collectif de ses adhérents, notamment lors de la préparation des textes législatifs et réglementaires et dans le cadre de négociations à caractère national avec des entreprises délégataires.

Dans la continuité de la réglementation de 2007 relative à l'obligation de calculer des indicateurs de performance et de les publier annuellement, la FNCCR a lancé une démarche d'analyse comparative des services d'eau et d'assainissement collectif. Cette analyse vise 3 objectifs :

- apporter un soutien méthodologique aux collectivités pour la valorisation des indicateurs de performance réglementaire,
- développer un référentiel commun et facilement utilisable, de données relatives à la performance des services d'eau et d'assainissement, permettant à chaque collectivité de situer son propre service et d'identifier les axes de progression,
- produire des comparaisons et échanger entre collectivités en allant plus loin que le seul prix de l'eau et en s'intéressant aux performances techniques et économiques du service rendu.

III - Compte-rendu des actions réalisées au titre de 2018

Par délibération du Conseil n°2016-1480 du 19 septembre 2016, la Métropole a approuvé la participation de la Métropole à l'opération d'analyse comparative des services de l'eau et des services d'assainissement collectifs pour les données des années 2015 à 2019.

Par délibération n°2019-3896 du 4 octobre 2019, la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 800 €, au titre de l'analyse 2018, à verser en 2019.

Au cours des dernières années de déroulement des analyses comparatives auxquelles la Métropole a participé, le groupe de pilotage, constitué de la FNCCR et des collectivités participantes, a fait évoluer significativement la démarche sur plusieurs aspects :

- déploiement d'un outil de saisie et d'analyse en ligne des données, apportant ergonomie, sécurité et efficacité dans le traitement des informations fournies par les collectivités,
- réalisation de supports de restitution des résultats individuels aux collectivités sous un format directement réutilisable pour des présentations au sein de la collectivité - services et élus,
- formation de groupes d'échanges sur les résultats de l'analyse comparative par grande famille de collectivités (à dominante urbaine, rurale ou intermédiaire),
- calcul des évolutions pluriannuelles 2009-2014 sur les principaux indicateurs de performance,
- mise en œuvre de nouveaux indicateurs de contexte et de performance permettant de préciser les différences observées entre collectivités.

IV - Bilan

Le bilan est donc très positif et permet à la Métropole de se positionner par rapport à des collectivités de même ampleur. Il porte sur 5 aspects de l'activité des services d'eau et d'assainissement :

- la gestion patrimoniale,
- la qualité du service à l'utilisateur,
- la gestion de la ressource,
- les aspects économiques et financiers,
- les aspects sociaux.

Ce bilan a permis notamment au service de l'eau de calibrer les propositions faites au groupe de travail politique Eau en terme de futurs objectifs à atteindre à l'horizon 2025-2030.

V - Programme d'actions pour 2019

Il est donc proposé au Conseil, dans le cadre de la convention pluriannuelle de participation à l'opération d'analyse comparative des services de l'eau et des services d'assainissement collectif pour les données 2015 à 2019, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant global de 3 800 € (pour l'eau et l'assainissement) au profit de la FNCCR dans le cadre de l'analyse comparative des données des services d'eau et d'assainissement pour l'année 2019 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 800 €, au profit de la FNCCR et ce dans le cadre de l'analyse des données de l'année 2019 des services d'eau potable et d'assainissement,

2°- Autorise l'inscription d'une dépense d'exploitation correspondante à l'attribution de cette subvention pour un montant de 3 800 € répartie comme suit :

- 1 900 € en 2021 sur le budget annexe de l'eau - chapitre 67 - opération n°1P20O2196,
- 1 900 € en 2021 sur le budget annexe de l'assainissement - chapitre 67 - opération n°2P19O2185.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0419**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Rillieux la Pape**

objet : **Remplacement de la canalisation DN500 entre la station de pompage de la Velette et le réservoir de Vancia - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie du plan de programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 voté par délibération du Conseil n°2015-0475 du 6 juill et 2015.

I - Rappel du contexte

La distribution d'eau potable des Villes de Rillieux la Pape, Sathonay Camp et Sathonay Village est assurée depuis les réservoirs de Semailles et de Vancia implantés sur Rillieux la Pape. Ces 2 ouvrages sont reliés entre eux et alimentés depuis la station relais de Velette par une canalisation en fonte d'un diamètre de 500 mm (DN500) posée dans les années 60 à la création de la Ville Nouvelle ainsi que depuis la station-relais de Bruyères au moyen d'une conduite DN600 raccordée sur celle en DN500.

Des investigations réalisées en 2010 sur la canalisation DN500 ont montré qu'elle est dans un état de corrosion critique avec jusqu'à 60 % de perte d'épaisseur et qu'elle présente un risque de casse important. Le secours possible depuis la station de Bruyères n'étant que partiel, le remplacement de cette conduite vétuste est nécessaire afin de sécuriser la distribution sur ces Villes.

II - Description du projet

Le projet a pour objectif de sécuriser sur le long terme l'alimentation des ouvrages de stockage et la distribution d'eau potable sur le secteur. Il prévoit les travaux suivants sur Rillieux la Pape :

- le remplacement de la conduite DN500 entre la station Velette et le réservoir de Semailles par la pose de 1 975 m de nouvelle canalisation en fonte DN500 dont 1 076 m de fonte revêtue ciment en passant par le ravin de Castellane (espace boisé classé) et les avenues Leclerc et Europe,
- le remplacement de la conduite DN500 entre les réservoirs de Semailles et de Vancia par la pose de 705 m de nouvelle canalisation en fonte DN500 dont 400 m sous la route de Strasbourg,
- la pose de 180 m de fonte DN100 dans la rue Ampère avec reprise des branchements particuliers,
- le remplacement de la conduite DN80 de la montée de la Velette par la pose de 530 m de nouvelle canalisation PEHD DN150 par tubage dans l'ancienne canalisation en fonte DN500, reprise des branchements particuliers,
- le passage à 16 m sous la route de Genève par fonçage en fourreau diamètre 800 mm,
- la création de 5 chambres de raccordements.

Ces travaux comprennent également l'ensemble des ouvrages et équipements hydrauliques associés ainsi que la reprise des branchements existants.

L'opération se compose de 2 marchés de travaux notifiés le 9 mars 2020 :

- lot n°1 : liaison DN500 entre la station de Velette et le réservoir de Semailles,
- lot n°2 : liaison DN500 entre le réservoir de Semailles et le réservoir de Vancia.

Les travaux sont en cours de réalisation depuis septembre 2020.

La distribution des particuliers sera maintenue pendant la durée des travaux.

III - Coût du projet

L'autorisation de programme complémentaire (APC) permettra de financer l'impact de plusieurs aléas qui ont généré des modifications dans les dépenses liées à l'opération, soit :

- l'attribution des marchés de travaux des lots n° 1 et 2 au-dessus des estimations et la réévaluation des besoins en réfections définitives de chaussées, non incluses dans les marchés de travaux et en enrobés provisoires,
- la mise en œuvre des mesures préventives imposées par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) par courrier en mars 2020 concernant la préservation d'espèces protégées du ravin de Castellane, en particulier la mise en place d'un suivi du chantier par un écologue, la renaturation du ravin à l'issue des travaux et la gestion de déblais contaminés à la renouée du Japon,
- la prise en compte de plusieurs contraintes techniques nouvelles, notamment la présence de réseaux abandonnés non répertoriés sur le tracé et la nécessité de couper des lignes aériennes de contact du bus C2 pour la traversée de l'avenue de l'Europe.

Le nouveau coût global du projet au budget annexe de l'eau, se décompose comme suit :

Montant déjà individualisé en € HT	Demande d'APC en € HT	Coût total du projet en € HT
3 600 000	365 650	3 965 650

Une aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (AERMC) dans le cadre du programme Rebond pourra être sollicitée pour un montant estimé à 1 677 790 €.

IV - Calendrier prévisionnel

- présentation au comité de projets : 16 décembre 2020,
- passage au Conseil de la Métropole : 25 janvier 2021,
- frais de fonctionnement de l'ouvrage : selon les modalités prévues au contrat de délégation de service public pour l'exploitant et pour la régie ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve la poursuite du programme de travaux de remplacement de la canalisation DN500 entre la station de pompage de la Velette et le réservoir de Vancia à Rillieux la Pape.

2°- Décide l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P20 - Eau potable :

a) - pour un montant de 365 650 € HT en dépenses sur le budget annexe de l'eau en dépenses en 2021 sur l'opération n°1P20O7278,

b) - pour un montant de 1 677 790 € en recettes sur le budget annexe de l'eau répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- . 1 100 000 € en recettes en 2021,
- . 577 790 € en recettes en 2022,

sur l'opération n°1P20O7278.

3°- Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 3 965 650 € HT au budget annexe de l'eau en raison de l'individualisation partielle de 3 600 000 € HT de l'autorisation de programme travaux de la précédente délibération du Conseil n° 2019-3501 du 13 mai 2019.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0420**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Reprise des petits déchets d'emballage en aluminium issus des centres de tri - Avenant à la convention pour le recyclage des petits aluminiums issus de collecte séparée**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon assure la collecte sélective des emballages ménagers légers triés séparément par les habitants. Ces déchets sont triés dans les centres de tri en contrat avec la Métropole, via un marché de prestations de service. Une fois triés par matière, les emballages ménagers sont ensuite mis à disposition des filières de recyclage.

Le service public de gestion des déchets bénéficie du soutien financier des éco-organismes agréés dans le cadre des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP). Concernant les emballages ménagers, la Métropole a décidé d'appliquer l'extension des consignes de tri à partir du 1^{er} janvier 2020 après la validation de sa candidature par Citeo. Cette extension concerne, outre les emballages plastiques, les petits déchets en aluminium souple (dosettes de café, gourdes de compote, tubes alimentaires ou cosmétiques, etc.). Ces déchets sont désormais extraits par les 2 centres de tri utilisés par la Métropole pour le tri des emballages ménagers après une adaptation technique de leur process industriel.

Pour parvenir au recyclage de ces petits déchets en aluminium, la société Nespresso France SAS, avec le concours d'industriels et d'acteurs de la filière de recyclage, a créé en 2009 le Club de l'emballage léger en aluminium et en acier (CELAA). Sa vocation était de dialoguer avec les différentes parties prenantes afin de favoriser la collecte et l'intégration des petits emballages métalliques au système de tri des déchets. En 2014, Nespresso a créé le fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums. Ce fonds rémunère les collectivités locales engagées dans le tri des petits emballages en aluminium, en leur reversant des soutiens financiers, à hauteur de 300 € la tonne de petits aluminiums réceptionnés par la filière de recyclage agréée.

Par délibération du Conseil n°2019-4019 du 16 décembre 2019, la Métropole a approuvé la convention de partenariat avec le fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums pour une durée de 36 mois jusqu'à la fin du contrat barème F avec Citeo dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2022.

II - Description

Aujourd'hui, le fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums demande aux collectivités en contrat avec lui, de modifier la convention par voie d'avenant. Cet avenant "administratif" officialise la création de l'alliance pour le recyclage des capsules en aluminium, un groupement d'intérêt économique (GIE) qui prend le relais du fonds pour la gestion financière de la convention et le versement des soutiens. Cette alliance, créée par Nespresso, Nestlé et Jacobs Douwe Egberts (JDE) vise, à terme, la mise en place d'un système mondial de recyclage de toutes les capsules en aluminium avec la contribution de tous les metteurs sur le marché.

III - Recettes

L'adoption de cet avenant conditionne par conséquent le versement des soutiens complémentaires que la Métropole a accepté en 2019, avec un effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2022. La Métropole attend avec cette convention un versement de l'ordre de 150 000 €, une somme qui se rajoutera aux soutiens versés par Citeo pour ce flux ;

Vu ledit dossier ;

Le conseil d'exploitation de la régie du budget annexe de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, entendu ;

Oùï l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'avenant à la convention de partenariat avec le fonds de dotation pour le soutien au recyclage des petits aluminiums issus des centres de tri, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ledit avenant.

3°- Les recettes correspondant au soutien des emballages "petits aluminiums et souples" issus de la collecte sélective seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget annexe Prévention et gestion des déchets et assimilés - exercices 2021 et suivants - chapitre 74 - opération n°6P25O2488.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0421**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Citeo - Contrat de reprise des déchets plastiques (flux développement) issus de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers**

service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon assure la collecte sélective des emballages ménagers légers triés séparément. Ces emballages sont triés dans les centres de tri en contrat avec la Métropole dans le cadre de marchés de prestations de service. Une fois triées, les matières sont mises à la disposition des filières de recyclage.

Le service public de gestion des déchets bénéficie du soutien financier des éco-organismes agréés dans le cadre des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP). À ce titre, en application de la délibération du Conseil n°2017-2507 du 20 décembre 2017, la Métropole a signé un contrat pour l'action et la performance (CAP) avec l'éco-organisme Citeo pour une durée de 5 ans (1^{er} janvier 2018 - 31 décembre 2022).

L'arrêté ministériel du 4 janvier 2019, publié le 24 janvier 2019, a apporté des modifications au cahier des charges de la filière REP des emballages ménagers. Le Conseil de Métropole avait entériné cette évolution du contrat par la délibération du Conseil n° 2019-4 019 du 16 décembre 2019 et l'extension des consignes de tri avait pu être mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2020. Aujourd'hui, nos concitoyens doivent mettre dans les bacs de tri tous les emballages vides, à l'exception du verre. Cette simplification doit permettre à terme d'uniformiser les pratiques au niveau national et faciliter l'organisation de nouvelles filières de recyclage.

II - Projet

À cette fin, Citeo a décidé de reprendre les déchets plastiques difficiles à recycler pour rechercher avec les industriels des solutions de recyclage : le standard "flux développement", une décision sujette à de vifs débats en 2018 et 2019 avec les structures représentatives des collectivités locale. Ce flux rassemble les emballages en polyéthylène téréphtalate (PET) foncé et opaque (bouteilles, flacons, pots, barquettes), les barquettes monocouches en PET clair, les pots, barquettes monocouches en polystyrène, les barquettes multicouches et les emballages rigides complexes composés d'autres résines plastiques.

Les centres de tri utilisés par la Métropole, à savoir Paprec-Trivalo 69 situé à Chassieu et Trivosges-Suez à Épinal, dans l'attente de la reconstruction du centre de tri Nicollin à Saint Fons, assurent une prestation de tri pour rassembler ces différents plastiques et les mettre à disposition de Citeo. La Métropole revend cette matière à Citeo au prix contractuel et national de zéro euro par tonne mais bénéficie en contrepartie d'un soutien financier de 660 € par tonne, à hauteur de 92 % des quantités livrées à Citeo.

Citeo a retenu par appel d'offres les centres de sur-tri chargés au niveau national de trier ce flux "développement" dont Trivalo 69 et Trivosges. La Métropole se retrouve donc dans une situation inédite en France : les déchets triés par la Métropole ne quittent pas les centres de tri où ils seront triés une seconde fois pour la séparation des différentes résines plastiques qui le composent.

III - Contrat

Cette situation, très favorable en terme de bilan carbone mais davantage complexe sur le plan administratif, a obligé Citeo à revoir le contrat type de reprise de ce flux développement avec des méthodes particulières de séparation des flux et de contrôle des qualités.

Il est par conséquent proposé d'adopter le contrat de reprise du flux développement dans sa version validée par le Ministère en charge de l'écologie et adapté à la situation lyonnaise et de valider l'article modifié du contrat pour l'action et la performance 2018-2022 en cours avec Citeo qui introduit cette particularité.

L'application de ce contrat contribuera aux recettes de la Métropole à hauteur d'environ 600 000 € par an ;

Vu ledit dossier ;

Le conseil d'exploitation de la régie du budget annexe de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, entendu ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

- a) - l'avenant au CAP 2018-2022, avec Citeo,
- b) - le contrat type pour la reprise et le recyclage du standard plastique "flux développement".

2°- **Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant et ledit contrat.

3°- **Les recettes** correspondant aux soutiens versés par Citeo à la Métropole seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget annexe Prévention et gestion des déchets et assimilés - exercices 2021 et suivants - chapitre 74 - opérations n°6P25O2482, n° 6P25O2485, n°6P25O2488, n°6P25O2490, n°6P25O2492 et n°6P25O5676.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0422**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Extension des halls de départs pour la subdivision de collecte du site Krüger - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Territoires services urbains**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Rappel du contexte

Le projet de nouveau cadre de collecte (NCC) a fait l'objet de 3 rapports soumis au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et au comité technique (CT) les 17 mai 2016, 7 juillet 2017 et 4 juin 2019.

La fin du modèle organisationnel dénommé "du fini-parti" a impliqué une évolution majeure de l'organisation des équipes de collecte : les éboueurs qui étaient autorisés à regagner leur domicile dès le dernier bac levé, doivent depuis septembre 2017 - période Covid-19 exceptée - revenir en subdivision à la fin de leur circuit. Cette évolution offre de nombreux avantages, notamment de recréer des espaces de dialogue et des temps managériaux mais génère des difficultés d'un point de vue bâtementaire. En effet, les locaux, conçus du temps du fini-parti, ne sont pas dimensionnés pour accueillir un tel effectif en fin de poste.

Une 1^{ère} extension de locaux a été mise en œuvre en 2019 pour la subdivision de collecte COL Sud sur le site de Gerland. Une extension des locaux des subdivisions de collecte COL Nord Ouest (NO) et COL Est (COL E) sur le site de Krüger à Villeurbanne était prévue dès 2018-2019. Les réévaluations des besoins successives n'ont cependant pas permis de mener à bien le projet dans les délais impartis.

Il est à noter que la question de l'amélioration des conditions de travail constituait une des revendications de la grève qu'a connue le service de collecte en 2019. Derrière cette question, des attentes vis-à-vis des locaux étaient présentes.

Une autre évolution organisationnelle importante liée à la fin du fini-parti réside dans l'obligation désormais donnée aux agents de laisser leurs vêtements de travail sales au vestiaire en fin de poste. Cette obligation a été mise en place en septembre 2017 pour des raisons évidentes d'hygiène, compte tenu du caractère insalubre et salissant du métier.

Pour être acceptée socialement, cette évolution implique que l'employeur puisse laver les vêtements mis au sale et les retourner aux agents.

Mais cela implique également que les vêtements qui auraient été mouillés les jours de pluie puissent être séchés dans les locaux des subdivisions. Lorsque la pluie est continue, un éboueur passe l'essentiel de son poste exposé sans échappatoire. A l'heure actuelle, aucun site de collecte ne bénéficie d'équipements permettant d'assurer convenablement le séchage des vêtements mouillés.

II - Description du présent projet

Le projet d'extension des halls de la collecte a fait l'objet d'une étude de faisabilité en juin 2019 pour une évaluation financière à hauteur de 3 308 00 € TTC.

Il s'agissait de créer 700 m² de surface en surélévation du bâtiment COL E pour y installer les 2 subdivisions de collectes qui conservent néanmoins des espaces de fonctionnement distincts.

La zone des vestiaires était agrandie en prenant les surfaces occupées par l'Unité de collecte sélective (UCS), ce qui permet l'installation des vestiaires séchant. Cette unité étant relocalisée dans le bâtiment actuellement affecté à COL NO.

Le processus de conception mené par groupes de travail avec les utilisateurs de novembre 2019 à juin 2020 a établi un programme précis et le projet architectural a reçu un avis favorable de la commission d'urbanisme de la Ville de Villeurbanne au mois de septembre 2020.

Le projet abouti comporte plusieurs modifications de programme. Il s'inscrit dans le souci de la pérennité de l'ouvrage et de la maîtrise de l'empreinte environnementale tout en améliorant le confort dans des locaux vétustes, mal adaptés et très énergivores, à savoir :

- le regroupement des équipes de l'UCS : initialement, il était prévu de reloger les 5 agents installés sur Krüger dans les locaux libérés par COL NO. Les surfaces disponibles permettent de regrouper l'ensemble des agents de l'UCS qui sont actuellement répartis sur 2 sites, l'un à Villeurbanne, l'autre à Vénissieux. L'opération permet de répondre à une attente forte de l'UCS mais aussi d'améliorer la qualité du bâti sur le site avec la démolition des modulaires et la reprise de la chaufferie existante. Le surcoût est de 300 000 € TTC,

- les vestiaires sanitaires : les aménagements prévus ont été améliorés avec une prise en compte renforcée du risque sanitaire mis en lumière avec la crise de la Covid-19. Des sas d'entrées ont été ajoutés au projet initial ainsi qu'un vestiaire féminin d'accès indépendant et un sas linge sale. Le surcoût lié est de 120 000 € TTC,

- l'augmentation des surfaces à créer : la surface nécessaire pour répondre au programme est de 1 062 m² au lieu des 700 m² estimé en phase de faisabilité, soit une augmentation de 362 m². Une attention particulière est portée aux principes de construction avec notamment des fabrications bois hors site, une toiture végétalisée, la création d'espaces verts. Les surcoûts liés sont de 504 000 € TTC,

- le site et les travaux en milieu occupé : les bâtiments actuels sont vétustes et les diagnostics montrent un risque fort de présence d'amiante. D'autres chantiers sont prévus sur ce site industriel très dense comme l'installation d'une station gaz naturel pour véhicule (GNV). La durée de l'installation des agents dans des bungalows temporaires s'avère plus longue que prévue. L'ensemble de ces éléments a conduit à réévaluer les postes d'imprévus et aléas de chantier, de maîtrise d'œuvre, de location de bungalows. Le surcoût s'élève à 620 000 € TTC.

La demande d'autorisation programme complémentaire travaux (APC) est de 1 544 800 € TTC.

III - Coût du projet

Le nouveau coût global du projet au budget annexe des déchets, se décompose comme suit :

Montant déjà individualisé en € TTC	Demande d'APC en € TTC	Coût total du projet en € TTC
3 308 000	1 544 800	4 852 800

Le conseil d'exploitation de la régie du budget annexe de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, entendu ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

DELIBERE

1° - Approuve la poursuite de l'extension des halls de départ pour la subdivision de collecte sur le site Krüger à Villeurbanne.

2° - Décide l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P25 - Déchets pour un montant de 1 544 800 € TTC en dépenses à la charge du budget annexe des déchets sur l'opération n°6P25O7719, selon l'échéancier suivant :

- 2021 : 500 000 € TTC,

- 2022 : 1 000 000 € TTC,

- 2023 : 44 800 € TTC,

3° - Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 4 852 800 € TTC au budget annexe des déchets en raison de l'individualisation partielle de 3 308 000 € TTC de la précédente délibération du Conseil n°2020-4149 du 20 janvier 2020.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0423**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Conseil d'administration de la Société d'économie mixte patrimoniale (SEMPAT) du Grand Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Rappel du contexte

La SEMPAT du Grand Lyon est une société anonyme régie par les règles du code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L 1521-1 à L 1525-3, et du code de commerce relatif aux sociétés anonymes.

La SEMPAT du Grand Lyon, créée par délibération du Conseil n°2012-2834 de la Communauté urbaine de Lyon du 19 mars 2012, a pour objet, sur le territoire de la Métropole de Lyon et en réponse à la carence d'initiative privée, l'acquisition de tous biens et droits immobiliers, puis l'administration, la gestion, la location et la vente de biens immobiliers acquis, qui ont notamment pour vocation :

- le développement et la pérennisation des hôtels d'entreprise,
- le maintien et le développement des activités économiques dans les opérations de renouvellement urbain,
- le maintien et le développement de locaux commerciaux, de pôles de services, de pôles artisanaux, de pôles d'activités, de pôles médicaux, de locaux dans le champ de l'économie sociale et solidaire,
- le développement de plateformes d'innovations collaboratives destinées à renforcer l'action des pôles de compétitivité.

Par ailleurs, des activités de gestion locative et technique pour des collectivités ou des opérateurs de la sphère publique pourront être assurées.

II - Modalités de représentation

Le capital social de la SEMPAT du Grand Lyon est détenu à hauteur de 66 % par les collectivités territoriales : Métropole (55,99 %), Ville de Lyon (5,61 %), Ville de Vénissieux (2,53 %), Ville de Vaulx en Velin (1,21 %), Ville de Villeurbanne (0,66 %), la part restante revenant aux actionnaires privés de la société : la Caisse des dépôts et consignations -CDC- (20 %), la Caisse d'épargne Rhône-Alpes (1,86 %), la Société d'équipement du Rhône et de Lyon -SERL- (12,14 %).

1° - L'assemblée générale

L'assemblée générale de la SEMPAT du Grand Lyon se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent. Les collectivités (dont la Métropole), les établissements et les organismes publics ou privés actionnaires de la société sont représentés aux assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné, en ce qui concerne les collectivités, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Ce délégué dispose d'un droit de vote représentatif des parts sociales détenues par la Métropole dans le capital de la société ; cette disposition reprenant celle applicable aux sociétés anonymes.

2° - Le conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L 225-17 du code de commerce, le conseil d'administration de la société se compose de 18 administrateurs.

La Métropole, en tant qu'actionnaire majoritaire, désigne 9 représentants parmi ses membres pour siéger au conseil d'administration de la société.

Les statuts de la société prévoient que le conseil d'administration élit un président parmi ses membres, ce président pouvant être soit une personne physique, soit une collectivité territoriale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire d'un de ses représentants.

Selon les statuts de la société, l'assemblée délibérante de la collectivité doit autoriser ses représentants au sein du conseil d'administration à pouvoir occuper cette fonction de président.

Le président du conseil d'administration peut confier aux membres habilités à cet effet toute fonction.

Par délégation du Conseil n°2020-0016 du 27 juill et 2020, la Métropole a procédé à la désignation de ses représentants au sein du conseil d'administration de la SEMPAT du Grand Lyon :

1 - Emeline BAUME
2 - Béatrice VESSILLER
3 - Jérémie CAMUS
4 - Camille AUGÉY
5 - Floyd NOVAK
6 - Renaud PAYRE
7 - Raphaël DEBÛ
8 - Clotilde POUZERGUE
9 - Corinne CARDONA

Il est proposé au Conseil de procéder au remplacement de madame Camille Augéy pour représenter la Métropole au sein du conseil d'administration de la SEMPAT du Grand Lyon ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

1° - Désigne M. Michaël MAIRE en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration de la SEMPAT du Grand Lyon.

2° - Autorise les représentants au sein du conseil d'administration à occuper la fonction du président du conseil d'administration et à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le président du conseil d'administration.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0424**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Conseil d'administration et assemblée générale du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du Rhône et de la Métropole de Lyon - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le CAUE est une association ayant pour objet de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Ses moyens d'actions sont l'information, la sensibilisation, la pédagogie et la formation auprès de publics variés (particuliers, professionnels, élus, collectivités) ; son périmètre géographique est celui du Département du Rhône.

La Métropole, par substitution de la Communauté urbaine de Lyon depuis le 1^{er} janvier 2015, est membre du CAUE. Cet organisme présente la particularité (unique en France pour un CAUE) d'avoir 2 collectivités de tutelle : la Métropole et le Conseil départemental du Rhône.

II - Modalités de représentation

Les modalités de désignation des représentants des membres du CAUE sont fixées à l'article 8 du décret n°78-172 du 9 février 1978 portant approbation des statuts-types des CAUE, modifié par le décret n°2013-938 du 18 octobre 2013. Cet article prévoit que les représentants des collectivités locales soient "des élus municipaux désignés par le Conseil général", "renouvelés à chaque élection municipale".

Au sein du conseil d'administration du CAUE, la Métropole dispose de 4 sièges parmi les 6 représentants prévus pour les collectivités locales, les 2 autres sièges étant réservés au Conseil départemental du Rhône. Selon l'article 5 du décret, l'association se compose des membres du conseil d'administration, ainsi que de membres actifs, bienfaiteurs ou d'honneur. L'article 7 du décret stipule que le mandat des représentants est de 3 ans renouvelables.

Par délibération du Conseil n°2020-0066 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants, pour la durée du mandat, au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du CAUE :

Titulaires
1 - Béatrice VESSILLER
2 - Jean-Charles KOHLHAAS
3 - Pascal CHARMOT
4 - Renaud PAYRE

À la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de monsieur Renaud Payre, il est proposé au Conseil de désigner un nouveau représentant au sein des instances du CAUE ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Joëlle SECHAUD en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du CAUE.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0425**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Assemblée générale de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise créée en 1979 est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet, conformément à l'article L 121-3 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 :

- de suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale,
- de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les plans locaux d'urbanisme,
- de préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques,
- de contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils de développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine,
- d'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

Elle a, en outre, la possibilité d'intervenir dans tous les domaines relevant de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, suivant les directives qui lui sont données par son conseil d'administration.

II - Modalités de représentation

L'association comprend 43 membres adhérents, répartis dans 3 collèges :

- le 1^{er} collège regroupe les membres de droit : la Métropole de Lyon, l'État, le Département du Rhône, le Syndicat mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL), le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL), le Pôle métropolitain, l'Établissement public de l'ouest Rhône-Alpes (EPORA),
- le 2^{ème} collège regroupe les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération et les syndicats mixtes de SCoT des territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise (hors agglomération lyonnaise, au sens du SEPAL),

- le 3^{ème} collège regroupe (hors membres de droit) les communes et communautés de communes de l'agglomération lyonnaise, les syndicats mixtes hors SCoT, les établissements publics spécialisés, les chambres consulaires et toutes les autres personnes morales de droit public qui contribuent directement ou indirectement à l'aménagement et au développement de l'aire métropolitaine lyonnaise.

L'assemblée générale est composée de 66 représentants, dont 20 siégeant pour le compte de la Métropole. Il incombe à chaque membre de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise de désigner ses représentants à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise est composé de 24 membres issus des 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} collèges de l'assemblée générale de l'association. La Métropole dispose de 6 sièges au sein du conseil d'administration. Les élus du conseil d'administration sont obligatoirement choisis parmi les membres représentants de l'assemblée générale.

Par délibération du Conseil n°2020-0064 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants, pour la durée du mandat, au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise :

Titulaires
1 - Béatrice VESSILLER
2 - Jean-Charles KOHLHAAS
3 - Jérémy CAMUS
4 - Valérie ROCHE
5 - Hélène DROMAIN
6 - Valentin LUNGENSTRASS
7 - Fabien BAGNON
8 - Laurence FRETU-PERRIER
9 - Claire BROSSAUD
10 - Sylvain GODINOT
11 - Renaud PAYRE
12 - Christiane CHARNAY
13 - Idir BOUMERTIT
14 - Gérard COLLOMB
15 - Marc GRIVEL
16 - Michel LE FAOU
17 - Sandrine CHADIER
18 - Lionel LASSAGNE
19 - Véronique SARSELLI
20 - Julien SMATI

Madame Claire Brossaud ayant fait part de son souhait de ne plus siéger, il est proposé au Conseil de désigner un représentant titulaire pour pourvoir le poste ainsi vacant au sein de l'assemblée générale de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne Mme Joëlle SECHAUD en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de l'assemblée générale de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0426**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

objet : **Conseil du Pôle métropolitain - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction mobilités**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par arrêté préfectoral n°1688 du 16 avril 2012, monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, a procédé à la création du Pôle métropolitain. Ce syndicat mixte compte aujourd'hui 6 membres.

Les membres fondateurs du Pôle métropolitain sont : la Communauté urbaine de Lyon devenue Métropole de Lyon (59 communes), la Communauté d'agglomération Saint Etienne Métropole devenue Métropole de Saint-Etienne (53 communes), les Communautés d'agglomération Porte de l'Isère (CAPI - 22 communes) et du Pays viennois (18 communes) devenue Vienne Condrieu agglomération (30 communes).

La Communauté d'agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS - 21 communes) et la Communauté de communes de l'est lyonnais (CCEL - 8 communes) ont adhéré au Pôle métropolitain par délibération de leurs assemblées respectives les 25 janvier 2016 et 10 novembre 2015.

L'article L 5731-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Pôle métropolitain est constitué en vue d'actions d'intérêt métropolitain, afin de promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale.

Le Pôle métropolitain est constitué pour une durée illimitée. Son siège est fixé à Givors.

Pour mémoire, il exerce les actions suivantes :

- développement des infrastructures et des services de transports,
- développement économique, promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur,
- culture,
- aménagement et planification.

Lorsque certaines actions impliquent, au préalable, de définir leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé, sur proposition du Conseil du Pôle métropolitain, par délibérations concordantes de chacun des membres du Pôle, en application de l'article L 5731-1 du CGCT.

II - Modalités de représentation

Le Conseil du Pôle métropolitain est composé de délégués élus par les organes délibérants de chacun des membres du Pôle métropolitain. Il n'est pas institué de délégués suppléants appelés à siéger au Conseil du Pôle métropolitain en cas d'empêchement des délégués titulaires.

En application de l'article L 5731-3 du CGCT, la répartition des sièges au sein du Conseil du Pôle métropolitain tient compte du poids démographique de chacun des membres du Pôle, chaque membre disposant d'au moins un siège. Aucun d'entre eux ne peut disposer de plus de la moitié des sièges. Les statuts prévoient que lors du renouvellement général des conseils municipaux, la population prise en compte est celle authentifiée au 1^{er} janvier de l'année des élections soit au 1^{er} janvier 2020.

Collectivité ou établissement public de coopération intercommunale (EPCI) membre	Population municipale authentifiée au 1 ^{er} janvier 2020	Nombre de sièges	Nombre de sièges sur effectif total du Conseil du Pôle métropolitain (en %)
Métropole de Lyon	1 385 927	43	48,86
Saint-Etienne Métropole	404 323	15	17,04
CAPI	106 737	9	10,23
CAVBS	73 090	9	10,23
Vienne Condrieu agglomération	89 522	9	10,23
CCEL	40 725	3	3,41
Total	2 100 324	88	100

La Métropole dispose de 43 sièges au sein du Conseil du Pôle métropolitain.

Par délibérations du Conseil n°2020-0013 du 27 juillet 2020 et n°2020-0318 du 14 décembre 2020, la Métropole a désigné ses 43 représentants au sein du Conseil du Pôle métropolitain :

Titulaires
1 - Sylvain Godinot
2 - Bertrand Artigny
3 - Jean-Charles Kohlhaas
4 - Jérôme Bub
5 - Emeline Baume
6 - Bruno Bernard
7 - Jérémy Camus
8 - Blandine Collin

Titulaires
9 - Lucie Vacher
10 - Michaël Maire
11 - Laurence Frety-Perrier
12 - Séverine Hémain
13 - Philippe Guelpa-Bonaro
14 - Catherine Creuze
15 - Valentin Lungenstrass
16 - Béatrice Vessiller
17 - Fatiha Benahmed
18 - Izzet Doganel
19 - Renaud Payre
20 - Gilbert-Luc Devinaz
21 - Christiane Charnay
22 - Raphaël Debû
23 - Nathalie Perrin-Gilbert
24 - Moussa Diop
25 - François-Noël Buffet
26 - Myriam Fontaine
27 - Séverine Fontanges
28 - Christophe Girard
29 - Véronique Sarselli
30 - Luc Seguin
31 - Jean-Jacques Selles
32 - Julien Smati
33 - Yves-Marie Uhlich
34 - David Kimelfeld
35 - Brigitte Jannot
36 - Jean-Luc Da Passano

Titulaires
37 - Catherine Panassier
38 - Marc Grivel
39 - Alain Galliano
40 - Gisèle Coin
41 - Pascal David
42 - Louis Pelaez
43 - Delphine Borbon

A la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de mesdames Laurence Fréty et Blandine Collin, il appartient au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire au sein du Conseil du Pôle métropolitain ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

Où l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

Dans le **II - Modalités de représentation** de l'exposé des motifs, il convient de lire :

"A la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de mesdames Laurence Fréty et Blandine Collin, il appartient au Conseil de désigner deux nouveaux représentants titulaires au sein du Conseil du Pôle métropolitain ;"

au lieu de :

"A la suite d'une erreur matérielle dans la désignation de mesdames Laurence Fréty et Blandine Collin, il appartient au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire au sein du Conseil du Pôle métropolitain ;"

Dans le dispositif, il convient de lire :

"Désigne et en tant que titulaires pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du Conseil du Pôle métropolitain."

au lieu de :

"Désigne en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du Conseil du Pôle métropolitain." ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

1° - Approuve les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Désigne Mmes Anne REVEYRAND et Joëlle SECHAUD en tant que titulaires pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du Conseil du Pôle métropolitain.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0427**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Décines Charpieu - Genay - Lyon 1er - Lyon 3° - Lyon 4° - Lyon 5° - Lyon 6° - Lyon 7° - Lyon 9° - Oullins - Sainte Foy lès Lyon - Tassin la Demi Lune - Villeurbanne**

objet : **Aides à la pierre - Logement social 2020 - Attribution de subventions aux bailleurs sociaux pour le financement de logements sociaux**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction habitat et logement**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par délibération du Conseil n°2015-0376 du 11 mai 2015, la Métropole de Lyon a approuvé la convention-cadre de délégation de compétence en matière d'aide au logement entre l'État et la Métropole de Lyon pour la période 2015-2020.

Par délibération du Conseil n°2020-4292 du 8 juin 2020, un avenant n°7 à cette convention-cadre a été conclu afin de déterminer, pour l'année 2020, les objectifs quantitatifs et les moyens dédiés pour le parc public et le parc privé.

Les bailleurs sociaux intervenants sur le territoire de la Métropole déterminent alors la réalisation d'opérations de construction, d'acquisition-amélioration et d'acquisition en l'état futur d'achèvement de logements pour lesquelles des subventions d'aide à la pierre seront sollicitées.

La Métropole accorde ces subventions en son nom propre, ainsi qu'en tant que délégataire des aides de l'État. Les opérations sont proposées après instruction par les services de l'État et avis favorable des communes concernées portant sur la nature de l'opération et les produits envisagés.

En cas de non réalisation, de réalisation partielle ou de réalisation non conforme à l'objet d'une opération, le Conseil se prononcera sur l'annulation des subventions correspondantes.

Les bénéficiaires peuvent solliciter, lors du démarrage de l'opération, un acompte dans la limite de 40 % du montant de la subvention pour chacune de leurs opérations sachant qu'au-delà d'une subvention de 200 000 €, un 2^{ème} acompte peut être accordé.

Le versement du solde est subordonné à la signature d'une décision de clôture qui sera établie en fonction du programme réalisé et du prix de revient constaté de l'opération, et recalculé conformément à l'article R 331-15 du code de la construction et de l'habitation.

Il est à noter que la Métropole, par délibération du Conseil n°2016-1593 du 10 novembre 2016, a approuvé l'attribution d'une subvention au forfait pour les logements familiaux neufs financés dans le cadre du guichet unique des aides à la pierre.

II - Objet de la délibération

Il est ainsi proposé au Conseil de subventionner des opérations pour un montant total de 2 091 000 €, permettant la réalisation de 138 logements sociaux dont 25 prêts locatifs à usage social (PLUS) et 113 prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) au titre de la délégation des aides à la pierre, conformément au tableau ci-annexé mentionnant la localisation, la nature des opérations ainsi que les montants des subventions attribuées ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'attribution de subventions d'équipement, pour un montant total de 2 091 000 € réparti au profit des bénéficiaires détaillés au sein du tableau ci-annexé, dans le cadre d'opérations de construction, d'acquisition-amélioration et d'acquisition en l'état futur d'achèvement de logements pour lesquelles des subventions d'aides à la pierre sont sollicitées.

2° - Autorise monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - La dépense sera imputée sur l'autorisation de programme globale P14 - Soutien au logement social (y/c foncier) - aides à la pierre logement social 2020 individualisée le 8 juin 2020, pour un montant de 35 000 000 € en dépenses à la charge du budget principal.

4° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2020 et suivants - chapitre 204 - opération n°0P14O7764, pour un montant de 2 091 000 € au titre de la délégation des aides à la pierre 2020.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

ANNEXE
AIDES A LA PIERRE LOGEMENT SOCIAL
Conseil métropolitain du 25 janvier 2021

Bénéficiaire	Opérations						Subvention maximale (en €)
	Localisation		Nature	Barème d'aide	Logements		
	Adresse	Commune			PLUS	PLAI	
Habitat et Humanisme	55, avenue Jean Jaurès	Décines-Charpieu	AA	Logement en acquisition-amélioration	1		11 000 €
Grand Lyon Habitat	123, rue du cèdre	Genay	AA	Logements en acquisition-amélioration	1	1	35 000 €
Sollar	14, rue Romarin; impasse Saint-Polycarpe	Lyon 1er	AA	Logements en bail emphytéotique Métropole de Lyon	5	5	110 000 €
Habitat et Humanisme	200, rue Garibaldi	Lyon 3ème	AA	Logements en acquisition-amélioration		2	48 000 €
Habitat et Humanisme	35, rue du Bois de la Caille	Lyon 4ème	CN	Résidence Sociale		25	400 000 €
SACVL	52 bis, avenue du point du jour	Lyon 5ème	AA	Logements en acquisition-amélioration	1	1	35 000 €
Sollar	38, rue Crillon ; 46, rue Garibaldi	Lyon 6ème	AA	Logements en bail emphytéotique Métropole de Lyon	6	5	114 000 €
Sollar	53 et 57, rue Tronchet	Lyon 6ème	AA	Logements en bail emphytéotique Métropole de Lyon	4		16 000 €
Habitat et Humanisme	40, rue de Marseille	Lyon 7ème	AA	Logement en acquisition-amélioration		1	24 000 €
Immobilière Rhône-Alpes	11, Grande rue de Vaise	Lyon 9ème	AA	Logements en bail emphytéotique Métropole de Lyon	7	4	100 000 €
SACVL	impasse Pierre Baizet	Lyon 9ème	CN	Logements en habitat spécifique		4	160 000 €
Habitat et Humanisme	29, rue Sergent Michel Berthet	Lyon 9ème	AA	Logements en acquisition-amélioration		2	48 000 €
Habitat et Humanisme	32, boulevard J.F. Kennedy	Oullins	AA	Logement en acquisition-amélioration		1	24 000 €
Habitat et Humanisme	1, chemin des Verzières	Sainte-Foy-Lès-Lyon	AA	Logement en acquisition-amélioration		1	24 000 €
Habitat et Humanisme	27, Grande-rue	Sainte-Foy-Lès-Lyon	AA	Logements en bail emphytéotique Métropole de Lyon		3	54 000 €
Lyon Métropole Habitat	15,17, montée de Verdun	Tassin-La-Demi-Lune	VEFA	Résidence Sociale		56	840 000 €
Habitat et Humanisme	17, 19, rue Bourchanin	Villeurbanne	AA	Logement en acquisition-amélioration		1	24 000 €
Habitat et Humanisme	1, rue René Prolongée	Villeurbanne	AA	Logement en acquisition-amélioration		1	24 000 €
TOTAL GENERAL					25	113	2 091 000 €

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0428**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Décines Charpieu**

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'un terrain nu situé 269 avenue Jean Jaurès angle rue Jules Verne et appartenant aux copropriétaires de la Résidence Jules Verne**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de la régularisation de la situation foncière d'une partie de l'avenue Jean Jaurès et de la rue Jules Verne à Décines Charpieu, la Métropole de Lyon se propose d'acquérir un terrain nu, libre de toute location ou occupation, situé 269 avenue Jean Jaurès à l'angle de la rue Jules Verne et appartenant aux copropriétaires de la Résidence Jules Verne.

Ce terrain est situé sur l'emprise actuelle de l'avenue Jean Jaurès et de la rue Jules Verne. Il constitue une partie de la rue Jules Verne et est aménagé pour le reste en trottoir.

II - Désignation du bien acquis

Il s'agit d'un terrain d'une superficie d'environ 280 m², à détacher d'une parcelle de plus grande contenance, cadastrée AV 425.

III - Conditions de l'acquisition

Aux termes du compromis, les copropriétaires de la Résidence Jules Verne accepteraient de céder ce terrain nu, libre de toute location ou occupation, à titre gratuit.

Ce terrain sera intégré dans le domaine public métropolitain ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre gratuit, d'un terrain nu d'une superficie d'environ 280 m² à détacher de la parcelle cadastrée AV 425, situé 269 avenue Jean Jaurès, angle rue Jules Vernes à Décines Charpieu et appartenant aux copropriétaires de la Résidence Jules Vernes, dans le cadre de la régularisation du foncier d'une partie de l'avenue Jean Jaurès et de la rue Jules Verne.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie individualisée le 20 janvier 2020, pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- Cette acquisition, à titre gratuit, fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2112 - fonction 01 et en recettes - compte 1328 - fonction 01 sur l'opération n°0P09O2754.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0429**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Fontaines Saint Martin

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, de 2 parcelles de terrain nu situées 660 rue du Prado et appartenant à la société Adoma**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de l'opération de requalification de la rue du Prado à Fontaines Saint Martin, et afin de répondre à la sécurisation des liaisons piétonnes, de permettre aux cyclistes de circuler sur un axe aménagé et de réduire la vitesse des véhicules, la Métropole de Lyon doit acquérir 2 parcelles de terrain nu, d'une superficie totale d'environ 96 m², à détacher des parcelles de plus grandes contenances cadastrées AH 17 et AH 18, concernées au plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) par l'emplacement réservé de voirie n°28 .

II - Désignation du bien acquis

Ces parcelles sont situées 660 rue du Prado à Fontaines Saint Martin et appartiennent à la société Adoma.

III - Condition de l'acquisition

Aux termes du compromis, l'acquisition de ces parcelles interviendrait à l'euro symbolique.

En outre, la Métropole s'engage à procéder à sa charge aux travaux suivants :

- l'enlèvement d'encrochements existants,
- la dépose du portillon existant,
- la mise en place d'une nouvelle clôture,
- la démolition et l'évacuation des 2 abris de stockage des poubelles existants.

Ces travaux, rendus indispensables par le recoupement de la propriété, ne sont pas une charge augmentative du prix de vente.

Les frais inhérents à la réalisation du document d'arpentage seront pris en charge par la Métropole.

Ces terrains devront être intégrés dans le domaine public métropolitain après travaux ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à l'euro symbolique, de 2 parcelles de terrain nu, d'une superficie totale d'environ 96 m², à détacher des parcelles cadastrées AH 17 et AH 18, situées 660 rue du Prado à Fontaines Saint Martin et appartenant à la société Adoma, dans le cadre de la requalification de ladite rue.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains, individualisée le 5 novembre 2018 pour la somme de 1 770 000 € en dépenses, sur l'opération n°0P06O5365.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 -compte 2111 - fonction 515, pour un montant de 1 € correspondant au prix de l'acquisition et de 440 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- Cette acquisition à l'euro symbolique fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2111 - fonction 01 - et en recettes - compte 1328 - fonction 01 sur l'opération n°0P06O2751.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0430**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Irigny

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située route Neuve et appartenant au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Les Cigales**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la régularisation foncière d'une emprise aménagée en nature de voirie, de trottoir et comportant un arrêt bus, la Métropole de Lyon doit acquérir une parcelle de terrain nu issue de la parcelle cadastrée AI 3p d'une superficie de 84 m² située route Neuve à Irigny et appartenant au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Les Cigales.

Aux termes du compromis, l'acquisition de cette parcelle interviendrait, à titre purement gratuit, bien cédé libre de toute occupation ou location. Il intégrerait le domaine public de voirie métropolitain.

La Métropole prendra en charge la réalisation du document d'arpentage ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu issue de la parcelle cadastrée AI 3p d'une superficie de 84 m² située route Neuve à Irigny et appartenant au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Les Cigales, dans le cadre d'une régularisation foncière.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour la somme de 535 000 € en dépenses, sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844 pour un montant d'environ 900 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- Cette acquisition , à titre gratuit, fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2112 - fonction 01 et en recettes - compte 1328 - fonction 01 sur l'opération n°0P09O2754.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0431**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Sathonay Village**

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, de 2 terrains nus, situés montée du Village et appartenant à la Ville de Sathonay Village**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de la régularisation de la situation foncière d'une partie de la montée du Village à Sathonay Village, la Métropole de Lyon se propose d'acquérir 2 terrains nus, libres de toute location ou occupation, situés montée du Village et appartenant à la Ville.

Ces terrains ont été aménagés en voirie après que la Métropole ait changé une importante canalisation d'assainissement, procédé à des travaux d'aménagement et d'élargissement de la voirie montée du Village.

II - Désignation du bien acquis

Il s'agit de 2 terrains d'une superficie totale d'environ 99 m², à détacher d'une parcelle de plus grande contenance, cadastrée AB 69.

III - Condition de l'acquisition

Aux termes du compromis, la Ville accepterait de céder ces terrains nus, libres de toute location ou occupation, à l'euro symbolique.

Ces terrains seront intégrés dans le domaine public métropolitain ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à l'euro symbolique, de 2 terrains nus d'une superficie totale d'environ 99 m² à détacher de la parcelle cadastrée AB 69, située montée du Village à Sathonay Village et appartenant à la Ville, dans le cadre de la régularisation du foncier d'une partie de ladite voie.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera prélevé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 1 € correspondant au prix de l'acquisition et de 440 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- Cette acquisition à l'euro symbolique fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2112 - fonction 01 et en recettes - compte 13241 - fonction 01 - opération n°0P09O2754.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0432**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Villeurbanne**

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, d'un terrain nu situé 155 rue du 4 août 1789, à l'angle de la rue Jules Kumer et appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Icade Promotion ou à toute personne morale ou physique à elle substituée**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du **6 janvier 2021**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de l'élargissement de la rue du 4 août 1789 à Villeurbanne, inscrit en emplacement réservé de voirie n° 129 au plan local de l'urbanisme et de l'habitat (PLU-H), la Métropole de Lyon se propose d'acquérir un terrain nu, libre de toute location ou occupation, situé 155 rue du 4 août 1789 à l'angle de la rue Jules Kumer et appartenant à la SAS Icade Promotion ou à toute personne morale ou physique à elle substituée.

Cette acquisition permettra de réaliser un pan coupé aménagé en trottoir.

II - Désignation du bien acquis

Il s'agit d'un terrain d'une superficie d'environ 17 m², à détacher d'une parcelle de plus grande contenance, cadastrée BS 155.

III - Condition de l'acquisition

Aux termes du compromis, la SAS Icade Promotion, accepterait de céder ce terrain nu, libre de toute location ou occupation, à l'euro symbolique.

Ce terrain devra être intégré dans le domaine public métropolitain après travaux ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'acquisition, par la Métropole, à l'euro symbolique, d'un terrain nu d'une superficie d'environ 17 m² à détacher de la parcelle cadastrée BS 155, située 155 rue du 4 août 1789 à l'angle de la rue Jules Kumer à Villeurbanne et appartenant à la SAS Icade Promotion ou à toute personne morale ou physique à elle substituée dans le cadre de l'élargissement de la rue du 4 août 1789.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3° - La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera prélevé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 1 € correspondant au prix de l'acquisition et de 440 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- Cette acquisition à l'euro symbolique fera l'objet d'écritures d'ordre au chapitre 041 en dépenses - compte 2112 - fonction 01 et en recettes - compte 1328 - fonction 01 - opération n°0P09O2754.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0433**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Bron**

objet : **Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Acquisition, à titre onéreux, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n°428 et 578 situés 21 rue Guillermin et appartenant aux conjoints Djakma**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le quartier de Terraillon est situé à la limite de Villeurbanne, au nord de Bron et au sud de Vaulx en Velin, excentré par rapport au cœur de ces 2 villes. Il est essentiellement constitué d'immeubles de copropriétés, construits dans les années 1960, fragilisés et assurant une fonction de parc social de fait.

Le quartier bénéficie depuis 2008 d'une ORU mise en œuvre dans le cadre du 1^{er} programme national de renouvellement urbain (PNRU) de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) qui vise à renouveler le parc social le plus dégradé et conforter l'attractivité des équipements publics et commerciaux. La dernière phase du PNRU1 est mise en œuvre, dans le cadre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Terraillon.

Le quartier a été retenu le 15 décembre 2014 par le conseil d'administration de l'ANRU comme priorité nationale du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

L'aménagement du secteur Terraillon est conduit sous forme de ZAC sous maîtrise d'ouvrage concédée à la Société d'équipement et d'aménagement du Rhône et de Lyon (SERL) mais le traité de concession approuvé prévoit que les acquisitions foncières restent conduites directement par la collectivité. En lien avec les évolutions du projet et l'engagement de la tranche conditionnelle de la ZAC, la Métropole de Lyon, par décision de la Commission permanente n°CP-2019-3143 du 3 juin 2019, a approuvé le lancement d'une nouvelle déclaration d'utilité publique (DUP) pour conduire la procédure d'expropriation sur les parties nord des bâtiments A et B.

L'arrêté de DUP a été obtenu le 22 juillet 2020.

Néanmoins, sans attendre l'arrêté de cessibilité, la Métropole poursuit les acquisitions amiables.

II - Désignation des biens acquis

Les biens à acquérir appartiennent aux conjoints Djakma. Il se constitue d'un appartement de type T5, d'une superficie de 83 m², situé au 3^{ème} étage de l'ensemble immobilier en copropriété formant le lot n°428 avec les 693/100 800 des parties communes générales attachées à ce lot, et d'une cave formant le lot n°578 avec les 3/100 800 des parties communes attachées à ce lot.

Les biens sont situés au 21 rue Guillermin à Bron, sur la parcelle cadastrée B 1936.

III - Conditions de l'acquisition

Aux termes du projet d'acte, ces derniers céderaient les biens en cause -libres de toute location ou occupation- au prix de 104 546 € auquel s'ajoute une indemnité de remploi d'un montant de 11 454 €, soit un total de 116 000 €.

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) du 5 novembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, pour un montant de 104 546 € auquel s'ajoute une indemnité de remploi d'un montant de 11 454 €, soit un montant total de 116 000 €, d'un appartement de type T5 d'une superficie de 83 m² et d'une cave formant respectivement les lots n°428 et 578, de la copropriété Ter raillon, situés 21 rue Guillermin à Bron et appartenant aux conjoints Djakma, dans le cadre de l'ORU du quartier Terrailon.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition et à solliciter les subventions auprès de l'ANRU.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 8 juillet 2019 pour un montant de 43 923 001,61 € en dépenses et de 21 863 906,13 € en recettes sur l'opération n°0P17O0827.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2138 - fonction 515, pour un montant total de 116 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 2 500 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0434**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Dardilly**

objet : **Réserve foncière - Secteur Les Longes - Charrière - Acquisition, à titre onéreux, d'une maison d'habitation située 6 route nationale 6 et appartenant à M. et Mme Yvan et Madeleine Sylvestre**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le secteur Les Longes - Charrière à Dardilly est situé au plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) en zonage AU3, zone à urbaniser à dominante d'activité économique. Il forme un secteur peu qualifié qui rassemble, en frange de la RN 6, différentes fonctions (commerces, stationnement, stockage, habitation) dont l'essentiel des constructions présente un caractère provisoire.

Ce secteur est situé à proximité immédiate du rond-point de la maison carrée et de l'échangeur M6-RN6 et offre un potentiel de développement important de par la qualité de sa desserte routière. Il bénéficiera également à l'avenir d'une desserte en transport en commun importante grâce à l'aménagement en cours du pôle multimodal de La Garde (parking relais 150 places, terminus de la nouvelle ligne express, aire de covoiturage).

La maîtrise de biens immobiliers dans cette zone permet à la Métropole de constituer une réserve foncière propre à la réalisation de l'aménagement et du développement de ce secteur à urbaniser.

II - Désignation des biens acquis

Il s'agit d'une maison d'habitation d'un niveau sur sous-sol, d'une surface de 120 m², bâtie sur terrain propre cadastré AK 8 et AK 152, d'une superficie totale de 4 145 m², située 6 route nationale 6 à Dardilly, et appartenant à monsieur et madame Yvan et Madeleine Sylvestre.

III - Conditions de l'acquisition

Il a été négocié entre les parties que ces biens seraient cédés -libres de toute location ou occupation- à la Métropole à titre onéreux au prix de 227 000 €.

Ce prix tient compte du coût de traitement des déchets de démolition présents sur le terrain, estimé par un bureau d'étude à 33 000 € ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 7 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 227 000 €, d'une maison d'habitation située 6 route nationale 6 à Dardilly, bâtie sur les parcelles cadastrées AK8 et AK 152 d'une superficie totale de 4 145 m², biens cédés -libres de toute location ou occupation- et appartenant à monsieur et madame Yvan et Madeleine Sylvestre, dans le cadre d'une réserve foncière dans le secteur Les Longes - Charrière.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves et outils de l'action foncière, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 40 000 000 € en dépenses sur l'opération n°0P07O4500.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - comptes 2111 et 21321 - fonction 581, pour un montant de 227 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 4 300 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0435**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Feyzin**

objet : **Réserve foncière - Acquisition, à titre onéreux, du lot n°26 dépendant de l'immeuble en copropriété situé 7 avenue Jean Jaurès et appartenant aux époux Extrat**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon se propose d'acquérir un lot de copropriété situé 7 avenue Jean Jaurès à Feyzin, édifié sur un terrain cadastré BM 140, ledit lot appartenant aux époux Extrat.

Le site est localisé sur le territoire de la Vallée de la Chimie, au sein d'une zone classée en zonage économique au plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H). Cette zone doit faire l'objet d'un schéma de développement afin d'engager une dynamique territoriale de développement pour soutenir la vitalité du tissu économique, accompagner son renouvellement et restaurer une certaine qualité urbaine de ces espaces.

Par ailleurs, la Ville de Feyzin est concernée par des mesures foncières en raison de sa localisation au sein du périmètre du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie. À ce titre, la Ville perd 12 % de sa surface dédiée au développement économique pour des questions de sécurité. Le site est localisé en zone réglementaire B1F du PPRT, dont la vocation des constructions nouvelles autorisées est exclusivement réservée aux destinations de l'industrie, du transport, de la logistique, des entrepôts et de l'artisanat.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la réserve foncière en vue de la reconquête d'espace de développement économique au sein de la zone industrielle (ZI) Château de l'Ile qui représente une des seules zones du territoire en capacité d'accueillir les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et petites et moyennes entreprises (PME) des secteurs d'activités complémentaires à la chimie, l'énergie et l'environnement. Elle permet également, par effets collatéraux, de répondre à des enjeux écologiques et d'habitat.

II - Désignation du bien et modalités d'acquisition

Il s'agit du lot n°26, meublé à usage d'habitat, d'une superficie d'environ 24,09 m², correspondant à la bulle n°459, avec les 10/700 des parties communes générales attachées à ce lot.

Aux termes du compromis qui a été établi, cette acquisition interviendrait au prix de 53 000 €, bien cédé occupé.

La Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) n'a pas été consultée, cette acquisition se réalisant en-deçà du seuil des 180 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 53 000 € du lot n°26 d'une superficie de 24,09 m² -bien cédé occupé- dépendant de l'immeuble en copropriété cadastré BM 140, situé 7 avenue Jean Jaurès à Feyzin et appartenant aux époux Extrat, dans le cadre de la mise en sécurité des personnes et afin de permettre le développement économique.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 6 novembre 2017 pour un montant de 29 000 000 € en dépenses sur l'opération n°0P07O4497.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2138 - fonction 581, pour un montant de 53 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 1 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0436**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 8°**

objet : **Equipement public - Acquisition, à titre onéreux, de 7 lots de volumes dans l'ensemble immobilier situé 211 à 219 avenue Berthelot appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Lyon Berthelot commerces ou à toute société à elle substituée**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon et la Ville de Lyon ont décidé de regrouper la Maison de la Métropole et le centre communal d'action social (CCAS) du 8^{ème} arrondissement de Lyon dans les mêmes locaux, afin de créer un lieu d'accueil social commun et d'améliorer le service rendu aux habitants des 7^{ème} et 8^{ème} arrondissements de Lyon. Afin de permettre la création de la future Maison de la Métropole pour les solidarités (MDMS), la Métropole doit acquérir 7 lots de volumes dans un ensemble immobilier situé 211 à 219 avenue Berthelot à Lyon 8° appartenant à la SAS Lyon Berthelot commerces ou à toute société à elle substituée.

Il s'agit des lots de volume n°8, 10, 11, 12, 13, 15 et 16 dont l'assiette est d'une surface totale de 1 532,70 m² environ prévus initialement pour être aménagés en locaux commerciaux au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier édifié sur les parcelles cadastrées BX 125, BX 126, BX 129, BX 132, BX 134 et BX 136.

Aux termes de la promesse synallagmatique de vente, le prix d'acquisition serait fixé à 2 300 € HT le m², soit 3 525 210 € HT et 4 230 252 € TTC, locaux libres de toute location ou occupation livrés brut de béton avec fluides en attente, admis par la direction de l'immobilier de l'État (DIE), sous réserve du respect des conditions suspensives, notamment l'obtention d'un permis de construire définitif autorisant le changement de destination des locaux et les travaux nécessaires à la réalisation de la MDMS ;

Vu ledit dossier ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 20 avril 2020, figurant en pièce jointe ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, pour un montant de 3 525 210 € HT auquel se rajoute la TVA au taux de 20 % d'un montant de 705 042 €, soit 4 230 252 € TTC, de 7 lots de volumes d'une superficie totale de 1 532,70 m² environ appartenant à la SAS Lyon Berthelot commerces ou à toute société à elle substituée, dans un ensemble immobilier situé 211 à 219 avenue Berthelot à Lyon 8°, cadastré BX 125, BX 126, BX 129, BX 132, BX 134 et BX 136, en vue de la création d'une MDMS.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P28 - Fonctionnement de l'institution, individualisée le 30 septembre 2019 pour un montant de 8 450 000 € en dépenses, sur l'opération n°0P28O7208.

4° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 21313 - fonction 020, pour un montant de 4 230 252 € correspondant au prix de l'acquisition et de 47 000 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0437**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Meyzieu**

objet : **Equipement public - Bassin de rétention - Secteur Villardier - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu situé lieudit Le Villardier à détacher des parcelles cadastrées CY 7 et CY 9 et appartenant à la société dénommée Bouygues Immobilier**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du **6 janvier 2021**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Le secteur Villardier/Peyssillieu est localisé au sud-ouest de la Ville de Meyzieu. Il présente des zones urbanisées et des zones agricoles dont une partie est ouverte à l'urbanisation. Cette zone couvre un bassin versant de 215 ha. Depuis plusieurs années, des inondations locales et des débordements du réseau sont signalés à l'est de ce secteur, au niveau des lieux-dits Villardier et Mathiollan.

Le ruissellement des eaux agricoles a été identifié comme l'une des causes principales de ces inondations. À cela s'ajoute le difficile accès des puits et leur situation dans des terrains peu favorables à l'infiltration, d'une part, et le mauvais état et le sous-dimensionnement du réseau pluvial, d'autre part.

Afin de résoudre définitivement les dysfonctionnements actuels et dans l'optique de répondre aux besoins d'aménagements futurs, la Métropole a décidé par délibérations du Conseil n°2017-2221 du 18 septembre 2017 et n°2020-4163 du 20 janvier 2020 la création d'ouvrages de gestion des eaux pluviales pour protéger des inondations les quartiers Villardier et Peyssillieu sur la Ville de Meyzieu.

Par la présente décision, il est proposé d'acquérir les emprises foncières, propriété de la société Bouygues Immobilier, nécessaires à la réalisation de 2 ouvrages de récupération des eaux de ruissellement.

II - Désignation des biens et conditions de l'acquisition

La Métropole de Lyon envisage d'acquérir les emprises à détacher des parcelles cadastrées CY 7 et CY 9 situées lieudit Le Villardier lesquelles représentent une superficie respective de 81 m² et 80 m². Un accord est intervenu sur un prix HT de 1 € par m² soit un prix total de vente de 161 €. Il est précisé que la vente n'est pas soumise à la TVA. Les emprises sont cédées libres de toute location ou occupation ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 161 €, des emprises à détacher des parcelles cadastrées CY 7 et CY 9 représentant une superficie totale de 161 m², libres de toute location ou occupation, situées lieu-dit Le Villardier et appartenant à la société dénommée Bouygues Immobilier, dans le cadre de la réalisation des 2 ouvrages de récupération des eaux de ruissellement.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P21 - Eaux pluviales et ruissellement, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 6 009 080 € en dépenses sur l'opération n°4P21O5459.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2111 - fonction 734, pour un montant de 161 € correspondant au prix de l'acquisition et de 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0438**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Rillieux la Pape**

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, de 2 terrains nus, situés chemin de Fouillusant et appartenant à M. Jean-Pierre Février**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de la régularisation de la situation foncière d'une partie du chemin de Fouillusant à Rillieux la Pape, la Métropole de Lyon se propose d'acquérir 2 terrains nus, libres de toute location ou occupation, situés sur ledit chemin et appartenant à monsieur Jean-Pierre Février.

II - Désignation du bien acquis

Il s'agit de 2 terrains, d'une superficie totale de 93 m² cadastrés BO 314 et BO 321.

Ces 2 terrains sont situés sur l'emprise actuelle du chemin de Fouillusant.

III - Condition d'acquisition

Aux termes du compromis, monsieur Jean-Pierre Février céderait ces terrains au prix de 10 € le mètre carré, soit un montant de 930 € pour 93 m².

Ces parcelles devront être intégrées dans le domaine public de voirie métropolitain ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 930 €, de 2 terrains nus, d'une superficie totale de 93 m² cadastrés BO 314 et BO 321, situés chemin de Fouillusant à Rillieux la Pape et appartenant à monsieur Jean-Pierre Février, dans le cadre de la régularisation du foncier d'une partie dudit chemin.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 -compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 930 € correspondant au prix de l'acquisition et de 450 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0439**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Saint Fons**

objet : **Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) des Clochettes - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu appartenant au Syndicat des copropriétaires Les Clochettes située 2 rue de la Rochette**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de l'acquisition

Situé à l'interface des limites communales de Vénissieux et de Feyzin, le quartier des Clochettes est situé au sud de la Ville de Saint Fons. Il fait partie du quartier prioritaire politique de la Ville (QPV) Vénissieux Minguettes - Saint Fons Les Clochettes qui a été retenu le 15 décembre 2014, par le Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) comme priorité nationale du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

A ce titre, le quartier des Clochettes a été retenu par l'État sur la liste des sites d'intérêt national devant faire l'objet du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU), issu de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Ce nouveau projet urbain a pour ambition de conforter l'attractivité du plateau des Clochettes en donnant une identité et une cohésion urbaine à ce quartier et en urbanisant davantage sa frange est, le long du boulevard Yves Farge.

Le quartier dans lequel le bien est situé, fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine et poursuit l'objectif de mixité sociale et d'amélioration du cadre de vie des habitants par la production de logements qualitatifs.

Ce projet a pour objectif d'engager l'amélioration des équipements publics mais également le désenclavement du quartier, par notamment la création de voiries nouvelles.

Ainsi, la maîtrise foncière de ce bien s'inscrit dans le cadre de l'opération Cœur de parc correspondant à l'aménagement des espaces publics sur la partie nord du quartier des Clochettes et s'articule étroitement avec la rénovation du collège Alain, en permettant notamment la desserte de la future demi-pension par la création d'une voirie inscrite par ailleurs en emplacement réservé.

II - Désignation du bien acquis

Dans le cadre précité, la Métropole de Lyon souhaite acquérir la parcelle cadastrée AI 182 p d'une superficie de 598 m², située 2 rue de la Rochette à Saint Fons et appartenant au syndicat des copropriétaires Les Clochettes.

III - Conditions de l'acquisition

Aux termes du projet d'acte, le Syndicat des copropriétaires Les Clochettes céderait le bien -libre de toute location ou occupation- au prix de 44 850 €.

La Direction de l'immobilier de l'État (DIE) n'a pas été consultée, la présente acquisition se réalisant en-deçà du seuil de 180 000 €, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 44 850 €, d'une parcelle de terrain nu, cadastrée AI 182 p d'une superficie de 598 m² située 2 rue de la Rochette à Saint Fons, bien -libre de toute location ou occupation- et appartenant au Syndicat des copropriétaires Les Clochettes dans le cadre de la requalification urbaine du secteur des Clochettes.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la Ville, individualisée le 5 novembre 2018 pour un montant de 3 948 000 € en dépenses sur l'opération n°0P17O5590.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - comptes 2111 - fonction 515, pour un montant de 44 850 € correspondant au prix de l'acquisition et de 1 600 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0440**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Sainte Foy lès Lyon**

objet : **Habitat - Logement social - Acquisition, à titre onéreux, d'un immeuble situé 16 rue Sainte Marguerite et appartenant à l'indivision Neid**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de la politique tendant à favoriser la production de logements sociaux dans les communes carencées, la Métropole de Lyon envisage l'acquisition d'un immeuble situé 16 rue Sainte Marguerite à Sainte Foy lès Lyon et appartenant à l'indivision Neid.

II - Désignation du bien acquis

Cet immeuble en R + 2 sur caves plus combles aménagées et jardin compte 10 logements -immeuble occupé-, le tout édifié sur la parcelle cadastrée AM 41 d'une superficie de 547 m².

III - Projet

Aux termes du compromis qui a été établi, la Métropole acquerrait ledit bien, cédé occupé, pour un montant de 1 600 000 €.

Ce bien sera ensuite mis à disposition par bail emphytéotique d'une durée de 65 ans à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat (LMH) qui envisage la réalisation de 10 logements locatifs sociaux dont 7 logements financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Cette opération permettra de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux sur la Ville carencée de Sainte Foy lès Lyon qui en compte 13,49 % ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) du 30 juillet 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 1 600 000 € de l'immeuble situé 16 rue Sainte Marguerite à Sainte Foy lès Lyon édifié sur la parcelle cadastrée AM 41 et appartenant à l'indivision Neid, dans le cadre d'un projet de logements sociaux.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P14 - Soutien au logement social (y/c foncier), individualisée le 4 novembre 2020 pour un montant de 14 820 004,45 € en dépenses et 330 602 € en recettes sur l'opération n°0P14O0118 et individualisée le 24 juin 2019 pour un montant de 14 299 692,38 € en dépenses sur l'opération n°0P14O5063.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - comptes 2111 et 21321 - fonction 515, pour un montant de 1 600 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 19 590 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0441**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Saint Priest**

objet : **Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Saint Priest - Acquisition, à titre onéreux, d'un logement et d'une cave formant les lots n°521 et 507, situés 17 rue Michel Petrucciani et appartenant à M. Hassen Sliiti**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de l'acquisition

Le quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Bellevue compte près de 1 600 habitants pour 532 logements et est un secteur du centre-ville de Saint Priest faisant l'objet d'une opération de renouvellement urbain.

Le centre-ville de Saint Priest est un territoire d'environ 60 ha comptant 1 593 logements en copropriétés situées dans de grands ensembles fragiles ou dégradés. Le premier programme de renouvellement urbain de 2007, conventionné par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) visait à renouveler profondément et relier entre eux les secteurs du centre-ville, à renouveler l'habitat et les fonctions urbaines, à améliorer le cadre de vie des grandes copropriétés.

Dans le cadre de ce premier programme, le quartier Bellevue, situé en centre-ville, face à l'Hôtel de Ville, n'a pas fait l'objet d'une intervention. Composé de grandes copropriétés fragiles ou dégradées, il constitue un parc social de fait en voie de dégradation rapide. L'enclavement de ce secteur conjugué au statut de copropriété empêche son développement et compromet la réussite du premier programme national de renouvellement urbain du centre-ville.

Un NPNRU a été adopté, par délibération du Conseil n°2019-4040 du 16 décembre 2019, afin de poursuivre la démarche initiée en 2007, en continuant l'action sur l'ensemble Bellevue.

L'intervention sur l'ensemble Bellevue et l'hyper centre-ville au titre du NPNRU conditionne sa viabilité, son extension, son attractivité globale et son offre de service ainsi que la requalification de son offre d'habitat en copropriétés. Elle conditionne aussi sa vocation de secteur d'articulation, à plus long terme, avec les secteurs stratégiques de développement de Saint Priest (gare, caserne, etc.).

À long terme, le quartier Bellevue a pour vocation de conserver son caractère résidentiel accueillant des commerces et services pleinement intégrés à un centre-ville renouvelé, multifonctionnel et attractif ainsi que d'en permettre l'extension spatiale.

Le projet d'aménagement urbain nécessite une nouvelle intervention d'acquisitions foncières importantes, préalable à sa mise en œuvre :

- l'acquisition pour démolition de 84 logements sur 2 immeubles,
- l'acquisition pour portage avant cession, en vue d'une diversification par restructuration par des opérateurs du logement social et de l'accession sociale de 90 logements,
- l'acquisition pour démolition ou requalification d'environ 23 commerces (fonds et mur) sur les bâtiments N, O et Central place, ainsi que de 4 commerces en rez-de-chaussée de la tour P.

II - Désignation des biens acquis

A ce titre, la Métropole de Lyon souhaiterait se porter acquéreur :

- d'un logement d'une superficie de 64 m² de l'allée du bâtiment J et d'une cave, formant les lots n° 521 et 507, situé 17 rue Michel Petrucciani, à Saint Priest dans la copropriété Bellevue, et appartenant à monsieur Hassen Sliti,

- le tout bâti sur terrain propre cadastré DI 301, d'une superficie totale de 6 902 m²,

III - Conditions de l'acquisition

Au terme du compromis, monsieur Hassen Sliti céderait les biens en cause au prix de 100 000 €, cédés -libres de toute location ou occupation et/ou encombrement- prix admis par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) ;

Il est précisé que la Métropole accepte de consentir, à monsieur Hassen Sliti, un droit de jouissance du bien, à titre gratuit, jusqu'à la libération du bien.

Le versement de la somme se fera en 2 temps soit à hauteur de 90 % représentant 90 000 € à la signature de l'acte et le solde, représentant 10 000 € à la restitution des locaux -libres de toute location ou occupation et/ou encombrement- à la remise des clefs ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 2 octobre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 100 000 €, d'un logement d'une surface d'environ 64 m² et d'une cave, formant respectivement les lots n°521 et 507 de la copropriété Bellevue, appartenant à monsieur Hassen Sliti, parcelle cadastrée DI 301, biens situés 17 rue Michel Petrucciani à Saint Priest, et cédés -libres de toute location ou occupation et/ou encombrement- dans le cadre du NPNRU du centre-ville.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 29 janvier 2020 pour un montant de 5 679 863 € en dépenses et 2 625 815 € en recettes sur l'opération n°0P17O7119.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2138 - fonction 52, pour un montant de 100 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 2 300 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0442**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Saint Priest**

objet : **Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Bellevue centre-ville - Acquisition, à titre onéreux, d'un local commercial et d'une cave formant les lots n°861 et 852 situés 39 place Charles Otta na et appartenant à M. Guillaume Bernardin**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de l'acquisition

Le quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Bellevue compte près de 1 600 habitants pour 532 logements et est un des secteurs du centre-ville de Saint Priest faisant l'objet d'une opération de renouvellement urbain.

Le centre-ville de Saint Priest est un territoire d'environ 60 ha comptant 1 593 logements en copropriétés situées dans de grands ensembles fragiles ou dégradés. Le premier programme de renouvellement urbain de 2007, conventionné par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) visait à renouveler profondément et relier entre eux les secteurs du centre-ville, à renouveler l'habitat et les fonctions urbaines et à améliorer le cadre de vie des grandes copropriétés.

Dans le cadre de ce 1^{er} programme, le quartier Bellevue, situé en centre-ville, face à l'Hôtel de Ville, n'a pas fait l'objet d'une intervention. Composé de grandes copropriétés fragiles ou dégradées, il constitue un parc social de fait en voie de dégradation rapide. L'enclavement de ce secteur conjugué au statut de renouvellement urbain du centre-ville.

Un NPNRU a été adopté, par délibération du Conseil n°2019-4040 du 16 décembre 2019 afin de poursuivre la démarche initiée en 2007, en continuant l'action sur l'ensemble Bellevue.

L'intervention sur l'ensemble Bellevue et l'hyper centre-ville au titre du NPNRU conditionne sa viabilité, son extension, son attractivité globale et son offre de service ainsi que la requalification de son offre d'habitat en copropriétés. Elle conditionne aussi sa vocation de secteur d'articulation, à plus long terme, avec les secteurs stratégiques de développement de Saint Priest (gare, caserne, etc.).

À long terme, le quartier Bellevue a pour vocation de conserver son caractère résidentiel accueillant des commerces et services pleinement intégrés à un centre-ville renouvelé, multifonctionnel et attractif ainsi que d'en permettre l'extension spatiale.

Le projet d'aménagement urbain nécessite une nouvelle intervention d'acquisitions foncières importantes, préalables à sa mise en œuvre :

- l'acquisition pour démolition de 84 logements sur 2 immeubles,
- l'acquisition pour portage avant cession, en vue d'une diversification par restructuration par des opérateurs du logement social et de l'accession sociale de 90 logements,
- l'acquisition pour démolition ou requalification d'environ 23 commerces (fonds et mur) sur les bâtiments N, O et Central place, ainsi que de 4 commerces en rez-de-chaussée de la tour P.

II - Désignation des biens acquis

A ce titre, la Métropole de Lyon souhaiterait se porter acquéreur d'un local à usage de création et exploitation d'agences commerciales téléphoniques, de la copropriété Bellevue, situé 39 place Charles Ottina à Saint Priest, appartenant à monsieur Guillaume Bernardin, et détaillé ainsi :

- un local commercial, formant le lot n°861 avec les 58/8 356 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- une cave formant le lot n°852 avec les 2/8 356 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- le tout bâti sur terrain propre cadastré DI 182.

Il est précisé que ce bien est actuellement occupé par bail commercial consenti à monsieur Farid Bensaber, pour le local situé 39 place Charles Ottina à Saint Priest.

III - Conditions de l'acquisition

Aux termes d'un accord, monsieur Guillaume Bernardin céderait lesdits lots de copropriété aux prix de 100 000 €, -cédés occupés- prix admis par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) ;

Il est précisé que la Métropole accepte de consentir, à monsieur Guillaume Bernardin, un droit de jouissance du bien, à titre gratuit, jusqu'à la date du 31 décembre 2021 ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 16 septembre 2020 figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 100 000 €, d'un local à usage de création et exploitation d'agences commerciales téléphoniques et d'une cave, formant respectivement les lots n°861 et 852 de la copropriété Bellevue, situé 39 place Charles Ottina à Saint Priest, et appartenant à monsieur Guillaume Bernardin, situé sur la parcelle cadastrée DI 182, -bien cédé occupé-, dans le cadre du NPNRU du centre-ville de Saint Priest.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3° - La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 29 janvier 2020 pour un montant de 5 679 863 € en dépenses et de 2 625 815 € en recettes sur l'opération n°0P17O7119.

4° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2138 - fonction 52 - pour un montant de 100 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 2 300 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0443**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Sathonay Village**

objet : **Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu, situé 22 rue de Rivery et appartenant à Mme Léonie Bourdin**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de l'élargissement de la rue de Rivery à Sathonay Village, inscrit en emplacement réservé de voirie n°12 au plan local de l'urbanisme et de l'habitat (PLU-H), la Métropole de Lyon se propose d'acquérir un terrain nu, libre de toute location ou occupation, situé 22 rue de Rivery et appartenant à madame Léonie Bourdin.

II - Désignation du bien acquis

Il s'agit d'un terrain d'une superficie d'environ 29 m², à détacher d'une parcelle de plus grande contenance, cadastrée AD 477.

Son acquisition permettra de réaménager le virage étroit et sans visibilité de la rue de Rivery au croisement de ladite rue et de l'impasse Beauregard pour en améliorer la sécurité.

III - Condition d'acquisition

Aux termes du compromis, madame Léonie Boudin céderait ce terrain au prix de 75 € le mètre carré, soit un montant de 2 175 € pour 29 m².

En outre, la Métropole s'engage à prendre à sa charge les travaux suivants :

- la démolition d'une partie de mur de clôture existant,
- la construction d'un nouveau mur au nouvel alignement avec enduit sur les 2 faces,
- la fourniture et pose d'un grillage identique à l'existant,
- la plantation d'une haie arbustive

Ces travaux rendus indispensables par le recoupement de la propriété ne sont pas augmentatifs du prix de vente.

Les frais inhérents à la réalisation du document d'arpentage seront pris en charge par la Métropole.

Ce terrain sera intégré dans le domaine public de voirie métropolitain après travaux ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, pour un montant de 2 175 €, d'un terrain nu, d'une superficie d'environ 29 m², libre de toute location ou occupation, à détacher de la parcelle cadastrée AD 477, située 22 rue de Rivery à Sathonay Village et appartenant à madame Léonie Bourdin, dans le cadre de l'élargissement de ladite rue.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 2 175 € correspondant au prix d'acquisition et de 680 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0444**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Tassin la Demi Lune**

objet : **Réserve foncière - Opération carrefour d'Alaï - Acquisition, à titre onéreux d'un immeuble (terrain+bâti) situé 14 route de Brignais et appartenant aux époux Jusic**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La Métropole de Lyon envisage l'acquisition d'un bien situé 14 route de Brignais à Tassin la Demi Lune, dans le cadre d'une future opération d'urbanisme (réserve foncière).

Le bien est situé au sein de l'ilot délimité par la route de Brignais à l'est, l'avenue Charles de Gaulle au nord et le carrefour d'Alaï au sud, caractérisé par un tissu complexe et hétérogène, faisant l'objet d'une importante dynamique immobilière et entretenu par la présence de parcelles mutables. Une étude de cadrage urbain missionnée par la Métropole a mis en évidence la nécessité, à terme, de développer le maillage mode doux, les espaces publics, les commerces et les logements, afin d'accompagner la requalification urbaine du secteur et d'anticiper les besoins en matière d'équipements induits par la forte croissance démographique enregistrée ces dernières années.

Le bien est situé sur l'emprise de l'emplacement réservé de voirie inscrit au plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) sous le numéro 45 pour élargissement de voirie.

La Ville de Tassin la Demi Lune étant déficitaire en logements sociaux avec un taux solidarité et renouvellement urbain (SRU) de 14,75 %, il y a également un enjeu à produire du logement abordable sur ce secteur au regard du PLU-H.

II - Bien concerné

Il s'agit d'une maison d'habitation située 14 route de Brignais à Tassin la Demi Lune cadastrée AH 238 et appartenant aux époux Jusic.

Aux termes du compromis, la Métropole acquerrait ledit bien -bien cédé libre- pour un montant de 420 000 €. Elle sera propriétaire dudit bien à la signature de l'acte et en aura la jouissance à la libération du bien par les époux Jusic, qui devra intervenir au plus tard un an après la signature de l'acte authentique ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 25 juin 2020 figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 420 000 €, d'une maison d'habitation sur une parcelle cadastrée AH 238 située 14 route de Brignais à Tassin la Demi Lune et appartenant aux époux Jusic, dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour la future opération "Carrefour d'Alai".

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 40 000 000 € en dépenses sur l'opération n°0P07O4500.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2115 - fonction 581, pour un montant de 420 000 € correspondant au prix de l'acquisition et de 6 350 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0445**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Villeurbanne

objet : **Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Buers Nord - Acquisition, à titre onéreux, de tout ou partie de parcelles de terrains nus, situées rue de la Boube, Résidence Pranard, cadastrées BA 209, BA 107p (b) et BA 107p (c) et appartenant à Est Métropole Habitat (EMH)**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de l'acquisition

Cette acquisition s'inscrit dans les opérations "Buers - Requalification rue du 8 mai 1945 et rue de la Feyssine" et "PNRU 2 Buers - projet urbain dont place des Buers" qui ont notamment pour objet l'aménagement des rues du 8 mai 1945 et de la Feyssine, de la place des Buers et de la rue de la Boube prolongée.

Cette acquisition s'inscrit plus précisément dans le projet de requalification et de prolongement de la rue de la Boube, dite rue de la Boube prolongée. La rue de la Boube prolongée représentera un linéaire d'environ 560 m (dont environ 150 m pour l'actuelle rue de la Boube). Elle constitue un élément structurant du projet NPNRU des Buers Nord sur la résidence sociale Pranard, propriété d'EMH.

Le projet d'aménagement a pour objectifs de :

- organiser et sécuriser les flux notamment piétons,
- accompagner la réorganisation du stationnement du bailleur social et en améliorer l'accès,
- faciliter la desserte des services publics (collecte OM, sécurité publique, etc.),
- affirmer le caractère résidentiel de la voie,
- sécuriser les traversées piétonnes,
- intégrer un traitement paysager de qualité, y compris sur le talus du périphérique,
- renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement en cohérence avec le futur découpage foncier.

II - Désignation du bien acquis

A ce titre, la Métropole de Lyon souhaiterait se porter acquéreur de tout ou partie de parcelles de terrains nus, constituant le projet de redressement de la partie existante de la voie dénommée rue de la Boube, appartenant à EMH, d'une superficie totale de 3 109 m², sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage et détaillé ainsi :

- parcelle BA 209, pour une surface de 213 m²,
- parcelle BA 107p (b), pour une surface de 374 m²
- parcelle BA 107p (c), pour une surface de 2 522 m².

III - Conditions de l'acquisition

EMH céderait lesdites parties de parcelles au prix de 57 € HT du mètre carré, soit un montant de 177 213,00 € HT auquel s'ajoute la TVA au taux de 20 % d'un montant de 35 442,60 € soit un prix total TTC de 212 655,60 € sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 8 octobre 2020 figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 212 655,60 €, de tout ou partie de parcelles de terrains nus, cadastrées BA 209, BA 107p (b) et BA 107p (c), respectivement d'une surface de 213 m², 374 m² et 2 522 m², soit une superficie totale de 3 109 m², sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage, situé rue de la Boube à Villeurbanne, résidence Pranard et appartenant à EMH, dans le cadre du NPNRU Buers Nord.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3° - La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 29 janvier 2020 pour un montant de 15 063 000 € en dépenses et de 2 282 589,50 € en recettes sur l'opération n°0P09O5319.

4° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 52 pour un montant de 212 655,60 € correspondant au prix de l'acquisition et de 3 600 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0446**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Villeurbanne**

objet : **Développement urbain - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) Buers Nord - Acquisition, à titre onéreux, d'une partie de terrains nus, cadastrés BA 104p et 105p, situées rue de la Boube et appartenant à la Ville**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de l'acquisition,

Cette acquisition s'inscrit dans les opérations "Buers - Requalification rue du 8 mai 1945 et rue de la Feyssine" et "PNRU 2 Buers - projet urbain dont place des Buers" qui ont notamment pour objet l'aménagement des rues du 8 mai 1945 et de la Feyssine, de la place des Buers et de la rue de la Boube prolongée.

Cette acquisition s'inscrit plus précisément dans le projet de requalification et de prolongement de la rue de la Boube, dite rue de la Boube prolongée. La rue de la Boube prolongée représentera un linéaire d'environ 560 m (dont environ 150 m pour l'actuelle rue de la Boube). Elle constitue un élément structurant du projet NPNRU des Buers nord sur la résidence sociale Pranard, propriété d'Est Métropole habitat (EMH).

Le projet d'aménagement a pour objectifs :

- organiser et sécuriser les flux notamment piétons,
- accompagner la réorganisation du stationnement du bailleur social et en améliorer l'accès,
- faciliter la desserte des services publics (collecte OM, sécurité publique, etc.),
- affirmer le caractère résidentiel de la voie,
- sécuriser les traversées piétonnes,
- intégrer un traitement paysager de qualité, y compris sur le talus du périphérique,
- renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement en cohérence avec le futur découpage foncier.

II - Désignation des biens acquis

A ce titre, la Métropole de Lyon souhaiterait se porter acquéreur d'une partie de parcelles de terrains nus, constituant le projet de redressement de la partie existante de la voie dénommée rue de la Boube, appartenant à la Ville de Villeurbanne, d'une superficie totale de 479 m², sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage et détaillé ainsi :

- parcelle cadastrée BA 104p, pour une superficie de 22 m²,
- parcelle cadastrée BA 105p, pour une superficie de 457 m².

III - Conditions de l'acquisition

La Ville de Villeurbanne céderait lesdites parties de parcelles au prix de 57 € HT du mètre carré, soit un montant de 27 303,00 € HT auquel s'ajoute la TVA au taux de 20 % d'un montant de 5 460,60 € soit un prix total TTC de 32 763,60 € sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 21 septembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve l'acquisition, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 32 763,60 €, d'une partie de parcelles de terrains nus, cadastrées BA 104p et BA 105p respectivement d'une surface de 22 m² et de 457 m², soit une superficie totale de 479 m², sous réserve de l'établissement d'un document d'arpentage, situées rue de la Boube à Villeurbanne et appartenant à la Ville de Villeurbanne dans le cadre du NPNRU Buers Nord.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette acquisition.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P 09 - Création, aménagement et entretien de voirie individualisée le 29 janvier 2020 pour un montant de 15 063 000 € en dépenses et de 2 282 589,50 € en recettes sur l'opération n°0P09O5319.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 52 pour un montant de 32 763,60 € correspondant au prix de l'acquisition et de 1 400 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0447**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Bron

objet : **Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, aux consorts Djakma, d'un appartement, d'une cave et d'un parking formant respectivement les lots n°1220, 1130 et 1410 de la copropriété Terraillon, situés au 9 rue Jules Védrines**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la cession

En prévision de l'ORU du quartier Terraillon à Bron, la Métropole de Lyon a acquis des appartements dans la copropriété Terraillon, en vue de les proposer en cession aux propriétaires occupant les logements concernés par l'opération de démolition et désirant rester dans le quartier.

Ainsi, et par acte du 11 février 2019, la Métropole a acquis un appartement, une cave et un parking formant les lots n°1220, n°1130 et n°1410 de la copropriété Terraillon, situés au 9 rue Jules Védrines à Bron.

Par délibération séparée, il est soumis à ce même Conseil du 25 janvier 2021, l'acquisition des biens aux consorts Djakma, situés dans la copropriété Terraillon, au 21 rue Guillermin à Bron ;

II - Désignation des biens cédés

Ainsi, et dans ce cadre, il est proposé au Conseil la cession aux consorts Djakma du bien constitué :

- d'un appartement de type T3, d'une superficie d'environ 55,19 m², situé au 1^{er} étage de l'immeuble, formant le lot n°1220 avec les 633/100 006 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- d'une cave formant le lot n°1130,
- d'un parking formant le lot n°1410,
- le tout situé dans la copropriété Terraillon, située au 9 rue Jules Védrines à Bron dont la parcelle est cadastrée B 831.

III - Conditions de la cession

Aux termes du projet d'acte, la Métropole céderait le bien en cause, au prix de 90 000 €.

Par ailleurs, la Métropole prendrait à sa charge les frais de notaire liés à cette vente pour un montant estimé à 2 300 €.

Les acquéreurs ayant accepté les conditions de cession qui leur ont été proposées, un compromis a d'ores et déjà été établi ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) du 12 mars 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve la cession, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 90 000 €, aux conjoints Djakma, d'un appartement, d'une cave et d'un parking formant respectivement les lots n°1220, 1130 et 1410 de la copropriété Terrailon, situé au 9 rue Jules Védrières à Bron, dans le cadre d'un relogement relevant de l'ORU du quartier Terrailon.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3° - La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 8 juillet 2019, pour un montant de 43 923 001,61 € en dépenses et 21 863 906,13 € en recettes sur l'opération n°0P17O0827.

4° - La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 90 000 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonction 515,

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 86 328 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 et en recettes - compte 2138 - fonction 01 pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur l'opération n°0P17O2762.

5° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 2 300 € sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°0P07O4948.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0448**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Bron**

objet : **Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, aux consorts Alaya, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n°1100 et 1087 de la copropriété La Caravelle, situés 20 rue Suzanne Melk**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la cession

En prévision de l'ORU du quartier Terraillon à Bron, la Métropole de Lyon a acquis des appartements dans la copropriété Terraillon, en vue de les proposer en cession aux propriétaires occupant les logements concernés par l'opération de démolition et désirant rester dans le quartier.

Ainsi, et par acte du 24 novembre 2008, la Communauté urbaine de Lyon a acquis un appartement formant le lot n°1100 ainsi qu'une cave formant le lot n°1087 de la copropriété La Caravelle, situés 20 rue Suzanne Melk.

Par décision n°CP-2020-0285 de la Commission Permanente du 16 novembre 2020, l'acquisition des biens des consorts Alaya, situés dans la copropriété Terraillon, 3 rue Guynemer à Bron a été approuvée.

II - Désignation des biens cédés

Ainsi, et dans ce cadre, il est proposé au Conseil la cession aux consorts Alaya du bien constitué :

- d'un appartement de type T4, d'une superficie d'environ 64m², situé au 1^{er} étage de l'immeuble, formant le lot n°1100 avec les 255/100 000 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- d'une cave formant le lot n°1087 avec les 5/100 000 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- le tout situé dans la copropriété La Caravelle, au 20 rue Suzanne Melk à Bron dont la parcelle est cadastrée B 2830.

III - Conditions de la cession

Aux termes du projet d'acte, la Métropole céderait les biens en cause, au prix de 87 100 €.

Par ailleurs, la Métropole prendrait à sa charge les frais de notaire liés à cette vente pour un montant estimé à 2 200 €.

Les acquéreurs ayant accepté les conditions de cession qui leur ont été proposées, un compromis a d'ores et déjà été établi ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 8 avril 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve la cession, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 87 100 € aux consorts Alaya, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n°1100 et 1087 de la copropriété La Caravelle, situé au 20 rue Suzanne Melk à Bron, dans le cadre d'un relogement relevant de l'ORU du quartier Terrailon.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3°- La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 8 juillet 2019, pour un montant de 43 923 001,61 € en dépenses et 21 863 906,13 € en recettes sur l'opération n°0P17O0827.

4°- La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 87 100 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonction 515,

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 30 479,30 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 et en recettes - compte 21321 - fonction 01 - pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur l'opération n°0P17O2762.

5°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 2 200 € sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°0P07O4948.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0449**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Bron

objet : **Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Cession, à titre onéreux, à Mme Dib d'un appartement, d'une cave et d'un parking formant les lots n°1168, 1078 et 1358 de la copropriété Terraillon, situé 19 rue Jules Védrières**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la cession

En prévision de l'opération de renouvellement urbain (ORU) du quartier Terraillon à Bron, la Métropole de Lyon a acquis des appartements dans la copropriété Terraillon, en vue de les proposer en cession aux propriétaires occupant les logements concernés par l'opération de démolition et désirant rester dans le quartier.

Ainsi, et par acte du 24 novembre 2008, la Communauté urbaine de Lyon a acquis un appartement formant le lot n°1168 la copropriété Terraillon, s itué au 19 rue Jules Védrières à Bron.

Par décision de la Commission permanente n°CP-2018- 2565 du 10 septembre 2018, la Métropole a acquis les biens de monsieur Zabar et madame Dib (ex-épouse Zabar), situés dans la copropriété Terraillon au 19 rue Jules Védrières à Bron.

II - Désignation du bien cédé

Ainsi, et dans ce cadre, il est proposé au Conseil la cession à madame Dib des biens constitués :

- d'un appartement de type T2, d'une superficie d'environ 47,52 m², situé au rez-de-chaussée de l'immeuble, formant le lot n°1168 avec les 543/100 006 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- d'une cave formant le lot n°1078 avec les 3/100 006 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- d'un parking formant le lot n°1358 avec les 6/10 0 006 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ce lot,
- les biens sont situés dans la copropriété Terraillon, au 19 rue Jules Védrières à Bron dont la parcelle est cadastrée B 1936.

III - Conditions de la cession

Aux termes du projet d'acte, la Métropole céderait le bien en cause, au prix de 45 000 € ;

Par ailleurs, la Métropole prendrait à sa charge les frais de notaire liés à cette vente pour un montant estimé à 1 600 € ;

L'acquéreur ayant accepté les conditions de cession qui lui ont été proposées, un compromis a d'ores et déjà été établi ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) du 29 septembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve la cession, par la Métropole, à titre onéreux, pour un montant de 45 000 € à madame Dib, d'un appartement de type T2, d'une superficie d'environ 47,52 m², d'une cave et d'un parking formant respectivement les lots n° 1168, 1078 et 1358 de la copropriété Terraillon, situé 19 rue Jules Védrières à Bron, dans le cadre d'un relogement relevant de l'opération de renouvellement urbain (ORU) du quartier Terraillon.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3°- La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, individualisée le 8 juillet 2019, pour un montant de 43 923 001,61 € en dépenses et 21 863 906,13 € en recettes sur l'opération n°0P17O0827.

4°- La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 45 000 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonction 515,

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 10 056,74 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 et en recettes - compte 21321 - fonction 01 - pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur l'opération n°0P17O2762.

5°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 1 600 € sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°0P07O4948.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0450**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Fontaines sur Saône

objet : **Développement urbain - Projet urbain Clos Maquis - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville de Fontaines sur Saône, d'un local commercial formant le lot n°11 et d'un terrain propre, situés 5 quai Jean-Baptiste Simon**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la revente

Par arrêté n°2020-10-13-R-0809 du 13 octobre 2020, la Métropole de Lyon a exercé son droit de préemption, dans le cadre de la vente d'un local commercial formant le lot n°11 de la copropriété située 5 quai Jean-Baptiste Simon à Fontaines sur Saône, pour un montant de 58 000 € bien cédé -libre de toute location ou occupation-.

II - Désignation du bien cédé

Le bien dont il s'agit est constitué :

- d'un local commercial, formant le lot n°11 de la copropriété, d'une superficie de 21,65 m², situé au rez-de-chaussée, avec les 68/1 000 de la propriété du sol et des parties communes générales attachés à ce lot et situé 5 quai Jean-Baptiste Simon à Fontaines sur Saône et appartenant à monsieur Ludovic Mabrut,

- le tout bâti sur terrain propre cadastré AB 212, d'une superficie totale de 360 m².

III - Conditions de la revente

Ce bien a été acquis pour le compte de la Ville qui s'est engagée à préfinancer cette acquisition, en vue de poursuivre sa politique de maîtrise foncière, pour mener à bien l'agrandissement du parc public du clos Maquis et la création ou relocalisation d'un équipement public.

Au terme de la promesse d'achat, la Ville s'engage à racheter à la Métropole le bien précité au prix de 58 000 € correspondant au montant de la préemption bien cédé -libre de toute location ou occupation- et à lui rembourser tous les frais inhérents à l'acquisition par préemption, y compris contentieux.

La Ville aura la jouissance anticipée de ce bien à compter du jour du paiement du prix de l'acquisition par la Métropole ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 7 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve la revente, par la Métropole, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, pour un montant de 58 000 €, à la Ville de Fontaines sur Saône, d'un local commercial de la copropriété, formant le lot n°11, sur la parcelle cadastrée AB 212 d'une superficie de 360 m², bien cédé -libre de toute location ou occupation- située 5 quai Jean-Baptiste Simon à Fontaines sur Saône.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette revente.

3° - La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 10 000 000 € en dépenses et 10 000 000 € en recettes sur l'opération n°0P07O451 2.

4° - La somme à encaisser d'un montant de 58 000 € ainsi que tous les frais inhérents à cette revente seront imputés sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 458 200 - fonction 01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0451**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Grigny

objet : **Développement urbain - Secteur les Sablons Quartier Gare - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville de Grigny, d'une maison d'habitation située 28 rue de la Grande Rotonnière**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la revente

Par arrêté n°2020-10-14-R-0811 du 14 octobre 2020, la Métropole de Lyon a préempté pour le compte de la Ville de Grigny, auprès des époux Matras, des biens immobiliers situés 28 rue de la Grande Rotonnière.

La Ville, par lettre du 2 octobre 2020, avait fait part de sa volonté d'acquérir ces biens et avait demandé que la Métropole exerce son droit de préemption.

En effet, ce tènement est localisé dans un secteur situé entre le centre-ville et la gare. Son développement représente un réel enjeu de développement, dans un quartier largement contraint par des éléments bâtis protégés (bâtiments et murs) ainsi que par des voies automobiles étroites, à sens unique et/ou en pente.

Il est localisé également entre le secteur stratégique de développement des Sablons et une réserve foncière communale de 1,6 ha (propriété Lamy) principal levier du projet urbain de revitalisation du centre-ville. Son acquisition est nécessaire pour faciliter l'accès depuis l'avenue Jean Moulin à la réserve foncière existante, en permettant le développement d'un maillage mode doux en direction de la gare.

La Ville et la Métropole se sont déjà portées acquéreurs de plusieurs parcelles en vue de constituer une réserve foncière dont la parcelle cadastrée AO 185 en voisinage immédiat.

Il est donc proposé, par la présente décision, l'approbation de la promesse d'achat et de vente avec préfinancement contractée entre la Métropole et la Ville, permettant la revente à cette dernière des biens acquis par préemption.

II - Désignation des biens revendus

Les biens préemptés et revendus représentent une maison d'habitation de 2 étages sur rez-de-chaussée, sur un terrain cadastré AO 184, d'une superficie de 41 m², située 28 rue de la Grande Rotonnière à Grigny.

III - Condition de la revente

La revente de ces biens est proposée au montant de la préemption, soit 142 000 € dont 6 550 € de mobilier et 7 000 € de commission d'agence à la charge du vendeur. Les biens cédés sont -libres de toute occupation ou location-.

La Ville remboursera à la Métropole l'ensemble des frais engagés par elle dans le cadre de la préemption ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 12 octobre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve la revente, par la Métropole, à titre onéreux suite à préemption avec préfinancement, pour un montant de 142 000 €, à la Ville de Grigny, d'une maison d'habitation, sur un terrain cadastré AO 184, d'une superficie de 41 m², située 28 rue de la Grande Rotonnière à Grigny, dans le cadre du projet d'aménagement du secteur les Sablons - quartier Gare.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette revente.

3° - La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 10 000 000 € en dépenses et 10 000 000 € en recettes sur l'opération n°0P07O451 2.

4° - La somme à encaisser d'un montant de 142 000 € ainsi que tous les frais inhérents à cette revente seront imputés sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 458 200 - fonction 01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0452**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu Ouest - Cession, par annuités, à la société publique locale (SPL) Lyon Part-Dieu, des volumes 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 32 de l'ensemble immobilier dit B5, situé au 1 à 3 place Charles Béraudier**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Rappel des objectifs du projet Lyon Part-Dieu

Le quartier de la Part-Dieu à Lyon, deuxième quartier tertiaire français, connaît un développement constant qui nécessite d'engager une nouvelle phase de développement.

Sa position de quartier d'affaires en centre-ville, connecté à la gare centrale de l'agglomération, en fait un enjeu d'ambition internationale, régionale, métropolitaine et locale.

L'actuel pôle d'échanges multimodal (PEM) de Lyon Part-Dieu est aujourd'hui saturé. Il est utilisé quotidiennement par 125 000 personnes pour la gare et 170 000 pour les transports en commun urbains. Une croissance forte de ces flux est attendue dans les années à venir avec environ 500 000 déplacements journaliers attendus à l'horizon 2030.

Ce quartier compte, à ce jour, plus de 2 200 entreprises, 56 000 emplois, 34 millions de visiteurs annuels dans le centre commercial et des grands équipements culturels de référence.

Cependant, bien que ce quartier soit situé au cœur de la ville et du 3^{ème} arrondissement de Lyon, la part résidentielle réduite et l'offre de services insuffisante ne permettent pas une qualité urbaine et de services pour les utilisateurs du quartier que sont les résidents, les actifs, les voyageurs, les consommateurs et les entreprises.

Enfin, le quartier, malgré son niveau d'activité et son attractivité, reste perçu comme très fonctionnel, minéral, dont la qualité des espaces publics nécessite une requalification. Symbole de la croissance urbaine des années 70, il a besoin aujourd'hui d'évoluer.

Ces constats, non exhaustifs, ont amené la Communauté urbaine de Lyon puis la Métropole de Lyon à engager une nouvelle phase de développement.

Parallèlement, des études sont conduites pour la réorganisation de la gare et du PEM avec l'État, la SNCF réseaux, la SNCF mobilités, la SNCF immobilier, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département du Rhône, le Département de l'Isère, le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et la Ville de Lyon. Ces études se mènent concomitamment à celles engagées par l'État sur le nœud ferroviaire lyonnais (NFL).

La Communauté urbaine de Lyon a, par délibération du Conseil n°2013-4333 du 16 décembre 2013, approuvé le principe de la création d'une société publique locale, la SPL Lyon Part-Dieu, composée de 2 actionnaires : la Communauté urbaine de Lyon, à laquelle s'est substituée la Métropole de Lyon, et la Ville de Lyon.

Pour permettre une nouvelle étape du projet Lyon Part-Dieu, la Communauté urbaine a décidé de recourir à la procédure de ZAC, compte tenu de la complexité technique, juridique et financière du projet sur un périmètre d'une superficie d'environ 38 ha.

Le 10 décembre 2015, la Métropole a approuvé la création de la ZAC Part-Dieu Ouest, par délibération du Conseil n°2015-0917 et a approuvé le traité de concession avec la SPL Lyon Part-Dieu pour la réalisation de cette opération, par délibération du Conseil n°2015-0918. Ce traité a été signé le 5 février 2016.

II - Le réaménagement de la gare de la Part-Dieu et de la place Charles Béraudier

Dans le cadre du projet Part-Dieu, il est projeté le remembrement foncier lié au projet du PEM, du réaménagement de la place Charles Béraudier et du programme immobilier To Lyon.

Il s'agit d'un vaste projet lié au réaménagement de la gare ainsi que de ses accès et ses abords sur la partie ouest, place Charles Béraudier.

Située entre le centre commercial et la bibliothèque d'une part, et la gare d'autre part, la place Charles Béraudier va être agrandie et réorganisée sur 2 niveaux : un premier niveau en surface et un deuxième niveau aménagé en sous-terrain, la place basse.

En surface : les liaisons piétonnes avec le boulevard Vivier Merle seront renforcées et des arbres seront plantés sur un espace public aujourd'hui très minéral.

En sous-terrain : la place basse accueillera une vélo-station de 1 500 places, une station taxis, un nouvel accès au métro B ainsi que l'aménagement d'un parking privé. On pourra y accéder directement grâce à 2 larges ouvertures rondes qui assureront la liaison entre les 2 niveaux.

Ce projet de place basse s'articulera avec le projet "To Lyon", qui est porté par Vinci immobilier d'entreprise (VIE). Il sera positionné au sud de la place Charles Béraudier, à l'emplacement notamment des hôtels actuels et s'ouvrira sur le boulevard Vivier Merle et l'avenue Georges Pompidou. Ce projet a été pensé comme un programme immobilier fédérant diverses fonctions (commerces et services, tertiaire, hôtellerie), symbole de la mixité urbaine de ce cœur de Métropole.

Le réaménagement global et la restructuration de la place Charles Béraudier nécessitent la démolition d'un ensemble immobilier dont la Métropole possède la majorité des volumes qu'elle doit céder à la SPL Lyon Part-Dieu.

III - Les biens concernés par la cession

L'ensemble immobilier dit B5, destiné à être démoli après sa vente, est situé au nord de la place et à l'angle du boulevard Vivier Merle.

Il est divisé en volumes. Il comprend des logements, des commerces, des bureaux, des parkings, des trémies pour les taxis et le métro.

La Métropole est propriétaire de 9 volumes et doit encore acquérir le volume 32 pour lequel elle est sous promesse avec Dynacité. La réitération interviendra après libération complète des logements.

La vente des biens métropolitains dans cet immeuble concerne donc au total 10 volumes, dont l'assiette est formée des parcelles cadastrées EM 117, EM 123, EM 126, EM 127 et EM 397 :

- le volume 9, constitué d'un local commercial autrefois loué à la société à responsabilité limitée (SARL) La Chope d'Or, qui exploitait sous l'enseigne "Le tramway" un commerce de bar, brasserie et salon de thé,
- le volume 10, constitué d'une partie d'un local commercial, loué à la banque LCL,
- le volume 11, constitué d'un local commercial, autrefois loué à la SARL GIB, qui exploitait sous l'enseigne "Le Globe-Trotter" un commerce de bar, brasserie et pizzeria,
- le volume 12, constitué d'un local commercial autrefois loué à la société Subtoile, qui exploitait sous l'enseigne "Sandwicherie Subway" un commerce de snack et restauration à emporter,
- le volume 13, constitué d'un local commercial autrefois loué à la société par actions simplifiée (SAS) Standard, qui exploitait sous l'enseigne "Brasserie des Étoiles - Café des Voyageurs" un commerce de café,
- le volume 14, constitué d'un local commercial autrefois loué à la société Le Yacht, qui exploitait sous l'enseigne "Café des Vosges" un commerce de café,

- le volume 15, constitué d'un local technique dans lequel se trouve un transformateur,
- le volume 16, constitué d'une réserve d'un local commercial autrefois loué à la SARL La Chope d'Or, qui exploitait sous l'enseigne "Le tramway" un commerce de bar, brasserie et salon de thé,
- le volume 17, constitué d'une partie d'un local commercial, loué à la banque LCL,
- le volume 32, issu de la scission du volume 20, constitué de 63 logements, de parkings et de locaux divers, sur plusieurs niveaux, autrefois loués par l'établissement Dynacité. Cette scission s'inscrit dans le cadre de la décision de la Commission permanente n°CP-2019-300 4 du 8 avril 2019, qui a autorisé toute modification, suppression et création de tout état descriptif de division en volumes (EDDV) dans le cadre du projet de réaménagement du PEM Part-Dieu.

À ce jour, l'ensemble des commerces ont été libérés à l'exception de l'agence bancaire LCL (volumes 10 et 17), qui devra faire l'objet d'une indemnisation d'éviction commerciale.

Tous les volumes seront libres de toute location ou occupation au jour de la signature de l'acte de vente.

IV - Les modalités de la cession

Il a été convenu entre la Métropole et la SPL Lyon Part-Dieu que la vente se ferait au prix d'acquisition des biens par la Métropole, soit un montant global de 10 266 101 €, une fois l'ensemble des biens libérés et acquis auprès de Dynacité pour les logements et parkings.

L'article 9.4 du traité de concession du 5 février 2016 indique que "chaque cession de biens immobiliers sera payée en 3 annuités, la première étant celle de la signature de l'acte" mais précise toutefois que "les modalités de versement seront fixées, d'un commun accord, dans les actes authentiques de vente correspondant".

Il a été décidé entre les parties que cette vente sera payée en 3 annuités égales, la première à la signature de l'acte, la deuxième à la date anniversaire un an après et le solde à la date anniversaire 2 ans après.

En outre, la SPL remboursera à la Métropole les dépenses engagées par elle et mentionnées dans l'article 9.5 du traité de concession qui précise que "les frais d'acquisition intègrent les frais de notaires et tous les autres frais engagés par la Métropole pour la réalisation des acquisitions et la libération des biens : emploi, frais d'éviction, frais de contentieux, etc."

Il est stipulé une condition essentielle et déterminante à la vente, par laquelle la SPL Lyon Part-Dieu devra rétrocéder à la Métropole les emprises, ouvrages et équipements à réaliser dans le cadre du projet Part-Dieu, en accord avec le traité de concession signé entre les parties.

Il est rappelé que par décision de la Commission permanente n°CP-2020-0323 du 16 novembre 2020, la Métropole a autorisé la SPL Lyon Part-Dieu à déposer une demande de permis de démolir pour réaliser la déconstruction du bâtiment B5 ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 18 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE**1°- Approuve :**

a) - la cession par la Métropole, par annuités, pour un montant de 10 266 101 €, des volumes 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 32 de l'ensemble immobilier dit B5, situé 1 à 3 place Charles Béraudier à Lyon 3°, à la SPL Lyon Part-Dieu, dans le cadre de la ZAC Part-Dieu Ouest,

b) - le versement du prix de la vente en 3 annuités : 3 422 033,67 € à la signature de l'acte, 3 422 033,67 € à la date anniversaire un an après et le solde soit 3 422 033,66 € à la date anniversaire 2 ans après.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3°- La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains, individualisée le 13 janvier 2014 pour un montant de 4 030 000 € en dépenses, et 75,43 € en recettes, sur l'opération n°0P06O2743 et le 29 janvier 2020 pour un montant de 16 515 000 € en dépenses, sur l'opération n°0P06O5085.

4°- La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 10 266 101 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonction 515 sur les opérations n°0P06O2743 et n°0P06O5085,

- pour la recette de chaque annuité - compte 2764 - fonction 515 - opération n°0P06O5085,

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 9 570 331,22 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 et en recettes - comptes 2111, 21321, 2138 - fonction 01 pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur l'opération n°0P06O2751.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0453**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Sainte Foy lès Lyon**

objet : **Plan de cession - Cession, à titre onéreux, à la Société spirit Immobilier ou toute autre société qui lui sera substituée, d'un terrain situé 35-37 allée Alban Vistel - allée Claude Farrère et constitution d'une servitude de passage de canalisation**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la cession

La Métropole de Lyon a été sollicitée par la société Spirit Immobilier en vue d'acquérir un terrain nu appartenant à la Métropole, assiette du collège le Plan du Loup, situé 35-37 allée Alban Vistel - allée Claude Farrère à Sainte Foy lès Lyon dans le cadre de la réalisation d'une opération immobilière de logements.

La bande de terrain cédée permettra la création d'un accès à cette future opération immobilière.

Préalablement à cette cession, la Métropole, par décision de la Commission permanente n°CP-2019-3550 du 12 novembre 2019, a approuvé la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public de ce terrain.

S'agissant d'un collège, à l'issue de la procédure de désaffectation prononcée par arrêté de l'Académie de Lyon n°2/2019 DSDEN du 28 novembre 2019, le terrain a réintégré le domaine privé de la Métropole.

II - Désignation du bien vendu

Il s'agit d'une parcelle de terrain nu, issue du domaine public métropolitain, cadastrée AP 58p d'une superficie d'environ 26 m² et située 35-37 allée Alban Vistel - allée Claude Farrère à Sainte Foy lès Lyon.

III - Constitution à titre gratuit d'une servitude réelle et perpétuelle

Une servitude de passage de canalisation publique d'assainissement, sur une longueur de 8 m environ et une profondeur de 1 m environ, entre la génératrice supérieure de la conduite et le niveau du sol, doit être constituée sur la parcelle AP 58b sise allée Claude Farrère à Sainte Foy lès Lyon, en cours d'acquisition par la Société Spirit Immobilier, au profit du fonds dominant (parcelles AP 58a et AO 353) appartenant à la Métropole.

L'emprise de cette servitude consistera en une bande de terrain contigüe et parallèle à l'ouvrage, d'une largeur de 1,50 m de part et d'autre de la conduite d'eau sur une longueur de 8 m.

Ce droit profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant.

IV - Travaux

En outre, la société Spirit Immobilier s'engage à procéder, à sa charge, aux travaux suivants :

- la création sur la future limite de propriété, sur le terrain restant la propriété du vendeur, d'un mur de clôture en agglomérés maçonnés ou en béton, enduit sur les 2 faces, d'une hauteur minimum de 2 m,

- la pose d'un portillon sécurisé avec accès direct depuis le terrain restant la propriété du vendeur à l'allée Claude Farrère.

Lors des travaux, l'acquéreur s'engage à installer une clôture provisoire.

V - Conditions de la vente

Dans le cadre de l'optimisation de la gestion de son patrimoine, la Métropole céderait ce bien à la société Spirit Immobilier ou toute autre société qui lui sera substituée, au prix de 975 €, soit 37,50 € le m² pour les 26 m², terrain libre de toute occupation ou location, conformément à l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE).

Tous les frais liés à cette cession seront à la charge de l'acquéreur.

L'acquéreur ayant accepté les conditions de cession qui lui ont été proposées, un compromis a d'ores et déjà été établi ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 10 juillet 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve :

a) - la cession, par la Métropole, à titre onéreux pour un montant de 975 €, soit 37,50 € le m², d'une parcelle de terrain nu issue du domaine public métropolitain, cadastrée AP 58p d'une superficie d'environ 26 m², située 35-37 allée Alban Vistel - allée Claude Farrère à Sainte Foy lès Lyon, dans le cadre d'une réalisation immobilière,

b) - l'institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole, d'une canalisation publique d'assainissement sur une longueur de 8 m environ et une profondeur de 1 m environ entre la génératrice supérieure de la conduite et le niveau du sol portant sur la parcelle cadastrée AP 58 (b) situées à Sainte Foy lès Lyon.

2°- **Autorise** monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3°- **La recette** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 40 000 000 € en dépenses sur l'opération n°0P07O4500.

4°- **La cession** patrimoniale sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 975 € en recettes - chapitre 77 - compte 775 - fonction 515,

- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 1 203,42 € en dépenses - compte 675 - fonction 01 - et en recettes - compte 2118 - fonction 01 pour des écritures d'ordre aux chapitres 040 et 042 sur l'opération n°OP07O2752.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0454**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Vénissieux**

objet : **Développement urbain - Grand projet de ville (GPV) Vénissieux Minguettes-Max Barel - Cession, à l'euro symbolique, à l'Association foncière logement (AFL) ou toute personne morale se substituant à elle, d'un terrain, situé 8 rue de la Démocratie - Institution d'une servitude de passage pour canalisation eau usées**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte de la cession

La Métropole de Lyon est propriétaire de 2 parcelles cadastrées CH 31 et CH 35, pour une superficie totale de 11 090 m², situées rue de la Démocratie.

Dans le cadre de la convention signée le 13 mai 2005 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), relative au GPV de Vénissieux Minguettes-Max Barel et de l'avenant technique pluriannuel du projet de rénovation urbaine de novembre 2017, la Métropole doit des contreparties foncières à l'AFL et appartenant au groupe Action logement. Ainsi, il a été décidé de céder une emprise foncière d'environ 3 757 m², situé rue de la Démocratie à Vénissieux pour développer un projet de construction de logements.

L'opération projetée consiste en la construction d'un programme de construction de 20 logements locatifs libres représentant une surface de plancher d'environ 2 200 m² sur une emprise à détacher des parcelles cadastrées CH 31 et CH 35, d'une superficie de 3 757 m².

II - Désignation du bien cédé

La Métropole envisage de céder à l'AFL, ou toute personne morale se substituant à elle, une emprise d'une superficie de 3 757 m² à détacher des parcelles cadastrées CH 31 et CH 35, située 8 rue de la Démocratie à Vénissieux.

Cette parcelle a fait l'objet d'un document d'arpentage du 20 juillet 2018, créant ainsi les parcelles cadastrées CH 103 et 106.

III - Conditions de la cession**1° - Le prix**

Selon les conditions déterminées par la convention de l'ANRU et ses avenants et aux termes de la promesse, la cession par la Métropole à l'AFL ou toute personne se substituant à elle, est envisagé à l'euro symbolique, non soumis à la TVA.

La cession à l'euro symbolique vient en tant que compensation financière des accords signés dans le cadre de la convention avec l'ANRU.

2° - Les modalités de cession

Les parties ont décidé de conclure une promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives au bénéfice de l'acquéreur, auxquelles il pourra seul renoncer si bon lui semble.

Il est par ailleurs précisé que le promettant s'engage à prendre à sa charge matérielle et financière la réalisation et/ou modification des entrées charretières conformément au projet de construction du bénéficiaire.

Le promettant déclare que les réseaux suivants sont et seront réalisés en limite du terrain préalablement à la signature de l'acte authentique de vente et qu'ils seront suffisamment dimensionnés de telle sorte que seuls les travaux de branchement de l'opération projetée en limite de propriété resteront à la charge du bénéficiaire, sans contrainte spécifique pour ce dernier :

- adduction d'eau potable,
- électricité,
- chauffage urbain,
- réseau télécom,
- eaux pluviales,
- eaux usées,
- fibre optique.

3° - Les conditions suspensives

La promesse de vente comporte des conditions suspensives liées :

- à l'obtention du permis de construire purgé de tout recours,
- l'état environnemental du terrain, au jour de la signature de l'acte authentique de vente, ne devra révéler aucune restriction d'usage,
- le terrain sera nu et arasé et il ne supportera aucun réseau aérien ou enterré qui soit de nature à gêner la réalisation du projet de l'AFL,
- le promettant se charge de faire dévier le réseau HTA (haute tension) d'Enedis qui passe en frange sud du terrain.

La réitération par acte authentique se fera à compter de la levée des conditions suspensives.

IV - Institution d'une servitude de passage

Une servitude de passage pour canalisation eau usées en limite est de la parcelle sera créée à l'occasion de cette vente pour le réseau d'assainissement dévié mais toujours présent sur la parcelle ;

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) du 16 novembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu la convention pluriannuelle du projet de Vénissieux et ses avenants ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - la cession, par la Métropole, à l'euro symbolique, d'une emprise de terrain nu cadastrée à détacher des parcelles cadastrées CH 31 et CH 35 pour une superficie de 3 757 m², située 8 rue de la Démocratie à Vénissieux, à l'AFL du groupe Action logement ou toute personne morale se substituant à elle, dans le cadre du GPV Vénissieux Minguettes - Max Barel.

b) - la création d'une servitude de passage pour canalisation en limite est des parcelles cadastrées CH 31 et 35 (futurs parcelles cadastrées CH 103 et 106).

2° - **Autorise** monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette cession.

3°- La recette correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 40 000 000 € en dépenses sur l'opération n°0P07O4500.

4°- La cession patrimoniale sera imputée sur les crédits au budget principal - exercice 2021 et donnera lieu aux écritures suivantes :

- produit de la cession : 1 € - chapitre 75 - compte 75888 - fonction 515,
- sortie estimée du bien du patrimoine de la Métropole : 660 000 € en dépenses - compte 204412 - fonction 01 et en recettes - compte 2118 - fonction 01 pour des écritures d'ordre au chapitre 041 sur l'opération n° 0P07O2752.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0455**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Craponne**

objet : **Equipements publics - Institution, à titre gratuit, d'une servitude d'usage public, pour le passage des piétons, en terrain privé bâti situé impasse du Grand Champ angle rue Pierre Dumond et appartenant au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Privilège**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du **6 janvier 2021**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la construction d'un ensemble immobilier impasse du Grand Champ à l'angle de la rue Pierre Dumond à Craponne, la direction de la voirie souhaite qu'un trottoir soit aménagé à l'angle de ces 2 voies, afin d'améliorer la visibilité sur cette intersection de voirie et de renforcer la sécurité des piétons à ce même endroit.

Ce trottoir serait pris sur l'angle des espaces verts privés extérieurs de la copropriété, sur la dalle supérieure des sous-sols.

Il convient donc d'instituer une servitude d'usage public, au profit du domaine public de la voirie métropolitaine, pour le passage des piétons.

L'emprise de la servitude et de ce trottoir à créer présente la forme d'un triangle d'une superficie d'environ 7,20 m², indiquée par des liserés au plan joint au dossier et située à Craponne à l'angle de l'impasse Grand Champ et de la rue Pierre Dumond.

Aux termes du projet d'acte, le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Privilège consent, à titre gratuit, au profit du domaine public de la voirie métropolitaine, une servitude de passage public sur l'assiette de la copropriété, fonds servant cadastré AW 22, AW 406, AW 407, AW 408 et AW 409.

Cette servitude devant être approuvée par l'assemblée générale des copropriétaires, les frais d'organisation d'une éventuelle assemblée générale extraordinaire seront pris en charge par la Métropole de Lyon. Ils sont estimés à 500 € TTC.

Les frais d'acte estimés à 500 € sont à la charge de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE**1°- Approuve :**

a) - l'institution, à titre gratuit, au profit de la Métropole, d'une servitude d'usage public pour le passage des piétons sur un terrain privé, situé impasse du Grand Champ à l'angle de la rue Pierre Dumond à Craponne et appartenant au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Privilège,

b) - la servitude à intervenir entre la Métropole et le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Privilège.

2°- Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette servitude.

3°- La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, individualisée le 20 janvier 2020 pour un montant de 535 000 € en dépenses, sur l'opération n°0P09O4369.

4°- Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2112 - fonction 844, pour un montant de 500 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

5°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 500 € au titre des frais d'organisation d'une assemblée générale extraordinaire des copropriétaires, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°0P09O436 9.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0456**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Saint Priest

objet : **Equipement public - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées, sous une parcelle de terrain située 48 rue du Lyonnais et appartenant à la société civile immobilière (SCI) Rostand - Approbation d'une convention**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En vue de la régularisation relative au passage d'une canalisation publique souterraine pour l'évacuation des eaux usées, en tréfonds de la parcelle de terrain située 48 rue du Lyonnais à Saint Priest, il doit être institué une servitude de passage au profit de la Métropole de Lyon.

Cette parcelle de terrain appartient à la SCI Rostand.

II - Désignation des parcelles, objets de la servitude

Il s'agit d'une parcelle de terrain cadastrée DR 13.

Un plan de récolement matérialise cette canalisation pour l'évacuation des eaux usées.

III - Conditions de l'instauration de la servitude

Aux termes de la convention, il est institué une servitude de passage d'une canalisation d'un diamètre de 400 mm sur un linéaire de 276 m, dans une bande de terrain d'une largeur de 3 m.

La SCI Rostand consentirait, à titre gratuit, cette servitude de passage de canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées sous sa propriété au profit de la Métropole.

L'ensemble des frais liés à l'instauration de cette servitude est à la charge de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

DELIBERE**1°- Approuve :**

a) - l'institution, à titre gratuit, au profit de la Métropole, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées sous la parcelle de terrain cadastrée DR 13, située 48 rue du Lyonnais à Saint Priest et appartenant à la SCI Rostand, dans le cadre d'une régularisation,

b) - la convention à intervenir entre la Métropole et la SCI Rostand concernant l'institution de cette servitude.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention, accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette servitude.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant soit 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié, sera imputée sur les crédits inscrits au budget annexe de l'assainissement - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°2P19O2180.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0457**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Saint Priest

objet : **Equipement public - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées, sous 2 parcelles de terrain situées rue de Bourgogne et appartenant à la société par actions simplifiée (SAS) Renault Trucks - Approbation d'une convention**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En vue de la régularisation relative au passage d'une canalisation publique souterraine pour l'évacuation des eaux usées, en tréfonds de 2 parcelles de terrain situées rue de Bourgogne à Saint Priest, il doit être institué une servitude de passage au profit de la Métropole de Lyon.

Ces parcelles de terrain appartiennent à la SAS Renault Trucks.

II - Désignation des parcelles, objets de la servitude

Il s'agit des parcelles de terrain cadastrées DS 227 et DS 228.

Un plan de récolement matérialise cette canalisation pour l'évacuation des eaux usées.

III - Conditions de l'instauration de la servitude

Aux termes de la convention, il est institué une servitude de passage d'une canalisation d'un diamètre de 400 mm sur un linéaire de 276 m, dans une bande de terrain d'une largeur de 3 m.

La SAS Renault Trucks consentirait, à titre gratuit, cette servitude de passage de canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées sous sa propriété au profit de la Métropole.

L'ensemble des frais liés à l'instauration de cette servitude est à la charge de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

DELIBERE**1°- Approuve :**

a) - l'institution, à titre gratuit, au profit de la Métropole, d'une servitude de passage d'une canalisation publique pour l'évacuation des eaux usées sous les parcelles de terrain cadastrées DS 227 et DS 228, situées rue de Bourgogne à Saint Priest et appartenant à la SAS Renault Trucks, dans le cadre d'une régularisation,

b) - la convention à intervenir entre la Métropole et la SAS Renault Trucks concernant l'institution de cette servitude.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention, à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette servitude.

3°- La dépense de fonctionnement en résultant, soit 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget annexe de l'assainissement - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°2P19O2180.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0458**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Tassin la Demi Lune**

objet : **Equipements publics - Institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole de Lyon, d'une canalisation publique souterraine d'assainissement, en terrain privé non bâti situé 19 rue Marie Antoinette et appartenant à M. Rémi Pillon - Approbation d'une convention**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du **6 janvier 2021**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de travaux de dévoiement du réseau d'assainissement, nécessaire à la création d'une habitation sur un terrain cadastré AM 566 (issue de la division de la parcelle cadastrée AM 78) situé 19 rue Marie Antoinette à Tassin la Demi Lune, il convient d'instituer une servitude de passage pour la nouvelle canalisation évacuant les eaux usées.

Aux termes de la convention, cette servitude serait accordée, à titre gratuit, par monsieur Rémi Pillon, propriétaire du terrain, au profit de la Métropole de Lyon, pour le passage d'une canalisation publique souterraine d'assainissement sous ladite parcelle.

La servitude s'exercera dans une bande de terrain d'une largeur de 2 m maximum, sur une longueur de 30 m, une hauteur minimum de 0,60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol.

Les frais d'établissement de l'acte notarié sont à la charge de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE**1°- Approuve :**

a) - l'institution, à titre gratuit, au profit de la Métropole, d'une servitude de passage d'une canalisation publique d'assainissement, en terrain privé non bâti cadastré AM 566, situé 19 rue Marie Antoinette à Tassin la Demi Lune et appartenant à monsieur Rémi Pillon, dans le cadre de la construction d'une habitation sur ladite parcelle,

b) - la convention à intervenir entre monsieur Rémi Pillon et la Métropole, relative à l'institution de cette servitude.

2°- Autorise monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que l'acte authentique à intervenir.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié, sera imputée sur les crédits inscrits au budget annexe de l'assainissement - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°2P19O2180.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0459**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Vaulx en Velin

objet : **Equipements publics - Acquisition, à titre gratuit, d'ouvrages de canalisation d'assainissement et institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole de Lyon, d'une canalisation publique souterraine située rue Saint-Exupéry et appartenant à l'Association syndicale libre (ASL) Castors du Pont des Planches - Approbation d'une convention**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

En suite des travaux de raccordement d'une voie privée au réseau d'assainissement réalisés dans le cadre d'une convention d'aide à l'assainissement passée entre la Métropole et l'ASL Castors du Pont des Planches, la Métropole doit procéder à la régularisation foncière des installations et à l'institution d'une servitude de passage de canalisation d'évacuation d'eaux usées sous une voie privée située rue Saint-Exupéry à Vaulx en Velin, propriété de l'ASL Castors du Pont des Planches.

En effet, conformément à la délibération du Conseil n°2013-3826 du 28 mars 2013 relative à l'aide à l'assainissement des voies privées et à la convention d'aide du 15 mars 2017, l'ASL Castors du Pont des Planches a sollicité la Métropole pour l'intégration des ouvrages créés (collecteur et nouveaux branchements) au domaine public métropolitain.

II - Projet

Il s'agit ici de procéder à la régularisation foncière desdits ouvrages et d'établir une servitude de passage d'une canalisation publique souterraine pour le transport des eaux usées installée sous une voie privée.

III - Acquisition des installations et institution de servitude

L'ASL Castors du Pont des Planches s'engage à céder à titre gratuit à la Métropole les ouvrages susmentionnés situés rue Saint-Exupéry à Vaulx en Velin.

Il convient donc d'instituer, au profit de la Métropole, une servitude pour le passage d'une canalisation d'eaux usées, de diamètre D 250 sur une longueur d'environ 140 ml, sous une voie privée. Cette servitude est consentie à titre gratuit.

Le cédant ayant accepté les conditions d'acquisition qui lui ont été proposées, une convention a d'ores et déjà été établie.

Aux termes de la convention, le bien serait acquis par la Métropole à titre gratuit et intégrerait son domaine public.

Les frais relatifs à l'établissement de l'acte notarié, estimés à 700 €, sont à la charge de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

DELIBERE**1° - Approuve :**

a) - l'acquisition, à titre gratuit, par la Métropole, des ouvrages relatifs à la canalisation d'assainissement des eaux usées sous une voie privée située rue Saint-Exupéry à Vaulx en Velin et appartenant à l'ASL Castors du Pont des Planches,

b) - l'institution, à titre gratuit, d'une servitude de passage, au profit de la Métropole, de ladite canalisation d'assainissement,

c) - la convention à intervenir, entre l'ASL Castors du Pont des planches et la Métropole, relative à l'institution de cette servitude.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de ces servitudes et acquisition.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 700 € au titre des frais estimés d'acte notarié, sera imputée sur les crédits inscrits au budget annexe de l'assainissement - exercice 2021 - chapitre 011 - opération n°2P19O2180.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0460**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Vaulx en Velin

objet : **Développement urbain - Carré de soie - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Tase - Ensemble immobilier en copropriété situé 4, 8 et 12 allée du Textile - Annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété de cet ensemble immobilier**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Dans le cadre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Tase à Vaulx en Velin et de la réalisation des équipements publics à destination scolaire et d'esplanade sur le quartier Vaulx en Velin La Soie, la Métropole de Lyon a procédé à l'acquisition des lots de copropriété dépendant de l'ensemble immobilier cadastré BR 428, situé 4, 8 et 12 allée du Textile à Vaulx en Velin.

Cet ensemble immobilier à usage industriel, d'ateliers, d'entrepôts et de bureau a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte du 11 octobre 2000.

La Métropole s'étant rendue propriétaire de l'ensemble des lots de la copropriété et des parties communes affectées à chacun de ces lots entraînant de plein droit la disparition de la copropriété, l'état descriptif de division et règlement de copropriété susvisé n'a plus d'effectivité et est devenu sans objet.

II - Annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété

La Métropole a acquis la totalité des 8 lots de la copropriété, à savoir :

- le lot n°1 appartenant à la société SV, aux termes d'un acte signé le 15 juillet 2013,
- le lot n°2 appartenant à la société civile immobilière (SCI) Jem, aux termes d'un acte signé le 25 mai 2020,
- le lot n°3 appartenant à la SCI EDL, aux termes d'un acte signé le 4 juin 2018,
- le lot n°4 appartenant aux consorts Da Costa Pimenta, aux termes d'un acte signé le 27 juin 2016,
- le lot n°5 appartenant à la SCI Clovic, aux termes d'un acte signé le 5 décembre 2005,
- le lot n°6 appartenant à la SCI Oxymore, aux termes d'un acte signé le 9 décembre 2019,
- les lots n°7 et 8 appartenant à la société Tissage de soierie et Derivés R. Berliet, aux termes d'un acte signé le 9 décembre 2019.

Considérant qu'à ce jour, la totalité des lots de l'ensemble immobilier cadastré BR 428 et soumis au régime de la copropriété est réunie entre les mains de la Métropole, la copropriété n'existe plus et il convient de procéder à l'annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété dudit ensemble immobilier ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve l'annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété de l'ensemble immobilier cadastré BR 428 situé 4, 8 et 12 allée du Textile à Vaulx en Velin, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Tase.

2° - Autorise monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la régularisation de cette annulation de l'état descriptif de division et règlement de copropriété de l'ensemble immobilier susvisé.

3° - La dépense totale correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains, individualisée le 8 juillet 2019, pour un montant de 13 213 121,12 € en dépenses sur l'opération n°0P06O2173.

4° - Le montant à payer sera imputé sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 21 - compte 2138 - fonction 515, pour un montant de 1 000 € au titre des frais estimés d'acte notarié.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0461**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 3°**

objet : **Politique foncière 2021-2023 - Individualisation partielle d'autorisations de programme**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La politique foncière de la Métropole de Lyon est "au service" de ses politiques publiques, lesquelles, toutes dimensions confondues, doivent s'inscrire au plus vite et de manière déterminée dans la mise en œuvre des transformations nécessaires pour faire face aux défis de l'époque : sociaux, sanitaires et environnementaux, économiques. Il s'agit ainsi de penser l'action publique pour rendre le territoire à la fois plus résilient et plus équitable socialement.

La politique foncière est un passage "obligé", au cœur de la préparation des actions de toutes les politiques publiques et des projets d'aménagement de la Métropole, qu'elle doit anticiper, préparer et ce, aux différents horizons de temps de l'action publique : préparer pour demain mais aussi "rendre possible" pour les long et très long termes.

La politique foncière constitue, de fait, le "bras armé" de l'aménagement et de la préservation de l'espace lorsqu'il s'agit de mettre à disposition les "lieux" d'aujourd'hui et de demain, qui seront nécessaires pour répondre aux défis du territoire, en réponse aux enjeux :

- du logement dans un contexte d'inflation des prix du marché,
- de l'activité économique dont certains segments tels que l'activité productive sont soumis à une concurrence foncière forte de la part d'autres activités,
- des équipements au regard d'une augmentation forte de la population,
- et, tout aussi bien, aux enjeux environnementaux qui, dans toute leur diversité, solliciteront de plus en plus l'action foncière (préservation des ressources, de la biodiversité, de la santé environnement, de l'agriculture, etc.).

En complément de la réponse à ces enjeux, la Métropole accompagne les communes ainsi que les bailleurs sociaux pour lesquels elle réalise des préemptions dans le cadre de leurs compétences ou missions.

Enfin, la Métropole se doit également d'anticiper l'avenir, par une politique de réserves foncières de sites stratégiques au service du développement de futurs projets sur le territoire mais aussi en faveur de la protection des personnes, des ressources et de l'environnement.

Pour conduire à bien cette politique foncière, la Métropole s'appuie sur 3 opérations foncières qui lui permettent d'agir rapidement face à des opportunités d'acquisitions amiables ou par voie de préemption.

Le volume annuel des acquisitions ne peut être connu à l'avance car il dépend des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) de l'année en cours. De même, les négociations amiables peuvent être menées sur plusieurs années avant d'aboutir. La gestion en autorisation de programme permet de lisser les crédits de paiement non consommés sur les exercices suivants. L'enjeu serait à terme d'ouvrir les capacités à engager de façon triennale, dans une logique de réactivité et de disposition de ressources permanentes, tout en veillant à respecter le niveau des crédits de paiement votés annuellement.

II - Réserves foncières

Cette autorisation de programme a pour objectif d'apporter la souplesse et la réactivité nécessaires dans la captation d'opportunités foncières, d'une part, et de déployer une politique foncière hors projets individualisés, d'autre part. Elle est estimée à 110 M€ sur la période 2021 à 2023, dont 40 M€ de capacité à engager dès janvier 2021.

Elle permet ainsi d'intervenir sur plusieurs axes :

- en anticipation de l'individualisation de projets d'aménagement, d'infrastructures et de besoins d'équipements d'intérêt métropolitain (collèges, réseaux de chaleurs, besoins de services, etc.),

- au service de la stratégie des politiques publiques pour :

. des projets à vocation économique, s'inscrivant dans le cadre du schéma d'accueil des entreprises ; prioritairement sur les sites de maintien de l'activité en ville ; de renouvellement/densification de zones d'activités économiques et les sites clés d'accueil des filières d'excellence,

. stopper l'artificialisation des sols, notamment des zones à urbaniser,

. des projets liés à la trame verte et bleue, aux espaces de compensation pour les espèces protégées et à la protection contre les risques naturels et technologiques,

. la protection des champs captants,

. soutenir le développement de l'agriculture biologique, dans une logique d'accroissement d'approvisionnement des circuits courts.

- dans les secteurs stratégiques de renouvellement urbain, ce qui permet d'appréhender et de capter les fonciers clés à maîtriser,

- pour renforcer une stratégie foncière de long terme, en se portant acquéreur de biens stratégiques, de par leurs caractéristiques ou leurs localisations, dans une logique de contention des prix sur le long terme et de préservation de la ressource foncière.

III - Prémptions pour le compte de tiers

Seule titulaire du droit de préemption urbain, la Métropole est amenée à préempter pour le compte de tiers : certains organismes de logements sociaux comme outil pour la production de logements sociaux, les collectivités locales (principalement des communes) ou tout autre acteur amené à intervenir dans la mise en œuvre des politiques publiques aux côtés de la Métropole peuvent demander d'exercer ce droit pour leur compte et dans le cadre de leurs missions ou compétences, dans un cadre organisé par la Métropole.

Sur la période 2021-2023, les autorisations de programmes sont estimées à 48 M€, dont 15 M€ de capacité à engager dès janvier 2021 en dépenses et en recettes.

IV - Logement abordable

Cette autorisation de programme permet le développement d'une offre de logements sociaux et abordables. Elle est estimée à 130 M€ pour la période 2021 à 2023, dont 40 M€ de capacité à engager dès janvier 2021.

La politique de l'habitat, formalisée dans le cadre du programme d'orientations et d'actions de l'habitat (POAH du plan local de l'urbanisme et de l'habitat -PLU-H-) doit répondre aux besoins de logements de toutes les populations, à des coûts accessibles pour chaque type de population, et dans des conditions de qualité satisfaisantes.

La Métropole entend maintenir la capacité à produire de manière importante une offre abordable (que ce soit en locatif social, intermédiaire ou accession abordable) dans un contexte de surenchérissement du coût de la ressource foncière.

Le coût du foncier est fréquemment identifié comme un frein par les opérateurs pour produire du logement abordable. L'enjeu est donc bien d'apporter à ces acteurs, et à un coût maîtrisé, le foncier nécessaire permettant de respecter le double objectif inscrit dans le PLU-H, d'un haut niveau de production d'une offre abordable et de sa répartition équilibrée sur les différents secteurs de l'agglomération.

Cette autorisation de programme permettra d'intervenir pour la production de logements locatifs sociaux au gré des opportunités qui se présentent (cessions amiables, déclarations d'intention d'aliéner, etc.). Elle accompagne la production du logement social dans les communes soumises à la loi dite solidarité et renouvellement urbain (SRU), dans des secteurs où le marché immobilier est particulièrement tendu, où la construction de logements est très contrainte et où le développement d'une offre de logement social ne peut se faire que par la captation d'immeubles ou de logements existants.

Afin de permettre aux organismes de logements sociaux d'accéder à ce foncier, la Métropole utilise ainsi l'outil du bail emphytéotique qui permet de partager l'effort à réaliser sur le foncier entre l'organisme de logements sociaux et la Métropole. Cela permet à cette dernière de se constituer à long terme (55-65 ans) un patrimoine dans des secteurs immobiliers valorisés. La Métropole préempte et met le bien à disposition de l'organisme de logements sociaux sous la forme d'un bail emphytéotique, en contrepartie d'un droit d'entrée représentant environ 50 % de la valeur du bien et du paiement d'un loyer à partir de la 41^{ème} année. La Métropole perçoit donc en recettes, de manière différée (entre 6 mois et un an) environ la moitié de la somme engagée pour l'acquisition du bien.

Cette autorisation de programme permettra également la production de logements durablement accessibles dans le temps par mise à bail réel solidaire, via l'acquisition de biens qui seront cédés à un organisme foncier solidaire (OFS).

Cette autorisation de programme pourra également être mobilisée pour déployer le portage de lots en habitat indigne, en copropriétés fragiles et dégradées et pour lutter contre les "marchands de sommeil" ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve le programme 2021-2023 d'actions foncières à conduire sur les opérations :

- réserves foncières,
- préemptions pour compte de tiers,
- logement abordable.

2° - Décide l'individualisation partielle des autorisations de programmes, pour l'année 2021, comme suit :

a) - P07 - Réserves foncières et outils de l'action foncière :

- pour un montant de 40 000 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant, sur l'opération n°0P07O7856 (réserves foncières) :

- . 20 300 000 € en 2021,
- . 16 700 000 € en 2022,
- . 3 000 000 € en 2023,

- pour un montant de 15 000 000 € en dépenses et en recettes à la charge du budget principal répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant, sur l'opération n°0P07O7862 (préemptions pour compte de tiers) :

- . 10 000 000 € en dépenses et 10 000 000 € en recettes en 2021,
- . 4 500 000 € en dépenses et 4 500 000 € en recettes en 2022,
- . 500 000 € en dépenses et 500 000 € en recettes en 2023,

b) - P14 Soutien au logement social (y/c foncier) pour un montant de 40 000 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant, sur l'opération n°0P14O7868 (logement abordable) :

- 20 000 000 € en 2021,
- 17 000 000 € en 2022,
- 3 000 000 € en 2023.

3°- Les montants à payer seront imputés sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - chapitre 21 - opérations n°0P07O7856 et n°0P14O7868 et chapitre 458100 - opération n°0P07O7862.

4°- Les montants à encaisser seront imputés sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2021 et suivants - chapitre 458200 - opération n°0P07O7862.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0462**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 3°**

objet : **Habitat et Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la société anonyme (SA) d'HLM Batigère Rhône-Alpes, d'un immeuble situé 20 rue Bara**

service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par délibération du Conseil n°2020-1993 en date du 12 juillet 2004, la Communauté urbaine de Lyon a approuvé le principe de l'acquisition d'immeubles pour les mettre à disposition des maîtres d'ouvrage sociaux sous forme de bail emphytéotique.

Par arrêté n°2020-10-13-R-0808 du 13 octobre 2020, la Métropole de Lyon a exercé son droit de préemption, à l'occasion de la vente d'un immeuble situé 20 rue Bara à Lyon 3°.

II - Désignation du bien

Il s'agit d'un immeuble sur rue en R+6, avec caves, comprenant 1 local commercial en rez-de-chaussée d'environ 110 m² et 22 logements d'une surface utile totale d'environ 874 m², d'un entrepôt d'un seul niveau d'environ 376 m² à l'arrière et 16 places de stationnement en surface :

- le tout bâti sur terrain propre cadastré BK 56, d'une superficie de 624 m², situé 20 rue Bara à Lyon 3°;
- ainsi que les droits indivis sur la parcelle de terrain nu de 197 m² cadastrée BK 94 correspondant à un passage privé.

III - Conditions financières

Cet immeuble, acquis pour un montant total de 3 900 000 € serait mis à la disposition de la SA d'HLM Batigère Rhône-Alpes, dont le programme permettra la réalisation de 15 logements en mode de financement prêt locatif à usage social (PLUS), pour une surface utile de 641 m², 7 logements en mode de financement prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), pour une surface utile de 270 m², un local commercial d'environ 109 m² et un entrepôt d'environ 376 m². Cette opération permettra de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux à Lyon 3° qui en compte 18,05 %.

Cette mise à disposition de l'immeuble se ferait par bail emphytéotique d'une durée de 55 ans, selon les modalités suivantes :

- un droit d'entrée s'élevant à 2 150 000 €,
- le paiement d'1 € symbolique pendant 40 ans (soit 40 €), payable avec le droit d'entrée,

- les 15 dernières années, paiement d'un loyer annuel estimé à 10 000 €, le loyer annuel sera révisé annuellement à compter de la 42^{ème} année en fonction de la variation du coût de la construction publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), mais dans la limite de 30 % de la variation de cet indice,

- la réalisation par le preneur des travaux de réhabilitation à hauteur de 520 000 € HT.

Le preneur aura la jouissance du bien, objet du bail, à la date à laquelle la Métropole aura la jouissance du bien en cause, soit la date à laquelle la Métropole aura payé l'acquisition dudit bien.

Si pendant la durée du bail, le bailleur décide de céder l'immeuble, le preneur aura la faculté de l'acquérir prioritairement.

A l'issue du bail, le bien reviendra à la Métropole sans indemnité.

Vu les termes de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 3 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;**

DELIBERE

1° - Approuve la mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique d'une durée de 55 ans au profit de la SA d'HLM Batigère Rhône-Alpes, d'un immeuble cadastré BK 56, situé 20 rue Bara à Lyon 3°, selon les conditions énoncées ci-dessus, en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux.

2° - Autorise monsieur le Président à signer, le moment venu, ledit bail, à accomplir toutes démarches et à signer tous documents nécessaires à la régularisation de ce bail.

3° - La recette de fonctionnement en résultant, soit 2 150 040 € sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 75 - opération n°0P14O7856.

**Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.**

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0463**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Lyon 4°

objet : **Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la société coopérative d'HLM Poste habitat Rhône-Alpes, de l'immeuble situé 63 boulevard de la Croix-Rousse**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par délibération du Conseil n°2004-1993 du 12 juillet 2004, la Communauté urbaine de Lyon a approuvé le principe de l'acquisition d'immeubles pour les mettre à disposition des maîtres d'ouvrage sociaux sous forme de bail emphytéotique.

Par arrêté n°2020-08-31-R-0718 du 31 août 2020, la Métropole de Lyon a exercé son droit de préemption à l'occasion de la vente d'un immeuble situé 63 boulevard de la Croix-Rousse à Lyon 4°.

II - Désignation du bien mis à bail

Il s'agit :

- d'un immeuble en R+3, avec caves et greniers, comprenant 1 local professionnel en rez-de-chaussée d'une surface utile d'environ 42 m² et 7 logements d'une surface utile totale d'environ 289 m², ainsi que 3 places de stationnement en surface à l'arrière,
- ainsi que de la parcelle de terrain de 202 m², cadastrée AH 54, sur laquelle est édifié cet immeuble,
- ainsi que les droits indivis sur la parcelle de terrain nu de 179 m², cadastrée AH 51, correspondant au terrain d'assiette de l'impasse privée Léopold Dupeyroux.

III - Conditions financières

Cet immeuble -acquis occupé- pour un montant de 1 650 000 € serait mis à la disposition de la société coopérative d'HLM Poste habitat Rhône-Alpes dont le programme permettra la réalisation d'une nouvelle offre de logement social sur la base de 5 logements en mode financement prêt locatif à usage social (PLUS), pour une surface utile de 209 m², 2 logements en mode financement prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), pour une surface utile de 86 m², ainsi qu'un local commercial en rez-de-chaussée pour une surface utile de 42 m² et 3 places de stationnement. Cette opération permettra de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux dans le 4^{ème} arrondissement de Lyon qui en compte 15,65 %.

Cette mise à disposition du bien se ferait par bail emphytéotique d'une durée de 65 ans, selon les modalités suivantes :

- un droit d'entrée s'élevant à 630 000 €,
- le paiement d'un loyer annuel de 1 € symbolique pendant les 40 premières années du bail (soit 40 €), payable avec le droit d'entrée,
- un loyer annuel de 3 000 € à partir de la 41^{ème} année, indexé à compter de la 42^{ème} année, l'indice de base retenu étant l'indice du coût de la construction publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à la date anniversaire de la 41^{ème} année, dans la limite de 30 % de la variation de cet indice.
- la réalisation par le preneur de travaux de réhabilitation à hauteur d'environ 218 000 € HT.

Le preneur aura la jouissance du bien, objet du bail, à compter du jour de la signature de l'acte d'acquisition par la Métropole.

La Direction de l'immobilier de l'État (DIE), consultée sur les modalités de mise à disposition du bien, à savoir sur la durée du bail, le montant du droit d'entrée, le paiement de 1 € symbolique pendant les 40 premières années et sur le paiement du loyer annuel pendant les 15 dernières années, a donné son accord sur les 3 premières conditions, mais indique un loyer à payer pendant les 15 dernières années supérieur à celui que le preneur s'engage à verser au bailleur.

Le montant proposé par le preneur, inférieur à celui qu'indique l'administration fiscale, se justifie, d'une part, par la mission d'intérêt général assumée par les organismes HLM parmi lesquels la société coopérative d'HLM Poste habitat Rhône-Alpes, répondant aux besoins en logement social de l'agglomération, et, d'autre part, par la nécessité de préserver l'équilibre financier de l'opération. En effet, le montant des loyers que prévoit d'encaisser le preneur ne permet pas de couvrir un loyer supérieur au titre de la mise à disposition, notamment au regard du coût total des travaux à réaliser.

En outre, le calcul du loyer indiqué par la DIE ne prenant pas en compte dans le montage global les frais et charges correspondant, notamment aux travaux et au remboursement de la totalité des emprunts restant à supporter jusqu'à la 65^{ème} année, ne peut aboutir qu'à un loyer supérieur à celui proposé par le preneur au bailleur.

Si pendant la durée du bail, le bailleur décide de céder l'immeuble, le preneur aura la faculté de l'acquérir prioritairement.

A l'issue du bail, le bien reviendra à la Métropole sans indemnité ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 15 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1°- Approuve la mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique d'une durée de 65 ans au profit de la société coopérative d'HLM Poste habitat Rhône-Alpes, de l'immeuble situé 63 boulevard de la Croix-Rousse à Lyon 4^e, cadastré AH 54, d'une superficie d'environ 331 m², ainsi que les droits indivis sur la parcelle de terrain nu cadastrée AH 51, correspondant à l'impasse privée Léopold Dupeyroux, selon les conditions énoncées ci-dessus en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux.

2°- Autorise monsieur le Président à signer, le moment venu, ledit bail, à accomplir toutes démarches et à signer tous documents nécessaires à la régularisation de ce dossier.

3° - La recette de fonctionnement en résultant, soit 630 040 €, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - chapitre 75 - opération n°0P14O7856.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0464**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Lyon 7°

objet : **Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat, de l'immeuble situé 315 rue Duguesclin**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par délibération du Conseil n°2004-1993 du 12 juill et 2004, la Communauté urbaine de Lyon a approuvé le principe de l'acquisition d'immeubles pour les mettre à disposition des maîtres d'ouvrage sociaux sous forme de bail emphytéotique.

Par arrêté n°2020-09-29-R-0774 du 29 septembre 2020, la Métropole de Lyon a exercé son droit de préemption à l'occasion de la vente d'un immeuble situé 315 rue Duguesclin à Lyon 7°.

II - Désignation du bien mis à bail

Il s'agit :

- d'un immeuble sur rue en R+5, avec caves, comprenant 22 logements d'une surface utile totale d'environ 907,94 m² et, à l'arrière, 2 garages (un simple et un double) totalisant environ 77 m²,

- ainsi que de la parcelle de terrain de 393 m², cadastrée AE 39, sur laquelle est édifié cet immeuble.

III - Conditions financières

Cet immeuble -acquis occupé- pour un montant de 3 500 000 € serait mis à la disposition de l'OPH Grand Lyon habitat dont le programme permettra la réalisation d'une nouvelle offre de logement social sur la base de 21 logements à usage locatif étudiant en mode de financement prêt locatif social (PLS), pour une surface utile de 927,94 m². Cette opération permettra de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon qui en compte 19,86 %.

Cette mise à disposition du bien se ferait par bail emphytéotique d'une durée de 65 ans, selon les modalités suivantes :

- un droit d'entrée s'élevant à 1 552 198 €,

- le paiement d'un loyer annuel de 1 € symbolique pendant les 40 premières années du bail (soit 40 €), payable avec le droit d'entrée,

- un loyer annuel de 14 943 € à partir de la 41^{ème} année, indexé à compter de la 42^{ème} année, l'indice de base retenu étant l'indice du coût de la construction publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à la date anniversaire de la 41^{ème} année, dans la limite de 30 % de la variation de cet indice,

- la réalisation par le preneur de travaux de réhabilitation à hauteur d'environ 927 940 € HT.

Le preneur aura la jouissance du bien, objet du bail, à compter du jour de la signature de l'acte d'acquisition par la Métropole.

La Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE), consultée sur les modalités de mise à disposition du bien, à savoir sur la durée du bail, le montant du droit d'entrée, le paiement de 1 € symbolique pendant les 40 premières années et sur le paiement du loyer annuel pendant les 15 dernières années, a donné son accord sur les 3 premières conditions, mais indique un loyer à payer pendant les 15 dernières années supérieur à celui que le preneur s'engage à verser au bailleur.

Le montant proposé par le preneur, inférieur à celui qu'indique l'administration fiscale, se justifie, d'une part, par la mission d'intérêt général assumée par les organismes HLM parmi lesquels l'OPH Grand Lyon habitat, répondant aux besoins en logement social de l'agglomération, et, d'autre part, par la nécessité de préserver l'équilibre financier de l'opération. En effet, le montant des loyers que prévoit d'encaisser le preneur ne permet pas de couvrir un loyer supérieur au titre de la mise à disposition, notamment au regard du coût total des travaux à réaliser.

En outre, le calcul du loyer indiqué par la DIE ne prenant pas en compte dans le montage global les frais et charges correspondant, notamment aux travaux et au remboursement de la totalité des emprunts restant à supporter jusqu'à la 65^{ème} année, ne peut aboutir qu'à un loyer supérieur à celui proposé par le preneur au bailleur.

Si pendant la durée du bail, le bailleur décide de céder l'immeuble, le preneur aura la faculté de l'acquérir prioritairement.

A l'issue du bail, le bien reviendra à la Métropole sans indemnité ;

Vu les termes de l'avis de la DIE du 15 décembre 2020, figurant en pièce jointe ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

DELIBERE

1° - Approuve la mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique d'une durée de 65 ans au profit de l'OPH Grand Lyon habitat, de l'immeuble situé 315 rue Duguesclin à Lyon 7^e, cadastré CB 175, selon les conditions énoncées ci-dessus, en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux.

2° - Autorise monsieur le Président à signer, le moment venu, ledit bail, à accomplir toutes démarches et à signer tous documents nécessaires à la régularisation de ce dossier.

3° - La recette de fonctionnement en résultant, soit 1 552 238 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2021 - chapitre 75 - opération n°0P14O7856.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0465**

commission principale :

objet : **Comité syndical du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion**

Le Conseil,

Vu le rapport du 20 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

L'objet du SYTRAL est l'organisation, le développement, la coordination et l'exploitation des transports en commun sur son périmètre de compétence défini par les limites territoriales de ses membres.

La compétence "transports collectifs" a été déléguée à la Communauté urbaine de Lyon par les communes, dès sa création, en 1969. La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 a disposé que la Communauté urbaine exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences d'organisation des transports urbains. Ainsi, l'adhésion de la Communauté urbaine au SYTRAL est devenue obligatoire.

En outre, la Communauté urbaine a approuvé, le 15 décembre 2014, le principe de transfert au SYTRAL de l'organisation et du fonctionnement de la liaison ferrée express entre Lyon et l'aéroport Lyon6Saint Exupéry et la substitution du SYTRAL à la Métropole de Lyon en tant que concédant du contrat de concession signé avec la société Rhônexpress SAS, à compter du 1^{er} janvier 2015.

Depuis la modification de ses statuts, votée lors du comité syndical du 26 novembre 2014, le SYTRAL comptait, en plus de la Métropole, 9 autres membres : le Département du Rhône, la Communauté de Communes de l'Est lyonnais, la Communauté d'agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône et les Communes de Brindas, Chaponost, Grézieu la Varenne, Messimy, Thurins et Sainte Consorce. Il était administré par un comité syndical composé de 28 conseillers dont 21 ont la qualité de Conseillers métropolitains.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a transféré des départements aux régions les compétences en matière de transports en commun non urbains de personnes et de transports scolaires. Les régions et les départements ont également perdu la clause de compétence générale. Ainsi, depuis le 1^{er} septembre 2017, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a remplacé le Département du Rhône au sein du SYTRAL mais ne peut prendre des décisions concernant les transports en commun urbains. Le SYTRAL est composé de membres dont les compétences en matière de transport diffèrent.

Par ailleurs, devenue une Communauté d'agglomération par la fusion de 3 communautés de communes, la Communauté d'agglomération de l'ouest rhodanien (COR) est devenue autorité organisatrice de la mobilité en lieu et place des communes membres. Elle est compétente en matière d'organisation des services réguliers de transport public urbain et non urbain de personnes sur son ressort territorial. Pour exercer ces nouvelles compétences, elle a choisi d'adhérer au SYTRAL.

Afin de prendre en compte ces évolutions, le comité syndical du SYTRAL, réuni le 31 août 2017, a adopté à l'unanimité la modification de ses statuts. Celle-ci prévoit notamment :

- la mise en place d'un syndicat à la carte et d'un vote plural en fonction des compétences transférées par chaque membre,

- la modification de la composition du comité syndical et du bureau exécutif du SYTRAL. Le comité syndical compte désormais 31 membres, la Métropole en a 23, la Région Auvergne-Rhône-Alpes 4, et les autres membres dont la COR, 1 chacun. Le bureau exécutif est composé de 17 membres dont le Président, le Vice-Président délégué et 6 Vice-Présidents (au lieu de 3 auparavant).

Il convient de préciser que l'organisation et le fonctionnement de la gouvernance du SYTRAL évolueront dans un proche avenir avec la création d'un établissement public local se substituant à l'actuel syndicat mixte, tel que prévu par l'article 14 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM).

II - Modalités de représentation

Par délibération du Conseil n°2020-0014 du 27 juill et 2020, la Métropole a désigné ses représentants, pour la durée de leur mandat, au sein du comité syndical du SYTRAL :

Titulaires	Suppléants
1- Bruno BERNARD	1- Catherine CREUZE
2- Jean-Charles KOHLHAAS	2- Philippe GUELPA-BONARO
3- Fabien BAGNON	3- Michaël MAIRE
4- Vincent LUNGENSTRASS	4- Eric PEREZ
5- Matthieu VIEIRA	5- Bertrand ARTIGNY
6- Vincent MONOT	6- Séverine HEMAIN
7- Laurence FRETY-PERRIER	7- Corine SUBAÏ
8- Blandine COLLIN	8- Véronique Denise GIROMAGNY
9- Béatrice VESSILLER	9- François THEVENIEAU
10- Hélène DROMAIN	10- Zemorda KHELIFI
11- Joëlle PERCET	11- Jérémy CAMUS
12- Nadine GEORGEL	12- Claire BROSSAUD
13- Hélène GEOFFROY	13- Issam BENZEGHIBA
14- Cédric VAN STYVENDAEL	14- Michèle EDERY
15- Marie-Christine BURRICAND	15- Raphaël DEBÛ
16- Laurent LEGENDRE	16- Laurence BOFFET
17- Christophe QUINIOU	17- Philippe COCHET
18- Alexandre VINCENT	18- Jean-Jacques SELLES
19- Michèle VULLIEN	19- Marc GRIVEL
20- Michel LE FAOU	20- Louis PELAEZ
21- Max VINCENT	21- Lionel LASSAGNE
22- Laurence CROIZIER	22- Séverine FONTANGES
23- Michel RANTONNET	23- Thomas RUDIGOZ

Suite à une erreur initiale de désignation, il est proposé au Conseil de procéder à la désignation de nouveaux suppléants ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour ne pas procéder à un vote à bulletin secret en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

DELIBERE

Désigne pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du comité syndical du SYTRAL.

Titulaires	Suppléants
1 - M. Bruno BERNARD	1 - Mme Catherine CREUZE
2 - M. Jean-Charles KOHLHAAS	2 - M. Philippe GUELPA-BONARO
3 - M. Fabien BAGNON	3 - Michaël MAIRE
4 - M. Valentin LUNGENSTRASS	4 - M. Éric PEREZ
5 - M. Matthieu VIEIRA	5 - M. Bertrand ARTIGNY
6 - M. Vincent MONOT	6 - Mme Séverine HEMAIN
7 - Mme Laurence FRÉTY	7 - Mme Corinne SUBAÏ
8 - Mme Blandine COLLIN	8 - Mme Véronique GIROMAGNY
9 - Mme Béatrice VESSILLER	9 - M. François THÉVENIEAU
10 - Mme Hélène DROMAIN	10 - Mme Zemorda KHELIFI
11 - Mme Joëlle PERCET	11 - M. Jérémy CAMUS
12 - Mme Nadine GEORGEL	12 - Mme Claire BROSSAUD
13 - Mme Hélène GEOFFROY	13 - M. Issam BENZEGHIBA
14 - M. Cédric VAN STYVENDAEL	14 - Mme Michèle EDERY
15 - Mme Marie-Christine BURRICAND	15 - M. Raphaël DEBÛ
16 - M. Laurent LEGENDRE	16 - Mme Laurence BOFFET
17 - M. Christophe QUINIOU	17 - M. Jean-Jacques SELLÈS
18 - M. Alexandre VINCENDET	18 - M. Philippe COCHET
19 - Mme Laurence CROIZIER	19 - M. Lionel LASSAGNE
20 - M. Michel RANTONNET	20 - Mme Séverine FONTANGES
21 - Mme Michèle VULLIEN	21 - M. Louis PELAEZ
22 - M. Michel LE FAOU	22 - M. Thomas RUDIGOZ
23 - M. Max VINCENT	23 - M. Marc GRIVEL

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

.

Conseil du 25 janvier 2021**Délibération n° 2021-0466**

commission principale :

objet : **Reconduction du dispositif de soutien psychologique à destination des publics fragilisés par la crise sanitaire, porté par la fondation Action recherche handicap et santé mentale (ARHM) - Attribution d'une subvention**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation**

Le Conseil,

Vu le rapport du 20 janvier 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

Par décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, le Gouvernement a pris de nouvelles mesures générales visant à faire face à l'épidémie de Covid-19, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en vigueur. Ces mesures ont, de nouveau, affecté notre tissu social et l'économie de notre territoire.

Dans ce contexte, par décision de la Commission permanente n°CP-2020-0326 du 16 novembre 2020, la Métropole a voté des mesures exceptionnelles pour soutenir le tissu social, économique et culturel de son territoire.

Au-delà du soutien aux acteurs de solidarité pour des aides d'urgence sur des mises à l'abri et l'accès à l'alimentation et l'hygiène des personnes en situation de très grande précarité, la Métropole de Lyon a entrepris des actions nouvelles tenant compte des problématiques révélées par cette période, qui s'ancrent durablement sur le territoire, comme celle de la fragilité psychique.

Les 2 périodes de confinement ont démontré combien la situation pouvait affecter le confort voire la santé mentale de nos concitoyens.

L'attribution d'une subvention à la fondation ARHM a permis de mettre en œuvre un dispositif de soutien psychologique urgent aux personnes en situation de vulnérabilité dont la santé mentale est affectée par les mesures de lutte contre la Covid-19 (confinement et couvre-feu) avec des conséquences sur la vie quotidienne, économique et sociale.

II - Présentation et 1^{ers} éléments de bilan du dispositif de soutien psychologique porté par l'ARHM - décembre 2020 / mars 2021**1° - Présentation**

Une subvention de 60 000 € a été attribuée à la fondation ARHM en Commission permanente du 16 novembre 2020 pour aider à la mise en place d'un dispositif de soutien psychologique lié au confinement sur plusieurs volets : en proximité, dans les Maisons de la Métropole (MDM), auprès des étudiants métropolitains fragilisés par la crise sanitaire et ses impacts et un soutien à la communication de la plateforme téléphonique de l'hôpital du Vinatier "LIVE".

Cette subvention a permis la mise en place de ce dispositif, à titre d'expérimentation, pour une durée de 3 mois, de décembre 2020 à mars 2021.

Action "point écoute ARHM/MDM"

Cette action est ciblée prioritairement sur 4 territoires, Vénissieux, Lyon 3°, Givors Grigny, Vaulx en Velin, dépourvus d'offre de même type et à destination des publics pour lesquels "l'aller vers" est une nécessité : adultes, jeunes majeurs.

L'action de soutien psychologique a démarré au début du mois de décembre avec la présence de psychologues de l'ARHM, 3 jours par semaine par territoire et un jour de présence d'un professionnel pair aidant de l'association Espairs. Ce dispositif s'adresse aux habitants qui présentent une souffrance psychique en lien direct avec le confinement et ses conséquences sur la vie quotidienne, économique et sociale.

Dispositif d'écoute et de soutien auprès des étudiants

L'Institut régional Jean Bergeret (IRJB) propose gratuitement depuis le 1^{er} décembre, pour tous les étudiants des établissements de la Métropole, une écoute et un soutien psychologique au travers d'entretiens individuels, en ligne ou par téléphone. Sept psychologues sont disponibles du lundi au vendredi de 9h00 à 20h00 et le samedi 10h00 à 14h00 pour des entretiens individuels sur inscription (en ligne ou par téléphone) ainsi que sous forme d'ateliers collectifs de prévention en ligne tous les mardis à partir de 17h30, sans inscription. Il s'appuie sur un réseau d'opérateurs existant : Centre régional information jeunesse, la Maison des adolescents, Nightline Lyon, Apsytude, les réseaux associatifs d'étudiants (Gaelis, Fédération des étudiants lyonnais, l'ESN CosmoLyon), les SSU de Lyon 1er, 2°, 3°, l'Université catholique, l'ESSE et l'ENS.

Une campagne d'information est relayée sur le site de l'Université de Lyon ainsi que sur les réseaux de communication de la Métropole, afin de faire connaître auprès du public ce dispositif.

2° - Bilan**Action "point écoute ARHM/MDM"**

Afin de permettre l'orientation et l'information des personnes sur ce dispositif de soutien, plus de 150 rencontres avec les partenaires sur les 4 territoires ont été organisées (CLSM, commissariat, centres sociaux, CCAS, services des Mairies, CMP, Pole Emploi, Missions locales, associations caritatives locales, PAEJ, Associations familiales, ESAT, etc.).

Également, l'information a été relayée sur les supports de communication de la Métropole ainsi que ceux des communes concernées. De plus, une campagne de communication a été, de nouveau, lancée par la Métropole, en janvier, sur les réseaux sociaux et le web.

Ceci a, notamment, permis une augmentation significative du nombre de consultations dès le début du mois de janvier. Ce dispositif touche majoritairement un public sans emploi ainsi que les familles monoparentales en situation de fragilité, renforcée par la crise sanitaire. Un bilan chiffré de ce dispositif sera établi en mars 2021 ainsi qu'un bilan qualitatif après analyse des questionnaires de satisfaction complétés par les usagers et par les professionnels des MDM.

Les partenaires des 4 territoires ont relevé la nécessité de ce type de dispositif au regard des besoins existants.

Dispositif d'écoute et de soutien auprès des étudiants

Le bilan quantitatif de ce dispositif au 15 janvier ne fait que confirmer les problématiques fortes de santé psychique des étudiants.

Pour les consultations individuelles avec psychologues, 125 étudiants ont sollicité le dispositif, et environ 173 consultations d'1 heure (1 à 2 par étudiant) ont été réalisées. La période des vacances n'a pas été caractérisée par une hausse des demandes mais plusieurs étudiants, en grande difficulté, ont contacté le dispositif et ont pu trouver une ressource rapidement.

Pour les ateliers collectifs, "Psy-Live" sur Instagram, 600 étudiants ont participé aux 3 premiers ateliers dont 80 % du territoire de la Métropole. Ce format de sensibilisation entraîne des pics de fréquentation individuelle pour le dispositif d'entretien.

Le bilan qualitatif, réalisé sur la base de questionnaires transmis aux personnes, montre également la satisfaction des étudiants sur ces actions (100 % des bénéficiaires satisfaits). Ils estiment notamment que ce soutien leur est utile, leur apporte des solutions, leur permet de renforcer la confiance en soi et d'améliorer les relations.

De plus, une très forte augmentation des demandes de consultation de la part des étudiants est observée depuis le début du mois de janvier.

III - Renouveaulement de l'aide à la mise en œuvre du dispositif pour faire face aux difficultés psychiques des métropolitains liées à la crise sanitaire

Le contexte actuel, au niveau national mas aussi local, montre la nécessité de ce dispositif et également de sa poursuite au-delà des 3 mois d'expérimentation.

Les difficultés psychiques liées à la crise sanitaire s'aggravent et impactent durablement les personnes.

De plus, au regard de la forte dégradation de la santé des étudiants, il apparaît encore plus que nécessaire de poursuivre et d'élargir ce dispositif auprès de cette cible prioritaire.

L'ARHM coordonnera la mise en œuvre des 2 dispositifs pour répondre, de manière efficiente, à l'ensemble des besoins afin que toutes les demandes soient prises en charge.

Également, ce dispositif s'articule avec les différentes actions mises en œuvre sur le territoire pour accompagner plus spécifiquement le public étudiant en situation de très grande fragilité.

Il est donc proposé au Conseil de renouveler le soutien à l'action de la fondation ARHM et de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 90 000 € au profit de cette fondation dans le cadre de la prolongation du dispositif de soutien psychologique pour une durée de 4 mois, de mars à juin 2021, soit 80 000 € et d'élargir le dispositif à destination des étudiants durant le mois de février afin de couvrir l'ensemble des demandes, soit 10 000 € ;

Vu ledit dossier ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 90 000 € au profit de la fondation ARHM dans le cadre de la reconduction de l'action de soutien psychologique sur les 4 territoires, pour la période de février à juin 2021,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la fondation ARHM définissant notamment les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 90 000 € sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercice 2021 - opération n° 0P32O5642 - chapitre 65.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 27 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0001**commune(s) : **Lyon 1er**objet : **5 rue Sainte Catherine - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un local commercial formant le lot de copropriété n° 102 - Pr opriété de la société civile immobilière (SCI) M.C.S**service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

n° provisoire 2049

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifié tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès à u logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n°86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n°202 0-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers et, notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0563 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Béatrice Vessiller, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard, demeurant 41 rue du Lac 69422 Lyon Cedex 03, mandaté par la SCI M.C.S demeurant 8 rue Joseph Serlin 69001 Lyon,

- reçue en Mairie de Lyon le 12 novembre 2020,

- concernant la vente au prix de 180 000 € dont une commission d'agence d'un montant de 10 000 € à la charge de l'acquéreur -bien cédé occupé-,

- au profit de monsieur Youssef Hamoud El Joubaili demeurant 5 rue Sainte Catherine 69001 Lyon et madame Catalina Callico Jorques demeurant 211 rue Paul Bert 69003 Lyon ;

- du lot de copropriété n°102, constituant un local commercial à usage de restauration rapide, en rez-de-chaussée sur rue, d'une superficie de 81,51 m², avec les 26/1 000 de la propriété du sol et des parties communes générales ;

- le tout bâti sur terrain propre cadastré AP 148 d'une superficie de 576 m², situé 5 rue Sainte Catherine 69001 Lyon ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) le 21 décembre 2020 ;

Considérant le courrier, en date du 4 décembre 2020, par lequel la Société anonyme de construction de la Ville de Lyon (SACVL), demande à la Métropole d'exercer le droit de préemption et s'engage à racheter le bien en cause et à en préfinancer l'acquisition ainsi que l'ensemble des frais inhérents à la procédure ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que ces locaux se situent rue Sainte Catherine, qui constitue une entrée principale de ce quartier classé secteur prioritaire et à proximité de la place des Terreaux ;

Considérant que ce quartier est marqué par la présence importante de commerces de restauration rapide dans un secteur commercial nécessitant une action des collectivités en matière de sécurité et d'aménagement urbain. En effet, celle-ci a beaucoup investi ces 10 dernières années sur le bas des pentes, mais cette action doit se poursuivre notamment sur cette partie de la rue Sainte-Catherine, particulièrement stratégique car directement visible depuis la Place des Terreaux ;

Considérant la volonté de la Ville de Lyon, en partenariat avec la SACVL déjà bien engagée en matière de redynamisation commerciale de ce secteur, visant à poursuivre la constitution d'un portefeuille de locaux repérés comme stratégiques pour implanter de nouvelles activités dans une logique de diversification et de qualité d'offre ;

arrête

Article 1er - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 5 rue Sainte Catherine à Lyon 1er, ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 180 000 € dont une commission d'agence d'un montant de 10 000 € à la charge de l'acquéreur -biens cédés occupés- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Métropole de Lyon

- page 3/3

Cette acquisition, par la Métropole est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Sardot, notaire associé, 139 rue Vendôme à Lyon 69477 cedex 06.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 458100 - fonction 01 - opération n°0PO704512.

Article 5 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 7 janvier 2021

Pour Le Président,
la Vice-Présidente déléguée

Signé

Béatrice Vessiller

.
.

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0002**commune(s) : **Lyon 9°**objet : **Renouvellement de l'autorisation accordée à l'Association lyonnaise de gestion d'établissements pour personnes déficientes (ALGED) pour le fonctionnement du foyer appartements La Providence**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie en établissement**

n°provisoire 1599

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF) et, notamment, ses articles L 312-1, L 312-8, L 313-1, L 313-3 et L 313-5 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n°2007-975 du 15 mai 2007 fixant le contenu du cahier des charges pour l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2010-1319 du 3 novembre 2010 relatif au calendrier des évaluations et aux modalités de restitution des résultats des évaluations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2014-1368 du 14 novembre 2014 relatif au renouvellement des autorisations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu l'arrêté départemental n°ARCG-EPH-2005-0041 du 6 janvier 2006 portant autorisation de regroupement du foyer d'hébergement appartements et établissant la capacité d'accueil totale à 29 places ;

Vu l'arrêté départemental n°ARCG-SEPH-2008-0026 du 14 novembre 2008 portant restructuration du site de La Providence à Vaise Lyon 5°, et création d'un service d'accueil temporaire de 12 places ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0580 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à monsieur Pascal Blanchard, Vice-Président ;

Considérant les résultats de l'évaluation externe réalisée dans cette structure dans le cadre du renouvellement de l'autorisation ;

arrête

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement du foyer appartements La Providence, d'une capacité de 38 places, délivrée à l'ALGED, est renouvelée pour une durée de 15 ans à compter du 6 janvier 2021.

Article 2 - Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du CASF, dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du même code.

Article 3 - Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) :

entité juridique	ALGED
adresse	14 Montée des forts, 69300 Caluire et Cuire
n°FINESS EJ	690001565
statut	60 Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique
établissement	Foyer appartements La Providence
adresse	49 rue du 24 mars 1852 69009 Lyon
N°FINESS ET	690034699
catégorie	449 - établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées

Équipements :

Triplet (voir nouvelle nomenclature Finess)				Autorisation (après arrêté)		Installation	
N°	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Der nière autorisation	Capacité	A compter du
1	965	43	117	38	En cours de signature	38	06/01/2021

Article 4 - Tout changement important dans l'activité, l'organisation, l'installation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole, selon les termes de l'article L 313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans son accord.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication : soit d'un recours gracieux devant le Président de la Métropole, soit d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Lyon.

Métropole de Lyon

- page 3/3

Article 6 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 7 janvier 2021

Pour le Président,
le Vice-Président délégué,

Signé

Pascal Blanchard

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0003**

commune(s) :

objet : **Commission départementale de réforme (CDR) - Désignation des représentants de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-26-R-0669 du 26 août 2020**service : **Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction ressources**

n°provisoire 1710

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-08-26-R-0669 du 26 août 2020 désignant les représentants de la Métropole au sein de la CDR ;

Vu la démission de monsieur Gilles Roustan de ses fonctions de représentant suppléant de l'organe délibérant ;

Vu l'empêchement de madame Zemorda Khelifi, Vice-Présidente et monsieur Bertrand Artigny, Vice-Président pour représenter la Métropole au sein de la CDR ;

Considérant que la structure a pour objet de rendre des avis sur les situations des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) exclusivement, en lien avec le risque professionnel (maladie professionnelle, accident de service et accident de trajet), le renouvellement statutaire de la disponibilité d'office et la retraite pour invalidité ;

arrête

Article 1er - Sont désignés, pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de la CDR :

Représentants titulaires	Représentants suppléants
- Monsieur Elie Portier, Conseiller	- Madame Marie Agnès Cabot, Conseillère
	- Madame Claire Brossaud, Conseillère
- Monsieur Mathieu Azcué, Conseiller	- Monsieur Jérôme Bub, Conseiller
	- Madame Laurence Fréty, Conseillère

Article 2 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département et qui emportera, à cette même date, abrogation de l'arrêté n° 2020-08-26-R-0669 du 26 août 2020. Une ampliation sera notifiée aux destinataires du présent arrêté.

Lyon, le 7 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

.
.
Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0004**

commune(s) :

objet : **Comité Technique (CT) - Composition du CT de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n° 2020-08-27-R-0686 du 27 août 2020**service : **Délégation Ressources humaines et moyens généraux - Direction ressources**

n°provisoire 1808

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif au CT ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole de Lyon n°2018-2657 du 16 mars 2018 fixant le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel au CT ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-08-27-R-0686 du 27 août 2020 fixant la composition du CT de la Métropole ;

Vu la démission de monsieur Gilles Roustan de ses fonctions de représentant titulaire de l'organe délibérant ;

Vu le départ de madame Brigitte Yvray Duc Plachettaz - CGT - de ses fonctions de représentante suppléante du personnel ;

Vu le départ de monsieur Mohamed Terdjimi - CGT - de ses fonctions de représentant suppléant du personnel ;

Considérant les résultats des élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;

arrête

Article 1er - La composition du CT de la Métropole est fixée comme suit :

Représentants titulaires de l'organe délibérant	Représentants suppléants de l'organe délibérant
<ul style="list-style-type: none"> - Madame Zemorda Khelifi, Vice-Présidente - Madame Claire Brossaud, Conseillère - Madame Marie Agnès Cabot, Conseillère - Madame Joëlle Sechaud, Conseillère - Monsieur Mathieu Azcué, Conseiller - Madame Christiane Charnay, Conseillère - Madame Doriane Corsale, Conseillère 	<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Jérôme Bub, Conseiller - Madame Blandine Collin, Conseillère - Monsieur Elie Portier, Conseiller - Monsieur Yves Ben Itah, Vice-Président - Madame Fatiha Benahmed, Conseillère - Monsieur Floyd Novak, Conseiller - Madame Messaouda El Faloussi, Conseillère

Représentants titulaires agents es-qualité de la collectivité	Représentants suppléants agents es-qualité de la collectivité
<ul style="list-style-type: none"> - la Directrice générale des services - l'adjoint au Directeur général adjoint développement responsable - la Directrice générale adjointe gestion et exploitation de l'espace public - le Directeur général adjoint transition environnementale et énergétique - le Directeur général adjoint urbanisme et mobilités - le Directeur général adjoint solidarités, habitat et éducation - le Directeur général adjoint pilotage et ingénierie administrative et financière - la Directrice générale adjointe ressources humaines et moyens généraux 	<ul style="list-style-type: none"> - le Directeur valorisation et modernisation de l'action publique - le Responsable du service ressources humaines de la direction générale adjointe développement responsable - l'adjoint au Directeur général adjoint gestion et exploitation de l'espace public, en charge des territoires services urbains - le Directeur eau et déchets - le Directeur ressources urbain et environnement - le Directeur adjoint solidarités, habitat et éducation - le Responsable du service relations sociales - le Directeur administration et développement des ressources humaines

Représentants titulaires du personnel	Représentants suppléants du personnel
- Monsieur José Rodriguez - UNSA-UNICAT	- Monsieur Jean-Pierre Zéglany - UNSA-UNICAT
- Monsieur Bruno Coudret - UNSA-UNICAT	- Madame Fabienne Perronnet - UNSA-UNICAT
- Monsieur Frédéric Fluixa - UNSA-UNICAT	- Monsieur Dominique Martignon - UNSA-UNICAT
- Madame Donya Slimani - UNSA-UNICAT	- Monsieur Thomas Roussel - UNSA-UNICAT
- Madame Anne-Marie Sanchez - CGT	- Monsieur Maxime Bouton - CGT
- Monsieur Djamel Mohamed - CGT	- Madame Delphine Depay - CGT
- Monsieur Mohamed Tahar - CGT	- Monsieur Gaël Prévost - CGT
- Madame Agnès Brenaud - CFDT	- Monsieur Simon Davias - CFDT
- Monsieur Robert Borrini - CFDT	- Madame Hassina Attalah - CFDT
- Monsieur Franck Garay - CFTC	- Monsieur Nicolas Monin - CFTC
- Monsieur Jean-Paul Truchet - CFTC	- Monsieur Eric Scarbotte - CFTC
- Monsieur Sébastien Renevier - CFE-CGC	- Madame Marie-Cécile Desmaris - CFE-CGC
- Monsieur Azzedine Touati - FO	- Monsieur Francis Gury - FO
- Madame Agnès Cottin - SUD	- Madame Francette Drame - SUD
- Monsieur Thierry Iltis - FA-FPT	- Monsieur Pascal Hustache-Gabayet - FA-FPT

Article 2 - La présidence du CT est assurée par madame Zemorda Khelifi, Vice-Présidente. En son absence, la présidence peut être confiée à un autre représentant de l'organe délibérant au CT.

Tout représentant titulaire qui se trouve empêché de prendre part à une séance peut se faire remplacer par n'importe lequel des représentants suppléants. Toutefois pour les représentants du personnel, cette faculté ne joue qu'entre représentants élus sur une même liste de candidats ou désignés par l'organisation syndicale concernée.

Article 3 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département et qui emportera, à cette même date, abrogation de l'arrêté n°2020-08-27-R-0686 du 27 août 2020. Une ampliation sera notifiée aux destinataires du présent arrêté.

Lyon, le 7 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

•
•
•
•
•
•
•
•

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0005**

commune(s) :

objet : **Association Centre régional d'information pour l'agir solidaire (CRIAS) Mieux vivre - Désignation du représentant du Président de la Métropole de Lyon**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées**

n°provisoire 1848

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 3611-3 et L 3221-7 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2015-0388 du 29 juin 2015 portant adhésion à l'association CRIAS Mieux vivre ;

Considérant qu'aux termes des articles 5, 9 et 11 des statuts de l'association CRIAS, le Président de la Métropole a la faculté de se faire représenter pour siéger au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;

arrête**Article 1er** - Monsieur Pascal Blanchard, Vice-Président, est désigné par le Président de la Métropole, à titre permanent, pour siéger au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'association CRIAS.

Article 2 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le Département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 7 janvier 2021

Le Président

Signé

Bruno Bernard

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0006**commune(s) : **Lyon 2°**objet : **Autorisation d'occupation du domaine public de la Métropole de Lyon accordée à l'association Odysseus 3.1 représentée par M. Lionel Rard pour le stationnement d'un bateau L'Arioste**service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Direction voirie, végétal et nettoyage**

n° provisoire 1916

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code du domaine fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles L 3641-1 et suivants énumérant les compétences de la Métropole et dotant la Métropole d'une clause générale de compétence ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant la Métropole de Lyon en lieu et place de la Communauté urbaine de Lyon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°7065 du 20 décembre 2010 accordant à la Communauté urbaine de Lyon la compétence pour les haltes fluviales ;

Vu l'arrêté de la Ville de Lyon n° 47020-2013-179 du 13 novembre 2013 portant règlement de la darse Confluence et de sa halte fluviale ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0572 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à monsieur Pierre Athanaze, Vice-Président délégué ;

Vu la demande du pétitionnaire, l'association Odysseus 3.1 représentée par monsieur Lionel Rard, à l'effet d'obtenir une autorisation pour stationner le bateau dénommé L'Arioste, au sein de la darse Confluence ;

arrête

Article 1er - Objet de l'autorisation

L'association Odysseus 3.1, représentée par monsieur Lionel Rard, ci-après désignée le titulaire, est autorisée à occuper l'emplacement n° 14 de la darse Confluence à Lyon 2° pour amarrer le bateau dénommé L'Arioste, immatriculé SNB 73209.

Aucun dépôt, ni aucune installation, ne doit encombrer les quais.

Le titulaire n'est pas autorisé à effectuer des travaux de grosses réparations et des travaux de peinture de la coque sur l'emplacement.

Article 2 - Durée

La présente autorisation est accordée pour la période du 23 octobre 2020 au 31 décembre 2021.

Elle est accordée à titre précaire et révocable et sous réserve du droit des tiers, sans qu'il puisse en résulter pour le titulaire de droit à indemnité.

Elle sera abrogée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de 3 mois à partir de la date du présent arrêté.

Article 3 - Caractère personnel de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée au titulaire à titre purement personnel.

Le titulaire s'engage à occuper lui-même les lieux mis à sa disposition. Toute cession ou mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

En cas de cession du bateau, mentionné à l'article 1^{er}, à une autre personne physique ou morale pendant la période de validité de la présente autorisation, le titulaire a l'obligation d'avertir l'acquéreur de la nécessité d'obtenir, préalablement, une nouvelle autorisation de la Métropole.

Article 4 - Déplacement du bateau

Si le bateau vient à constituer une gêne, soit à la navigation, soit à des travaux entrepris à proximité, soit à l'organisation d'une manifestation quelconque autorisée se déroulant sur les quais ou sur l'eau, le propriétaire sera mis en demeure de le déplacer dès transmission de l'information par la Métropole.

Le déplacement se fera sous la responsabilité du titulaire.

En cas de carence, la Métropole fera procéder au déplacement d'office du bateau aux frais et risques du titulaire.

Article 5 - Retrait de l'autorisation

La Métropole se réserve le droit de retirer la présente autorisation à tout moment avant son terme, sans préavis et par courrier recommandé avec accusé de réception notifié au titulaire, pour tout motif d'intérêt général, sans être tenue de verser une quelconque indemnité au titulaire.

L'autorisation pourra également être retirée sans indemnité en cas de non-respect par le titulaire des prescriptions du présent arrêté ou en cas de dommages ou accidents.

Article 6 - Fin de l'autorisation

À l'expiration de la présente autorisation ou en cas de retrait avant son terme, le titulaire doit libérer l'emplacement occupé et remettre les lieux dans leur état initial.

À défaut, la Métropole saisira la juridiction compétente pour obtenir l'enlèvement du bateau.

Article 7 - Responsabilités et assurances

Le titulaire est seul responsable de ses équipements.

Le bateau sera placé constamment sous la surveillance d'une personne au moins, capable de prendre toutes les mesures, de jour comme de nuit, que les circonstances pourraient commander notamment en temps de crues ou de froid.

Le titulaire devra maintenir en bon état d'entretien les équipements d'amarrage et les installations autorisées et assurer l'évacuation des corps flottants retenus par le bateau ou ses amarres. En cas de négligence de sa part, il y sera pourvu d'office à ses frais et risques, par les soins de la Métropole.

Il sera responsable de tous les dommages qui pourraient être causés au domaine public et à ses dépendances ou aux tiers, du fait des installations autorisées par le présent arrêté. Il sera tenu de les réparer immédiatement.

La Métropole ne pourra pas être tenue pour responsable des dommages subis par les installations, objets de l'autorisation, qui seraient la conséquence de variations du plan d'eau dues à des crues ou à toutes autres causes, notamment l'ensablement du lit du fleuve.

Le titulaire fait son affaire de la souscription à toutes les polices d'assurance nécessaires, notamment au titre de la responsabilité civile.

Il devra en particulier contracter une assurance couvrant le remboursement de la totalité des frais de retirement d'une épave et de renflouage de celle-ci.

La quittance d'assurance sera présentée à la Métropole lors de la demande d'autorisation.

Article 8 - Protection de l'environnement

En ce qui concerne le rejet des eaux-vannes et usées, le titulaire doit se conformer aux règlements en vigueur et aux prescriptions qui lui seraient données par les services de la Métropole.

Article 9 - Police de la navigation

Le titulaire est soumis aux lois et règlements existants ou à intervenir sur la police de la navigation et de la grande voirie et doit se conformer aux instructions qui lui seraient données à cet effet par les agents des services de la navigation. Il devra laisser circuler ces agents sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis.

Article 10 - Redevance d'occupation

La présente autorisation d'occupation donne lieu au versement d'une redevance par le titulaire.

Le montant de la redevance d'occupation est établi sur la base des tarifs approuvés par la délibération du Conseil fixant chaque année les redevances d'occupation du domaine public.

Le titulaire s'acquittera du montant de la redevance due pour toute la durée d'occupation auprès de monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon, sur simple réquisition de ce dernier.

Article 11 - Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente autorisation est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 12 - Exécution

Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au titulaire de l'autorisation.

Lyon, le 7 janvier 2021

Pour le Président,
le Vice-Président délégué,

Signé

Pierre Athanaze

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0007**

commune(s) :

objet : **Règlement intérieur des déchèteries - Abrogation de l'arrêté n° 2020-05-25-R-0377 du 25 mai 2020**service : **Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction eau et déchets**

n° provisoire 1987

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2224-16, L 3221-4, L 3611-4 et L 5211-9-2 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code pénal et, notamment, ses articles R 610-5, R 632-1, R 635-8 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 202 0-0276 du 14 décembre 2020 relative à la révision des tarifs, prix et redevances applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-05-25-R-0377 du 25 mai 2020 fixant le règlement intérieur des déchèteries ;

Considérant la nécessité d'adapter les règles d'accueil des usagers en déchèterie compte tenu de la situation sanitaire dans le but de garantir la sécurité de chacun et de lutter contre la propagation de la COVID 19 ;

arrête

Article 1er - L'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-05-25-R-0377 du 25 mai 2020 est abrogé.

Article 2 - Définition et objectifs

1°- Définition :

- une déchèterie est une installation industrielle, classée pour la protection de l'environnement, aménagée, fermée et gardée, où les usagers peuvent venir déposer les déchets non pris en charge par la collecte des ordures ménagères en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur volume. L'accès à la déchèterie se fait dans le respect des conditions et réserves précisées au présent règlement,

- un tri effectué directement par l'utilisateur permet de recycler ou de valoriser certains déchets,
- après un stockage transitoire, les déchets sont soit recyclés ou valorisés dans des filières adaptées, soit éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

2° Objectifs :

- répondre aux besoins du public, en priorité ceux des ménages ; les accès des professionnels sont limités et payants ;
- supprimer les dépôts sauvages,
- favoriser au maximum le recyclage et la valorisation de la matière, dans les meilleures conditions techniques et économiques du moment,
- respecter les documents de planification en vigueur.

Article 3 - Déchets acceptés et refusés

1° Les déchets acceptés :

- les métaux, le papier, le carton, les textiles, les gravats, les végétaux, le bois,
- les déchets encombrants (meubles, canapés, etc.),
- le verre,
- les télévisions, écrans d'ordinateurs, gros électroménagers,
- les autres déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- les lampes à décharge et à LED : tubes fluorescents, lampes fluo-compactes, lampes LED,
- les huiles de vidange des moteurs,
- dans la limite d'1 kg par apport journalier : les piles et les accumulateurs,
- dans la limite d'une batterie par apport journalier : les batteries des automobiles,
- dans la limite de 3 l par apport journalier : les huiles de friture,
- dans la limite de 8 kg par apport journalier : certains déchets toxiques ou dangereux des ménages : les peintures, vernis, teintures,
 - . les acides (sulfurique, chlorhydrique, etc.),
 - . les bases (soude, ammoniaque, etc.),
 - . les colles, résines, mastic,
 - . les diluants, détergents, détachants, solvants (essence de térébenthine, white-spirit, alcool à brûler, etc.),
 - . les graisses et hydrocarbures souillés,
 - . les produits de traitement du bois (imperméabilisants, insecticides, fongicides, décapants, cires, vitrificateurs, etc.),
 - . les produits de traitement des métaux (dorure, antirouille, etc.),
 - . les produits mercuriels (thermomètres à mercure, etc.),
 - . les produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides, engrais, etc.),
 - . les radiographies argentiques,

. les recharges ou cartouches vides de gaz butane ou propane type camping, de contenance inférieure à 3 kg.

À titre expérimental, cette liste peut être complétée par d'autres types de déchets pendant une période donnée sur certaines déchèteries. L'information est donnée aux usagers par voie d'affichage ou sur demande auprès des agents d'accueil de la déchèterie.

2° Les déchets refusés :

- les ordures ménagères,
- les invendus des marchés (fruits et légumes),
- les déchets provenant de l'industrie agro-alimentaire,
- les plastiques agricoles,
- les produits phytosanitaires utilisés en agriculture, en horticulture et en pépinière,
- les boues et matières de vidange,
- les cadavres d'animaux,
- les déchets anatomiques, les déchets de soins, infectieux ou non, les déchets hospitaliers,
- les médicaments (à rapporter en pharmacie),
- les déchets industriels et résidus de fabrication industrielle,
- les déchets toxiques ou dangereux non mentionnés dans l'article 2-1°;
- les pneumatiques, avec ou sans jante (à rapporter au vendeur),
- les bouteilles de gaz (à rapporter au distributeur), à l'exception des recharges mentionnées à l'article 2-1°;
- les extincteurs (à rapporter au distributeur),
- les cartouches d'encre d'imprimantes (à rapporter au distributeur),
- les déchets composés d'amiante lié et non lié,
- les déchets radioactifs,
- les déchets à caractère explosif,
- les déchets, qui, par leurs dimensions, leur poids ou leurs caractéristiques, ne peuvent être éliminés par les moyens habituels de la déchèterie.

Cette liste n'est pas exhaustive. Par mesure de sécurité, les agents d'accueil des déchèteries peuvent refuser tout autre déchet susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens.

Article 4 - Conditions d'accès

L'accès à la déchèterie est limité aux personnes physiques ou morales résidant sur le territoire de la Métropole de Lyon.¹ Les entreprises extérieures à la Métropole peuvent déposer des déchets provenant de chantiers métropolitains, sur présentation de justificatifs.

Tout usager accédant à la déchèterie pour faire un dépôt de déchets doit respecter la file d'attente.

1° Véhicules non autorisés :

- véhicules de hauteur supérieure à 2,50 m,

¹ À l'exception de la déchèterie de Genas, pour laquelle l'accès est également autorisé aux personnes physiques ou morales résidant sur le territoire de Genas.

Métropole de Lyon

- page 4/8

- véhicules de longueur supérieure à 5 m,
- véhicules à benne et véhicules à plateau dont la hauteur du plateau au sol est supérieure à 80 cm,
- véhicules utilitaires de PTAC (poids total autorisé en charge) supérieur à 3,5 t,
- remorques de PTAC supérieur à 750 kg ;
- véhicules spécialisés non destinés au transport de marchandises (arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes - annexe 2),
- véhicules agricoles (arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes - annexe 2).

2° Véhicules autorisés :

- Catégorie 1 : Accès gratuit et illimité

. véhicules légers (voitures particulières au sens de l'article R 311-1 du code de la route) et correspondant au sigle VP à la rubrique J.1 (genre national) sur le certificat d'immatriculation,

. véhicules à moteur à 2 ou 3 roues (véhicules de catégorie L au sens de l'article R 311-1 du code de la route),

. les cycles, avec ou sans remorque.

- Catégorie 2 : Accès gratuit et limité à 4 passages par mois

. véhicules utilitaires de PTAC inférieur ou égal à 2 tonnes, dédiés au transport de marchandises et correspondant au sigle CTTE à la rubrique J.1 (genre national) du certificat d'immatriculation,

. remorques d'un PTAC inférieur ou égal à 500 kg.

- Catégorie 3 : Accès payant et limité à quatre passages par mois

. véhicules utilitaires légers (PTAC compris entre 2 et 3,5 t), dédiés au transport de marchandises et correspondant au sigle CTTE à la rubrique J.1 (genre national) du certificat d'immatriculation²,

. remorques dont le PTAC est compris entre 500 et 750 kg,

. remorques dont le PTAC ne peut être justifié.

Le tarif d'accès aux déchèteries est fixé par délibération du Conseil de la Métropole. Le tarif en vigueur au 1^{er} janvier 2021 est le suivant :

- 38 € l'unité d'accès,

- 190 € la carte de 5 unités.

Le premier badge est gratuit et le tarif de renouvellement est fixé à 5 € par badge.

Pour une fréquentation répétée des déchèteries avec un véhicule de catégorie 3, les usagers sont tenus d'acquiescer des cartes de 5 unités.

La limitation à 4 passages par mois est systématiquement contrôlée à l'aide d'un traitement automatisé contenant des informations nominatives, en particulier les numéros de plaques d'immatriculation. Elles donnent alors lieu à l'exercice du droit d'accès prévu par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Ce droit d'accès s'exerce par demande écrite adressée au service en charge des affaires juridiques de la Métropole.

3° Conditions particulières :

² À l'exception de la déchèterie de Villeurbanne-Brinon, pour laquelle ces véhicules ne sont pas autorisés.

- les communes et mairies d'arrondissement de Lyon bénéficient de 50 accès gratuits par an pour des véhicules de catégorie 3,
- des associations caritatives et des fondations à but non lucratif peuvent bénéficier d'accès gratuits pour des véhicules de catégorie 3 ; le nombre d'accès gratuits par année est déterminé dans une convention établie avec la Métropole, suivant les principes actés par l'assemblée délibérante,
- les véhicules des services de la Métropole et ceux des prestataires des marchés de nettoyage par des véhicules d'interventions rapides (VIR) accèdent gratuitement et de façon illimitée si leur véhicule respecte les conditions d'accès.

4° Mesures exceptionnelles liées à la crise sanitaire :

En application des mesures gouvernementales liées à la crise sanitaire et pour faire face à une très forte affluence, la Métropole peut se résoudre à prendre des dispositions temporaires pour gérer le flux de véhicules. Ces mesures peuvent être :

- l'aménagement des horaires d'ouverture au public,
- la mise en place d'un alternat en fonction du numéro de plaque minéralogique,
 - . les véhicules portant un numéro pair sont autorisés à se rendre en déchèteries les jours pairs,
 - . les véhicules portant un numéro impair sont autorisés à se rendre en déchèterie les jours impairs,
- la présentation systématique d'une attestation justifiant de leur droit à fréquenter la déchèterie :
 - . pour les ménages et entreprises métropolitaines, un justificatif de domicile,
 - . pour les entreprises extérieures devant gérer des déchets de chantiers, une attestation de chantiers ou un devis du maître d'ouvrage métropolitain,
- le port du masque couvrant le nez et la bouche rendu obligatoire à toute personne présente sur la déchèterie,
- le port des gants obligatoire à toute personne présente sur la déchèterie,
- la suspension des visites.

La mise en place de ces mesures exceptionnelles donne lieu à une communication auprès du public. Le non-respect de l'application de ces consignes par les usagers constitue un motif pour interdire temporairement ou définitivement l'accès aux déchèteries métropolitaines.

L'accès des piétons est autorisé. Toutefois, l'agent d'accueil peut refuser l'accès à un piéton dans les cas suivants :

- le piéton est descendu de son véhicule avec ses déchets car il a refusé de patienter dans la file d'attente,
- son véhicule étant de catégorie 3, pour éviter de s'acquitter du tarif d'accès à la déchèterie, le piéton a déchargé ses déchets de son véhicule à proximité de la déchèterie et effectue plusieurs passages successifs dans la déchèterie,
- son véhicule n'étant pas accepté en déchèterie, le piéton a déchargé ses déchets de son véhicule à proximité de la déchèterie et effectue plusieurs passages successifs dans la déchèterie.

5° Délivrance des titres d'accès :

- par courrier : Métropole de Lyon - Direction eau et déchets - Unité TVM - 20 rue du Lac - CS 33569 - 69505 Lyon cedex 03,

ou

- au guichet : Direction eau et déchets - Unité TVM - 10 avenue Roger Salengro - 69120 Vaulx en Velin aux horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30-12h00 - 13h30-16h30 et le vendredi : 8h30-12h00.

Pour des raisons de sécurité, tout paiement ou remise de titre pour paiement différé en déchèterie est interdit.

La délivrance des titres d'accès fait l'objet d'un traitement automatisé contenant des informations nominatives, en particulier les noms ou raisons sociales et numéros de plaques d'immatriculation. Elles donnent alors lieu à l'exercice du droit d'accès prévu par la CNIL. Ce droit d'accès s'exerce par demande écrite adressée au service des affaires juridiques de la Métropole.

Article 5 - Horaires d'ouverture des déchèteries

Les horaires d'ouverture sont ceux indiqués dans le tableau ci-dessous ; ils correspondent aux heures d'ouverture et de fermeture du portail d'accès aux déchèteries.

Période	Du lundi au vendredi	Le samedi	Le dimanche ³
Hiver du 2 novembre au 31 mars	9h00-12h00 et 14h00-17h00	9h00-17h00	9h00-12h00
Été du 1 ^{er} avril au 31 octobre	8h30 - 12h00 et 13h30 - 18h00	8h30 - 18h30	9h00 - 12h00

La déchèterie est fermée les jours fériés et le lundi de Pentecôte. Pour information, conformément à l'article L 3133-1 du code du travail, la liste des jours fériés en vigueur est la suivante :

- le 1^{er} janvier,
- le lundi de Pâques,
- le 1^{er} mai,
- le 8 mai,
- l'Ascension,
- le 14 juillet,
- le 15 août,
- le 1^{er} novembre,
- le 11 novembre,
- le 25 décembre.

Article 6 - Tri et conditionnement

L'accès à la déchèterie implique, de la part des usagers, le tri et le dépôt des déchets dans les contenants prévus à cet effet. Les usagers doivent donc respecter les consignes de tri données par les agents d'accueil.

Le déversement de déchets en sacs ou contenants opaques est interdit, sauf après présentation de leur contenu à l'agent d'accueil et accord donné par ce dernier pour leur dépôt.

Article 7 - Comportement des usagers

L'accès à la déchèterie, et notamment les opérations de déversement des déchets dans les bennes ainsi que les manœuvres des automobiles, se font aux risques et périls des usagers.

Pour le bon fonctionnement de la déchèterie, l'utilisateur est tenu de respecter les consignes suivantes :

- ne pas pénétrer sur le site en dehors des heures d'ouverture prévues à l'article 5,
- attendre l'autorisation des agents de déchèterie pour accéder à la plate-forme et, pour les véhicules payants, le pointage de la carte d'accès dont l'utilisateur s'est préalablement acquitté,
- respecter les indications figurant sur les panneaux disposés à l'entrée,
- respecter les recommandations des agents de déchèterie,
- présenter à l'agent l'ensemble des déchets à déverser,
- se rendre aux quais de vidage en respectant les règles de circulation à l'intérieur du site,
- stationner sur les emplacements prévus à cet effet, s'ils existent,
- dételer la remorque afin d'éviter des manœuvres répétées,

³ À l'exception de la déchèterie de Villeurbanne-Brinon, fermée le dimanche matin

- ne pas monter sur le plateau du véhicule ou sur la remorque pour déverser les déchets,
- ne pas monter sur les murets de sécurité des quais,
- lorsque les bavettes fixées au muret de sécurité d'un quai sont relevées, ne pas déverser des déchets à cet emplacement, ni rester à proximité de ce quai,
- ne pas déverser ses déchets en dehors des contenants prévus à cet effet,
- ne pas descendre dans les bennes,
- ne pas récupérer des dons ou des déchets déposés par d'autres usagers,
- nettoyer l'emplacement à l'aide du matériel mis à disposition,
- quitter la plate-forme sitôt les déchets déversés, afin d'éviter tout encombrement du site.

Article 8 - Visites des déchèteries

Les visites sont organisées exclusivement par la Métropole. Elles ne peuvent être réalisées qu'après signature d'un protocole de sécurité par les parties concernées (la Métropole, l'organisme demandeur et l'exploitant).

Les prises de vue photographiques et enregistrements vidéo sur le site de la déchèterie doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, accordée par la métropole de Lyon.

Les demandes de visites ou de prises de vue sont à effectuer auprès de la Métropole, via le site internet de la Métropole (<http://grandlyon.com>) rubrique Info pratique, sous-rubrique Contacts et formulaires.

Article 9 - Consignes particulières de sécurité

L'accès à la déchèterie implique pour les utilisateurs, l'application des consignes de sécurité suivantes :

- il est interdit de descendre des véhicules dans la file d'attente au sein de la déchèterie,
- le port des gants pour décharger les déchets est obligatoire,
- la présence des enfants de moins de 12 ans sur le site est vivement déconseillée. Il leur est recommandé de ne pas descendre des véhicules. Leur présence est acceptée dans le cadre de visites pédagogiques, avec un encadrement minimum d'un accompagnateur adulte pour 6 élèves. Le groupe de visite peut comporter au maximum 12 personnes,
- les animaux sont maintenus dans les véhicules,
- il est interdit de fumer ou de faire du feu sur le site,
- il est interdit d'accéder à la plate-forme basse, réservée au service,
- lors des manœuvres des véhicules, prendre toutes les précautions utiles afin d'éviter tout risque d'accrochage avec un piéton ou un autre véhicule. Tous les véhicules sur la plate-forme haute ouverte au public doivent rouler au pas.

L'installation est équipée d'une boîte à pharmacie pour les premiers soins. Certaines disposent d'un défibrillateur automatique. Pour toute blessure nécessitant des soins médicaux urgents, l'agent d'accueil présent sur le site doit être prévenu afin de faire appel aux services concernés (les pompiers : 18 et le SAMU : 15) et toute personne habilitée à prodiguer les premiers soins doit être sollicitée.

Article 10 - Responsabilité des usagers

L'utilisateur est civilement responsable des dommages qu'il cause aux biens et aux personnes à l'intérieur de l'enceinte de la déchèterie. L'utilisateur demeure seul responsable des pertes et des vols qu'il subit à l'intérieur de l'installation. Il est tenu de conserver sous sa garde tout bien lui appartenant.

En aucun cas, la responsabilité de la collectivité ou de l'exploitant ne pourra être engagée pour quelque cause que ce soit.

Article 11 - Traitement, recyclage et valorisation

La Métropole procède au traitement, au recyclage et à la valorisation des appareils, objets divers et matériaux récupérés dans la déchèterie et demeure seule autorisée dans cette action. Les consignes de tri ont pour objectif de permettre un recyclage ou une valorisation de la plus grande partie possible des déchets apportés.

La récupération ou l'échange entre usagers d'objets ou de matériaux sont rigoureusement interdits dans l'enceinte de la déchèterie.

Une fois le déchet accepté et déposé dans la déchèterie, la métropole de Lyon peut le recycler, le valoriser ou le traiter selon la filière de son choix.

Article 12 - Donnerie

Par convention entre la Métropole et un groupement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, la Métropole collecte des objets en bon état ou réparables afin de contribuer à la prévention des déchets. Les déchèteries équipées d'un espace de collecte de dons - les donneries - accueillent les dons des usagers le matin, jusqu'à 12h00, du lundi au samedi.

Lorsque la donnerie est fermée, les après-midis et le dimanche, le don d'objets ne peut pas être effectué sur le site : les objets doivent être alors conservés par l'utilisateur ou jetés en suivant les consignes de tri des agents d'accueil, dans le cadre de l'activité de la déchèterie.

Article 13 - Infractions au règlement

En cas de non-respect du présent règlement (déchargement en dehors des bennes, dépôt de déchets non admis, récupération) et de troubles de l'ordre public, l'utilisateur pourra se voir refuser l'accès aux déchèteries, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être dus à la Métropole de Lyon ou à son exploitant.

Tout contrevenant au présent règlement sera poursuivi, conformément aux lois et règlements en vigueur (notamment aux code général des collectivités territoriales, code pénal, code de la santé publique et au règlement sanitaire départemental) ainsi qu'à la réglementation se rapportant aux dépôts de déchets.

Le code pénal, dans ses articles R 632-1 et R 635-8 prévoit de punir par une contravention de 2^{ème} ou de 5^{ème} classe (cf. article 131-13) le fait de déposer, d'abandonner ou de jeter, en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature que ce soit, si ce dépôt n'est pas effectué par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.

Conformément à l'article 3 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets abandonnés ou déposés contrairement au présent règlement, seront éliminés d'office aux frais du responsable.

L'agent d'accueil en tant que personne assermentée pourra établir un procès-verbal en cas d'infraction constatée qui servira aux poursuites éventuelles.

Article 14 - Exécution du présent règlement

Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon ainsi que les entreprises exploitant les déchèteries situées sur le territoire de la Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département et qui emportera, à cette même date, abrogation de l'arrêté n°2020-05-25-R-0377 du 25 mai 2020.

Lyon, le 7 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DE LYON

ARRETE N° 2021-01-07-R-0008

commune(s) : Lyon 6°

objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - 1 2 3 Éveil - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Nouvelle dénomination - Modification des horaires**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 2032

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-MAA-2009-0024 du 24 juillet 2009 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) l'Éveil des Gônes à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche, nommé 1 2 3 Éveil et situé 15 place Quinet à Lyon 6°;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2016-10-26-R-0760 du 26 octobre 2016 autorisant la SARL l'Éveil des Gônes à étendre la capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche nommé 1 2 3 Éveil et situé 15 place Quinet à Lyon 6° à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 18 décembre 2020 par la société par actions simplifiée (SAS) Génération Bambins, représentée par monsieur Christophe Vigliano et dont le siège est situé 62 quai Charles de Gaulle à Lyon 6°;

Vu le rapport établi le 18 décembre 2020 par la puéricultrice, par délégation du médecin, responsable de la direction santé protection maternelle et infantile (PMI) sur le fondement de l'article R 2324-23 du code de la santé publique ;

arrête

Article 1er - La SARL l'Éveil des Gônes reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 15 place Quinet à Lyon 6° et est autorisée à poursuivre son exploitation dans des locaux réhabilités. Toutefois, à compter du 5 août 2020, la totalité de ses actions sont détenues par la SAS Génération Bambins dont le siège est situé 62 quai Général de Gaulle à Lyon 6°.

Article 2 - L'établissement est désormais dénommé Micro-crèche Quinet.

Article 3 - Les horaires sont modifiés comme suit :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00.

Article 4 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel.

Article 5 - Le référent technique de la structure est monsieur Christophe Larcher, titulaire du diplôme d'éducateur de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 6 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- 4 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 7 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 8 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 9 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 7 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0009**commune(s) : **Meysieu**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Prunelle de mes yeux - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Régularisation - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12-10-R-0988 du 10 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2038

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2012-0041 du 30 août 2012 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Défi Crèche Gaulnes à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 25 rue Gustave Eiffel 69330 Meyzieu ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-10-R-0988 du 10 décembre 2020 ;

Considérant la déclaration de dissolution sans liquidation du 16 mars 2020 par laquelle la société par actions simplifiée (SAS) Défi crèche dont le siège est situé 19-21 rue du Dôme 92100 Boulogne Billancourt, propriétaire de la SARL Défi Crèche Gaulnes a décidé de procéder à la dissolution sans liquidation de la SARL Défi Crèche Gaulnes ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président le 12 novembre 2020 par la SAS) Crèche Attitude, représentée par madame Virginie Bloc et dont le siège est situé 19-21 rue du Dôme 92100 Boulogne Billancourt ;

arrête

Article 1er - Du 16 mars 2020 au 31 décembre 2020, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé la Prunelle de mes yeux situé 25 rue Gustave Eiffel 69330 Meyzieu est assurée par la SAS Défi crèche dont le siège est situé 19-21 rue du Dôme 92100 Boulogne Billancourt.

Article 2 - À compter du 1^{er} janvier 2021, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé la Prunelle de mes yeux situé 25 rue Gustave Eiffel 69330 Meyzieu est assurée par la SAS Crèche Attitude dont le siège est situé 19-21 rue du Dôme 92100 Boulogne Billancourt.

Article 3 - La capacité est maintenue à 39 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-10-R-0988 du 10 décembre 2020 demeurent inchangées.

Article 5 - La direction de la structure est assurée par madame Laura Talon, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants.

Article 6 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 7 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 8 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 7 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 7 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 7 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0011**commune(s) : **Vénissieux**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif foyer
Établissement Les Tilleuls lieu accueil situé 41 rue Carnot de l'association Cap social et solidaire
(CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n° provisoire 2072

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-11-0009 du 30 novembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 7 janvier 2021



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation Solidarités,
habitat et éducation**
Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Centre-Est**
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-11-0009

Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_M-30-M

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : VENISSIEUX

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Foyer Établissement Les Tilleuls Lieu Accueil sis 41 rue Camot de l'association CAPSO

Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-03-R-0095 du 9 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2019 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 5 novembre 2020.

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêtent

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Foyer de l'établissement Les Tilleuls Lieu Accueil sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	148 721,55	1 329 313,03
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	964 849,71	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	215 741,77	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	1 145 585,18	1 145 585,18
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- excédent : 183 727,85 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1er novembre 2020 Dispositif Foyer au Les Tilleuls Lieu Accueil est fixé à 18,82 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 30 octobre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 09/01/2019.

Article 5 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 165,62€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le

30 1 1 2 0

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée



Lucie VACHER

Le Préfet,
La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances



Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0012**commune(s) : **Vénissieux**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif accueil de jour Établissement Les Tilleuls lieu ressources situé 40 avenue Jean-Jaurès de l'association Cap social et solidaire (CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2073

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-11-0008 du 16 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 7 janvier 2021



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation Solidarités,
habitat et éducation**
**Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance**
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**
Centre-Est
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-11-0008

Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_12.16.02

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : VENISSIEUX

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Accueil de Jour Établissement Les Tilleuls Lieu Ressources sis 40
avenue Jean-Jaurès de l'association **CAPSO**

*Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région
Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-21-R-0094 du 9 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2019 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 26 novembre 2020.

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêté

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Accueil de Jour de l'établissement Les Tilleuls Lieu Ressources sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	36 191,03	487 284,44
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	381 348,08	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	69 745,34	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	495 773,18	495 773,18
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit :-8 488,74 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1er décembre 2020 Dispositif Accueil de Jour au Les Tilleuls Lieu Ressources est fixé à 953,70 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 30 novembre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 09/01/2019.

Article 5 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 162,02€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le

16 12 20

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée



Lucie VACHER

Le Préfet,
La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances



Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-07-R-0013**commune(s) : **Lyon 5°**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif foyer
Établissement Les Glycines DHM situé 11 rue de Champvert de l'association Cap social et solidaire
(CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2074

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-11-0007 du 16 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 7 janvier 2021

GRAND LYON
la métropole



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation développement solidaire,
habitat et éducation**
**Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance**
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Centre-Est**
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-11-0007

Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_12-16-01

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : Lyon 5ème

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Foyer Établissement Les Glycines DHM sis 11 rue de Champvert de l'association CAPSO

Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-21-R-0097 du 9 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2020 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 19 novembre 2020.

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêtent

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Foyer de l'établissement Les Glycines DHM sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	77 879,44	546 903,13
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	358 864,07	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	110 159,62	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	675 536,78	678 536,78
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit :-131 633,65 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1er décembre 2020 Dispositif Foyer au Les Glycines DHM est fixé à 757,96 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 30 novembre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 09/01/2019.

Article 5 – À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 210,51€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le

19 6 1 2 2 0

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée


Lucie VACHER

Le Préfet,

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances


Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-12-R-0014**

commune(s) : Vernaison

objet : **Arrêté conjoint avec l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes - Cession d'autorisation pour la gestion du foyer d'accueil médicalisé La Charmille géré par l'association Education et Joie au profit de l'association ODYNEO dans le cadre d'une opération de fusion-absorption et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux**

service : Déléation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie en établissement

n°provisoire 1875

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020/DSHE/DVE/ESPH/12/02 du 22 décembre 2020 pris conjointement entre l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon

Affiché le : 12 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 12 janvier 2021.



Arrêté ARS n° 2020-10-0311

Arrêté n°2020/DSHE/DVE/ESPH/12/02

Portant cession d'autorisation pour la gestion du Foyer d'Accueil Médicalisé « La Charmille » (N° FINESS 69 003 545 6) géré par l'association « Education et Joie » - 69390 VERNAISON au profit de l'association ODYNEO - 69009 LYON (N° FINESS 69 079 110 8) dans le cadre d'une opération de fusion-absorption et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Président de la Métropole de Lyon

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu le décret n° 2020-254 du 13 mars 2020 relatif aux modalités de la cession prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les arrêtés n° 2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu le projet métropolitain des solidarités 2017-2022 approuvé par délibération du Conseil n° 2017-2275 du 6 novembre 2017 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2019-2022 signé le 5 mars 2019 entre la Métropole de Lyon et l'association Education et Joie ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2020-2024 signé le 2 décembre 2019 entre l'Agence régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et l'association Education et Joie ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2022 signé le 5 mars 2019 entre la Métropole de Lyon et l'association Odyneó ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2023 signé le 27 décembre 2018 entre l'Agence régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et l'association Odynéo ;

Vu l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes n° 2010-3113 et départemental n° ARCG-DEPH -2010-0041 du 13 octobre 2010 portant création d'un foyer d'accueil médicalisé de 10 places par médicalisation du foyer de vie « La Charmille » sur la commune de Vernaison ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0580 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Pascal Blanchard, Vice-Président ;

Considérant le dossier transmis par l'association Education et Joie et l'association Odynéo, ainsi que le courrier de l'association Education et Joie du 13 octobre 2020 concernant le transfert des autorisations et le courrier de demande du 18 novembre 2020 de l'association Odynéo ;

Considérant le protocole d'accord cosigné le 10 juin 2020 par les deux associations, définissant les modalités juridiques de leur regroupement, envisagé dans le cadre d'une fusion-absorption ;

Considérant les délibérations du Conseil d'administration de l'association Education et Joie du 6 octobre 2020 et les délibérations du Conseil d'administration de l'association Odynéo du 6 octobre 2020, approuvant le principe de fusion absorption, ainsi que les termes et conditions du projet de traité de fusion ;

Considérant que les instances représentatives du personnel des deux associations ont été informées et consultées via les réunions ordinaires du Comité social et économique de chaque association ;

Considérant que le Conseil de la vie sociale des établissements d'Education et joie a été informé et consulté le 9 octobre 2020 ;

Considérant qu'une présentation du projet de fusion aux adhérents d'Education et joie a été effectuée lors de l'assemblée générale du 5 septembre 2020 ;

Considérant le traité de fusion-absorption de l'association Education et Joie par l'association Odyneo du 12 décembre 2020 ;

Considérant les résolutions des Assemblées Générales Extraordinaires des associations Education et Joie et Odynéo du 12 décembre 2020 approuvant et adoptant le traité de fusion-absorption ;

Considérant que toute cession d'autorisation d'un établissement ou service médico-social visé par l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles doit faire l'objet d'un accord de l'autorité compétente pour l'autorisation, en vertu des dispositions de l'article L 313-1 ;

Considérant que le dossier produit par l'association Odynéo permet d'apprécier le respect des garanties techniques, morales et financières exigées pour l'exploitation de l'établissement concerné, ainsi que les contrats et conventions qui s'y rattachent ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant qu'en application du décret n° 2017-982 du 9 mai 2017, il convient de mettre en œuvre dans le fichier FINISS la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées et malades chroniques,

ARRETENT

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles, précédemment délivrée à Madame la Présidente de l'association Education et Joie sise 914 route de Lyon – 69390 VERNAISON pour la gestion du Foyer d'Accueil Médicalisé « La Charmille » (N° FINESS 69 003 545 6) qui accompagne des personnes en situation de handicap intellectuel, est cédée à l'Association Odynéo (N° FINESS : 69 079 110 8) à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 2 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles accordée à Monsieur Le Président de l'Association Odynéo pour le fonctionnement du Foyer d'Accueil Médicalisé « La Charmille » est modifiée en ce qui concerne la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées et malades chroniques, avec notamment le changement de catégorie définissant le type d'établissement, conformément à l'annexe jointe.

La catégorie du public bénéficiaire est également rectifiée pour prendre en compte la déficience principale du public accompagné, en concordance avec le projet d'établissement.

Article 3 : Cette cession est sans incidence sur la nature de l'autorisation précédemment délivrée, ni sur sa durée.

Article 4 : L'ensemble des modalités et objectifs du CPOM 2019-2022 conclu entre la Métropole de Lyon et l'association Education et Joie est repris par l'association Odynéo.

Article 5 : L'ensemble des modalités, objectifs et actions - hors action 3.2 - du CPOM 2019-2024 - conclu entre l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et l'association Education et Joie, est repris par l'Association Odynéo.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon, selon les termes de l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.

Article 7 : Cette modification d'entité juridique est enregistrée au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) avec suppression concomitante de l'entité juridique association Education et Joie.

Article 8 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : Le Directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et la Directrice Générale de la Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon.

Fait à Lyon, le **22 DEC. 2020**

Pour Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes

Pour le Président de la
Métropole de Lyon,
Le Vice-Président délégué,

Pour le Directeur général et par délégation
Le directeur de l'autonomie

Raphaël GLABI

Pascal Blanchard



ANNEXE FINESS – EAM “La Charmille” (N° FINESS: 69 003 545 6)

Mouvement FINESS : Changement d'entité juridique (cession d'autorisation) avec suppression concomitante de l'entité juridique Association Education et Joie dans le fichier FINESS au 1^{er} janvier 2021 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : *Ancien gestionnaire :* **Association Education et Joie**

Observation : entité juridique à fermer dans FINESS au 1er janvier 2021

Adresse : 914 route de Lyon – 69390 VERNAISON
 N° FINESS EJ : 69 079 826 9
 Statut : 60 Association loi de 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

Entité juridique : *Nouveau gestionnaire :* **Odyneo**

Adresse : 20 rue de Balmont – 69009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 Association loi de 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

Etablissement : **FAM La Charmille**

Adresse : Rue Clair Logis – 69 390 VERNAISON
 N° FINESS ET : 69 003 545 6

Ancienne catégorie : 437- Foyer d'accueil médicalisé (FAM)

Nouvelle catégorie : 448 – E.A.M. Etablissement d'Accueil Médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées

Equipements :

N°	Triplet			Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	966 - accueil et accompagnement médicalisé PH	11 – hébergement complet internat	117 déficience intellectuelle	10	13/10/2010	10	Le présent arrêté

REPUBLIQUE FRANCAISE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON**

ARRETE N° 2021-01-12-R-0015

commune(s) : Craponne - Meyzieu

objet : **Arrêté conjoint avec l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes - Création dans le cadre d'une transformation de l'offre de 12 places d'établissement d'accueil médicalisé par redéploiement de 4 places de la maison d'accueil spécialisée Les Tourrais de Craponne et portant application de la nouvelle nomenclature Finess**

service : Déléation Solidarités, habitat et éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées - Direction vie en établissement

n°provisoire 1876

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020/DSHE/DVE/ESPH/12/01 du 22 décembre 2020 pris conjointement entre l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon

·
·
·
·

Affiché le : 12 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 12 janvier 2021.



Arrêté ARS n° 2020-10-0309

Arrêté n°2020/DSHE/DVE/ESPH/12/01

Portant création, dans le cadre d'une transformation de l'offre, de 12 places d'Etablissement d'Accueil Médicalisé par redéploiement de 4 places de la Maison d'Accueil Spécialisée « Les Tourrais de Craponne » (N° FINESS : 69 002 941 8) soit :

- 4 places à l'Etablissement d'Accueil Médicalisé (EAM) « Les jardins de Meyzieu » (N° FINESS : 69 003 174 5) par médicalisation de 4 places déjà existantes du foyer de vie de Meyzieu,
 - et 8 places à l'EAM « Les Tourrais de Craponne » (N° FINESS : 69 002 540 8) par médicalisation de 4 places déjà existantes du foyer de vie de Craponne et de 4 places nouvelles créées par transfert de 4 places du foyer d'hébergement Joe Bousquet,
- ET portant application de la nouvelle nomenclature FINESS**

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Président de la Métropole de Lyon

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu les arrêtés n° 2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu le projet métropolitain des solidarités 2017-2022 approuvé par délibération du Conseil n° 2017-2275 du 6 novembre 2017 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2019-2023 conclu le 27 décembre 2018 entre l'association ODYNEO et l'Agence Régionale de Santé Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2022 conclu le 5 mars 2019 entre l'association ODYNEO et la Métropole de Lyon ;

Vu l'arrêté du Préfet du Rhône, Préfet de la région Rhône-Alpes n° 2008-395 du 16 juillet 2008 portant création d'un centre d'activité comprenant une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) de 10 places à Craponne ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DEPH-2010-0016 du 21 avril 2010 portant création du centre de Craponne ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-PHDAE-2014-0074 du 15 décembre 2014 portant extensions de places au centre d'accueil de jour des Jardins de Meyzieu, au centre d'accueil de jour de Moncey (pôle ouvert CAJ) et au centre d'accueil de jour des Tourrais de Craponne ;

Vu l'arrêté conjoint ARS n°2015-4018 et métropolitain n° 2015/DSH/DEPH/10/02 du 1^{er} septembre 2015 abrogeant l'arrête conjoint ARS n° 2014-3389 et CG du Rhône n° ARCG-90749 du 9 décembre 2014 portant création d'un accueil de jour médicalisé de 5 places au FAM « Les Tourrais de Craponne » et autorisant la création de 2 places d'accueil temporaire au Foyer d'accueil médicalisé "Les Tourrais de Craponne" (N° FINESS: 69 002 540 8) par médicalisation de 2 places existantes au sein du Foyer de Vie ainsi qu'une extension de 2 places d'accueil de jour médicalisé au Foyer d'Accueil Médicalisé "Les Jardins de Meyzieu" (N° FINESS : 69 003 174 5) par médicalisation de 2 places existantes au sein du service d'accueil de jour de Meyzieu ;

Vu l'arrêté ARS n° 2016-9004 et métropolitain n° 2017/DSHE/DVE/ESPH02/04 du 2 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à l'association Régionale des Infirmes Moteurs Cérébraux (A.R.I.M.C) RHÔNE-ALPES pour le fonctionnement du foyer d'Accueil Médicalisé et de l'accueil de jour médicalisé « Les Jardins de Meyzieu » situé à 69330 MEYZIEU ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-01-10-R-0018 du 10 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation du foyer de vie de Meyzieu ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-01-10-R-0019 du 10 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'accueil de jour non médicalisé de Meyzieu ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0580 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Pascal Blanchard, Vice-Président ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-12-04-R-0942 du 4 décembre 2020 portant fermeture du foyer Joe Bousquet – Foyer d'hébergement du Pôle ouvert ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2022 conclu le 5 mars 2019 entre ODYNEO et la Métropole de Lyon et les objectifs de recomposition de l'offre de service du Pôle ouvert, de mise en place d'une académie de la vie à domicile, et de création de 12 places de FAM par transformation des places existantes ;

Considérant la modification de l'offre actée dans le CPOM 2019-2023 avec l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes visant à la transformation de 4 places de MAS permettant la médicalisation de 12 places de foyers de vie ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la demande de l'association ODYNEO en date du 24 novembre 2020 de rectifier la catégorie des publics accueillis sur la place d'accueil temporaire de l'EAM de Meyzieu ;

Considérant qu'en application du décret n° 2017-982 du 9 mai 2017, il convient de mettre en œuvre dans le fichier FINESS la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées et malades chroniques,

ARRESENT

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, accordée à Monsieur le Président de l'association ODYNEO pour la création et la gestion d'une MAS de 10 places à CRAPONNE (N° FINESS : 69 002 941 8) est modifiée pour ramener la capacité de la MAS « Les Tourrais de Craponne » à 6 places à compter du 1^{er} janvier 2021, afin de permettre la médicalisation des 12 places d'Établissement d'Accueil Non Médicalisé (EANM) visées aux articles 2 et 4 du présent arrêté.

Article 2 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Monsieur le Président de l'association ODYNEO pour la médicalisation de 4 places du foyer de vie « Les Jardins de Meyzieu » portant ainsi la capacité de l'établissement d'accueil médicalisé (EAM) « Les Jardins de Meyzieu » (69 003 174 5) à 45 places dont 1 place d'hébergement temporaire et 7 places d'accueil de jour médicalisé.

Article 3 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Monsieur le Président de l'association ODYNEO pour l'extension non importante de 4 places du foyer de vie « Les Tourrais de Craponne » par transfert de 4 places du Foyer d'hébergement « Joe Bousquet ».

Article 4 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Monsieur le Président de l'association ODYNEO pour la médicalisation de 8 places du foyer de vie « Les Tourrais de Craponne » (4 places de foyer de vie déjà existantes et 4 places créées par transfert de places du foyer Joe Bousquet) portant la capacité de l'EAM « Les Tourrais de Craponne » (69 002 540 8) à 30 places dont 2 places d'hébergement temporaire.

Article 5 : La mise en œuvre des autorisations visées aux articles 2 à 4 est subordonnée à la transmission par le titulaire d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de chaque établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312- 1 du code de l'action sociale et des familles, conformément aux dispositions de l'article D. 313-12-1 du code de l'action sociale et des familles s'agissant d' extensions non importantes ne donnant pas lieu à une visite de conformité.

Article 6 : L'autorisation accordée pour la MAS de Craponne est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 16 juillet 2008.

Article 7 : L'autorisation accordée pour l'établissement d'accueil non médicalisé (anciennement dénommé foyer de vie) « Les Tourrais de Craponne » est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 21 avril 2010.

Article 8 : L'autorisation accordée pour l'établissement d'accueil non médicalisé « Les jardins de Meyzieu » est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 28 janvier 2017.

Article 9 : L'autorisation accordée pour l'EAM (anciennement dénommé foyer d'accueil médicalisé) « Les Tourrais de Craponne » est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 15 novembre 2007.

Article 10: L'autorisation accordée pour l'EAM (anciennement dénommé foyer d'accueil médicalisé) « Les jardins de Meyzieu » est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017.

Article 11: Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) conformément aux annexes jointes, selon la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées et malades chroniques. Elles prennent en compte la modification de la catégorie du public accueilli sur la place d'accueil temporaire de l'EAM de Meyzieu.

Article 12 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de ces établissements par rapport aux caractéristiques prises en considération pour leurs autorisations devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon, selon les termes de l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Aucune autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.

Article 13 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président de la Métropole de Lyon ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 14 : Le Directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et la Directrice générale de la Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon.

Fait à Lyon, le **22 DEC. 2020**

Pour Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes

Pour le Président de la
Métropole de Lyon,
Le Vice-Président délégué,

Pour le Directeur général et par délégation,
Le directeur de l'autonomie

Raphaël GLABI

Pascal Blanchard

ANNEXE FINESS – MAS “Les Tourrais de Craponne” (N° FINESS : 69 002 941 8)

Mouvement FINESS : Modification de capacité de 4 places au 1^{er}/01/2021 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : Association ODYNEO
 Adresse : 20, Bd de Balmont
 69 009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 – Association Loi 1901 Non RUP

Etablissement : Maison d’Accueil Spécialisée « Les Tourrais »
 Adresse : Rue des Tourrais
 69290 CRAPONNE
 N° FINESS ET : 69 002 941 8
 Catégorie : 255 – Maison d’Accueil Spécialisée

Equipements :

N°	Discipline	Triplet		Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
		Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	964 Accueil et accompagnement spécialisé Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	500– Polyhandicap	10	16/07/2008	6	Le présent arrêté

Commentaire : Transformation de l’offre : Redéploiement de 4 places de MAS permettant la création de 12 places d’EAM par médicalisation de 12 places d’EAM

ANNEXE FINESS – Foyer de Vie « Les jardins de Meyzieu » (N° FINESS : 69 000 409 8)

Mouvement FINESS : Modification de capacité de 4 places au 1^{er}/01/2021 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : Association ODYNEO
 Adresse : 20, Bd de Balmont
 69 009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 – Association Loi 1901 Non RUP

Etablissement : Foyer de Vie de Meyzieu
 Adresse : 112, rue de la République
 69330 MEYZIEU

N° FINESS ET : 69 000 409 8
 Catégorie : 449 – établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées

Equipements :

N°	Discipline	Triplet		Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
		Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	965 – accueil et accompagnement non médical. Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	414- Déficience motrice	17	10/01/2017	13	Le présent arrêté
2	965 – accueil et accompagnement non médical. Personnes handicapées	45 - Accueil temporaire (avec et sans hébergement)	414- Déficience motrice	1	10/01/2017	1	10/01/2017
3	965 – accueil et accompagnement non médical. Personnes handicapées	21 – Accueil de jour	414- Déficience motrice	12	10/01/2017	12	10/01/2017

ANNEXE FINESS – Foyer de Vie “Les Tourrais de Craponne” (N° FINESS : 69 003 433 5)

Mouvement FINESS : Modification de capacité : ENI de 4 places par transfert de 4 places du foyer d’hébergement Joe Bousquet puis réduction de 8 places au 1^{er}/01/2021 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : Association ODYNEO
 Adresse : 20, Bd de Balmont
 69 009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 – Association Loi 1901 Non RUP

Etablissement : Foyer de Vie de Craponne
 Adresse : Parc Indiana – 2, rue des Tourrais
 69290 CRAPONNE

N° FINESS ET : 69 003 433 5
 Catégorie : 449 – établissement d’accueil non médicalisé pour personnes handicapées

Equipements :

N°	Discipline	Triplet		Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
		Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	965 – accueil et accompagnement non médical. Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	414- Déficience motrice	20	01/09/2015	16	Le présent arrêté
2	965 – accueil et accompagnement non médical. Personnes handicapées	21 – accueil de jour	414- Déficience motrice	21	15/12/2014	21	15/12/2014

ANNEXE FINESS – EAM “Les Jardins de Meyzieu” (N° FINESS: 69 003 174 5)

Mouvements FINESS : Modification de capacité de 4 places au 1^{er}/01/2021, modification du public bénéficiaire sur le triplet 1 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : Association ODYNEO
 Adresse : 20, Bd de Balmont
 69 009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 – Association Loi 1901 Non RUP

Etablissement : Etablissement d'accueil médicalisé « Les jardins de Meyzieu »
 Adresse : 112, rue de la République
 69330 MEYZIEU
 N° FINESS ET : 69 003 174 5
 Catégorie : 448 Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (EAM)

Equipements :

N°	Triplet			Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	45* - Accueil temporaire (avec et sans hébergement)	414 Déficience motrice	1	03/01/2017	1	03/01/2017
2	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	21- Accueil de jour (SI ou Ext)	414 Déficience motrice	7	03/01/2017	7	03/01/2017
3	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	414 Déficience motrice	33	03/01/2017	37	Le présent arrêté

Commentaires : * La place d'accueil temporaire est avec hébergement

ANNEXE FINESS – EAM “Les Tourrais de Craponne” (N° FINESS: 69 002 540 8)

Mouvement FINESS : Modification de capacité de 8 places au 1^{er}/01/2021 et application de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Entité juridique : Association ODYNEO
 Adresse : 20, Bd de Balmont
 69 009 LYON
 N° FINESS EJ : 69 079 110 8
 Statut : 60 – Association Loi 1901 Non RUP

Etablissement : Etablissement d'accueil médicalisé « Les Tourrais de Craponne »
 Adresse : 2, rue des Tourrais – Parc Indiana – 69290 CRAPONNE
 N° FINESS ET : 69 002 540 8
 Catégorie : 448 Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (EAM)

Equipements :

N°	Discipline	Triplet		Autorisation (avant arrêté)		Autorisation (après arrêté)	
		Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
1	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	414 Déficience motrice	20	01/09/2015	24	Le présent arrêté
2	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	500 Polyhandicap	/	/	4	Le présent arrêté
3	966 Accueil et accompagnement médicalisé Personnes handicapées	45* - Accueil temporaire (avec et sans hébergement)	414 Déficience motrice	2	01/09/2015	2	01/09/2015

Commentaires : * Les 2 places d'accueil temporaire sont avec hébergement

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-12-R-0016**

commune(s) :

objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône portant prorogation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALHPD) 2016-2020 de la Métropole de Lyon**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction habitat et logement**

n°provisoire 2036

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n°2020-DSHE-DHL-11-01 du 17 décembre 2020 pri s conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 12 janvier 2021



PREFECTURE DU RHÔNE

Direction départementale de la cohésion sociale

**Le préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Le Président de la Métropole de Lyon

**Arrêté conjoint n° 2020-DSHE-DHL-M-01 et DRDJSCS-DDD-HELOAS-2020-11-16-237
Portant prorogation du Plan départemental d'action pour le logement des
personnes défavorisées (PDALHPD) 2016-2020 de la Métropole de Lyon**

Le Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Le Président de la Métropole de Lyon,

VU la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la Mise en œuvre du Droit au Logement ;

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'Orientation relative à la Lutte contre les Exclusions ;

VU la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux Libertés et aux Responsabilités Locales ;

VU la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 dite Loi de Programmation pour la Cohésion Sociale ;

VU la Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National sur le Logement ;

VU la Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le Droit Au Logement Opposable ;

VU la Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte Contre l'Exclusion ;

VU la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové ;

VU la Loi n° 2017-86 du 27 mars 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté ;

VU le Décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

VU le PDALHPD de la métropole de Lyon 2016-2020 signé le 18 octobre 2016 ;

VU la demande de report par courrier conjoint de l'Etat et de la Métropole de Lyon du 12 mars 2020 ;

VU l'avis favorable de la Commission hébergement et accès au logement du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 15 septembre 2020 ;

ARRÊTENT

Article 1 : Prorogation

Le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Métropole de Lyon, pour la période 2016-2020, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2

Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au bulletin officiel de la Métropole de Lyon, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire de la décision ou être contesté devant le tribunal administratif de Lyon territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

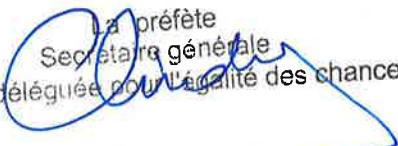
Article 3

La Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances, la Directrice départementale déléguée de la Direction régionale et départementale jeunesse et sports, et de la cohésion sociale, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon le

Le Préfet

Le Président de la Métropole de Lyon

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR



REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-12-R-0017**

commune(s) :

objet : Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône portant composition du comité de pilotage du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées de la Métropole de Lyonservice : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction habitat et logement**

n°provisoire 2037

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n°2020-DSHE-DHL-11-02 du 17 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 12 janvier 2021



Arrête conjoint n°2020-DSHE-DHL-11-02 et DRDJSCS-DDD-HELOAS-2020-11-18-239
Portant composition du comité de pilotage du
Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
de la métropole de Lyon

Le Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Président de la Métropole de Lyon,

VU la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la Mise en œuvre du Droit au Logement ;

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'Orientation relative à la Lutte contre les Exclusions ;

VU la Loi n° 2004 -809 du 13 août 2004 relative aux Libertés et aux Responsabilités Locales ;

VU la Loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 dite Loi de Programmation pour la Cohésion Sociale ;

VU la Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National sur le Logement ;

VU la Loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le Droit Au Logement Opposable ;

VU la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte Contre l'Exclusion ;

VU la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové ;

VU la Loi n° 2017-86 du 27 mars 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté ;

VU le Décret n°2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

VU le PDALHPD de la Métropole de Lyon 2016-2020 signé le 18 octobre 2016,

VU la prorogation du PDALHPD de la Métropole de Lyon d'une durée d'un an après accord le 15 septembre 2020 de la commission hébergement et accès au logement du comité régional de l'habitat et de l'hébergement,

SUR proposition de Mme la Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances,

SUR proposition de Mme La Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon,

ARRÊTENT

Article 1^{er}

Le comité de pilotage du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Métropole de Lyon est présidé conjointement par le Préfet et le Président de la Métropole de Lyon, ou leurs représentants.

Article 2

Le comité de pilotage est composée de :

- ◆ Quatre membres représentant l'Etat :
 - M. le Préfet du Rhône ou son représentant ;
 - Mme la Directrice départementale déléguée de la Direction régionale et départementale jeunesse et sports, et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - M. le Directeur départemental des Territoires ou son représentant ;
 - Mme la Directrice de la direction des migrations et de l'intégration ou son représentant
- ◆ Quatre membres de la Métropole de Lyon :
 - M. le Président de la Métropole ou son représentant M. le Vice-président délégué à l'Habitat, au Logement social et à la Politique de la ville
 - Mme la Vice-Présidente à la Politique d'insertion et de l'emploi sur le territoire et du Plan Pauvreté
 - Mme la Directrice Générale Adjointe de la Délégation Développement Solidaire Habitat et Education
 - Mme le Directrice de l'Habitat et du Logement ou son représentant
- ◆ M. le Directeur régionale de l'Agence régionale de santé (ARS) ou son représentant
- ◆ M. le Directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) ou son représentant
- ◆ M. le Président de la Commission de médiation du droit au logement opposable
- ◆ Un maire de la métropole de Lyon désigné par l'Association des maires du Rhône et de la Métropole de Lyon
- ◆ Mme la Présidente de l'Union départementale des centres communaux d'action sociale (UDCCAS) Rhône-Métropole de Lyon ou un représentant élu du territoire de la métropole de Lyon
- ◆ Un représentant des associations dont l'un des objets est la lutte contre les exclusions, pour l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou dont l'objet est la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement :
 - Mme la Déléguée régionale de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) ou son représentant ;
- ◆ Deux membres représentant des organismes disposant des agréments définis aux articles L. 365-2 à L. 365-4 du code de la construction et de l'habitation, qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage, des activités d'ingénierie sociale, financière et technique et des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale :
 - M. le Président du Collectif Logement Rhône (CLR) ou son représentant
 - Un directeur d'une des associations membres du Collectif logement Rhône (CLR)
- ◆ Deux membres représentant les organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation :
 - Mme la Présidente de l'association des bailleurs du Rhône ABC HLM ou son représentant
 - Monsieur le vice-président de l'association des bailleurs du Rhône ABC HLM en charge des politiques sociales
- ◆ Trois membres représentant les organismes de bailleurs privés :

- M. le Président de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) ou son représentant ;
- M. le Président de la Fédération nationale des agences immobilières (FNAIM) ou son représentant ;
- M. le Président de l'Union des syndicats de l'immobilier (UNIS) ou son représentant
- ◆ Un représentant de chacun des organismes payeurs des aides personnelles au logement :
 - M. le Président de la Caisse des allocations familiales (CAF) du Rhône ou son représentant ;
 - M. le Président de la Mutuelle sociale agricole (MSA) ou son représentant
- ◆ Un représentant de la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation :
 - Action Logement Services (ALS) représentée un membre de son Comité Régional Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant
- ◆ Deux membres représentant des organismes œuvrant dans le domaine de l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile :
 - M. le Directeur de la Maison de la Veille Sociale (SIAO) ou son représentant ;
 - M. le Délégué régional de l'Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO)
- ◆ Un représentant, sur leur demande, des associations d'information sur le logement mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 366-1 du code de la construction et de l'habitation, compétentes sur le périmètre du plan :
 - Mme la Directrice de l'Agence départementale et métropolitaine d'information sur le logement (ADMIL) ou son représentant
- ◆ Un représentant des associations dont l'objet est l'accueil et l'accompagnement des réfugiés
 - M. le Directeur Général de Forum réfugiés – Cosi
- ◆ Un représentant des associations dont l'objet est l'accompagnement des personnes en souffrance psychique
 - M. le Président de la Coordination 69 Soins psychiques et réinsertions ou son représentant
- ◆ Un membre titulaire et un membre suppléant représentant des personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 susvisée
 - Un membre titulaire et un membre suppléant du Conseil Régional des Personnes Accueillies (CRPA)

Article 3

Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au bulletin officiel de la Métropole de Lyon, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire de la décision ou être contesté devant le tribunal administratif de Lyon territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4

La Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances, la Directrice départementale déléguée de la Direction régionale et départementale jeunesse et sports, et de la cohésion sociale, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le

Le Préfet
La préfète
Secrétaire générale

Préfète déléguée pour l'égalité des chances


Cécile DINDAR

Le Président de la Métropole de Lyon



REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-12-R-0018**

commune(s) : Feyzin - Givors - Meyzieu - Mions - Saint Priest - Villeurbanne

objet : **Création d'une régie de recettes pour la perception des redevances d'occupation des terrains familiaux locatifs des gens du voyage - Abrogation de l'arrêté n°2019-03-29-R-0354 du 29 mars 2019**

service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction finances et contrôle de gestion

n°provisoire 2060

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles R 1617-1 à R 1617-18 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ainsi qu'au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

Métropole de Lyon

- page 2/3

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2020-0005 du 2 juillet 2020 autorisant le Président à accomplir certains actes de gestion ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-03-29-R-0354 du 29 mars 2019 instituant une régie de recettes pour la perception des redevances d'occupation des terrains familiaux locatifs des gens du voyage ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-11-09-R-0883 du 9 novembre 2020 donnant délégation de signature à monsieur Bertrand Artigny, Vice-Président ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2020 ;

arrête

Article 1er - L'arrêté du Président de la Métropole n°2019-03-29-R-0354 du 29 mars 2019 est abrogé.

Article 2 - Il est institué une régie de recettes pour la perception des redevances d'occupation des terrains familiaux locatifs des gens du voyage.

Article 3 - Cette régie est installée auprès de la société SG2A l'Hacienda 355 rue des Mercières 69140 Rillieux la Pape.

Article 4 - La régie encaisse les redevances d'occupation des emplacements des terrains familiaux locatifs des gens du voyage situés à Feyzin, Givors, Meyzieu, Mions, Saint Priest et Villeurbanne.

Article 5 - Des sous régies sont créées pour chacun des terrains familiaux locatifs dont les modalités sont précisées dans l'acte constitutif des sous régies.

Article 6 - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées à terme échu, entre le 1^{er} et le 10 du mois suivant, contre remise d'une quittance P1RZ au locataire.

Article 7 - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques,
- virements,
- prélèvements automatiques.

Article 8 - La date limite de l'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée à 30 jours.

Article 9 - Les recettes désignées à l'article 4 et le double de chaque quittance seront remis à la trésorerie principale entre le 10 et le 30 du mois suivant.

Article 10 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès-qualité auprès de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon.

Article 11 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 6 000 € (six mille euros).

Article 12 - Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont désignés par le Président de la collectivité sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 13 - Le régisseur est tenu de verser au comptable public :

- le montant de l'encaisse dès que celui-ci a atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois entre le 10 et le 30 du mois suivant,
- la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le mandataire suppléant et au minimum une fois entre le 10 et le 30 du mois suivant.

Métropole de Lyon

- page 3/3

Article 14 - Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement, dont le montant est fixé dans l'arrêté de nomination, conformément à la réglementation en vigueur ou à obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel et souscrire la garantie complémentaire prévue par les statuts de ladite association contre des risques résultant de la gestion du service pendant ses absences et congés réguliers.

Article 15 - Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

Article 16 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département et qui emportera, à cette même date, abrogation de l'arrêté n° 2019-03-29-R-0354 du 29 mars 2019. Une ampliation sera notifiée au régisseur titulaire et au mandataire suppléant.

Lyon, le 12 janvier 2021

Pour le Président,
le Vice-Président délégué,

Signé

Bertrand Artigny

.
.
Affiché le : 12 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 12 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-14-R-0019**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part Dieu ouest - Copropriété Le Vivarais - 33 boulevard Vivier Merle - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente des lots de copropriété n° 1051 et 1181 - Propriété de M. Stéphane Lejeune**service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

n°provisoire 2050

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n°86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux-Lyon ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n°202 0-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attribution au Président de la Métropole, pour accomplir certains actes particuliers et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-2 0-16-R-0563 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Béatrice Vessiller, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par maître Nicolas Forest, notaire, domicilié rue 9 du Bât d'Argent 69001 Lyon mandaté par monsieur Stéphane Lejeune, demeurant 63 bis rue Louis Becker 69100 Villeurbanne,

- reçue en Mairie de Lyon, le 20 octobre 2020,

- concernant la vente au prix de 180 000 € biens cédés -libres de toute location ou occupation-,

- au profit monsieur Fabien Kovac, domicilié 29 T rue des Mazières 21000 Dijon (Côte d'Or),

- d'un appartement de type 1, situé au 2^{ème} étage, formant le lot de copropriété n°1051, d'une superficie de 34,71 m² avec les 41/10 000 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un emplacement de parking en sous-sol, formant le lot n°1181, avec les 4/10 000 de la propriété du sol et des parties communes,

- le tout bâti sur un terrain propre cadastré EM 243 d'une superficie de 3 349 m² situé 33 boulevard Vivier Merle Lyon 3°;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 3 décembre 2020, par courriers notifiés les 9 et 16 décembre 2020 et que ces pièces ont été réceptionnées le 4 janvier 2021 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 3 décembre 2020 par lettres reçues les 5 décembre 2020 et 9 décembre 2020 et que celle-ci a été effectuée le 18 décembre 2020 ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) le 10 décembre 2020 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, afin de constituer une réserve foncière en vue de mettre en œuvre un projet urbain, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que les biens, objets de la présente déclaration d'intention d'aliéner, se situent dans le quartier de la Part Dieu à Lyon 3° qui fait l'objet d'un projet urbain de redynamisation et de développement urbanistique et économique. Ce projet portant à la fois sur la requalification et l'aménagement d'espaces publics et sur la réhabilitation et la production d'une nouvelle offre immobilière pour répondre au développement de l'agglomération ;

Considérant que pour la mise en œuvre de ces objectifs, la ZAC Part-Dieu ouest, créée en 2015, a initié 2 phases d'aménagement distinctes, l'une portant sur la restructuration du pôle d'échanges multimodal et des espaces publics avoisinant, et l'autre visant notamment à l'aménagement de la place de Milan et de ses abords ;

Considérant que les biens, objets de la présente déclaration d'intention d'aliéner, se situent dans l'emprise de cette seconde phase du projet de la ZAC Part-Dieu ouest, plus précisément au sein des copropriétés de la place de Milan qui représentent, notamment, 154 logements privés et 145 places de stationnement ;

Considérant que la place de Milan est un secteur clef dans le projet d'aménagement de la Part Dieu de par sa situation, sa configuration, et de par les problématiques d'usage et de délinquance récurrentes auxquelles elle est confrontée. La mise en œuvre d'un programme immobilier mixte porté par la Métropole et entraînant restructuration de la place de Milan et de ses espaces publics doit répondre à ces problématiques ;

Considérant que pour ce faire, la Métropole est engagée dans une démarche de remembrement et intervient, par voie amiable ou par voie de préemption, en vue de la maîtrise foncière des ensembles immobiliers de la place de Milan et a d'ores et déjà pu acquérir plusieurs lots sur ce secteur ;

Considérant que les biens, objets de la présente DIA, permettront à la Métropole de poursuivre le processus de maîtrise foncière engagé au sein de cette copropriété ;

Considérant que ces biens sont situés en zone UPr1 au PLU-H ;

arrête

Article 1er - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés 33 boulevard Vivier Merle Lyon 3° ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 180 000 € biens cédés -libres de toute location ou occupation-, figurant dans cette DIA, n'est pas accepté par la Métropole qui propose celui de 152 000 €.

Selon les dispositions de l'article R 213-10 du code de l'urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente offre pour faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1°- soit qu'il accepte cette offre. Dans ce cas, son accord ne pourra être assorti d'aucune réserve, notamment en ce qui concerne le règlement du prix, l'article L 213-14 du code de l'urbanisme accordant au titulaire du droit de préemption un délai de 4 mois pour l'effectuer.

La vente au profit de la Métropole sera alors définitive. Elle sera régularisée suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 dudit code, par un acte authentique qui sera dressé par maître Carole Poulain-Charpentier, notaire associé, à Lyon 3°.

Conformément à la réglementation en vigueur, le prix de vente sera versé le plus rapidement possible.

2°- soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration sans pour autant renoncer à la vente et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article L 213-4 du code de l'urbanisme.

3°- soit qu'il renonce à l'aliénation envisagée. Une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devrait être souscrite si la vente de ce bien était à nouveau projetée.

A défaut de la réception par la Métropole d'une réponse à cette offre dans le délai de 2 mois susvisé, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à l'aliénation.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 2138 - fonction 581 - opération n°0P07O4498.

Métropole de Lyon

- page 4/4

Article 5 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 14 janvier 2021

Pour Le Président,
le Vice-Présidente déléguée,

Signé

Béatrice Vessiller

.
.

Affiché le : 14 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 14 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-14-R-0020**commune(s) : **Saint Priest**objet : **Bellevue Saint Priest - 34 rue Georges Sand - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente par adjudication volontaire d'un appartement avec cave formant les lots n°692 et 674 - Propriété des consorts Prévost - Abrogation de l'arrêté n°2020-08-19-R-0619 du 19 aout 2020**service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

n°provisoire 2090

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n°86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Métropole de Lyon

- page 2/2

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n°202 0-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-1 6-R-0563 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Béatrice Vessiller, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-08-1 9-R-0619 du 19 août 2020 relatif à l'exercice du droit de préemption urbain, à l'occasion de la vente par adjudication volontaire d'un logement et d'une cave, formant respectivement les lots n°692 et 674 de la copropriété Bellevue, avec les 63/10 000 et les 2/10 000 de la propriété du sol et des parties communes générales attachées à ces lots, situés 34 rue Georges Sand à Saint Priest et appartenant aux consorts Prévost, le tout bâti sur terrain propre cadastré DI 182 et DI 184, d'une superficie de 1 780 m² d'un ensemble immobilier de plus grande importance ;

Considérant le retrait de la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) par les consorts Prévost ;

Considérant que la Ville de Saint Priest, pour laquelle la préemption a été engagée au titre du préfinancement, entend respecter la décision du retrait de la DIA ;

Considérant que, de ce fait, l'arrêté de préemption ci-dessus mentionné doit être abrogé ;

arrête

Article 1er - Pour les causes énoncées ci-dessus, l'arrêté n°20 20-08-19-R-0619 du 19 août 2020, relatif à l'exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente par adjudication volontaire d'un logement et d'une cave, formant respectivement les lots n°692 et 674 de la copropriété Bellevue avec les 63/10 000 et les 2/10 000 de la propriété du sol et des parties communes générales, situés 34 rue Georges Sand à Saint Priest et appartenant aux Consorts Prévost est abrogé.

Article 2 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département et qui emportera, durant le mandat en cours, abrogation de l'arrêté n° 2020-08-19-R-0619 du 19 août 2020. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 14 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Béatrice Vessiller

.
. .

Affiché le : 14 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 14 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-14-R-0021**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Logement social - 198 bis rue de Créqui - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de lots de copropriété - Propriété de l'établissement public administratif (EPA) Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)**service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

n°provisoire 2092

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n°86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n°202 0-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-1 6-R-0563 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Béatrice Vessiller, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite selon les dispositions de l'article L 211-5 du code de l'urbanisme par l'EPA AGRASC, dont le siège social est situé 98-102 rue de Richelieu 75002 Paris, représentée par madame Manelle Mansour,

- reçue en Mairie centrale de Lyon le 23 novembre 2020,

- concernant la vente au prix de 83 000 € -bien cédé libre de toute location ou occupation-, au profit de la Métropole, - des lots n°11, 14, et 4 correspondant respectivement à un studio en R+1 d'une surface habitable de 21,37 m² avec les 60/1000 des parties communes générales attachés à ce lot, un studio en R+2 d'une surface habitable de 21,46 m² avec les 73/1000 des parties communes générales attachés à ce lot ainsi qu'une cave de 5 m² avec les 5/1000 des parties communes générales attachés à ce lot, le tout situé dans un immeuble en copropriété 198 bis rue de Créqui à Lyon 3°, cadastré AO 104 ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) le 15 octobre 2020 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique de l'habitat, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre des objectifs du PLU-H approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n°2019-350 7 du 13 mai 2019, qui prévoit notamment de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux sur Lyon 3° (18,05 %) ;

Considérant que la Communauté urbaine a, par décision du Bureau n°B-2012-3262 du 10 mai 2012, mis en œuvre une opération de restauration immobilière (ORI), laquelle porte sur une dizaine d'immeubles, dont le 198 bis rue de Créqui à Lyon 3°. L'objectif de cette opération est de contraindre les propriétaires à réhabiliter leurs immeubles de manière incitative dans un premier temps, puis coercitive dans un second temps, avec la mise en place d'une déclaration d'utilité publique ORI ;

Considérant que les lots objets de la préemption sont les derniers restant à capter sur cette adresse ;

Considérant que la Métropole assurera le portage des lots en cause dans l'attente de leur mise à disposition par bail emphytéotique au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat, de l'ensemble des lots concernés à cette adresse, dans l'objectif de réaliser les travaux prescrits dans la DUP ORI et de produire du logement social ;

arrête

Article 1er - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 198 bis rue de Créqui à Lyon 3° ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 83 000 € -bien cédé libre de toute location ou occupation-, figurant dans cette DIA, n'est pas accepté par la Métropole qui propose celui de 59 962 € -bien cédé libre de toute location ou occupation-.

Selon les dispositions de l'article R 213-10 du code de l'urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente offre pour faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

Métropole de Lyon

- page 3/3

1°- soit qu'il accepte cette offre. Dans ce cas, son accord ne pourra être assorti d'aucune réserve, notamment en ce qui concerne le règlement du prix, l'article L 213-14 du code de l'urbanisme accordant au titulaire du droit de préemption un délai de 4 mois pour l'effectuer.

La vente au profit de la Métropole sera alors définitive. Elle sera régularisée suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 dudit code, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Poulain-Charpentier, notaire associé à Lyon 3°.

Conformément à la réglementation en vigueur, le prix de vente sera versé le plus rapidement possible.

2°- soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration sans pour autant renoncer à la vente et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article L 213-4 du code de l'urbanisme.

3°- soit qu'il renonce à l'aliénation envisagée. Une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devrait être souscrite si la vente de ce bien était à nouveau projetée.

A défaut de la réception par la Métropole d'une réponse à cette offre dans le délai de 2 mois sus-visé, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à l'aliénation.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 21321 - fonction 515 - opération n°0P14O2683.

Article 5 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 14 janvier 2021

Pour Le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Béatrice Vessiller

.
. .
. .
. .

Affiché le : 14 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 14 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-14-R-0022**

commune(s) :

objet : **Désignation de représentants de la Métropole de Lyon à la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques**service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction des assurances et des affaires juridiques**

n° provisoire 2094

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 qui fixe l'obligation de désigner une personne responsable de l'accès aux documents administratifs (PRADA) ;

Vu l'article R 330-2 du code des relations entre le public et l'administration indiquant que les départements sont tenus de désigner une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques ;

Vu l'article R 330-3 du même code, relatif aux modalités de désignation et de publicité de la PRADA ;

Vu l'article R 330-4 du même code, portant sur les missions confiées à la PRADA ;

arrête**Article 1er** - Sont désignées, par monsieur Bruno Bernard, Président de la Métropole de Lyon :

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03
04 78 63 40 40

les personnes suivantes en tant que responsables de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques de la Métropole :

Métropole de Lyon

- page 2/3

- madame Tamam Hannouche-Yonis, en qualité de titulaire.

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière
Direction Assemblées, affaires juridiques et assurances
Responsable du service des affaires juridiques
04 26 99 35 63 (téléphone professionnel)

- madame Lucie Binetruy, en qualité de suppléante :

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière
Direction Assemblées, affaires juridiques et assurances
Service des affaires juridiques
Responsable de l'unité juridique administration et action sociale
04 26 99 35 60 (téléphone professionnel)

Article 2 - Madame Tamam Hannouche-Yonis et madame Lucie Binetruy sont chargées, en cette qualité :

- de simplifier l'exercice du droit d'accès et de réutilisation des usagers,
- de permettre à l'administration d'être mieux informée des réponses à donner aux demandes de communication qui lui sont adressées,
- d'être l'interlocuteur unique de la CADA pour l'instruction des demandes,
- de réceptionner les demandes d'accès aux documents administratifs et de licence de réutilisation des informations publiques ainsi que les éventuelles réclamations et de veiller à leur instruction,
- d'assurer la liaison entre l'autorité auprès de laquelle elles sont désignées et la CADA.

Elles peuvent également être chargées d'établir un bilan annuel des demandes d'accès aux documents administratifs et de licences de réutilisation des informations publiques qu'elles présentent à la Métropole qui les a désignées, et dont elles adressent copie à la CADA.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié aux intéressées, inscrit au recueil des actes administratifs de la Métropole, publié sur le site internet de la Métropole : www.grandlyon.com et une copie sera adressée au Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, ainsi qu'à la CADA dans un délai de quinze jours suivant la nomination de la PRADA.

Article 4 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département.

Lyon, le 14 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

.

.

Affiché le : 14 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 14 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-14-R-0023**commune(s) : **Saint Genis Laval**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif centre éducatif et professionnel Le Cepaj internat et semi internat de l'association Acolea sous dénomination sociale Société Lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence (SLEA) sis chemin de Bernicot**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2162

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-12-0004 du 28 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 14 janvier 2021



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation solidarités
habitat et éducation**
**Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance**
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**
Centre-Est
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-12-0004 Arrêté n°DTPJJ_SAH_2020_12-23_03

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : Saint Genis Laval

objet : Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif Centre éducatif et professionnel Le CEPAJ internat et semi-internat de l'association Acolea sous dénomination sociale Société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence (SLEA) sis chemin de Bernicot

Le Président de la Métropole de Lyon et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-08-03-R-0592 du 30 juin 2020, portant fixation du prix de journée de reconduction à compter du 1^{er} juin 2020, pour le CEPAJ ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Guy LABOPIN, Président de l'association gestionnaire Acolea sous dénomination sociale Société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence (SLEA) pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 9 décembre 2020 ;

Vu les rapports de la Directrice régionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêté

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du CEPAJ sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	971 282,00	6 376 930,12
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	4 200 937,44	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 204 710,68	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	6 362 141,23	6 532 299,13
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	168 145,90	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 012,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit : 155 369,01 €.

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1^{er} décembre 2020, au CEPAJ, est fixé à 1 222,43 € pour l'internat et à 910,46 € pour le semi-internat.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 31 mai 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté n° 2020-01-13-R-0018 du 30 décembre 2019 soit 57,33 € pour l'internat et 42,77 € pour le semi-internat.

Article 5 - Du 1^{er} juin au 30 novembre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté n° 2020-08-03-R-0592 du 30 juin 2020 soit 241,25 € pour l'internat et 178,52 € pour le semi-internat.

Article 6 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 247,97 € pour l'internat et à 184,14 € pour le semi-internat.

Article 7 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes de la Métropole de Lyon.

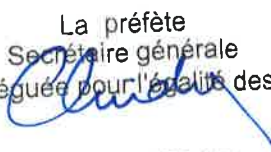
Article 8 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et madame la Directrice régionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 28 12 20

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée


Lucie VACHER

Le Préfet,

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-18-R-0024**commune(s) : **Lyon 5°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Babilou les Massues - Changement de direction -
Nouvelle dénomination**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 1538

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-04-01-R-0357 du 1^{er} avril 2019 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Evancia à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 86-88 rue du Docteur Locard à Lyon 5° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-08-26-R-0622 du 26 août 2019 autorisant la SAS Evancia à étendre la capacité d'accueil de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 86-88 rue du Docteur Locard à Lyon 5° à 45 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 5 octobre 2020 par la SAS Evancia, représentée par madame Stéphanie Pipart et dont le siège est situé 60 avenue de l'Europe 92270 Bois Colombes ;

arrête

Article 1er - La direction de la structure est assurée madame Émilie Girard, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants et bénéficiant d'une dérogation au titre de la qualification professionnelle (1 équivalent temps plein).

Article 2 - L'établissement est nommé Babilou Lyon Locard.

Article 3 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une infirmière diplômée d'État,
- 2 éducatrices de jeunes enfants,
- 3 auxiliaires de puériculture,
- une psychomotricienne,
- une titulaire d'une licence de l'éducation bénéficiant d'une dérogation,
- 7 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 4 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées, conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 5 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 6 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 18 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 18 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 18 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-18-R-0025**commune(s) : **Lyon 1er**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Augustins - Transfert des activités - Extension de la capacité - Modification des horaires**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 1569

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1964 autorisant le Président de l'association des familles du quartier Saint Vincent à ouvrir une halte-garderie située 13 rue des Augustins à Lyon 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2017-10-23-R-0909 du 23 octobre 2017 autorisant l'association des familles du quartier Saint Vincent à fixer la capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans les Augustins à 18 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 21 décembre 2020 par l'association des familles du quartier Saint Vincent, représentée par monsieur Damien Doublet et dont le siège est situé 14 rue de la Vieille à Lyon 1^{er} ;

Vu le rapport établi le 24 décembre 2020 par la puéricultrice, par délégation du médecin, responsable de la direction santé et protection maternelle et infantile sur le fondement de l'article R 2324-23 du code de la santé publique ;

arrête

Article 1er - L'association des familles du quartier Saint Vincent est autorisée à localiser les activités de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans les Augustins, initialement situé 13 rue des Augustins et au 12-14 rue de la Vieille à Lyon 1^{er}.

Article 2 - La capacité de l'établissement est étendue à 25 places en accueil collectif régulier et occasionnel pour des enfants à partir de 18 mois, avec un surnombre limité à une place.

Article 3 - Les horaires sont modifiés comme suit :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Article 4 - La direction de la structure est assurée par madame Joëlle Soler, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 5 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une infirmière diplômée d'État,
- 2 éducatrices de jeunes enfants,
- 2 auxiliaires de puériculture,
- 3 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 6 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées, conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 7 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 8 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 18 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 18 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 18 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-18-R-0026**commune(s) : **Lyon 6°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Lionceaux - Extension de la capacité d'accueil**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2086

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-10-30-R-0736 du 30 octobre 2019 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) MNH Services à l'Enfance à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans nommé les Lionceaux, d'une capacité de 12 places et situé 47 rue Sainte Geneviève à Lyon 6° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 22 décembre 2020 par la SAS MNH Services à l'Enfance, représentée par madame Delphine Billon-Lanfray et dont le siège est situé 185 rue de Bercy à Paris 12° ;

Vu le rapport établi le 24 décembre 2020 par la puéricultrice, par délégation du médecin, responsable de la direction santé et protection maternelle et infantile sur le fondement de l'article R 2324-23 du code de la santé publique ;

arrête

Article 1er - La capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé les Lionceaux et situé 47 rue Sainte Geneviève à Lyon 6° est étendue à 18 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Article 2 - La capacité d'accueil peut être modulée en fonction des besoins en respectant la capacité maximale ainsi que le taux d'encadrement.

Article 3 - La direction de la structure est assurée par madame Catheline Pion, infirmière puéricultrice diplômée d'État (1 équivalent temps plein dont 0,5 consacré aux activités de direction).

Article 4 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une infirmière puéricultrice diplômée d'État,
- une éducatrice de jeunes enfants,
- une auxiliaire de puériculture,
- 3 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées, conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 18 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 18 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 18 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-18-R-0027**commune(s) : **Tassin la Demi Lune**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Gard' Eden République - Transfert provisoire des activités - Extension de la capacité d'accueil - Nouvelle dénomination**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 2095

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DACEF-2010-0021 du 7 juillet 2010 autorisant l'association Gard'Eden à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 58 avenue de la République 69160 Tassin la Demi Lune ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 23 décembre 2020 par l'association Gard'Eden, représentée par madame Christelle-Laure Fleury et situé 58 avenue de la République 69160 Tassin la Demi Lune ;

Vu le rapport établi le 24 décembre 2020 par la puéricultrice, par délégation du médecin, responsable de la direction santé et protection maternelle et infantile (PMI) sur le fondement de l'article R 2324-24 du code de la santé publique ;

arrête

Article 1er - À compter du 11 janvier 2021 et jusqu'à la fin des travaux, les activités de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 58 avenue de la République 69160 Tassin la Demi Lune sont transférées au 112-114 avenue Charles de Gaulle 69160 Tassin la Demi Lune.

Article 2 - À compter du 11 janvier 2021, la capacité d'accueil de l'établissement est étendue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 8h00 à 18h30 et ce pour des enfants à partir de 18 mois.

Article 3 - L'établissement est désormais dénommé Gard'Eden Mayssal.

Article 4 - La référente technique de la structure est madame Nathalie Teyssier, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,27 équivalent temps plein).

Article 5 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une auxiliaire de puériculture,

- 2 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 6 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 7 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 8 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 18 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 18 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 18 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0028**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Etablissement d'accueil de jeunes enfants - Arlequin - Changement de direction**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction santé et protection maternelle et infantile**

n° provisoire 1680

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° 2001-002 du 2 janvier 2001 autorisant l'association Croix Rouge Française à créer un établissement d'accueil de jeunes enfants, d'une capacité de 58 places, nommé Arlequin et situé 258 rue Paul Bert à Lyon 3°;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 14 décembre 2020 par l'association Croix Rouge Française, direction filière enfants famille Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par madame Chérifa Zrari et dont le siège est situé 115 avenue Lacassagne à Lyon 3°;

arrête

Article 1er - La direction de la structure est assurée par madame Sophie Cornaton, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants et bénéficiant d'une dérogation au titre de la qualification professionnelle (un équivalent temps plein).

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 58 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Article 3 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une infirmière puéricultrice diplômée d'État,
- une éducatrice de jeunes enfants,
- 7 auxiliaires de puériculture,
- 7 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance,
- une titulaire d'un master 1 de psychologie bénéficiant d'une dérogation au titre de la qualification.

Article 4 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 5 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 6 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 21 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

.

Affiché le : 21 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 21 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0029**

commune(s) :

objet : **Arrêté portant ouverture d'un concours sur titre externe d'aide-soignant hospitalier - Spécialité d'auxiliaire de puériculture et spécialité aide-soignant ou aide médico-psychologique**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction ressources**

n°provisoire 2115

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n°2007-1188 du 3 août 2007 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n°2016-1745 du 15 décembre 2016 modifiant le décret n°2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique hospitalière et divers décrets portant statuts particuliers de personnels de la catégorie C de la fonction publique hospitalière ;

Vu les avis d'emplois publiés le 24 novembre 2020 sur le site de l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes ;

arrête

Article 1er - Un concours sur titre d'aide-soignant hospitalier est ouvert dans la spécialité auxiliaire de puériculture et dans la spécialité aide-soignant ou aide médico-psychologique.

Les postes ouverts au concours sont au nombre de 11 dans la spécialité auxiliaires de puériculture (emplois d'auxiliaire de puériculture) et de 3 dans la spécialité aide-soignant ou aide médico-psychologique (emplois de surveillant de nuit).

Pour chacune des 2 spécialités, une liste d'aptitude unique comportant un nombre d'admis supérieur au nombre de postes à pourvoir pourra être établie.

Métropole de Lyon

- page 2/2

Peut candidater, toute personne :

- ayant la nationalité française ou ressortissante d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'espace économique européen,

- dans la spécialité auxiliaire de puériculture, être titulaire du diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture ou d'un diplôme reconnu équivalent par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,

- dans la spécialité aide-soignant ou aide médico psychologique, être titulaire du diplôme d'État d'aide-soignant ou d'aide médico-psychologique ou d'accompagnant éducatif et social ou d'un diplôme reconnu équivalent par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que sa nomination en qualité d'agent stagiaire ne peut intervenir que dans les conditions suivantes :

- ne pas avoir une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions,

- être en position régulière au regard des obligations du service national,

- justifier des conditions d'aptitude physique requises aux fonctions.

A l'appui de leur demande, les candidats devront fournir un curriculum vitae à jour, une lettre de motivation, une copie du diplôme d'État requis à la spécialité d'inscription ou de son équivalence, une copie de la carte d'identité ou du passeport.

Seront convoqués pour l'audition, les candidats ayant fourni un dossier complet au plus tard le 29 mars 2021 minuit, le cachet de la poste faisant foi, après étude de leur recevabilité.

Les dossiers devront être transmis par voie postale à l'adresse suivante : Métropole de Lyon - Direction administration et développement ressources humaines - Service emploi concours 2021 IDEF - 20 rue du Lac CS 33569 69505 Lyon cedex 03.

Tout dossier incomplet ou arrivé hors délai ou transmis par mail sera rejeté.

Le service des ressources humaines procédera aux vérifications nécessaires.

Article 2 - Tout recours contre la présente décision doit être formé auprès du Tribunal administratif de Lyon dans les 2 mois à partir de la publicité du présent arrêté.

Article 3 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département.

Lyon, le 21 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

Affiché le : 21 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 21 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DE LYON

ARRETE N° 2021-01-21-R-0030

commune(s) :

objet : **Institut départemental de l'enfance et de la famille (IDEF) - Liste des candidats admis au concours sur titre en vue du recrutement d'assistants socio-éducatifs hospitaliers - Spécialité éducation spécialisée**

service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction ressources**

n°provisoire 2116

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2016-635 du 19 mai 2016 modifiant le décret n° 2014-101 du 4 février 2014 portant statut particulier du corps des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2018-731 du 21 août 2018 portant dispositions statutaires communes à certains corps de catégorie A de la fonction publique hospitalière à caractère socio-éducatif ;

Vu l'arrêté ministériel n° NOR AFSH1423092A du 1^{er} octobre 2014 relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours sur titres pour le recrutement des assistants socio-éducatifs, des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs techniques spécialisés, des éducateurs de jeunes enfants et des moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-09-21-R-0742 du 21 septembre 2020 portant ouverture d'un concours sur titre d'assistant socio-éducatif hospitalier (spécialité éducation spécialisée) ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-11-26-R-0916 du 26 novembre 2020 fixant la composition du jury pour le recrutement de 14 éducateurs spécialisés en liste principale et 14 éducateurs spécialisés au plus en liste complémentaire ;

Vu l'avis portant ouverture d'un concours sur titre d'assistant socio-éducatif hospitalier (spécialité éducation spécialisée) publié le 22 septembre 2020 sur le site de l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le procès-verbal et la liste des candidats établie par ordre de mérite du 18 décembre 2020 ;

arrête

Article 1er - Sous réserve de la vérification de l'aptitude physique requise aux fonctions, les candidats admis en liste d'aptitude principale du concours sur titre d'assistant socio-éducatif hospitalier (spécialité éducation spécialisée) à l'IDEF sont par ordre de mérite :

- madame Karine El Yakoubi,
- madame Daniela Kamburova,
- madame Johana Faure-Mansouri,
- madame Gaëlle Breon,
- madame Céline Dubourgnon,
- monsieur Yazid Cid,
- monsieur Théo Delort,
- monsieur Dorian Pradal,
- monsieur Abdelkarim Kaabeche,
- monsieur Sofiane Skandrani,
- monsieur Gwenaël Grosclaude.

Article 2 - Aucune liste d'aptitude complémentaire n'est établie.

Article 3 - Les nominations s'effectueront dans l'ordre de la liste d'aptitude sous réserve de remplir les conditions d'aptitudes physiques requises aux fonctions, de ne pas avoir subi de condamnations figurant au bulletin n° 2 du casier judiciaire incompatible avec l'exercice des fonctions, d'être en position régulière au regard des obligations du service national, de remplir les conditions de nationalité et de jouir de ses droits civiques.

Article 4 - Tout recours contre la présente décision doit être formé auprès du Tribunal administratif de Lyon dans les 2 mois à partir de sa notification.

Article 5 - Madame la Directrice générale est chargée du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 21 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

Affiché le : 21 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 21 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0031**commune(s) : **Villeurbanne**objet : **Logement social - 33 rue des Bienvenus - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété des époux Gomes de Arede**service : **Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier**

n° provisoire 2139

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n°86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2020-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-07-1 6-R-0563 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Béatrice Vessiller, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard - SARL Caupère 41 rue du Lac 69422 Lyon 3, représentant les époux Gomes de Arede, domiciliés 33 rue des Bienvenus 69100 Villeurbanne,

- reçue en Mairie de Villeurbanne le 15 octobre 2020,

- concernant la vente au prix de 735 000 € dont une commission de 35 000 € à la charge de l'acquéreur - bien cédé occupé -,

- au profit de la SCI Astrid 26 rue Pierre Fourel 69230 Saint Genis Laval,

- d'un tènement immobilier d'une surface habitable totale d'environ 260 m² constitué par :

- un premier bâtiment comprenant 4 studios en rez-de-chaussée d'environ 19 m² chacun et 4 T1 au 1^{er} étage d'environ 22 m² chacun,

- un second bâtiment comprenant en rez-de-chaussée un ancien cabinet dentaire réhabilité en logement, l'appartement du propriétaire au 1^{er} étage ainsi qu'une cave en sous-sol,

- le tout bâti sur un terrain propre cadastré AZ 320 d'une superficie de 281 m², situé, 33 rue des Bienvenus à Villeurbanne ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 1^{er} décembre 2020 par lettre reçue le 7 décembre 2020 et que celle-ci a été effectuée le 15 décembre 2020 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 14 décembre 2020 par courrier reçu le 15 décembre 2020 et que ces pièces ont été réceptionnées le 28 décembre 2020 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 21 décembre 2020 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique de l'habitat, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre des objectifs du PLU-H approuvé, par délibération du Conseil de la Métropole n°2019-350 7 du 13 mai 2019, qui prévoit notamment de poursuivre le développement de l'offre de logement social sur Villeurbanne qui compte 26,94 % de logements sociaux ;

Considérant que par correspondance du 6 janvier 2021, madame la Directrice Générale de l'Office public de l'habitat (OPH) Est Métropole habitat a fait part de sa volonté d'acquérir ce bien et a demandé qu'à cet effet, la Métropole exerce son droit de préemption dans le but de produire une nouvelle offre de logements sociaux en mode de financement prêt locatif à usage social (PLUS) et prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) s'inscrivant dans une opération plus globale de remembrement du secteur ;

Considérant que ce bien fera l'objet d'une cession au profit de l'OPH Est Métropole habitat qui en assure le préfinancement et s'engage à prendre en charge les éventuels frais de contentieux et l'ensemble des frais inhérents à cette préemption ;

arrête

Article 1er - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 33 rue des Bienvenus à Villeurbanne ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 735 000 € dont une commission d'agence de 35 000 € à la charge de l'acquéreur - bien cédé occupé -, figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Pierson, notaire associé à Villeurbanne.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2021 - compte 458100 - fonction 01 - opération n°0P07O4512.

Article 5 - Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 21 janvier 2021

Pour Le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Béatrice Vessiller

.
.
.

Affiché le : 21 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 21 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0032**commune(s) : **Lyon 5°**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif appartement majeur Établissement Les Glycines Service éducatif extérieur (SEE), sis 11 rue de Champvert de l'association CAP social et solidaire (CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2177

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-12-0001 du 28 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 21 janvier 2021



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation développement solidaire,
habitat et éducation
Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Centre-Est
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03**

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-12-0001

Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_12-28_01

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : Lyon 5ème

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Appartement Majeur Établissement Les Glycines SEE, sis 11 rue de Champvert de l'association CAPSO

Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-21-R-0093 du 9 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2019 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 26 novembre 2020.

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe en charge du développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêtent

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Appartement Majeur de l'établissement Les Glycines SEE sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	68 406,88	530 335,87
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	329 201,85	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	132 727,14	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	460 459,94	460 459,94
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- excédent : 69 875,93 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1^{er} décembre 2020 Dispositif Appartement Majeur au Les Glycines SEE est fixé à 96,81 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 30 novembre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 09/01/2019.

Article 5 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 107,51€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le

28 12 20

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée


Lucie VACHER

Le Préfet,

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances


Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0033**commune(s) : **Lyon 5°**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif Foyer
Établissement Les Glycines Dispositif remobilisation jeunes (DRJ) sis 11 rue de Champvert de
l'association CAP social et solidaire (CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2178

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-12-0002 du 30 septembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 21 janvier 2021



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation développement solidaire,
habitat et éducation**
**Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance**
Unité tarification
 CS 33569
 69505 LYON CEDEX 03

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Centre-Est**
Direction territoriale Rhône-Ain
 2 rue Moncey - B.P. 3075
 69397 LYON CEDEX 03

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-12-0002**Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_09.10.15****ARRÊTÉ CONJOINT**

commune : Lyon 5ème

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Foyer Établissement Les Glycines DRJ sis 11 rue de Champvert de l'association CAPSO

Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-21-R-0096 du 09 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2019 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe aux Solidarités, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêté

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Foyer de l'établissement Les Glycines DRJ sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	46 293,09	498 239,52
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	358 103,73	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	93 842,70	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	362 748,85	365 748,85
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- excédent : 132 490,67 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1^{er} septembre 2020 Dispositif Foyer au Les Glycines DRJ est fixé à 15,05 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 31 août 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 09/01/2019.

Article 5 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 225,31€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le

30 09 20

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée



Lucie VACHER

Le Préfet,

La préfète
Secrétaire générale

Préfète déléguée pour l'égalité des territoires et les chances



Cécile DINBAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-21-R-0034**commune(s) : **Lyon 5°**objet : **Arrêté conjoint avec la Préfecture du Rhône - Prix de journée - Exercice 2020 - Dispositif appartement éducatif mineur établissement Les Glycines - Dispositif d'accompagnement éducatif individualisé (DAEI) sis 11 rue de Champvert de l'association CAP social et solidaire (CAPSO)**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction prévention et protection de l'enfance**

n°provisoire 2179

Nombre de pièces	Désignation des pièces ci-après annexées
1	Arrêté n° 2020-DSHE-DPPE-12-0003 du 28 décembre 2020 pris conjointement entre la Préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon

Affiché le : 21 janvier 2021

GRAND LYON
la métropole



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

**Délégation développement solidaire,
habitat et éducation
Direction de la prévention et de la protection
de l'enfance
Unité tarification
CS 33569
69505 LYON CEDEX 03**

**Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Centre-Est
Direction territoriale Rhône-Ain
2 rue Moncey - B.P. 3075
69397 LYON CEDEX 03**

Arrêté n°2020-DSHE-DPPE-12-0003

Arrêté n°DTPJJ_SAH-2020_12.23.02

ARRÊTÉ CONJOINT

commune : Lyon 5ème

objet : **Prix de journée - Exercice 2020** - Dispositif Appartement Educatif mineur Établissement Les Glycines DAEI sis 11 rue de Champvert de l'association CAPSO

Le Président de la Métropole de Lyon, et le Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est, Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment :

- les articles L.314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

- les articles R.314-1 et suivants relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux énumérés au I de l'article L.312-1 du même code ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du Conseil général ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2020-4197 du 29 janvier 2020 fixant l'évolution de l'enveloppe de tarification 2020 des structures de l'enfance ;

Vu la circulaire du 15 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire 2020 des établissements et services concourant à la mission de protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569, du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie VACHER, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2018-01-21-R-0098 du 09 janvier 2019, portant fixation du prix de journée de reconduction, au titre de l'exercice 2019 ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes présentées, au titre de l'exercice 2020, par Monsieur Thierry VANEL Président de l'association gestionnaire CAPSO pour l'établissement mentionné à l'article 1er du présent arrêté ;

Vu la lettre de procédure contradictoire écrite du 30 novembre 2020.

Vu les rapports du Directeur Territorial de la protection judiciaire de la jeunesse pour le département du Rhône agissant par délégation de la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est et de la Directrice générale adjointe aux Solidarités, à l'habitat et à l'éducation ;

Sur proposition de madame la Préfète, Secrétaire générale de la Préfecture du Rhône et de madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon ;

arrêtent

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire de l'année 2020, les charges et les produits prévisionnels du Dispositif Appartement Educatif mineur de l'établissement Les Glycines DAEI sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants (en €)	Total (en €)
Charges	Groupe I Charges afférentes à l'exploitation courante	100 561,63	583 024,39
	Groupe II : Charges afférentes au personnel	350 176,80	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	132 285,96	
Produits	Groupe I : Produits de la tarification	596 802,80	599 802,80
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Le prix de journée précisé à l'article 3 est calculé en tenant compte de la reprise du résultat suivant :

- déficit :-16 778,41 €

Article 3 - Le prix de journée applicable, à compter du 1er décembre 2020 Dispositif Appartement Educatif mineur au Les Glycines DAEI est fixé à 102,77 €.

Article 4 - Du 1^{er} janvier au 30 novembre 2020, les recettes relatives à la facturation des prix de journée sont liquidées et perçues dans les conditions arrêtées par l'arrêté de reconduction établi au 01/01/2020.

Article 5 - À compter du 1^{er} janvier 2021, le prix de journée de reconduction provisoire est fixé à 126,76€.

Article 6 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 7 - Madame la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, madame la Directrice générale de la Métropole de Lyon, monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon et Madame la Directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.


Lyon, le

28 1 2 2 0

Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée


Lucie VACHER

Le Préfet,

La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-25-R-0035**commune(s) : **Lyon 2°**objet : **Règlement de la darse Confluence et de sa halte fluviale**service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Direction voirie, végétal et nettoyage**

n°provisoire 1957

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3611-3, L 3221-4 et L.3641-1 et suivants relatifs aux compétences de la Métropole de Lyon ;

Vu le code du domaine fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant la Métropole de Lyon en lieu et place de la Communauté urbaine de Lyon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°7065 du 20 décembre 2010 accordant à la Communauté urbaine de Lyon la compétence pour les haltes fluviales ;

Considérant la création, dans le cadre de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Confluence, d'une darse donnant sur la Saône qui est composée d'un bassin nautique (ou place d'eau), d'une halte fluviale et d'autres équipements particuliers tels que des pontons, des amarres, une passerelle ;

Considérant qu'un public nombreux peut se trouver à proximité de ces équipements spécifiques et que l'usage inapproprié de ces différents équipements peut représenter des risques particuliers ;

Considérant qu'il importe ainsi de réglementer les usages de la darse Confluence et de sa halte fluviale, dans un but d'ordre public et de gestion pour assurer la protection des personnes, des équipements et installations ;

arrête

Article 1er - Définition géographique

Le présent règlement s'applique à la darse Confluence et sa halte fluviale situées dans l'enceinte de la place nautique au sein du quartier de la Confluence à Lyon 2°.

Article 2 - Conditions d'accès à la halte fluviale

L'usage de la halte fluviale est réservé aux bateaux de plaisance et aux bateaux utilisés dans le cadre d'une activité économique ou associative.

Les emplacements d'amarrage de la halte fluviale sont mis à la disposition des personnes physiques ou morales possédant un bateau immatriculé avec un titre de navigation en bonne et due forme et en cours de validité. Pour pouvoir bénéficier d'un emplacement ces personnes devront en faire la demande à la capitainerie.

Les bateaux amarrés sur les pontons flottants ne peuvent excéder une longueur de 14 m, une largeur de 5 m, et un poids maximum de 15 t.

Les emplacements d'amarrage aux pontons flottants de la halte fluviale sont répartis comme suit, conformément au plan annexé au présent arrêté :

- ponton 1 :

- . emplacements 13 à 21 pour des bateaux d'une longueur maximale de 8 m,
- . Emplacement 22 pour des bateaux d'une longueur maximale de 10 m ;

- ponton 2 :

- . emplacements 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 pour des bateaux d'une longueur maximale de 12 m,
- . emplacements 3, 4 et 5 pour des bateaux d'une longueur maximale de 14 m.

Les bateaux d'une longueur supérieure à 14 m mais inférieure à 38,5 m (gabarit Freycinet) peuvent être accueillis sur le quai Arlès Dufour.

La halte fluviale est ouverte toute l'année.

On distingue la période estivale, du 1^{er} mai au 30 septembre et la période hivernale, du 1^{er} octobre au 30 avril.

Pendant la période estivale la halte est accessible aux bateaux qui souhaitent faire escale pour une durée maximale de 4 jours.

Pendant la période hivernale, la halte est exclusivement consacrée au stationnement de longue durée de bateaux, aucune escale n'est admise.

Le stationnement des bateaux en période hivernale est limité au strict remisage des bateaux pour hivernage, sans aucune possibilité d'habitation à bord.

La capitainerie et ses services (sanitaires et douches) sont ouverts uniquement en période estivale.

Les horaires d'ouverture de la capitainerie sont affichés à l'extérieur du bâtiment de la capitainerie. Les réservations sont possibles mais uniquement lors des périodes d'ouverture de la capitainerie. Toute réservation doit être confirmée 24h auparavant sous peine d'être annulée.

Les bateaux doivent respecter les règles d'annonces pour entrer et sortir de la darse (canal 18) et se conformer aux instructions émanant de la capitainerie.

Tout bateau séjournant dans la halte fluviale doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité et disposer d'une totale autonomie. Les bateaux en mauvais état et non entretenus ne sont pas autorisés à pénétrer dans la darse.

Les propriétaires s'engagent à maintenir leur embarcation dans l'état précité pendant toute la durée du séjour sous peine de se voir retirer l'autorisation de stationnement.

Les bateaux ne sont admis dans la halte que si leur propriétaire fournit une attestation d'assurance à jour, valide et couvrant toute la durée du séjour. L'assurance doit couvrir au moins les risques suivants :

- les dommages causés aux ouvrages d'art de la halte, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le bateau, soit par les usagers,
- le renflouement et l'enlèvement de l'épave en cas de naufrage à l'intérieur de la halte,
- les dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur de la halte, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du bateau, des matériels et marchandises transportés ou stockés à bord, et notamment des consommables (carburants...).

En cas d'absence, le propriétaire du bateau est tenu de communiquer à la capitainerie, par tout moyen, le nom et les coordonnées de la personne qu'il désigne comme responsable de son bateau.

Article 3 - Durée du stationnement et tarifs

Les tarifs sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage à la capitainerie.

Ils sont révisables annuellement au 1^{er} janvier par délibération du Conseil de la Métropole de Lyon fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public.

Période estivale, du 1^{er} mai au 30 septembre :

La durée du stationnement est limitée à 4 jours maximum, décomptés par tranches de 24h. Toute tranche de 24h débutée est entièrement due.

Le paiement de la redevance se fera le jour du départ. Une pièce d'identité ou le titre de navigation sera conservé à la capitainerie, et restitué le jour du départ après acquittement de la redevance.

Période hivernale, du 1^{er} octobre au 30 avril :

La durée du stationnement est limitée à 7 mois maximum. Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) sera délivrée au propriétaire qui aura rempli les conditions d'obtention figurant à l'article 5 du présent règlement.

Le paiement de la redevance se fera au moment de la délivrance de l'autorisation d'occupation.

Article 4 - Bateaux activités

La Métropole se réserve le droit d'attribuer des emplacements d'amarrage sur les pontons de la halte fluviale ou sur les emplacements destinés à cet effet et situés sur le quai Arlès Dufour, pour le stationnement de bateaux utilisés dans le cadre d'activités économiques ou associatives.

Des emplacements affectés à l'embarquement et au débarquement de passagers peuvent également être définis par la Métropole sur le quai Antoine Riboud et l'estacade qui le longe, pour les bateaux utilisés dans le cadre d'activités de transports de passagers sans prestation d'hébergement à bord.

L'attribution des titres d'occupation pourront, le cas échéant, faire l'objet de procédures de publicité et sélection préalable, conformément aux articles L 2122-1-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 5 - Modalités d'entrée et de sortie des bateaux

Période estivale, du 1^{er} mai au 30 septembre :

Tout bateau pénétrant dans la darse doit faire une déclaration d'entrée auprès de la capitainerie en indiquant :

- le nom, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du bateau,
- le nom, l'adresse, les coordonnées téléphoniques du propriétaire et le cas échéant celle de la personne désignée comme responsable du bateau,
- la date prévue pour le départ de la halte,

- la présentation de l'attestation d'assurance.

Période hivernale, du 1^{er} octobre au 30 avril :

Toute personne souhaitant stationner son bateau doit au préalable s'adresser à la Métropole : Direction ressources urbaines et environnement / Service juridique / Unité juridique VVN, 20 rue du Lac CS 33569 69505 Lyon Cedex 03 afin de fournir une demande d'autorisation d'occupation du domaine public qui devra être accompagnée des documents suivants :

- une copie du certificat d'immatriculation du bateau délivré en France ou à l'étranger,
- des photos récentes du bateau,
- une copie du titre de navigation en cours de validité,
- une attestation d'assurance en cours de validité prévoyant le renflouement et l'enlèvement de l'épave en cas de naufrage à l'intérieur de la halte.

Si une société a été constituée pour l'acquisition du bateau, une fiche de renseignements à compléter devra indiquer ses caractéristiques. Un extrait du registre du commerce et des sociétés (RCS) et une copie de la pièce d'identité du représentant légal devront être fournis.

Une fois le dossier complet, et en fonction des emplacements disponibles, une AOT pourra être délivrée au propriétaire du bateau.

Article 6 - Affectation d'emplacement et accès aux fluides

L'affectation des places d'amarrage est opérée conformément aux dimensions du bateau et aux emplacements disponibles désignés par la capitainerie.

Il est fait droit aux demandes dans l'ordre chronologique de leur réception.

Les sous-locations des places d'amarrage à des tiers sont strictement interdites.

Aucun changement d'emplacement ne pourra avoir lieu sans l'accord préalable de la capitainerie.

En période hivernale, l'alimentation en électricité restera accessible via des bornes, en revanche, aucune fourniture d'eau ne sera assurée.

Article 7 - Amarrage

Les bateaux sont amarrés sous la responsabilité de leurs propriétaires ou utilisateurs, conformément aux usages et en respectant les prescriptions particulières qui peuvent leur être signifiées par la capitainerie.

Ne peuvent être utilisés pour l'amarrage que les équipements d'amarrage spécialement établis à cet effet sur les ouvrages de la darse et de sa halte fluviale.

Les usagers devront vérifier la solidité des installations d'amarrage ainsi que leurs amarrages.

Ils conserveront l'entière responsabilité des amarrages qu'ils effectueront eux-mêmes sur ces installations.

Les amarres doivent être en bon état et d'un diamètre suffisant, en rapport avec le tonnage du bateau.

Chaque bateau doit être muni, sur ses deux bords, de défenses suffisantes (pare-battages) destinées tant à sa protection qu'à celles des bateaux voisins (l'utilisation de pneus comme défenses n'est pas autorisée).

Toute avarie due à l'absence de ces défenses ou à leur insuffisance engage la responsabilité du propriétaire du bateau.

Article 8 - Navigation et manœuvres dans la halte

La vitesse de navigation est limitée à 6 km/h dans l'ensemble du bassin nautique de la darse.

Les propriétaires et utilisateurs des bateaux doivent se conformer aux directives de la capitainerie et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents.

Article 9 - Déplacements et manœuvres sur ordre

La capitainerie peut, à tout moment, requérir le propriétaire, ou le cas échéant le responsable du bateau désigné par lui, pour déplacer le bateau.

Le propriétaire ou le responsable désigné par le propriétaire en son absence ne peuvent refuser de prendre une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres bateaux.

En cas de nécessité, toutes les précautions doivent être prises par les usagers et notamment le doublement des amarres.

Article 10 - Mesures d'urgence

La capitainerie peut requérir à tout moment le propriétaire ou l'utilisateur d'un bateau afin d'effectuer toute manœuvre utile à la sécurité des personnes ou des biens présents dans l'enceinte de la darse.

Toutefois, dans les cas d'urgence dont elle est seule juge avec le gestionnaire, elle se réserve le droit d'intervenir directement sur le bateau pour prendre toute mesure utile.

Au cours de ces opérations ou en cas d'absence de mesures d'urgence, la responsabilité du gestionnaire ne pourra pas être recherchée en raison des dommages éventuellement occasionnés au bateau.

Article 11 - Conservation du domaine public

Les usagers de la halte ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages de la halte mis à leur disposition ou leur causer des avaries.

Toute infraction à ces dispositions entraînera la responsabilité de son auteur qui devra assurer la réparation des dommages qu'il aura occasionnés.

Les usagers sont tenus de signaler sans délai à la capitainerie toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages mis à leur disposition qu'elle soit de leur fait ou non. Les dégradations seront réparées aux frais des personnes qui en sont responsables.

Article 12 - Indisponibilité des ouvrages de la halte

Dans le cas où un, plusieurs ou la totalité des éléments constituant les installations flottantes devraient être, pour cause de travaux, interdits à l'exploitation ou enlevés, le gestionnaire en informera les usagers par tout moyen le plus adapté et mettra en place la signalisation adéquate.

Dans les cas précités, les usagers ne pourront prétendre à aucune indemnité.

En cas de force majeure, le gestionnaire ne pourra être tenu responsable des avaries ou des dommages causés aux bateaux par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des installations flottantes.

Article 13 - Propreté des eaux de la darse

Tout déversement de débris, terres, liquides insalubres, matières quelconques, quelle qu'en soit la nature, ou de résidus d'hydrocarbure dans les eaux de la darse est formellement interdit et passible de poursuites.

Article 14 - Propreté des ouvrages de la darse et de sa halte fluviale

Il est interdit de déposer sur les ouvrages de la darse et de sa halte fluviale : des terres, des ordures et encombrants, des liquides et matières insalubres, des biens, outils et matériels, liés à une activité économique.

Les travaux de ponçage et de peinture sont interdits au sein de la darse et de sa halte fluviale.

Article 15 - Matières dangereuses

Les usagers ne doivent détenir à bord de leur bateau aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Article 16 - Restriction concernant l'usage du feu

Il est défendu d'allumer du feu sur les pontons ou ouvrages de la halte ainsi que sur les bateaux et d'y avoir de la lumière à feu nu.

Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'allumer une flamme, ou de réaliser des travaux de soudure ou de perçage.

Article 17 - Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer lors des opérations d'avitaillement en carburant du bateau qui doivent s'effectuer moteur arrêté.

Il est recommandé que les circuits électriques et de gaz soient coupés et le compartiment moteur ouvert et ventilé.

Article 18 - Consignes de sécurité relatives à l'utilisation de l'électricité

Une seule connexion est autorisée par bateau sur la prise de courant qui est affectée à son emplacement.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation pour les bateaux selon leur catégorie ainsi que les éléments de raccordement entre lesdites installations et les bornes de distribution de la halte.

Les rallonges devront être conformes à la réglementation en vigueur et munies d'une prise de terre.

Article 19 - Consignes de lutte contre l'incendie

En cas d'incendie dans l'enceinte de la darse, tous les usagers des bateaux doivent prendre les mesures de précaution qui leur semblent nécessaires.

En cas d'incendie à bord d'un bateau, le propriétaire ou le responsable désigné par ce dernier doit immédiatement avvertir la capitainerie (en période estivale) et les sapeurs-pompiers (tél : 18 ou 112).

Article 20 - Utilisation de l'eau

Sont exclus les usages non liés aux bateaux.

En cas de restriction, le lavage des bateaux peut également être interdit.

Article 21 - Accès des personnes sur les pontons et passerelles

L'accès aux pontons et/ou passerelles est strictement réservé aux usagers de la halte et à leurs invités.

Les mineurs présents sur la halte restent sous la responsabilité d'un adulte.

Tout rassemblement de personnes sur un ponton ou une passerelle, susceptible de perturber soit la stabilité de l'ouvrage, soit la circulation sur cet ouvrage est interdit.

En cas de non-respect de cette interdiction, la capitainerie peut les faire évacuer et le cas échéant, requérir à cet effet la force publique.

Le gestionnaire n'est pas responsable des accidents, ni de leurs conséquences, pouvant concerner les usagers de la halte et leurs passagers lorsqu'ils circulent sur les passerelles, pontons, catways, ou tout ouvrage de la halte, ou lorsqu'ils embarquent ou débarquent de leur bateau.

Les chiens circulant sur les pontons et passerelles doivent être tenus en laisse.

Article 22 - Obligations de bon voisinage

Les prescriptions de bon voisinage valables à terre sont applicables aux séjours à bord des bateaux en période estivale, notamment en ce qui concerne les nuisances sonores.

Article 23 - Responsabilité du gestionnaire

La capitainerie assure la surveillance de la halte en période estivale. Toutefois, elle n'a aucunement la qualité de dépositaire ou de gardien des bateaux et des biens se trouvant dans l'enceinte de la halte.

La capitainerie et la Métropole de Lyon ne répondent pas des dommages occasionnés aux bateaux par des tiers à l'occasion du stationnement ou de la navigation des bateaux dans l'enceinte de la darse.

En aucun cas la responsabilité du gestionnaire ou de la Métropole de Lyon ne pourra être recherchée à l'occasion de l'exécution de services accessoires que l'utilisateur aurait pu confier à des tiers. Ces tiers seront eux-mêmes tenus, comme tout usager, de respecter les dispositions du présent règlement.

Article 24 - Utilisation du plan d'eau de la darse

L'utilisation du plan d'eau de la darse est réglementée.

À l'est de la passerelle piétonne Florence Arthaud, la navigation est interdite sauf pour les bateaux dûment et expressément autorisés à naviguer par la Métropole de Lyon.

Toute demande d'autorisation de navigation devra être adressée à la Métropole / Délégation gestion et exploitation de l'espace public / Direction voirie, végétal, nettoyage / Direction adjointe patrimoine végétal / Service nature et fleuves, 20 rue du Lac CS 33569 69505 Lyon Cedex 03.

Les bateaux devront se conformer aux panneaux de signalisation de navigation fluviale.

Sont notamment interdits sur le plan d'eau : la pratique du jet ski, la baignade, la pêche, le plongeon, ainsi que la marche ou le patinage sur la glace pouvant être présente dans la darse.

Les manifestations ou animations doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée par le Maire de Lyon.

Article 25 - Respect du présent règlement

En cas de non-respect du présent règlement, le gestionnaire a qualité pour prendre toutes les mesures utiles pour le faire appliquer.

Le non-respect des obligations contenues dans le présent règlement peut conduire le gestionnaire à retirer l'autorisation de stationnement qu'il a accordée à un usager.

Article 26 - Connaissance et affichage du présent règlement

Le fait de pénétrer dans la darse, de demander l'usage de ses installations ou de les utiliser implique pour chaque intéressé la connaissance du présent règlement et l'engagement de s'y conformer.

Pour cela, une copie du présent règlement sera affichée en permanence dans un endroit bien apparent de la capitainerie.

Les éventuelles modifications qui seraient apportées au présent règlement seront portées à la connaissance des usagers de la halte par voie d'affichage et seront communiquées aux usagers à leur arrivée.

Article 27 - Délais et voies de recours

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au Tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté.

Métropole de Lyon

- page 8/8

Article 28 - Exécution

Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département.

Lyon, le 25 janvier 2021

Le Président,

Signé

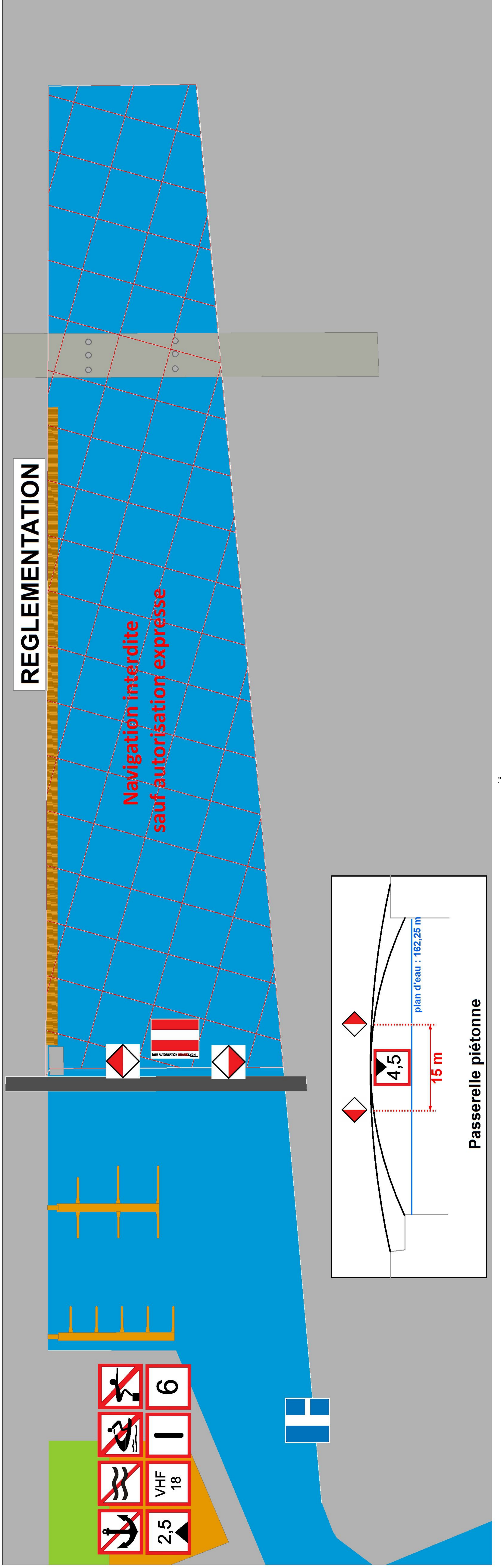
Bruno Bernard

Affiché le : 25 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 25 janvier 2021.

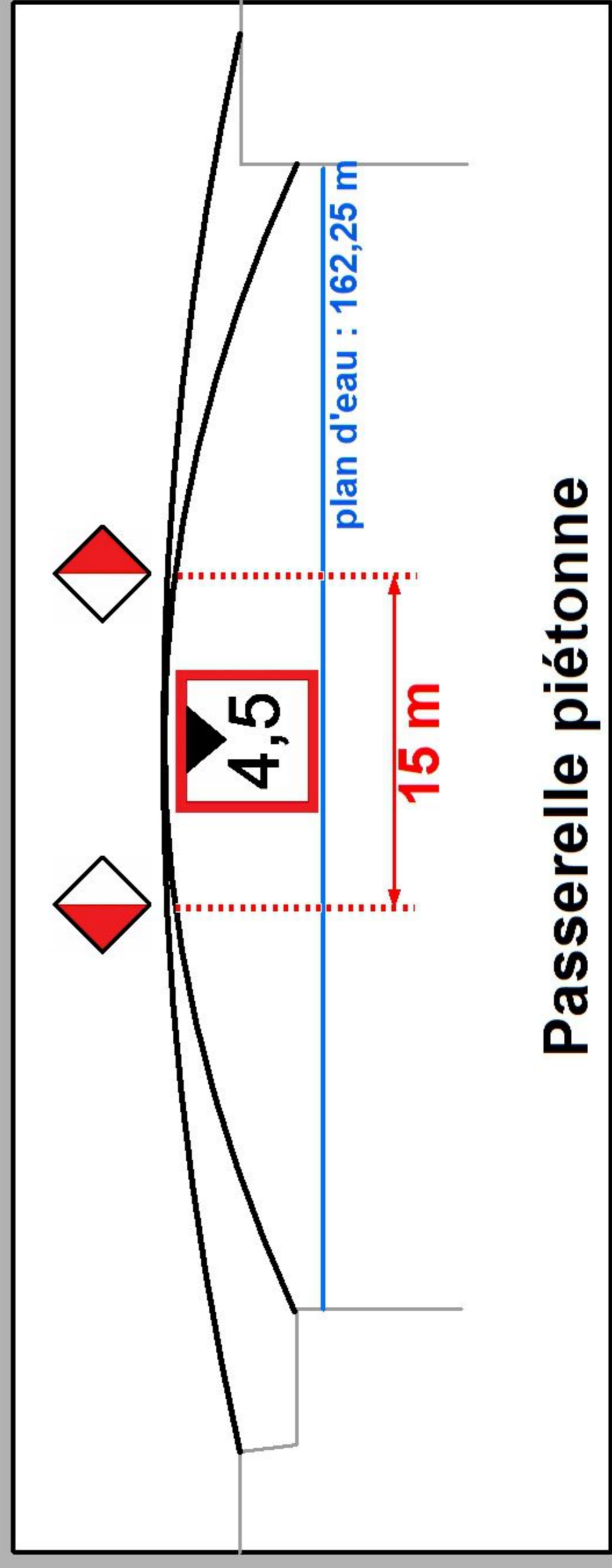


Gabarit max des bateaux		Emplacements
	long. : 8 m / largeur : 2,5 m	13 14 15 16 17 18 19 20 21
	long. : 10 m / largeur : 4 m	22
	long. : 12 m / largeur : 4 m	1 2 6 7 8 9 10 11 12
	long. : 14 m / largeur : 4 m	3 4 5 23 24 25
	long. : 38,5 m / largeur : 5 m	Selon emplacements disponibles



REGLIMENTATION

**Navigation interdite
sauf autorisation expresse**



Passerelle piétonne

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-25-R-0036**commune(s) : **Vénissieux**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Vénissiane - Extension de la capacité d'accueil**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 2013

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-02-20-R-0167 du 20 février 2020 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) La Maison Bleue à Vénissieux à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, nommé Vénissiane, d'une capacité de 23 places et situé 50 boulevard Ambroise Croizat 69200 Vénissieux ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 15 décembre 2020 par la SARL La Maison Bleue à Vénissieux, représentée par madame Amalia Monteiro et dont le siège est situé 148-152 route de la Reine 92100 Boulogne Billancourt ;

Vu le rapport établi le 12 janvier 2021 par l'adjoint au responsable du service santé de la Maison de la Métropole de Vénissieux, par délégation du médecin, responsable de la direction santé et protection maternelle et infantile (PMI) sur le fondement de l'article R 2324-23 du code de la santé publique ;

arrête

Article 1er - La capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé Vénissiane et situé 50 boulevard Ambroise Croizat 69200 Vénissieux est étendue à 33 places sans surnombre en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30.

Article 2 - La direction de la structure est assurée par madame Amandine Grau, infirmière puéricultrice diplômée d'État (1 équivalent temps plein).

Article 3 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une éducatrice de jeunes enfants,
- 2 auxiliaires de puériculture,
- une psychomotricienne,
- 2 titulaires du baccalauréat professionnel accompagnement, soins et services à la personne,
- 4 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance,
- une titulaire du brevet d'études professionnelles (BEP) carrières sanitaires et sociales.

Article 4 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 5 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 6 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 25 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 25 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 25 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-25-R-0037**

commune(s) :

objet : **Délégations de signature accordées aux agents de la Métropole de Lyon - Abrogations et attributions des délégations - Abrogation de l'arrêté n°2020-12-07-R-0965 du 7 décembre 2020**service : **Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

n°provisoire 2152

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 3611-3 et L 3221-3 autorisant le Président de la Métropole à donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables de service ;

Considérant que ladite délégation de signature peut être étendue aux attributions confiées par le Conseil de la Métropole de Lyon au Président de la Métropole, en application de l'article L 3221-13 du code général des collectivités territoriales, sauf si le Conseil en a décidé autrement dans la délibération déléguant ces attributions au Président de la Métropole ;

Vu l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n°2020-0005 du 2 juillet 2020 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-07-R-0965 du 7 décembre 2020 donnant délégations de signature aux agents de la Métropole ;

Vu la note de service n°2020-25 du 22 octobre 2020 portant sur les délégations de signature susceptibles d'être accordées aux agents de la Métropole ;

Considérant qu'il convient d'assurer matériellement et dans des conditions de rapidité optimale la bonne marche des services ;

arrête

Article 1er - L'arrêté n°2020-12-07-R-0965 du 7 décembre 2020 est abrogé.

Article 2 - Le tableau ci-après annexé recense :

- les délégations faisant l'objet d'une abrogation avec la mention "abrogation de délégation",
- les délégations avec la mention "nouvelle délégation" pour les agents qui n'en avaient pas ou ceux dont la délégation a été au préalable abrogée.

Article 3 - La délégation de signature consentie à un Directeur de territoire ou à son adjoint pourra être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ces 2 agents, par tout autre Directeur de territoire ou adjoint au Directeur de territoire, sous réserve qu'ils disposent des délégations de signature équivalentes.

Il en va de même entre les chefs de service de territoires et leurs adjoints, sous réserve qu'ils exercent des fonctions équivalentes et en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de territoire concerné et de son adjoint.

Article 4 - En application de l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un agent de la Métropole, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Lorsque le supérieur hiérarchique estime qu'il y a lieu de confier le traitement de l'affaire à une autre personne placée sous son autorité, la personne dessaisie du dossier ne peut prendre part à aucune réunion ni émettre aucun avis en rapport avec les questions en cause.

Article 5 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département.

Lyon, le 25 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

Affiché le : 25 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 25 janvier 2021.

GROUPES	DESCRIPTION DES GROUPES DE DELEGATIONS
AFFAIRES JURIDIQUES, ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX	
GROUPE 1	<ul style="list-style-type: none"> Actes conservatoires et interruptifs de déchéance en application de l'article L 3221-10 du code général des collectivités territoriales.
GROUPE 2	<ul style="list-style-type: none"> Déclarations à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et procédures relatives à la protection des données à caractère personnel.
GROUPE 3	<ul style="list-style-type: none"> Dépôt de plaintes, hors constitutions de partie civile.
GROUPE 4	<ul style="list-style-type: none"> Envoi de correspondances adressées aux autorités juridictionnelles.
GROUPE 5	<ul style="list-style-type: none"> Requêtes et mémoires correspondant aux actions intentées par la Métropole de Lyon devant toutes les juridictions, tant civiles qu'administratives, ou auxquelles elle défend devant les mêmes juridictions.
GROUPE 6	<ul style="list-style-type: none"> Représentation de la Métropole de Lyon aux audiences devant toutes les juridictions, tant civiles qu'administratives.
GROUPE 7	<ul style="list-style-type: none"> Courriers accusant réception de demandes, y compris lorsque celles-ci font courir un délai, formant mises en demeure ou demandant à des tiers communication de documents ou de renseignements.
GROUPE 8	<ul style="list-style-type: none"> Demandes d'interventions d'huissiers pour la signification d'actes ou l'établissement de procès-verbaux.
GROUPE 9	<ul style="list-style-type: none"> Courriers établis dans le cadre de procédures contradictoires.
GROUPE 10	<ul style="list-style-type: none"> Actes intéressant l'inscription ou la radiation de l'hypothèque légale prévue à l'article L 132-9 du code de l'action sociale et des familles.
GROUPE 11	<ul style="list-style-type: none"> Règlements de sinistres et acceptations des indemnités inférieures à 40 000 €.
GROUPE 12	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à l'indemnisation en nature des dommages causés aux bacs d'ordures ménagères (bacs gris) auprès de leur propriétaire.
GROUPE 13	<ul style="list-style-type: none"> Communication de documents administratifs en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.
AFFICHAGE LEGAL	
GROUPE 14	<ul style="list-style-type: none"> Attestations et certificats d'affichage légal des actes.
COMMANDE PUBLIQUE	
GROUPE 15	<ul style="list-style-type: none"> Signature des accords-cadres et marchés < 90 000 € HT, subséquents ou non d'un accord-cadre, de leurs avenants et décisions de poursuivre et des décisions de résiliation. Signature des actes et décisions relatifs à l'exécution des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant, à l'exclusion des modifications du marché et des décisions de résiliation. Signature des actes et décisions relatifs à la passation des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre quel que soit leur montant. Signature des ordres de service, actes spéciaux de sous-traitance, certificats de cessibilité, décomptes généraux et définitifs relatifs aux accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant. Bons de commande, quel que soit le montant, dans la limite du montant maximum de l'accord-cadre ou du marché, subséquent d'un accord-cadre.
GROUPE 16	<ul style="list-style-type: none"> Signature des accords-cadres et marchés < 40 000 € HT, subséquents ou non d'un accord-cadre, de leurs avenants et décisions de poursuivre et des décisions de résiliation. Signature des actes et décisions relatifs à l'exécution des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, < 90 000 € HT, à l'exclusion des modifications du marché et des décisions de résiliation. Signature des actes et décisions relatifs à la passation des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant. Signature des ordres de service et actes spéciaux de sous-traitance relatifs aux accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant. Bons de commande < 90 000 € HT et dans la limite du montant maximum de l'accord cadre ou du marché subséquent d'un accord-cadre.
ENFANCE ET FAMILLE	
GROUPE 17	<ul style="list-style-type: none"> Décisions et contrats d'accueil et d'accompagnement des mineurs dans le service de la protection de l'enfance. Arrêtés et procès-verbaux d'admission des mineurs en qualité de pupilles de l'Etat.
GROUPE 18	<ul style="list-style-type: none"> Décisions intéressant l'exercice de l'autorité parentale sur les mineurs confiés au service de la protection de l'enfance, dont autorisations de soins.
GROUPE 19	<ul style="list-style-type: none"> Décisions fixant la contribution aux frais d'entretien et d'hébergement de toute personne prise en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance ou si elle est mineure de ses débiteurs d'aliments.
GROUPE 20	<ul style="list-style-type: none"> Décisions relatives au choix du mode d'accueil et d'accompagnement des mineurs confiés au service de la protection de l'enfance.
GROUPE 21	<ul style="list-style-type: none"> Décisions attribuant ou refusant l'agrément des assistants maternels et assistants familiaux.
GROUPE 22	<ul style="list-style-type: none"> Décisions suspendant ou retirant l'agrément des assistants maternels et assistants familiaux.
GROUPE 23	<ul style="list-style-type: none"> Contrats d'accueil conclus avec les assistants maternels, assistants familiaux ou avec les tiers dignes de confiance pour les besoins de l'accueil des enfants confiés au service de la protection de l'enfance.
GROUPE 24	<ul style="list-style-type: none"> Attestations de formation délivrées aux assistants maternels et assistants familiaux.
GROUPE 25	<ul style="list-style-type: none"> Etats de frais des tiers accueillant des enfants confiés au service de la protection de l'enfance.
GROUPE 26	<ul style="list-style-type: none"> Conventions relatives à la participation d'agents de la Métropole aux sorties familiales.
GROUPE 27	<ul style="list-style-type: none"> Avis préalable à la délivrance de l'agrément préfectoral pour les entreprises de services à domicile (garde d'enfants de moins de 3 ans).
GROUPE 28	<ul style="list-style-type: none"> Demandes d'indemnisation devant la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) au titre de l'enfance maltraitée.
GROUPE 29	<ul style="list-style-type: none"> Contrats particuliers de location en application des conventions avec les organismes de logements pour les besoins du service de la protection de l'enfance.
GESTION DES ACTES ADMINISTRATIFS	
GROUPE 30	<ul style="list-style-type: none"> Expéditions de registres, ampliations d'actes administratifs (double, en la forme authentique, d'un acte administratif). Attestation du caractère exécutoire des actes. Décisions de non préemption.
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	
GROUPE 31	<ul style="list-style-type: none"> Avancements d'échelon des fonctionnaires.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, HORS EMPLOIS FONCTIONNELS, COLLABORATEURS DE CABINET, COLLABORATEURS DE GROUPE POLITIQUE ET DIRECTEURS	
GROUPE 32	<ul style="list-style-type: none"> • Déroulement de carrière et position statutaire : <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition, - réintégration anticipée avant fin normale de détachement ou de disponibilité, - mutation dans l'intérêt du service, - abandon de poste. • Rémunération et indemnités diverses : <ul style="list-style-type: none"> - attribution d'un régime indemnitaire différent du régime socle, - indemnité de rupture conventionnelle. • Relations au centre de gestion du Rhône (CdG69) : <ul style="list-style-type: none"> - demandes d'organisation de concours auprès du centre de gestion de la fonction publique territoriale, - signature des conventions dont la passation avec le CdG69 a été approuvée par le Conseil, de leurs avenants autorisés dans les mêmes formes, et des actes subséquents.
GROUPE 33	<ul style="list-style-type: none"> • Temps de travail et congés : <ul style="list-style-type: none"> - autorisations de cumul d'activités, - décisions relatives aux congés bonifiés, - refus des congés maternité, paternité, adoption et des congés spécifiques prévus aux 8°, 9°, 10° et 11° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée et 8°, 9° et 10° de l'article 41 de la loi n° 86-33 du 09/01/1986, - congés de proche aidant. • Formation : <ul style="list-style-type: none"> - congés de formation professionnelle, congés pour validation des acquis de l'expérience, congés pour bilan de compétences ou décharge de service (article 57 6°, 6 bis et 6 ter de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée ; article 41 6°, 6 bis et 6 ter de la loi n° 86-33 du 09/01/1986), - refus de formations soumises aux nécessités de service ou envisagées dans le cadre du droit individuel à la formation (sauf cas de saisine de la Commission administrative paritaire). • Maladie, accidents : <ul style="list-style-type: none"> - attribution des congés de maladie ordinaire supérieurs à 6 mois, congés de longue maladie, congés de longue durée, - temps partiels thérapeutiques, - imputabilité au service d'un accident, - congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS).
GROUPE 34	<ul style="list-style-type: none"> • Inaptitude: <ul style="list-style-type: none"> - décisions individuelles relatives à l'aménagement du poste de travail, - décisions individuelles relatives à la période préparatoire au reclassement (PPR). • Action sociale : <ul style="list-style-type: none"> - décisions individuelles relatives aux prestations d'action sociale (allocations pour enfants handicapés, etc.), - distinctions honorifiques et médailles. • Relations sociales : <ul style="list-style-type: none"> - arrêtés désignations en cas de grève, - actes afférents aux élections professionnelles, - refus de congés pour formation syndicale présentés hors délai. • Fin de fonctions : <ul style="list-style-type: none"> - actes afférents à la mise à la retraite, - démission, - licenciement (sauf licenciement pour insuffisance professionnelle en cours de stage), - indemnités de licenciement, - attribution du capital décès, - saisines de la haute autorité pour la transparence de la vie publique.
GROUPE 35	<ul style="list-style-type: none"> • Actes liés au recrutement : <ul style="list-style-type: none"> - décisions de recrutement de fonctionnaires sur emploi permanent, de mise en stage (sauf promotion interne) et de titularisation, - contrats de recrutement sur emplois permanents pour des besoins permanents (articles 3-2 et 3-3 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée ; articles 9 et 9-1 II de la loi n° 86-33 du 09/01/1986), - contrats de recrutement sur emplois non permanents (article 3 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, article 9-1 III de la loi n° 86-33 du 09/01/1986), - contrats de droit privé (contrats d'apprentissage, contrats aidés, conventions de stage, conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE)) et stages d'immersion professionnelle, - contrats de recrutement des assistants familiaux, - intégration après détachement, - intégration directe, - rejets de candidatures. • Déroulement de carrière et position statutaire : <ul style="list-style-type: none"> - affectation, sauf mutation dans l'intérêt du service, - détachement (octroi ou renouvellement), - disponibilité (octroi ou renouvellement), - actes individuels avancement de grade et promotion interne, - congés de mobilité (contractuels).
GROUPE 36	<ul style="list-style-type: none"> • Rémunération et indemnités diverses : <ul style="list-style-type: none"> - attribution du régime indemnitaire socle, - attribution ou retrait d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI), - indemnité compensatrice de congés payés, - modalités financières du transfert des congés versés sur le compte épargne temps en cas d'arrivée/départ d'un agent, - indemnités forfaitaires de changement de résidence, - remboursement frais de mission, - autorisation d'utiliser un véhicule personnel pour un déplacement professionnel. • Temps de travail et congés : <ul style="list-style-type: none"> - autorisations de travail à temps partiel, - télétravail, - congés non rémunérés, - autorisations exceptionnelles d'absence, - décisions relatives au congé parental, - congés maladie ordinaires (CMO) inférieurs à 6 mois. • Discipline : <ul style="list-style-type: none"> - avertissement, blâme.

GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE	
GROUPE 37	<ul style="list-style-type: none"> • Signature des bordereaux-journaux de dépenses et recettes (bordereaux, titres, mandats, avis des sommes à payer et pièces justificatives). • Certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.
GROUPE 38	<ul style="list-style-type: none"> • Nomination et cessation de fonctions des régisseurs, mandataires et mandataires suppléants dans les régies comptables.
GROUPE 39	<ul style="list-style-type: none"> • Consignations et déconsignations faites dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT). • Consignations et déconsignations faites dans le cadre des acquisitions foncières.
GROUPE 40	<ul style="list-style-type: none"> • NÉANT
SOCIAL (INSERTION, PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES, HABITAT ET LOGEMENT)	
GROUPE 41	<ul style="list-style-type: none"> • Signalements adressés à l'autorité judiciaire au titre de la protection des personnes vulnérables.
GROUPE 42	<ul style="list-style-type: none"> • Demandes pour que soient instituées des mesures de protection au profit des personnes vulnérables.
GROUPE 43	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions attribuant ou refusant l'attribution des allocations mensuelles, des secours exceptionnels, des chèques d'accompagnement personnalisés, des aides financières aux jeunes majeurs et aux bénéficiaires du Fonds d'aide aux jeunes (FAJ).
GROUPE 44	<ul style="list-style-type: none"> • Tous actes individuels intéressant les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA).
GROUPE 45	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats d'engagement conclus avec les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et décisions portant désignation des personnes chargées de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre de ces contrats.
GROUPE 46	<ul style="list-style-type: none"> • Tous actes individuels intéressant les bénéficiaires de l'accompagnement Itinéraires emploi renforcés (IER).
GROUPE 47	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats d'engagement conclus avec les bénéficiaires de l'accompagnement Itinéraires emploi renforcés (IER) et décisions portant désignation des personnes chargées de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre de ces contrats.
GROUPE 48	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions portant attribution ou refus d'attribution des aides du Fonds de solidarité pour le logement (FSL).
GROUPE 49	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêtés de révision périodique de l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA) en établissement et à domicile, arrêtés de révision à la demande en établissement et à domicile et arrêtés de rejet de l'ADPA.
GROUPE 50	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers de mise en demeure du bénéficiaire avant suspension et courriers de réclamation de trop perçu.
GROUPE 51	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers de rappel adressés au bénéficiaire ou à son tuteur pour l'allocation compensatrice suite à la réception de factures, des sorties d'établissement, un contrôle d'effectivité, la révision des ressources, un passage d'établissement au domicile, une décision de justice, tout changement de situation entraînant un rappel de paiement.
GROUPE 52	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers de trop-perçu adressés au bénéficiaire ou à son tuteur suite à une entrée en établissement, une hospitalisation, un contrôle d'effectivité, la révision de ressources, l'obtention d'un avantage analogue, un changement de situation entraînant un trop-perçu, le décès du bénéficiaire.
GROUPE 53	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêtés fixant le montant de l'allocation compensatrice domicile ou hébergement et les arrêtés de rejet ou de suspension suite à une entrée en établissement, une hospitalisation, un contrôle d'effectivité, la révision des ressources, l'obtention d'un avantage analogue.
GROUPE 54	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions d'admission ou de refus d'admission à l'aide sociale, décisions de suspension ou de révision de l'aide sociale et actions en répétition de l'indu, à l'exception des remises gracieuses.
GROUPE 55	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats conclus avec les usagers dans le cadre de mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP).
GROUPE 56	<ul style="list-style-type: none"> • Actes pris en qualité de tuteur aux personnes ou aux biens en qualité d'administrateur <i>ad hoc</i>.
GROUPE 57	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions de récupération des créances d'aide sociale.
GROUPE 58	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions attribuant ou refusant l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), la prestation de compensation du handicap (PCH) ou l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA).
GROUPE 59	<ul style="list-style-type: none"> • Correspondances avec les tiers intéressant le contrôle de l'utilisation de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA) et demandes de remboursement des sommes indues.
GROUPE 60	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions attribuant, refusant, suspendant ou retirant l'agrément pour l'accueil à domicile des personnes âgées ou handicapées adultes.
GROUPE 61	<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbaux de visites de conformité des établissements médicaux-sociaux accueillant des enfants, des personnes âgées ou handicapées.
GROUPE 62	<ul style="list-style-type: none"> • Avenants portant modification des conventions tripartites pluriannuelles d'habilitation d'hébergement de personnes âgées dépendantes entre la Métropole de Lyon, l'Agence régionale de santé (ARS) et les établissements concernés.
GROUPE 63	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions d'accord et de rejet de demandes de carte mobilité inclusion.
GROUPE 64	<ul style="list-style-type: none"> • Nomination et cessation de fonctions des porteurs de cartes achats par l'administrateur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-25-R-0038**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Procès-verbal de clôture d'enquête publique - Déclassement du domaine public de voirie métropolitaine de plusieurs parcelles situées autour de la place de Francfort**service : **Délégation Gestion et exploitation de l'espace public - Territoires services urbains**

n° provisoire 2171

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière et, notamment, l'article L 141-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et, notamment, les articles L 134-1 et suivants et R 134-3 et suivants ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0574 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à monsieur Fabien Bagnon, Vice-Président ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-11-23-R-0907 du 23 novembre 2020 relatif au déclassement du domaine public de voirie métropolitain de parcelles situées autour de la place de Francfort à Lyon 3° ;

arrête**Article 1er** - Le projet de déclassement du domaine public de voirie de plusieurs parcelles situées autour de la place de Francfort à Lyon 3° a été soumis à une enquête publique dans les formes prescrites par les articles L 134-1 et suivants et R 134-3 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Article 2 - Conformément à l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-11-23-R-0907 du 23 novembre 2020, monsieur Gaston Martin, retraité ingénieur civil des ponts et chaussées, a été nommé commissaire-enquêteur et l'enquête publique a été ouverte du 7 décembre 2020 au 21 décembre 2020 inclus.

Pendant cette même période, le dossier d'enquête publique a été déposé à :

- la Mairie de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès (1^{er} étage) 69007 Lyon : du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 16h45,

- la Métropole de Lyon, direction générale délégué au développement urbain et au cadre de vie, direction des ressources administratives et financières, unité juridique processus délibératif VVN/TSU, immeuble le Clip (6^{ème} étage), 83 cours de la Liberté 69003 Lyon : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30.

Pendant ce délai, les observations du public ont été consignées directement sur le seul registre prévu à cet effet à la Mairie de Lyon, siège de l'enquête, ou pouvaient être adressées, par écrit au commissaire-enquêteur pour être annexées au registre.

Le lundi 14 décembre 2020 de 13h45 à 16h45 et le lundi 21 décembre de 13h45 à 16h45, le commissaire-enquêteur a reçu à la Mairie de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès (1^{er} étage) 69007 Lyon, les personnes intéressées ou concernées par le projet et a recueilli leurs questions, observations, propositions et contre-propositions éventuelles.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté précité, 8 jours avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté ainsi qu'un avis d'enquête au format A3 sur fond vert ont été publiés par voie d'affichage à la Mairie centrale de Lyon et à la Mairie de Lyon 3^e, à chaque extrémité des espaces concernés par le déclassement et au siège de la Métropole.

De même, l'arrêté a été publié dans 2 journaux régionaux ou locaux, 8 jours avant l'ouverture de l'enquête et a été rappelé par la même voie le premier jour de celle-ci.

Le registre d'enquête a été clos et signé le 21 décembre 2020 au soir par le commissaire-enquêteur, qui a visé et signé les pièces de l'instruction ayant servi de base à l'enquête et formulé son avis motivé après s'être fourni de tous les renseignements nécessaires.

Article 3 - Le dossier ainsi établi, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ont été remis à la Métropole le 28 décembre 2020 dans le respect du délai prévu soit un mois à compter de la fin de l'enquête publique.

Le rapport du commissaire-enquêteur mentionne que le registre comporte 3 observations écrites déposées individuellement par des propriétaires riverains lors de ses permanences et une pétition signée par le collectif Résidents de la Pergola 56 rue Maurice Flandin, toutes s'opposant au projet.

Les motifs d'opposition sont les suivants :

- le projet qui prévoit la disparition du parking minute risque de provoquer un accroissement des stationnements sauvages, le blocage à l'accès du parking des résidents de la copropriété la Pergola et l'insécurité des résidents,

- ce projet provoque la résiliation, dès l'année 2021, du contrat de location liant cette copropriété et la société JC DECAUX, relatif à la mise à disposition d'une façade de la résidence pour de l'affichage publicitaire, causant la perte de revenus financiers,

- les copropriétaires s'opposent à la construction d'un immeuble de grande hauteur fermant l'îlot de la copropriété,

- les copropriétaires regrettent le manque de concertation avec la Métropole. Le nouvel aménagement de la place de Francfort présenté en 2016 devait être conservé jusqu'en 2030.

L'analyse et les avis du commissaire-enquêteur sont les suivants :

- concernant le parking minute :

. il préconise une reconduction du parking de dépose minute gratuit,

Métropole de Lyon

- page 3/3

- concernant la résiliation du contrat d'affichage publicitaire :

. il indique que le préjudice financier existe pour la copropriété.

- concernant le projet de construction et le manque de concertation :

. il estime que bien qu'il n'y ait pas d'obligation de concertation, il regrette que le dialogue ait été rompu avant la présentation du nouvel aménagement de la place.

En conclusion de ses observations, le commissaire-enquêteur estime qu'il serait opportun de réfléchir à un aménagement différent respectant mieux la notion d'amélioration qualitative de la place, qui laisserait aux usagers du pôle d'échange multimodal une opportunité de stationnement gratuit pendant 20 minutes et ne fermerait pas complètement l'îlot.

Le commissaire-enquêteur donne son avis favorable mais émet 2 réserves :

- réserve n°1 : rétablir, au moins partiellement, le parking dépose minute gratuit pendant 20 minutes (y compris pendant les travaux),

- réserve n°2 : faire évoluer le projet d'immeuble présenté (par exemple, se rapprocher de la version qui avait été présentée sur la maquette globale du quartier en 2016), pour ne pas pénaliser la copropriété riveraine rue Flandin.

Ces réserves seront levées dans la délibération qui prononcera le déclassement.

Les copies du rapport et des conclusions motivées établies à l'issue de l'enquête par monsieur Gaston Martin, commissaire-enquêteur, ont été déposées en Mairie centrale de Lyon où elles seront consultables par le public à compter du 21 janvier 2021.

Toute personne pourra également obtenir communication des conclusions motivées et du rapport de monsieur Gaston Martin, commissaire-enquêteur, à partir du 21 janvier 2021 en en faisant la demande à monsieur le Maire de Lyon.

Article 4 - L'enquête publique pour le déclassement du domaine public de voirie de plusieurs parcelles situées autour de la place de Francfort à Lyon 3^e est close .

Article 5 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et de la transmission au représentant de l'État dans le département.

Lyon, le 25 janvier 2021

Pour le Président,
le Vice-Président délégué,
Signé

Fabien Bagnon

Affiché le : 25 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 25 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0039**commune(s) : **Villeurbanne**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Jean-Jacques Rousseau - Changement de direction**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 1783

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2019-08-26-R-0608 du 26 août 2019 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Léa et Léo First Park à ouvrir, par délégation de service public, un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, d'une capacité de 42 places situé 12 rue Raymond Terracher 69100 Villeurbanne ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-01-28-R-0070 du 28 janvier 2020 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Léa et Léo sud-est à assurer la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans nommé Jean-Jacques Rousseau et situé 12 rue Raymond Terracher 69100 Villeurbanne ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 15 janvier 2021 par la SARL Léa et Léo sud-est, représentée par madame Amandine Maton et dont le siège est situé ZAC Grenoble Air Parc est lieudit Vieille Route 38590 Saint Etienne de Saint Geoirs ;

arrête

Article 1er - La direction de l'établissement est assurée par madame Juliette Rapaud, infirmière puéricultrice diplômée d'État, bénéficiant d'une dérogation au titre de l'expérience professionnelle.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 42 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Article 3 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une éducatrice de jeunes enfants,
- 4 auxiliaires de puériculture,
- 6 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 4 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 5 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 6 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0040**commune(s) : **Saint Genis Laval**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Jardin Passerelle - Changement de gestionnaire -
Changement de direction**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n° provisoire 2145

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-SPMI-2003-0028 du 14 octobre 2003 autorisant l'association Pom' Cerises à créer un jardin d'enfants nommé Jardin Passerelle et situé centre social des Basses Barolles à Saint Genis Laval ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-MAA-2005-0030 du 5 janvier 2005 autorisant l'association Pom' Cerises à transférer le jardin d'enfants Jardin Passerelle allée Paul Frantz à Saint Genis Laval et à étendre sa capacité à 18 places ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 22 décembre 2020 par l'association pour le logement, la formation et l'animation - accueillir, associer, accompagner (ALFA3A), représentée par madame Béatrice Audras et dont le siège est situé 2 bis rue Nicolas Sicard à Lyon 5° ;

arrête

Article 1er - À compter du 10 décembre 2020, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type jardin d'enfants nommé Jardin passerelle est assurée par l'association ALFA3A.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 18 places les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h30 à 18h00 en période scolaire.

Article 3 - La direction de la structure est assurée par madame Christelle Bernard Boussieres, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (1 équivalent temps plein dont 0,34 consacré aux activités de direction).

Article 4 - Les effectifs auprès des enfants comportent :

- une éducatrice de jeunes enfants,
- une auxiliaire de puériculture,
- 2 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0041**commune(s) : **Lyon 7°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Le Petit jardin - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12-07-R-0958 du 7 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2193

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2015-07-09-R-0478 du 9 juillet 2015 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 332 rue Garibaldi à Lyon 7° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-08-R-0068 du 8 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 332 rue Garibaldi à Lyon 7° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-11-19-R-0768 du 19 novembre 2019 prenant acte que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 332 rue Garibaldi à Lyon 7° mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°, filiale à 100% de la SAS People and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-07-R-0958 du 7 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 332 rue Garibaldi à Lyon 7°, le Petit Jardin et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°;

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé le Petit jardin et situé 332 rue Garibaldi à Lyon 7° est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Carole Freydière, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-07-R-0958 du 7 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0042**commune(s) : **Lyon 6°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Joyeuse tribu - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12- 23-R-1050 du 23 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2197

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2012-0024 du 9 mars 2012 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 53 rue Tronchet à Lyon 6° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-08-R-0067 du 8 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 53 rue Tronchet à Lyon 6° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2019-11-15-R-0762 du 15 novembre 2019 prenant acte que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 53 rue Tronchet à Lyon 6° mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°, filiale à 100% de la SAS People and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-23-R-1050 du 23 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 53 rue Tronchet à Lyon 6°; la Joyeuse tribu et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°;

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé la Joyeuse tribu et situé 53 rue Tronchet à Lyon 6° est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Carole Freydière, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-23-R-1050 du 23 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0043**commune(s) : **Saint Didier au Mont d'Or**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Petit à petit - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12-07-R-0959 du 7 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2200

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2012-0076 du 3 janvier 2013 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé Parc d'affaires de Crécy, 5A rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-10-R-0074 du 10 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 5A rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2019-11-19-R-0766 du 19 novembre 2019 prenant acte que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 5A rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8^e, filiale à 100% de la SAS People and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-07-R-0959 du 7 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 5A rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or, Petit à petit et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé Petit à petit et situé Parc d'affaires de Crécy, 5A rue Claude Chappe 69370 Saint Didier au Mont d'Or est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Céline Burgaz, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-07-R-0959 du 7 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0044**commune(s) : **Lyon 4°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Lunes et Étoiles - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2020-12-07-R-0960 du 7 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2201

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2015-05-21-R-0367 du 21 mai 2015 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 4 rue Richan à Lyon 4° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-08-R-0066 du 8 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 4 rue Richan à Lyon 4° ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2019-11-19-R-0767 du 19 novembre 2019 actant que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 4 rue Richan à Lyon 4° mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°, filiale à 100% de la SAS Pe ople and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-07-R-0960 du 7 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 4 rue Richan à Lyon 4°, Lunes et étoiles et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°;

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé Lunes et étoiles et situé 4 rue Richan à Lyon 4°est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Céline Burgaz, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-07-R-0960 du 7 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0045**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Danton Rêve - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12-10-R-0986 du 10 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2206

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2012-0044 du 31 août 2012 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 3 place Danton à Lyon 3°;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-08-R-0065 du 8 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 3 place Danton à Lyon 3°;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-11-15-R-0765 du 15 novembre 2019 actant que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 3 place Danton à Lyon 3° mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°, filiale à 100% de la SAS People and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-1 0-R-0986 du 10 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 3 place Danton à Lyon 3°, Danton Rêve et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°;

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé Danton Rêve et situé 3 place Danton à Lyon 3°est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Céline Oliver, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-10-R-0986 du 10 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0046**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Zébulons - Modifications administratives affectant la gestion et l'exploitation de l'établissement - Arrêté modificatif de l'arrêté n°2020-12-10-R-0985 du 10 décembre 2020**service : **Délégation Solidarités, habitat et éducation - Direction santé et PMI**

n°provisoire 2207

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2012-0985 du 12 mars 2012 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) Partenaire crèche à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 18 impasse Saint Eusèbe à Lyon 3°;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2017-02-08-R-0064 du 8 février 2017 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Partenaire crèche sud-est (groupe Partenaire crèche) à reprendre la gestion de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 18 impasse Saint Eusèbe à Lyon 3°;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2019-11-15-R-0763 du 15 novembre 2019 actant que la SARL Partenaire crèche sud-est reste gestionnaire de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 18 impasse Saint Eusèbe à Lyon 3° mais est reprise à compter du 31 juillet 2019 par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°, filiale à 100% de la SAS People and Baby ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n° 2020-07-16-R-0569 du 16 juillet 2020 donnant délégation de signature à madame Lucie Vacher, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2020-12-10-R-0985 du 10 décembre 2020 autorisant la SAS Microbaby à renommer l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, situé 18 impasse Saint Eusèbe à Lyon 3°, les Zébulons et listant son personnel ;

Vu le dossier complet de demande de modification de l'autorisation porté devant le Président de la Métropole le 13 janvier 2021 par la SAS Microbaby, représentée par monsieur Christophe Durieux et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°;

arrête

Article 1er - À compter du 1^{er} janvier 2021, suite à la transmission universelle du patrimoine de la SARL Partenaire crèche sud-est au sein de la SAS Microbaby, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans dénommé les Zébulons et situé 18 impasse Saint Eusèbe à Lyon 3° est assurée par la SAS Microbaby dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8°.

Article 2 - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

Article 3 - La référente technique de la structure est madame Céline Oliver, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

Article 4 - Les autres dispositions relatives aux effectifs et à la qualification des personnels, mentionnées dans l'arrêté n°2020-12-10-R-0985 du 10 décembre 2020, demeurent inchangées.

Article 5 - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

Article 6 - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance du Président de la Métropole sans délai.

Article 7 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée à l'établissement.

Lyon, le 28 janvier 2021

Pour le Président,
la Vice-Présidente déléguée,

Signé

Lucie Vacher

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2021-01-28-R-0047**

commune(s) :

objet : Désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques au sein de la Métropole de Lyon - Abrogation de l'arrêté n°2021-01-14-R-0022 du 14 janvier 2021**service : Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière - Direction assemblées, affaires juridiques et assurances**

n° provisoire 2208

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 qui fixe l'obligation de désigner une personne responsable de l'accès aux documents administratifs (PRADA) ;

Vu l'article R 330-2 du code des relations entre le public et l'administration indiquant que les départements sont tenus de désigner une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques ;

Vu l'article R 330-3 du même code, relatif aux modalités de désignation et de publicité de la PRADA ;

Vu l'article R 330-4 du même code, portant sur les missions confiées à la PRADA ;

Vu l'arrêté du Président de la Métropole n°2021-01-14-R-0022 du 14 janvier 2021 ;

arrête**Article 1er** - Sont désignées, par monsieur Bruno Bernard, Président de la Métropole de Lyon :

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03
04 78 63 40 40

les personnes suivantes en tant que responsables de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques de la Métropole :

- madame Tamam Hannouche-Yonis, en qualité de titulaire.

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière
Direction Assemblées, affaires juridiques et assurances
Responsable du service des affaires juridiques
04 26 99 35 63 (téléphone professionnel)

- madame Lucie Binetruy, en qualité de suppléante :

Métropole de Lyon
Identifiant SIREN : 200 046 977
CS 33569
69505 Lyon Cedex 03

Délégation Pilotage et ingénierie administrative et financière
Direction Assemblées, affaires juridiques et assurances
Service des affaires juridiques
Responsable de l'unité juridique administration et action sociale
04 26 99 35 60 (téléphone professionnel)

Article 2 - Madame Tamam Hannouche-Yonis et madame Lucie Binetruy sont chargées, en cette qualité :

- de simplifier l'exercice du droit d'accès et de réutilisation des usagers,
- de permettre à l'administration d'être mieux informée des réponses à donner aux demandes de communication qui lui sont adressées,
- d'être l'interlocuteur unique de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour l'instruction des demandes,
- de réceptionner les demandes d'accès aux documents administratifs et de licence de réutilisation des informations publiques ainsi que les éventuelles réclamations et de veiller à leur instruction,
- d'assurer la liaison entre l'autorité auprès de laquelle elles sont désignées et la CADA.

Elles peuvent également être chargées d'établir un bilan annuel des demandes d'accès aux documents administratifs et de licences de réutilisation des informations publiques qu'elles présentent à la Métropole qui les a désignées et dont elles adressent copie à la CADA.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié aux intéressées, inscrit au recueil des actes administratifs de la Métropole, publié sur le site internet de la Métropole : www.grandlyon.com et une copie sera adressée au Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, ainsi qu'à la CADA dans un délai de 15 jours suivant la nomination de la PRADA.

Article 4 - Madame la Directrice générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département et qui emportera, durant le mandat en cours, abrogation de l'arrêté n°2021-01-14-R-0022 du 14 janvier 2021.

Lyon, le 28 janvier 2021

Le Président,

Signé

Bruno Bernard

.
.

Affiché le : 28 janvier 2021

Reçu au contrôle de légalité le : 28 janvier 2021.

GRANDLYON
la métropole

DÉLÉGATION PILOTAGE ET INGÉNIERIE
ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DIRECTION ASSEMBLÉES
AFFAIRES JURIDIQUES ET ASSURANCES

20, rue du Lac
CS 33569 - 69 505 Lyon Cedex 03
Tél. 04 78 63 41 00
Fax 04 78 63 40 90

www.grandlyon.com

